Karl MARX et Friedrich ENGELS

[1974]

LE MOUVEMENT OUVRIER FRANÇAIS

TOME I

TACTIQUE DANS
LA RÉVOLUTION PERMANENTE

Introduction, traduction et notes
de Roger DANGEVILLE

Politique d'utilisation de la bibliothèque des Classiques

Cette édition électronique a été réalisée par Jean Manaud, bénévole, professeur d'Histoire à Toulouse en France.

Courriel: jean.manaud@hotmail.fr

à partir de :

Karl MARX et Friedrich ENGELS

LE MOUVEMENT OUVRIER FRANÇAIS.
TOME I. Tactique dans la révolution permanente.

Introduction, traduction et notes de Roger DANGEVILLE, 1974. Paris : Petite collection Maspero, no 131, 1974, 191 pp.

Polices de caractères utilisée :

Pour le texte: Times New Roman, 14 points.
Pour les citations : Times New Roman, 12 points.
Pour les notes de bas de page : Times New Roman, 12 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2004 pour Macintosh.

Mise en page sur papier format : LETTRE US, 8.5'' x 11''

Édition numérique réalisée le 30 mai 2015 à Chicoutimi, Ville de Saguenay, Québec.



Karl Marx et Friedrich Engels

LE MOUVEMENT OUVRIER FRANÇAIS. TOME I. Tactique dans la révolution permanente.



Introduction, traduction et notes de Roger DANGEVILLE, 1974. Paris : Petite collection Maspero, no 131, 1974, 191 pp.

Karl Marx et Friedrich Engels

Le mouvement ouvrier français

I. Tactique dans la révolution permanente

Introduction, traduction et notes de Roger Dangeville. Paris : Petite collection Maspero, 1974, 191 pp. No 131.

Les batailles de préparation révolutionnaire. Les tentatives héroïques pour conquérir le pouvoir en 1848 et 1871. Les luttes pour l'organisation du prolétariat en classe, donc en parti, pour son érection en classe dominante par la conquête du pouvoir d'État. Textes inédits, traductions et notes de Roger Dangeville. *Les plébéiens de 1789 (praxis révolutionnaire) et les utopistes (idéologie socialiste). Marx et Engels, les babouvistes, les sociétés secrètes et le parti socialiste démocrate. 1848 : la révolution permanente en France et à l'échelle internationale. Les blanquistes.*

PARIS

FRANÇOIS MASPÉRO, ÉDITEUR, 1974

Karl MARX et Friedrich ENGELS

Le mouvement ouvrier français

Tome II

Efforts pour créer le parti de classe

Du dialogue des vivants avec leurs morts est né le programme historique de toute la classe ouvrière. Par leurs luttes, leur sang et leurs larmes, nos ancêtres de classe ont inauguré le combat révolutionnaire et ont tracé pour l'actuelle génération aussi la voie classique qui mène jusqu'à la conquête révolutionnaire du pouvoir d'État.

La Première Internationale de Marx-Engels et les sections françaises. Le parti et la Commune de Paris. La création du parti ouvrier moderne en France.

Présentation, traduction et notes de Roger Dangeville, 1974.

PARIS

FRANÇOIS MASPÉRO, ÉDITEUR, 1974

[190]

Table des matières

Le mouvement ouvrier français
I. Tactique dans la révolution permanente

2. MARX-ENGELS ET LE PARTI SOCIALISTE DÉMOCRATE PETIT-BOURGEOIS [77]

3. LA RÉVOLUTION PERMANENTE [113]

[5]

LE MOUVEMENT OUVRIER FRANÇAIS.
TOME I. Tactique dans la révolution permanente



par Roger DANGEVILLE, 1974.

Les prolétaires n'ont pas de patrie *(Manifeste).*

Ils forment une seule classe unitaire des prolétaires de tous les pays, d'hier, d'aujourd'hui et de demain.

Dialogue avec les morts

Retour à la table des matières

L'histoire du mouvement ouvrier retrace la vie d'une classe particulière et partisane de la société, ainsi que celle de l'activité engagée de militants. En traiter avec la méthode d'une science abstraite se plaçant au-dessus de la mêlée pour dégager un point de vue prétendument neutre et objectif serait sans doute tronquer et déformer le mouvement véritable. Nous avons préféré continuer d'utiliser la méthode de Marx-Engels quand ils analysent l'activité ouvrière en France, en nous situant dans leur perspective, celle-là même du courant le plus profond. Il s'agit du parti marxiste, capable d'expliquer même la valeur et la signification historiques - d'abord révolutionnaires, puis, le plus souvent, réactionnaires - des autres tendances

spontanées ou organisées du mouvement ouvrier, après en avoir tiré une synthèse organique grâce à sa méthode critique [1].

[6]

La méthode de Marx met en évidence, « dans la masse confuse et apparemment fortuite, incohérente et sans liaison des faits de l'histoire quotidienne », ceux qui sont fondamentaux, pour découvrir dans le passé les racines du présent et les germes du futur. Il a pu ainsi tirer sa théorie non tant de l'histoire en général que de celle des masses prolétariennes, notamment françaises. Et c'est en étant lui-même engagé dans un camp en lutte contre l'autre, sans aucun recul, en plein feu de l'action, que Marx a pu écrire son œuvre et particulièrement ses textes politiques, qui représentent les plus grands classiques politiques du mouvement ouvrier : Les Luttes de classes en France (1848-1850), Le 18-Brumaire de Louis Bonaparte *et* La Guerre civile en France (1871). *Ces ouvrages donnent à la fois l'explication du cours économique et social de la France du milieu du siècle dernier, et les enseignements valables pour les batailles sociales d'hier, d'aujourd'hui et de demain pour la lutte révolutionnaire.*

Ces deux recueils ne peuvent prétendre rassembler tous les faits historiques qui marquent le mouvement ouvrier français du siècle dernier. Ils présentent, aux moments où elles ont été formulées, les positions théoriques de Marx-Engels qui ont fait une sélection « subjective » - de parti - des faits qu'ils considéraient comme les plus saillants et les plus significatifs de la vie et de l'action des masses.

---

1 Cette position, le marxisme l'adopte, par exemple, vis-à-vis du socialisme utopique : « Le socialisme allemand théorique n'oubliera jamais qu'il s'est haussé sur les épaules de Saint-Simon, de Fourier et d'Owen, trois hommes qui, malgré toute la fantaisie et l'utopie de leurs doctrines, comptent parmi les plus grands cerveaux de tous les temps et ont anticipé avec génie sur d'innombrables idées dont nous démontrons à présent la justesse au point de vue scientifique. » (Cf. ENGELS, préface à *La Guerre des paysans en Allemagne*, 1874.) Et de poursuivre en ce qui concerne tout particulièrement l'apport ouvrier : « De même le mouvement ouvrier pratique d'Allemagne ne devra jamais oublier qu'il s'est développé sur les épaules des mouvements anglais et français, qu'il a pu utiliser tout simplement leurs expériences chèrement acquises et éviter aujourd'hui les erreurs alors pratiquement impossibles à éviter. »

Du mouvement ouvrier français - depuis sa naissance dans des conditions sociales arriérées jusqu'à sa pleine maturité - Marx et Engels ont notamment dégagé, pour l'ensemble du prolétariat moderne, les caractéristiques politiques - *qui faisaient alors l'originalité de la classe ouvrière française - pour servir aujourd'hui encore de « guide à l'action révolutionnaire » des avant-gardes.*

Dans le Manifeste, *Marx-Engels ont esquissé un schéma de développement du prolétariat en général, en soulignant le sens du déterminisme dans la lutte de classes. Rappelons brièvement quelles sont ces grandes lois de la croissance et de l'action de la classe ouvrière pour y confronter les luttes de classes en France à chacune de leurs phases.*

Au premier stade, *la production capitaliste engendre une classe ouvrière au sens* économique *du terme : des producteurs sont employés et salariés par des capitalistes. Du simple fait de leur condition dans la production, les ouvriers forment objectivement* une classe (pour la bourgeoisie *qui* [7] *les exploite), même s'ils n'ont pas encore une identité propre d'action, de conscience et de but. Déjà cependant, les ouvriers se groupent en associations économiques (coopératives, syndicats, etc.), et des théoriciens nous en donnent une image souvent fantastique, utopique.*

Au second stade, *les prolétaires deviennent une* classe pour eux-mêmes, *en adoptant une position idéologique et pratique commune, en contradiction avec les autres classes, dès qu'ils se donnent une organisation* politique *unitaire de parti, en vue de défendre leurs intérêts généraux communs et de lutter pour leur propre but, le socialisme* [2].

2 Ce stade a aussi été théorisé à partir des besoins réels et vivants des masses, et ce à un moment où sa théorisation ne pouvait avoir encore qu'un caractère utopique étant donné la faible maturité des rapports sociaux existants. La formule selon laquelle *le prolétariat se constitue en classe en s'organisant en parti* se trouve, en effet, déjà chez la communiste utopiste française Flora Tristan qu'Engels défend contre les attaques d'Edgar Bauer dans *La Sainte Famille*, chap. IV, 1 : « L'Union ouvrière de Flora Tristan », Ed. sociales, p. 27-29.

Au troisième stade, *les prolétaires luttent pour chasser du pouvoir les autres classes, notamment la bourgeoisie, tout en s'érigeant* en classe dominante. *Ils doivent alors* pour triompher, *avoir atteint et dépassé le second stade de leur action historique, car l'État du prolétariat ne peut opérer efficacement que s'il est dirigé consciemment par le parti de classe, seul vraiment capable de défendre les intérêts généraux (historiques) de tous les travailleurs, alors que l'État local - violence concentrée - fait face à des contingences spécifiques et variables dans le cadre d'une production et d'une société bien déterminées.*

Si nous avons rappelé ce schéma bien connu, c'est parce que, d'après lui, on peut évaluer le degré d'avancement et de maturité du mouvement ouvrier, en même temps que les [8] tâches pratiques qui lui sont imparties à partir de ses conditions de vie matérielles et du cadre national et international.

L'histoire du mouvement français nous intéresse actuellement pour des raisons bien précises. Une classe est toujours le produit de son milieu physique et de ses réactions historiques *: ces deux éléments déterminent les structures du mouvement ouvrier actuel et les tâches historiques qui lui incombent. Le prolétariat se meut dans un cadre social déterminé, sous le capitalisme, dans le contexte national que l'État et les institutions bourgeoises lui imposent. Enfin, le prolétariat de chaque pays est le produit des luttes et des actions de son passé, qui lui ont donné ses traditions, ses réflexes, ses passions, son intelligence et sa compréhension historiques, comme résultat de toutes ses expériences économiques, politiques et sociales successives. En renouant avec ce passé, nos morts continuent de dialoguer, et l'histoire des luttes d'hier reste vivante.*

Loin de rejeter les « utopies », Engels préfère renouer avec *sympathie « avec* les géniaux germes de pensée et les idées qui percent partout sous le voile fantastique et pour lesquels les philistins sont aveugles » (*Le Développement du socialisme de l'utopie à la science, Werke,* Dietz, t. 19, p. 190).

Deux ouvrages viennent de paraître, recueillant l'essentiel de l'œuvre de la grande utopiste : *Le Tour de France de Flora Tristan. Journal inédit 1843-1844*, Tête de Feuilles, 290 p. ; et Flora TRISTAN, *Œuvres et vie mêlées,* commentaires et choix de Dominique Desanti, 10/18, 446 p.

Lorsque les faits et gestes des prolétaires d'hier sont solidement reliés à la vie actuelle, leur action demeure vivante, donc efficace, et sert de guide à l'action de classe de demain. C'est alors seulement que le prolétariat forme une classe par-delà les générations et les frontières, et que l'énergie dépensée hier, les larmes et le sang versés dans le passé ne sont pas perdus.

Avance et régression

Retour à la table des matières

Il ressort de toute l'analyse que Marx-Engels ont faite du mouvement ouvrier du siècle dernier que les prolétaires français ont fait preuve d'une capacité unique dans le domaine politique : conquérir *l'État en tentant de s'ériger en classe dominante. Mieux que quiconque et avant tout le monde, ils ont compris que le pouvoir est au bout du fusil, et que l'État est un moyen exceptionnel pour introduire un mode nouveau de production et de société.*

Marx s'appuie sur les conditions économiques et sociales pour expliquer qu'« en France il suffit qu'une classe existe pour qu'elle veuille être tout. [...] En France, l'émancipation partielle sert de base à l'émancipation universelle. [...] En France, c'est de la réalité d'une libération par étapes [révolution permanente] que naîtra l'émancipation totale... En France, chacune des classes du peuple a un idéalisme [9] *politique et sent qu'elle représente les besoins généraux de la société avant d'être une classe particulière. Le rôle d'émancipateur* passe donc, par un mouvement dramatique, tour à tour à chacune des classes du peuple français jusqu'à ce qu'il parvienne enfin à la classe qui émancipe la société [3]. »

Si on se réfère au schéma des stades successifs de la croissance du prolétariat, il peut sembler que les ouvriers français aient brûlé les étapes, en tentant de se constituer en classe dominante par la conquête de l'État (troisième stade), avant de s'être constitués en classe, donc en parti (deuxième stade). Il faut cependant noter que ces deux

---

3 Cf. MARX, « Contribution à la critique de la philosophie du droit de Hegel », introduction, *Annales franco-allemandes, 1844* (trad. d'après : MARX-ENGELS, *Écrits militaires*, L'Herne, 1970, p. 182-183).

stades sont étroitement liés : l'organisation du prolétariat en classe par son parti politique n'a de sens que dans la perspective de la conquête du pouvoir politique, qui amorce l'émancipation sociale du travail. En fait, ces deux recueils démontrent qu'avant chaque assaut révolutionnaire la classe ouvrière française a longuement préparé la lutte, et n'a pas manqué de s'organiser et de se donner un programme.

Mais si l'on confronte ce siècle au précédent, on est frappé par le fait que, dans le passé, le prolétariat français a souvent tenté de se hausser au niveau de classe dominante, alors qu'aujourd'hui - après la dégénérescence de la Troisième Internationale communiste - le prolétariat n'en est qu'à rassembler ses forces pour se constituer en classe autonome, indépendante et hostile à toutes les autres classes de la société, bref à s'organiser en parti politique.

En considérant la réalité actuelle d'après ces critères solidement marxistes, on est frappé de voir à quelle régression *inouïe le prolétariat de ce pays a été conduit par la survie extraordinaire de ce vieux capitalisme qui n'en finit pas de trouver de nouveaux délais de survie.*

De fait, l'histoire n'a rien d'un processus linéaire de développement progressif : l'humanité avance par bonds, suivis de reculs, voire de régressions plus ou moins profondes[4]*. Même lorsqu'elle progresse, c'est de manière tout* [10] *à fait antidémocratique et anti-égalitaire, par une pointe avancée d'une minorité, pointe dans laquelle les masses tentent de s'engouffrer, sans parvenir durablement au plus haut point : cette première avancée est suivie d'une période de stagnation, au cours de laquelle au mieux - s'il n'y a pas défaite et régression - le progrès est en quelque sorte digéré (dans l'économie productive surtout), et un nouveau bond en avant se prépare. L'histoire de la lutte des classes est ainsi faite d'une succession de victoires et de défaites, d'avances et de reculs, de triomphes et de crises. Au reste, les masses n'ont pas d'autre moyen d'apprendre quelle voie elles doivent suivre, que d'assimiler la pratique et la théorie de leur avant-garde - leur « parti » - qui a ouvert une brèche dans le futur social, a défriché et expérimenté les voies nouvelles au cours de ses tentatives révolutionnaires successives.*

---

4 C'est à partir d'une véritable théorie « catastrophique » des régressions sociales que Marx-Engels ont analysé le tsarisme au siècle dernier ; Cf. MARX-ENGELS, *La Russie*, 10/18,1974.

C'est au sommet des luttes de 1848 que la théorie a pu naître d'un bloc, rédigée par Marx-Engels comme synthèse des luttes de classe réelles de la classe ouvrière internationale, notamment de l'action politique des ouvriers français qui avaient déjà, dans les différentes révolutions antérieures, parcouru tous les cycles possibles de la société capitaliste (dans laquelle nous vivons aujourd'hui encore enfermés) et, qui plus est, y ont ouvert une fenêtre, une brèche, sur la société future, en tentant de s'ériger en classe dominante de la société.

À cet égard, le prolétariat français d'il y a plus d'un siècle était plus avancé que celui d'aujourd'hui, puisqu'il a tenté de prendre la direction de l'État et de la société (1794, 1830, 1848) et y a momentanément réussi (1871). La comparaison est tout à fait juste, à cela près qu'il faut observer que les ouvriers sont maintenant bien plus nombreux et constituent un prolétariat au sens véritablement moderne, c'est-à-dire industriel (ce qui est tout de même un avantage [5]*).*

---

5 Remarquons que les révolutions du siècle passé - du fait de moindres antagonismes et de la moindre accumulation de capital et de puissances sociales entre les mains de la bourgeoisie - étaient relativement plus faciles (même dans les cas de révolution permanente) que les révolutions d'aujourd'hui, où le prolétariat affronte directement, dans une lutte à mort, la classe bourgeoise, pleinement souveraine dans l'État et la direction de l'économie. Marx y fait allusion dans le *18-Brumaire* : « Les révolutions bourgeoises du XVIIIe siècle courent de succès en succès, leurs effets dramatiques se succèdent sans pause, les hommes et les choses paraissent illuminés aux brillants feux de Bengale, l'extase est l'esprit de chaque jour ; mais leur existence est de courte durée ; bientôt elles ont rejoint leur point culminant, et un long malaise - le malaise qui suit l'ivresse - s'empare de toute la société, avant qu'elle réussisse à s'approprier froidement les résultats de la période orageuse de la révolution.

Les révolutions prolétariennes du XIXe siècle, en revanche, se critiquent continuellement elles-mêmes, interrompent sans cesse leur propre cours, reviennent sur ce qui semblait déjà accompli, pour recommencer de nouveau ; elles méprisent avec radicalisme et avec une ironie impitoyable les demi-mesures, les faiblesses et les mesquineries de leurs premières tentatives ; elles ne semblent renverser leur adversaire que pour qu'il puise de nouvelles forces de la terre et se redresse plus gigantesque devant elles ; elles reculent effrayées devant l'énormité indéterminée de leurs buts ultimes jusqu'à ce qu'elles arrivent au point où tout retour en arrière est impossible, et où la situation elle-même crie : Voici Rhodes, c'est ici qu'il faut sauter ! » (*18-Brumaire*, *Werke*, t. 7, p. 19).

[11]

En somme, à un siècle de distance, nous assistons d'une part à une régression effrayante, d'autre part à un progrès très relatif, soit à un recul qualitatif et à un progrès quantitatif. L'histoire est hautement dialectique : tel siècle peut parfaitement se trouver, sur des points fondamentaux, à un niveau plus bas que le siècle qui le précédait. De fait, le marxisme - contrairement au réformisme - a une conception dite catastrophique *de la lutte des classes, celle-ci étant faite de crises et de heurts, de victoires et de défaites, de révolutions et de contre-révolutions.*

[12]

Au niveau théorique cependant, les victoires et les percées historiques enregistrées par l'avant-garde révolutionnaire des siècles passés ne sont jamais vaines ni perdues, même si physiquement la contre-révolution a liquidé ce mouvement, voire provoqué un recul social à un niveau plus bas. En effet, ces victoires ont ouvert les voies dans lesquelles, avec des forces quantitativement accrues, le prolétariat vaincu d'aujourd'hui doit finir par s'engager, ces fenêtres ouvertes sur le futur indiquant l'histoire de demain *de l'actuel prolétariat - à condition que celui-ci sache renouer avec ses glorieux ancêtres d'hier et s'engager dans la voie dégagée par lui. Dès lors, les révolutionnaires d'hier se battent aux côtés de ceux d'aujourd'hui.*

Dans la révolution frontale, qui oppose directement le prolétariat à la bourgeoisie, la situation est encore plus terrible ; c'est maintenant le saut implacable, sans retour possible : « La *révolution de février* fut la belle révolution, la révolution de la sympathie générale... La *révolution de juin* est laide ; c'est la révolution repoussante, parce que la réalité a pris la place des mots, parce que la République a démasqué la tête même du monstre en lui arrachant la couronne qui la protégeait et la cachait. » (MARX, « La Révolution de juin », *La Nouvelle Gazette rhénane*, Ed. Sociales, p. 182.)

« *La révolution de juin est la révolution du désespoir.* C'est avec une rancune silencieuse, avec le sombre sang-froid du désespoir que l'on combat ; les ouvriers savent bien qu'ils mènent une *lutte à mort*, et, devant la terrible gravité de cette lutte, le joyeux esprit français lui-même se tait. » (ENGELS, « Le 23 juin », *op. cit.*, p. 162.)

État et parti

Retour à la table des matières

Au siècle dernier, de par le développement inégal du capitalisme en Europe, le prolétariat de France présentait certains traits qui différaient de ceux, par exemple, du prolétariat d'Angleterre ou d'Allemagne. Loin de nous l'idée d'attribuer des particularités nationales spécifiques à la classe qui, plus que toute autre, est par nature internationale. D'abord, si le prolétariat français a été le maître politique *de l'anglais et de l'allemand, par exemple, ces derniers ont été ses maîtres, ses exemples, en économie et en théorie. Ensuite, à mesure que mûrissaient les conditions économiques, politiques et sociales, l'unilatéralité de chacun de ces prolétariats s'est atténuée et le prolétariat français - surtout après la Première Internationale et la Commune - s'est mis à forger un parti politique au sens moderne du terme, en s'assimilant progressivement les* « *leçons* » *des autres prolétariats.*

Pourquoi le prolétariat français a-t-il suivi un développement qui contredit en apparence le schéma marxiste de développement (prolétariat se constituant d'abord en classe pour soi, donc en parti, puis en classe dominante par la conquête du pouvoir politique) ?

Celle apparente inversion dans le développement du prolétariat français a été exagérée par deux courants différents, les anarchistes et les réformistes, et ce pour des raisons différentes, mais en dernière analyse complémentaires. Les anarchistes ne veulent rien entendre de l'organisation des prolétaires en classe, donc en parti politique. Ils s'appuient [13] *donc sur une interprétation tronquée du mouvement ouvrier français, en ne retenant que les assauts révolutionnaires limités à la destruction de l'appareil étatique bourgeois et en négligeant l'érection d'un État nouveau, celui de la dictature du prolétariat. Pour leur part, les réformistes ne veulent pas d'un parti et d'une internationale révolutionnaires et* consacrent tous leurs efforts à les intégrer dans l'État *existant, qu'ils veulent conquérir et prétendent modeler à leur guise.*

Le fait que l'on n'ait publié jusqu'ici en France que les textes de Marx sur la tentative de 1848 (Les Luttes de classes en France) *et la*

*Commune (*La Guerre civile en France*) a sans doute contribué à fausser l'image historique réelle du mouvement ouvrier français et à renforcer celle que revendiquent aussi bien anarchistes que réformistes. La publication de ces deux recueils sur le mouvement ouvrier français, en comblant cette lacune, réfute les tendances anarchistes aussi bien que réformistes qui infestent ou ont infesté jusqu'ici l'avant-garde prolétarienne. En effet, d'une part ces textes établissent la jonction entre la tentative révolutionnaire manquée de 1848 et celle réussie momentanément en 1871, et, d'autre part, ils démontrent que chaque tentative d'érection du prolétariat en classe dominante a été précédée d'une période plus ou moins longue de préparation de parti. Enfin, en explicitant le schéma classique de Marx-Engels et en le confrontant à l'histoire réelle, forcément complexe et embrouillée, du mouvement français, ces recueils mettent en évidence les raisons pour lesquelles les tentatives de conquête du pouvoir se sont finalement soldées par un échec.*

Parallèlement, l'expérience historique démontre que le premier pas - celui de la constitution du prolétariat en classe, donc en parti politique - est décisif et sans doute le plus difficile. C'est sur lui que doit se concentrer le maximum d'attention et d'efforts des révolutionnaires : toute lacune, négligence, voire hâte opportuniste dans ce domaine est fatale à la future révolution. En conséquence Marx et Engels ont condensé les raisons de l'échec de toutes les tentatives révolutionnaires du prolétariat français du siècle dernier dans la formule suivante : « Pour qu'au jour de la décision le prolétariat soit assez fort pour VAINCRE, *il est nécessaire qu'il se constitue en un parti autonome, un parti de classe conscient, séparé de tous les autres. C'est ce que* [14] *Marx el moi nous n'avons cessé de répéter depuis le* Manifeste *de 1848* [6]*. »*

Ce qui se dégage en premier des écrits de Marx-Engels sur le mouvement ouvrier français est donc l'idée, en apparence paradoxale, selon laquelle la révolution dépend essentiellement de sa préparation à long terme de parti, et qu'elle ne peut triompher sous la simple pression spontanée de la crise révolutionnaire. Toute l'histoire de ce siècle n'a fait que confirmer cette thèse de la nécessité du parti,

---

6 Cf. la lettre d'Engels à Gerson Trier, 18 décembre 1889, in : MARX-ENGELS, *La Commune de 1871*, 10/18, 1971, p. 14-15.

et la bourgeoisie elle-même sait aujourd'hui concentrer tous ses efforts pour détruire par mille moyens les tentatives de l'avant-garde pour organiser le prolétariat en classe, donc en parti [7].

Au siècle dernier, les conditions sociales peu mûres du capitalisme permettaient encore un assaut révolutionnaire moins préparé. Nous allons voir pourquoi en considérant les structures physiques du milieu, ainsi que les conditions historiques et sociales de la France d'abord : « Le développement économique et politique de la France depuis 1789 a fait que, depuis cinquante ans, aucune révolution n'a pu éclater à Paris sans revêtir un caractère prolétarien, de sorte qu'après la victoire le prolétariat, qui l'avait achetée de son sang, entrait en scène avec ses revendications propres. Ces revendications étaient plus ou moins fumeuses, selon le degré de maturité atteint par les ouvriers parisiens, mais, en définitive, elles visaient toutes à la suppression de l'antagonisme de classe entre capitalistes et ouvriers [8]. *»*

[15]

Aux yeux du marxisme, le facteur politique *est une donnée de la superstructure qui réagit à son tour sur la base économique pour la transformer et s'explique elle-même « en dernier ressort par les conditions économiques existantes ». En d'autres termes, c'est aussi bien un agent matériel que le résultat d'une force économique et sociale plus large et plus profonde.*

---

7 Le courant auquel nous nous rattachons - la Gauche italienne de Bordiga qui a fondé le Parti communiste italien à Livourne en liaison avec Moscou - a dès 1921 défendu cette thèse, en demandant à l'Internationale de concentrer davantage ses efforts à la constitution de partis communistes dans tous les pays, sans sacrifier à la hâte et à l'improvisation, en rassemblant, par exemple, des éléments hétérogènes dans le parti, sous prétexte que l'heure de l'assaut révolutionnaire était proche. Cette position seule a permis une critique claire et complète de la dégénérescence ultérieure de la Troisième Internationale, ainsi qu'une vision claire et totale de la reprise révolutionnaire ; cf. « Le Parti communiste (thèses, discours et résolutions de la Gauche communiste d'Italie, 1° partie, 1917-1925) », *Fil du temps*, no 8, p. 6-15.

8 Cf. ENGELS, introduction à l'édition allemande de 1891 de *La Guerre civile en France*, Ed. sociales, 1953, p. 292-293.

Cherchons donc d'abord les raisons du génie politique *de l'avant-garde prolétarienne française de cette époque dans les rapports économiques et sociaux généraux de la société française, en descendant du domaine politique aux rapports de classes de l'économie.*

Le génie politique du prolétariat français se rattache au développement de l'État - violence politique concentrée - au cours de l'histoire de France, celui-ci se centralisant toujours davantage et se distinguant de plus en plus nettement de la société française. On sait qu'une classe a un rapport - positif ou négatif - avec l'État par l'intermédiaire de ses organisations, associations ou parti. En période de paix sociale, le prolétariat n'a pas de contact actif avec l'État, la machine de gouvernement aux mains de la classe qui opprime. Le contact s'effectue au moment des révolutions, lorsque certaines classes contestent aux gouvernants et à leurs alliés le pouvoir de diriger et de représenter toute la société. Cela confirme qu'il faut rechercher en dernière analyse l'origine de l'instabilité et de l'antagonisme des rapports entre les classes au niveau politique dans leur situation respective dans la production et la société de chaque époque déterminée.

Il faut admettre pour commencer que l'État est plus instable au début du capitalisme, lorsque existent plusieurs classes différentes, que par la suite, lorsque n'existent plus, en gros, que deux classes antagonistes - la bourgeoisie et les propriétaires fonciers d'une part, et le prolétariat d'autre part - cependant que l'État ainsi que l'industrie se sont fortement renforcés et concentrés, et les rapports sociaux se sont figés voire sclérosés, génération après génération ; ce qui ne veut nullement dire que « la révolution devient de plus en plus impossible », mais simplement qu'elle n'en sera que plus violente et plus dure, le heurt étant direct de bout en bout entre les deux classes.

[16]

Rôle essentiel de la révolution bourgeoise dans le marxisme

Retour à la table des matières

Toute *la conception marxiste veut que l'on fasse remonter l'origine du « parti communiste et réellement agissant » à la révolution bourgeoise. Contrairement au marxisme de la social-démocratie, qui ne jure que par l'éducation du prolétariat moderne sur la base du développement de la production capitaliste dans les pays avancés et sur l'assimilation par les ouvriers des « éléments de culture » développés par la bourgeoisie capitaliste, le simple marxisme révolutionnaire part essentiellement des grandes crises sociales qui secouent des masses immenses entraînées dans le tourbillon révolutionnaire aux grands tournants de l'histoire humaine.*

En un certain sens, et pour la première fois au cours de l'histoire de l'humanité, les révolutions qu'a déchaînées la bourgeoisie contre le féodalisme ont pris la forme de mouvements et de poussées de masses, non pas passifs mais actifs. Au début de La Guerre des paysans, *Engels note qu'il ne faut pas craindre les grandes constantes historiques à plusieurs siècles de distance, même si le capitalisme accélère l'histoire au maximum : « La guerre des paysans n'est pas si loin de nos luttes d'aujourd'hui, et les adversaires sont, en grande partie, restés les mêmes qu'autrefois. Les classes et fractions de classes qui ont trahi partout en 1848 et 1849, nous les retrouvons, dans le même rôle de traîtres,* déjà en 1525, *quoique à une étape inférieure de leur développement. » La révolution française a mis aux prises davantage encore toutes les classes sociales, sauf en gros celle des banquiers, des industriels et autres techniciens. Paysans, serfs, artisans, faubouriens, étudiants, intellectuels, ouvriers des premières manufactures formèrent les bataillons de la guerre révolutionnaire. L'industrie et l'agriculture avaient déjà vu naître un prolétariat qui ne s'abreuvait pas aux sources de l'idéologie bourgeoise et lançait ses premières attaques contre la nouvelle classe dominante - même si ce fut sous forme de*

groupes d'avant-garde et en suivant le communisme « grossier », mais immense, de Babeuf et de ses conjurés.

C'est au cours des crises sociales que les luttes prennent un tour plus aigu et radical, et que les différentes classes se distinguent au maximum les unes des autres. Au moment où la société entre en crise profonde, les rapports de production et de propriété s'effondrent s'ils sont surannés, ou [17] *se disloquent, faisant apparaître chaque classe avec ses caractéristiques propres. Dans le besoin et la nécessité, chaque classe « voit midi à sa porte ». Tout faux pas, toute alliance erronée ou illusion exagérée est d'ailleurs aussitôt sanctionnée par des coups toujours douloureux en période de tension et de crise sociale. Ainsi chaque classe devient plus consciente de sa nature, de ses besoins et de ses fonctions, en même temps qu'elle agit spontanément d'après son mode d'existence propre.*

Dans le processus de la révolution permanente qui caractérise les révolutions antiféodales, amorcées à un haut niveau de développement social général, chaque classe apparaît encore plus distincte et délimitée vis-à-vis des autres, puisque toutes les classes se suivent à tour de rôle au pouvoir. Elles présentent alors nécessairement leurs revendications de classe propres, le prolétariat, par exemple, affichant son programme communiste historique. L'avant-garde de chaque classe ouvre avec une brèche sur le mode de production et de société, dont elle est porteuse, en raison de ses rapports sociaux de production existants : le prolétariat proclame alors - mieux que par n'importe quel programme électoral - qu'il est pour l'abolition de l'argent, du salariat, du marché, et pour l'instauration d'une distribution et d'une production communautaires.

Le « parti communiste réellement agissant » perçoit dans la révolution les moments de discontinuité à partir desquels commencent les phases du devenir d'un mode de production nouveau. Le marxiste réformiste a une pensée continue, le marxisme révolutionnaire a la pensée de la discontinuité. Il n'est pas seulement théorie de la catastrophe, de la mutation d'une forme de production inférieure en une forme supérieure, nouvelle, mais - pour parler de façon imaginée - il est encore le produit de la lutte révolutionnaire, du heurt de classes qui fragmente la société en ses éléments constitutifs et fait apparaître le prolétariat, par exemple, dans sa nature spécifique, tout en le forçant, pour les besoins de la lutte vitale, d'en prendre conscience. C'est

alors qu'il est le plus pleinement « une classe de la société bourgeoise, qui n'est pas de la société bourgeoise, une classe qui est dissolution de toutes les classes [9] *».*

[18]

La victoire de la contre-révolution ramènera de force le prolétariat dans les rapports sociaux de la production et de la société capitalistes, et en fera l'autre pôle du rapport capitaliste, en lui imposant le cadre bourgeois tout entier. Il ne restera plus que des lambeaux de son essence spécifique, dispersés de force, aux contours à la fois incomplets et discontinus, que la contre-révolution triomphante rattache à son système d'exploitation, pour en tirer la plus-value. Le parti prolétarien, en se basant d'abord sur l'instinct de classe, puis sur une analyse scientifique des rapports de production, s'efforcera au niveau théorique et programmatique d'abord de rassembler les pièces brutes, semi-élaborées, du communisme ouvrier, qui sont autant de principes acquis et définitifs ; et la révolution ultérieure s'efforcera de les ressouder, en opposition au programme de toutes les autres classes et en développant tout ce qui, dans les conditions existantes, tend à la société communiste, dont la trame est établie dès les origines révolutionnaires du prolétariat. Est-il besoin de dire que la pensée aussi bien que l'action dans les conditions sociales discontinues d'une société déchirée de contradictions et d'antagonismes est infiniment complexe et laborieuse ? L'élément économique n'est-il pas étroitement imbriqué au politique et à l'idéologique ?

L'histoire tout entière du mouvement ouvrier français crie cet enseignement : l'élément politique de la crise n'est aucunement le reflet pur et simple de l'élément économique, comme le pensa, par exemple, un Kautsky pour qui la révolution avance au fur et à mesure de la maturation des forces productives, de sorte qu'elle devient de plus en plus facile en fin de compte… si bien que le bulletin de vote y suffit.

En fait, le rapport entre facteurs économique et politique est infiniment complexe : il se renverse littéralement selon les périodes : pendant la révolution, la moindre mesure politique a des conséquences profondes, alors qu'en période de non-crise, c'est plutôt l'économie qui dicte ses lois en maître. Au début du capitalisme,

9 MARX, « Contribution à la critique de la philosophie du droit de Hegel », introduction, *Œuvres philosophiques,* éd. Costes, t. 1, p. 105.

l'économie oppose sa force d'inertie aux bouleversements politiques, *tandis que les révolutions politiques générales de la société se succèdent à un rythme rapide et décroissant au fur et à mesure [19] du développement économique : en France, 1794, 1815, 1830, 1848, 1871, puis 1919 et...*

De 1794 à la Commune de 1871

Retour à la table des matières

Ce qui distingue essentiellement la révolution bourgeoise française de l'allemande et de l'anglaise, c'est son radicalisme, qui dérive de l'acuité des rapports sociaux, de leur nette délimitation en classes antagoniques. En France, la bourgeoisie fut portée au pouvoir par la révolution, grâce essentiellement à l'émancipation radicale *de la paysannerie parcellaire, qui brisa dans les provinces et la campagne la grande propriété foncière, si bien que le pouvoir ne pouvait plus qu'être bourgeois, bien que la bourgeoisie fût encore faiblement développée et privée de l'alliée qu'elle trouvait en Angleterre et en Allemagne, la grande propriété foncière plus ou moins féodale (qui s'y transforma lentement en propriété foncière bourgeoise), en assurant à la bourgeoisie des villes de solides ramifications et attaches dans les campagnes.*

Cet isolement particulier de la bourgeoisie française explique qu'elle fut bientôt évincée du pouvoir en 1793-1794 par son alliée transitoire, la plèbe des villes, embryon plus ou moins développé de la classe ouvrière. Mais « si le prolétariat renverse le pouvoir politique de la bourgeoisie, sa victoire n'est que passagère, qu'un élément au service de la révolution bourgeoise *elle-même comme ce fut le cas en l'an 1794. Il en est ainsi tant qu'au cours de l'histoire les conditions matérielles ne sont pas créées pour rendre nécessaire l'élimination du mode de production bourgeois, et donc aussi le renversement définitif du règne politique bourgeois. La Terreur ne devait donc servir qu'à balayer, grâce à ses puissants coups de boutoir, les ruines féodales du champ de la France. Il eût fallu des* DÉCENNIES ENTIÈRES *à la bourgeoisie timorée et toujours conciliante pour mener à terme cette*

besogne : l'intervention sanglante du peuple hâta donc le processus [10]. *»*

Ce cours de la révolution bourgeoise anticipe tout le cycle historique du prolétariat moderne lui-même, de sa [20] *naissance comme classe à son érection en classe dominante. Il explique, en outre, que le prolétariat français, de par ses traditions encore toutes vives, sut par des procédés tout autres qu'intellectuels renouveler en 1848, après sa tentative de 1830, l'exploit de ses précurseurs de 1794, en donnant l'assaut au pouvoir des classes exploiteuses pour ouvrir la voie au prolétariat de toute l'Europe. Enfin, il explique aussi le retard économique ultérieur de la France. Ce dernier résultat fut surtout recherché par la bourgeoisie à la suite des tentatives révolutionnaires ultérieures du prolétariat (1830, 1848, 1871). A l'instar des vieilles bourgeoisies anglaise et allemande, la française redoutait l'essor de son rival, le prolétariat ; elle freina donc au maximum le développement de l'industrie, qui suscite des prolétaires nouveaux, toujours plus nombreux. L'histoire des révolutions du passé détermine fondamentalement l'avenir historique des peuples.*

Malgré le radicalisme de sa révolution, le nombre de sa population (vingt-six millions contre seize en Angleterre), la France ne détrônera pas la bourgeoisie anglaise de sa position hégémonique sur le marché mondial, et la production industrielle française fera trois tentatives pour dépasser simplement la production agraire (1870, 1913, 1929), et ce n'est qu'au cours de cet après-guerre que l'industrie s'imposa définitivement face à l'agriculture, après que le mouvement ouvrier français eut dégénéré et que les « communistes » eurent conseillé, après la « libération », aux ouvriers français de retrousser les manches pour reconstruire le capitalisme au profit de la bourgeoisie [11].

---

10 MARX, « La Critique moralisante et la morale critisante », *Deutsche Brüsseler Zeitung,* 11 novembre 1847.

11 En analysant les causes historiques du retard de la prolétarisation et de l'industrialisation en France, la brochure « La Crise économique et sociale de mai 1968 », *Fil du temps,* n° 5, explique l'industrialisation tardive de la France et la relative reprise de l'activité révolutionnaire de l'actuel prolétariat en France par la perte de l'Empire colonial, notamment à la suite de la guerre d'Algérie.

Les rapports de classes en France

Retour à la table des matières

Ce que Marx dit des conditions économiques et des rapports sociaux français dans Les Luttes de classes en France *est non seulement vrai pour une assez longue période* [21] *précédente, mais le demeure encore pour longtemps : « Les rapports de production de la France dépendent de son commerce extérieur et de sa situation sur le marché mondial. Ils sont soumis aux lois de ce dernier », soit en dernière instance au rapport du capital français à l'anglais* [12].

Le capitalisme industriel français s'était développé en liaison avec la conquête coloniale, d'une part, et du marché que constituaient les cours féodales, notamment celle de Versailles, d'autre part. La production de luxe française était réputée dans le monde entier, et avait son centre à Paris. Elle était très sensible aux fluctuations du marché extérieur, donc aux crises, *dont l'épicentre était alors l'Angleterre. Cette production de luxe avait un caractère largement manufacturier ; elle employait des salariés dans des ateliers utilisant peu de machines, et ne concentrait guère de travailleurs dans les fabriques ou usines. Même en province, l'industrie textile (Rouen, Mulhouse) et l'industrie de la soie (Lyon) se rattachaient plus ou moins à cette industrie de luxe.*

Marx disait avec raison : « L'industrie française ne domine pas la production française », la masse de la nation française « tire plus ses moyens d'existence de l'échange avec la nature que de ses rapports avec la société » (ibid.). *Bref, bien qu'elle détînt le pouvoir* politique, *la bourgeoisie était encore loin de dominer* socialement *et* économiquement *la nation. Seule une infime fraction des producteurs était directement soumise au capital : la grande masse de la nation - les paysans et la petite bourgeoisie de l'artisanat et du commerce, etc. - disposait encore, du moins nominalement, de ses moyens de production.*

---

12 Dans *Un chapitre inédit du Capital* (10/18, 1971, p. 290-292), Marx dresse un tableau statistique comparé entre l'industrie de la France et celle de l'Angleterre, tant pour ce qui est de la place de la grande industrie que du niveau de productivité.

Or tant que l'agriculture et l'artisanat sont prépondérants, le marché intérieur est limité pour la grande industrie tout comme pour la masse des forces de travail disponibles à l'exploitation capitaliste ; bref, le mouvement du capital est entravé dans et entre les diverses sphères d'activité de la nation. Dans ces conditions, au lieu de développer l'industrie, le capital [22] *tendra à transformer le capital accumulable, qui ne trouve pas à se placer dans l'industrie et l'agriculture, en capital porteur* d'intérêt. *Selon l'expression de Marx, « il cherche à s'enrichir non par la production, mais par la soustraction d'une richesse étrangère déjà existante » (ibid*.). *Il existe alors un commerce et une industrie fondés sur le système du crédit et de la spéculation, qui, lui, ne trouve pas d'obstacle au système petit-bourgeois de production - au contraire. En effet, la terre ou la boutique du petit producteur parcellaire se vend, s'hypothèque, etc. ; bref, elles circulent comme marchandises aliénables, dont les titres de propriété peuvent se concentrer en d'autres mains et donner droit à une fraction de produit du travail des producteurs parcellaires.*

Dans la France « arriérée » du siècle dernier, la bourgeoisie se décompose en plusieurs fractions : industrielle, commerciale, financière et foncière. La bourgeoisie industrielle ne domine pas les autres fractions. Au contraire, la bourgeoisie d'argent, financière et spéculatrice domine l'industrielle. Par exemple, la production de l'industrie de luxe, la principale branche industrielle française, passe plus ou moins entre les mains des financiers, de la haute banque et des grands marchands coloniaux. En somme, le système financier se développe à l'échelle nationale, avec le crédit public et les dettes de l'État, qui donnent des débouchés à l'argent encore improductif, ne se plaçant pas dans la production pour donner de la plus-value. C'est pourquoi en France « la grandeur de la production nationale est dans un rapport tout à fait subordonné à la grandeur de la dette publique » (ibid.). *Ce n'est pas la bourgeoisie industrielle qui domine, mais la fraction dirigeante des « banquiers, des rois de la bourse, des chemins de fer, ainsi que des propriétaires de mines de charbon et de fer et autres domaines, soit une partie de la grande propriété foncière ralliée à la grande bourgeoisie » (ibid*.). *Cette subordination de l'industrie à la fraction usuraire de la finance se traduit finalement par « la soustraction d'une portion du bénéfice du fabricant industriel au profit de la finance », ce qui réduit la masse de plus-value accumu-*

lable dans l'industrie et susceptible de créer de nouvelles branches de production capitalistes, donc de nouvelles masses prolétaires au sens moderne du terme.

Au niveau politique, *ces rapports économiques mènent à un contrôle bourgeois encore indirect de l'État, soit par* [23] *l'argent, soit par la production marchande simple (petite bourgeoisie) ou l'alliance des deux. Et ce, jusqu'à ce que la bourgeoisie industrielle - le capital - domine franchement aussi bien dans l'État que dans la production nationale* [13].

Nous passons ainsi de la base économique des classes à la superstructure étatique, aux rapports politiques entre les classes. La révolution de 1789 ayant détruit les puissances féodales, la direction de l'État était ouverte à la bourgeoisie, mais, étant donné les conditions économiques arriérées, l'État ne servit d'abord qu'à développer le système colonial, la dette publique, le système fiscal bourgeois et le protectionnisme. La création du code civil moderne, avec la « forme de propriété napoléonienne » sanctionne à la fois la mort définitive de la forme de propriété féodale et le triomphe à l'échelle nationale de la petite production parcellaire, à la ville comme à la campagne. L'alliance entre la bourgeoisie et les petits paysans avait assuré le triomphe de la révolution antiféodale de 1789, elle explique encore toutes les victoires napoléoniennes et tout le bonapartisme consécutif, la paysannerie parcellaire désirant un État fort, usant d'un pouvoir exécutif illimité, pour la « protéger contre les autres classes (même son alliée, la bourgeoisie d'argent, usuraire !) et faire pour elle la pluie et le beau temps » (ibid.).

Marx explique enfin la liaison directe entre la propriété parcellaire (petite-bourgeoisie) et l'État centralisé si caractéristique de la France : « De par sa nature même, la propriété parcellaire se prête comme base d'une bureaucratie omniprésente et innombrable. Elle engendre un niveau égal des rapports et des personnes sur toute la surface du pays. Elle permet donc aussi une action et une intervention égalitaires sur tous les points de cette masse égale à partir d'un

---

[13] La distinction entre domination politique « indirecte » et directe correspond grosso modo à celle entre phase de la soumission formelle du travail au capital et phase de la soumission réelle; cf. MARX, *Un chapitre inédit du capital*, 10/18, 1971, p. 191-223.

centre suprême (Paris). Elle détruit les couches moyennes aristocratiques entre la masse du peuple et le pouvoir d'État. Elle appelle de toutes parts l'intervention directe de ce pouvoir d'État et la création d'une couche d'organes intermédiaires [de bureaucrates] » (ibid.).

En somme, dans le cycle de 1789 à 1871 que nous [24] *considérons ici, trois classes se disputent la domination de l'État français : « Ce sont des classes différentes qui ont régné sous l'Empire, la Restauration, Louis-Philippe et la République de 1848. Sous le premier Empire, prédominait la* paysannerie *[parcellaire],* fruit *de la révolution de 1789, sous la Restauration, la* grosse propriété foncière ; sous *Louis-Philippe, la* bourgeoisie ; *et la République de 1848 - non pas conformément aux intentions de ses fondateurs, mais en fait - a été une tentative prématurée de diviser le pouvoir en parts égales entre les hommes de la monarchie légitime et ceux de la monarchie de Juillet. Quoi qu'il en soit, tous ces régimes s'appuyaient pareillement sur l'armée* [14]*. » On sait qu'après la défaite de la révolution de 1848, ce fut un retour à la domination de la paysannerie parcellaire, liée à la bourgeoisie financière d'Empire.*

Cependant, ce qui importe, c'est de savoir comment ce mouvement, *nullement linéaire, s'est développé - et cela nous amène à la révolution permanente. Étant donné le faible développement économique et social de la bourgeoisie, le moyen le plus efficace de parvenir au contrôle de l'État c'était, par exemple, pour la bourgeoisie de s'allier avec la paysannerie et la petite bourgeoisie (artisans, commerçants, etc.), ou bien lorsque le prolétariat se faisait menaçant de faire l'union sacrée et l'alliance avec la grosse propriété foncière. Des régressions temporaires pouvaient en résulter, mais toujours, en dernière instance, c'était la bourgeoisie qui était au pouvoir, puisque la révolution de 1789 avait définitivement balayé de la direction de l'État les puissances féodales. Mais encore faut-il mentionner ici les tentatives du prolétariat de cette époque de s'emparer du pouvoir. Étant donné sa faiblesse relative, il devait, lui aussi, recourir à des alliances pour avoir une importance nationale. Deux forces pouvaient*

[14] MARX, « Le Règne des prétoriens », *New York Tribune,* 12 mars 1858, trad. fr. : MARX-ENGELS, *Écrits militaires, p.* 288-291. En ce qui concerne l'évolution de l'économie et des classes en France, un recueil de textes de Marx-Engels sur les *Structures économiques et sociales de la France* est en préparation aux éditions 10/18.

le solliciter : la bourgeoisie industrielle, la petite bourgeoisie des villes et des campagnes.

Au début de la restauration des Bourbons en 1815, la bourgeoisie se forgea, par le moyen d'une charte [25] *constitutionnelle, un parlement dans lequel ses représentants contrôlaient l'État. Cette charte devint l'organe de sa domination sur l'État. La bourgeoisie* s'organisa en partis politiques *correspondant à ses diverses fractions. C'est par ce biais que les diverses couches et classes économiques se retrouvent face à face dans la sphère politique.*

Les grands propriétaires fonciers, les « restaurés », formèrent le parti des légitimistes avec leur suite de curés et de laquais ; l'aristocratie financière et ses alliés de la bourgeoisie industrielle, avec leurs appendices, avocats, professeurs, journalistes et autres idéologues, le parti des orléanistes. La domination de l'État par le parlement permet dans un premier stade à la lutte de classes de se manifester à ce niveau, les classes y étant directement représentées et défendues par leurs partis [15].

Les révolutions successives devaient apporter une représentation accrue de la bourgeoisie (obtenue d'abord par un élargissement du cens et du droit de vote). Après la lutte de 1848 du prolétariat contre la bourgeoisie au pouvoir, et leur affaiblissement commun, ce fut le

---

15 L'histoire des luttes de classes en France met particulièrement en évidence la fonction (mystificatrice pour le prolétariat) du parlement. Celui-ci permet, en effet, de distinguer entre les fonctions exécutives (gouvernementales) de l'État bourgeois et les fonctions délibératives (législatives). Le parlement permet au gouvernement, à l'exécutif, d'avoir l'apparence de l'adhésion (directe ou indirecte, selon la majorité) de tous les citoyens.

Le parlement parvient à jouer son rôle mystificateur (nier les classes en prétendant représenter tous les citoyens libres et égaux) en ce qu'il affirme représenter les intérêts généraux de la nation (en fait, les *intérêts généraux de la bourgeoisie*). Il finit par brouiller le rôle et la nature même des différents partis qui représentent les multiples classes de la société. En effet, dans une première phase, lorsque chaque parti représente une classe ou une fraction bien déterminée de celle-ci, la lutte entre partis a encore un sens, qui va d'ailleurs vers l'évincement de tous ceux qui ne sont pas bourgeois. Dans la seconde phase, où les partis s'adressent tous à l'ensemble des citoyens, les partis peuvent gouverner tour à tour, voire se combiner et collaborer ; bref, ce ne sont plus les classes qui s'y affrontent (si l'on peut dire), c'est la majorité qui commande.

retour massif au pouvoir de la classe la plus massive de la nation, la paysannerie, et le parlement fut mis en veilleuse, l'exécutif étant considérablement renforcé.

[26]

Au-delà de ces épisodes, on constate un embourgeoisement croissant, mais tout autre que régulier ou linéaire, de l'État au fur et à mesure du développement des formes de propriété et de production capitalistes en France. Le prolétariat y a joué un rôle décisif, même s'il n'a pas participé aux combinaisons gouvernementales. En effet, de par sa simple opposition, le prolétariat a conduit la bourgeoisie à s'unir et à organiser ses forces unies pour les grouper sous la fraction la plus « capable » de représenter les intérêts généraux vis-à-vis des fractions particulières, les institutions républicaines assurant le mieux ce processus. C'est dans les années 1870 seulement que Marx dira que le règne de la bourgeoisie est solidement assis, et que la lutte des fractions dans l'État ne constitue plus qu'une mystification servant à détourner le prolétariat de la lutte de classe frontale. Mais jusque-là ce n'était pas le cas.

La révolution permanente en France

Retour à la table des matières

La révolution permanente implique l'idée que la sphère politique obéit à des lois spécifiques et n'est pas un pur reflet passif de la production, bien qu'elle soit tout de même déterminée en dernière instance par les faits économiques. En effet, pour Marx, la sphère politique cessera d'exister au fur et à mesure que la production perdra son caractère de classe, et en ce sens elle est conditionnée fondamentalement par l'économie. Cependant, la politique serait vaine si elle n'avait pas une action en retour, spécifique, sur le devenir économique et social. En général, la révolution permanente est donc déterminée - en dernière instance, mais fondamentalement - par les conditions économiques : elle n'a de sens que si l'économie est encore précapitaliste, de sorte que des classes successives (bourgeoisie et petite bourgeoisie paysanne et urbaine) peuvent encore avoir un rôle politique et social à jouer dans la société avant la domination du proléta-

riat. C'est dire que l'économie sociale implique des stades politiques *successifs conduisant finalement à la prise du pouvoir par les ouvriers.*

Si « *les révolutions sont les locomotives de l'histoire* [16] », *c'est qu'il est possible, par un processus accéléré d'alternance* [27] *des classes au pouvoir, d'abréger dans certains pays déterminés le cours lent et complet qu'il a suivi dans d'autres. Il faut pour cela que la force politique ait un effet en retour sur l'économie attardée, et qu'il y ait distorsion entre les niveaux économique et politique.*

Il y a trois grands exemples de révolution permanente dans la théorie de Marx : celui de la France (1789 et 1848), celui de l'Allemagne [17] *(1848-1850) et celui de la Russie* [18].

La France a abordé la révolution bourgeoise à un stade où son économie - donc ses classes - était déjà relativement développée, mais où le prolétariat international ne l'était guère, de sorte que l'accélération obtenue servit tout naturellement la bourgeoisie.

Les exemples de l'Allemagne et de la Russie se situent d'emblée dans un contexte international plus différencié et préfigurent les tentatives de Février et Octobre 1917, ainsi que celles des pays coloniaux : le prolétariat tend à s'y substituer à la bourgeoisie défaillante. La révolution y trouve des conditions extrêmement mûres, ainsi qu'un prolétariat avancé à intérieur, dans quelques rares secteurs de pointe, et surtout à l'extérieur dans les « pays développés ».

Tous ces exemples impliquent finalement que l'acte politique révolutionnaire permet de hâter la jonction avec les conditions économiques les plus avancées. Cependant l'action politique ne peut sup-

---

16 Cf. MARX, *Les Luttes de classes en France*.

17 Marx en donne la directive au prolétariat avant la crise révolutionnaire dans les dernières pages du *Manifeste du parti communiste*, ainsi que dans *l'Adresse du Conseil central* à la Ligue des communistes de mars 1850 (éditée, en traduction française, en annexe à MARX-ENGELS, *Karl Marx devant les jurés de Cologne*, Ed. Costes, 1939, p. 231-249). L'adresse se termine effectivement par le cri de guerre : « La révolution en permanence ! »

18 Nous avons présenté un tableau du programme de révolution permanente ébauché par Marx à propos de la Russie dans la longue préface à MARX-ENGELS, *La Chine*, 10/18, 1973, p. 122-133.

pléer aux conditions économiques. C'est ce que révèlent notamment les échecs subis par les diverses tentatives de révolution permanente. Dans ces cas, en effet, le bénéfice *de l'assaut révolutionnaire du prolétariat revient en dernière instance à la classe dominant dans les conditions données de l'économie - en France (de 1789)* [28] *à la bourgeoisie, en Allemagne (de 1848) à la coalition féodale-bourgeoise.*

Engels constate néanmoins que les fossoyeurs de la révolution en seront les exécuteurs testamentaires. *On ne saurait donc condamner à l'avance les tentatives de révolution permanente : même battues, elles ne sont pas vaines. C'est ce que démontre, en outre, le fait que Marx ait théorisé la révolution permanente pour l'Allemagne et la Russie à partir de la révolution française de 1789, bien que le prolétariat ne l'eût pas emporté. Le fait que Marx ait choisi cet exemple classique dans les premières luttes de classes modernes en France démontre encore que la révolution permanente est une tactique liée à la révolution bourgeoise en général. Le génie politique du prolétariat français a mis en évidence, pour la classe ouvrière de tous les pays et de toutes les générations successives, que la classe ouvrière doit s'efforcer de transformer la révolution démocratique bourgeoise en révolution socialiste.*

Dès lors, Marx-Engels entendent se rattacher aux grands initiateurs de la révolution française - ceux-là mêmes qui ont œuvré à ce grand passage révolutionnaire devant aboutir au socialisme : « Lorsque je lus plus tard le livre de A. Bougeart, sur Marat, l'ami du peuple, *je trouvai que, sans le savoir, nous avions, à plus d'un égard [pendant la révolution de 1848 en Allemagne], imité tout simplement le grand exemple de l'ami du peuple authentique (non falsifié par les royalistes). De fait, toute la rage hystérique et toutes les falsifications historiques, grâce auxquelles durant près d'un siècle, on n'avait connu qu'un Marat tout à fait déformé, n'avaient qu'une seule cause : Marat avait arraché impitoyablement le voile à toutes les idoles du moment, Lafayette, Bailly et consorts, et les avait démasquées comme étant des traîtres achevés pour la révolution. Or, lui-même* - comme nous - *ne*

tenait pas la révolution pour achevée, mais l'avait proclamée EN PERMANENCE [19] » *(souligné par nous).*

[29]

Et de continuer, en définissant de manière incomparable le processus de la révolution permanente : « Pour nous, février et mars [1848] ne pouvaient avoir le sens d'une véritable révolution *que si, au lieu de représenter un terme, ils devenaient au contraire le* point de départ d'un long processus révolutionnaire *au cours duquel - comme dans la grande révolution française - le peuple évoluait lui-même grâce à ses propres luttes, cependant que les partis se délimitaient les uns vis-à-vis des autres de manière de plus en plus antagonique jusqu'à ce qu'ils correspondent tout à fait avec les grandes classes - bourgeoisie, petite bourgeoisie, prolétariat - et que le prolétariat ait conquis ses positions respectives en une série de violentes journées de lutte » (ibid*.).

L'analyse approfondie de la révolution française permit donc à Marx de dégager de véritables lois de la révolution, applicables a contrario *à la contre-révolution : « Il est tout à fait conforme au passé historique de la France que Cavaignac fournisse nom et enseigne à l'opposition contre Bonaparte, de même qu'Odilon l'a personnifiée contre Louis Philippe. Cependant, pour le peuple, Odilon Barrot et Cavaignac ne sont que des prétextes, même s'ils sont des éléments sérieux pour la bourgeoisie. Le nom sous lequel une révolution s'introduit n'est jamais celui qu'elle portera sur ses bannières le jour de son triomphe. Pour s'assurer des chances de succès, les mouvements révolutionnaires sont forcés, dans la société moderne, d'emprunter leurs couleurs, dès l'abord, aux éléments du peuple, qui, tout en s'opposant au gouvernement en vigueur, vivent en totale harmonie avec la société*

---

[19] Cf. ENGELS, Marx et « *La Nouvelle Gazette rhénane* » (1848-1849) ; trad. fr.: MARX-ENGELS, *Le Parti de classe*, Maspero, 1973, t. 1, p. 170.

Pour établir la politique à adopter en Russie, Lénine utilisa largement les enseignements tirés par Marx-Engels de la révolution double, qui fut à l'ordre du jour de leur organe révolutionnaire *La Nouvelle Gazette rhénane ;* Cf. LÉNINE, *Deux tactiques de la social-démocratie dans la révolution démocratique, Œuvres,* t. IX, notamment le chapitre intitulé « La Représentation bourgeoise vulgaire de la dictature et la conception de Marx », p. 129-139.

existante. En un mot, les révolutions reçoivent leur billet d'entrée pour la scène officielle des mains des classes dominantes elles-mêmes [20]*.»*

Marx utilise l'analyse centrale de la révolution permanente, d'une part pour délimiter exactement les forces [30] *adverses des classes éventuellement alliées du prolétariat, d’autre part pour dégager les formes politiques possibles, par exemple, le bonapartisme : « Napoléon fut le dernier combat de la Terreur révolutionnaire contre la société bourgeoise également proclamée par la révolution - et contre la politique bourgeoise. Certes, Napoléon saisissait déjà la nature de l'État moderne : il savait qu'il reposait sur le développement effréné de la société bourgeoise, sur le libre jeu des intérêts particuliers, etc. Il se résolut à reconnaître ces fondements et à les protéger : ce n'était pas un terroriste rêveur. Toutefois, en même temps, il considérait encore l'État comme une fin en soi et la bourgeoisie comme un bailleur de fonds, un subordonné qui ne devait pas avoir de volonté propre. Il réalisa pleinement la terreur, en substituant à la révolution* permanente la *guerre* permanente... *En Napoléon, la bourgeoisie libérale trouvait une nouvelle fois dressée contre elle la terreur révolutionnaire, comme la contre-révolution lui fit encore face avec les Bourbons sous la Restauration. Ce n'est qu'en 1830 qu'elle finit par réaliser ses vœux de 1789, à cette différence près cependant que sa* raison politique *avait maintenant trouvé son terme, si bien qu'elle n'espérait plus, avec l'État représentatif constitutionnel, atteindre l'État idéal, le salut du monde et la réalisation universelle des buts humains. Elle reconnut, au contraire, dans ce régime l'expression* officielle *de son pouvoir exclusif et la consécration* politique *de ses intérêts particuliers. L'histoire de la révolution française, inaugurée en 1789, n'est pas encore terminée en 1830, où l'un de ses éléments, doté maintenant de la conscience de sa signification* sociale, *a remporté la toire* [21]*. »*

Ayant en face de lui, dès le début de la révolution bourgeoise, tous ses adversaires, dotés de l'ensemble de leurs armes (politiques aussi bien qu'idéologiques), il est possible au parti prolétarien de faire une

---

[20] MARX, « La Situation en Europe », *New York Tribune*, 27 juillet 1857. Dans le même journal, Marx explique le processus de la révolution française : les premiers coups portés à la monarchie française vinrent de la noblesse ; puis celle-ci fut attaquée par la paysannerie parcellaire et antiféodale.

[21] Cf. MARX-ENGELS, *La Sainte Famille*, MEGA, 1/3, p. 299-300.

critique essentielle, à la source, de toute la société bourgeoise et de ses valeurs radicalement différentes de celles du prolétariat, même si elles jouent un temps encore un rôle révolutionnaire dans l'histoire (contre les puissances féodales) : « Évidemment, au temps où l'État politique *en tant que tel naît violemment de la société bourgeoise, où l'auto-émancipation humaine tend à s'accomplir sous une forme politique individuelle, l'État* [31] *peut et doit aller jusqu'à l'abolition et la* suppression de la religion, *au Maximum, à la confiscation, à l'impôt progressif, comme il va jusqu'à supprimer des vies et ne recule pas devant la* guillotine. *Au temps où l'État prend conscience de son existence propre, la vie politique cherche à étouffer ses prémisses - la société bourgeoise et ses éléments constitutifs - pour s'ériger en communauté réelle et harmonieuse de l'homme. Cependant elle ne peut atteindre ce but qu'en se mettant en contradiction* violente avec *ses propres conditions d'existence, en déclarant la* révolution à l'état permanent *: aussi le drame politique s'achève-t-il tout aussi nécessairement par la restauration de la religion, de la propriété privée et de tous les éléments de la société bourgeoise, que la guerre se termine par la paix* [22]. »

La révolution permanente à l'échelle internationale

Retour à la table des matières

Pour Marx, la révolution permanente s'inscrit aussi dans les stades successifs que doit suivre la révolution internationale, du fait de l'inégalité de développement des différents pays d'un même continent ou du monde. L'analyse de ce processus nous permettra de mieux définir la nature et la fonction de la révolution permanente, ainsi que ses limites.

Ce qui importe tout d'abord, ce sont les conditions économiques et sociales du pays où se pose la question de la révolution permanente : la méthode marxiste exige que l'on aborde tout problème politique par une analyse de la base économique.

---

[22] MARX, *La Question juive*, Werke, t. 1, p. 357.

En partant de la définition des rapports sociaux français d'avant 1848, Marx aboutissait à une conclusion apparemment contradictoire : la France n'était pas du tout mûre pour le socialisme - c'est à peine si le capitalisme en était à ses débuts - cependant les conditions politiques *(de par leur instabilité) y étaient éminemment favorables à la conquête du pouvoir par le prolétariat. Cette position première est absolument essentielle pour l'appréciation de la politique et de la tactique prolétariennes de toute l'époque où la base matérielle - économique - pour le socialisme n'existait pas encore en France. Tout l'art révolutionnaire* [32] *et le plus grand génie politique ne pouvaient rien y changer. Cependant, la conquête du pouvoir était possible, et n'était pas illusoire :* C'EST LA QUE RÉSIDE LA CONCLUSION RÉVOLUTIONNAIRE DU SOCIALISME SCIENTIFIQUE DE MARX-ENGELS ET LA PRAXIS VIVANTE DU GRAND PROLÉTARIAT FRANÇAIS D'IL Y A CENT ANS ET PLUS. *Dans* Les luttes de classes en France, *Marx constate : « Le développement du prolétariat industriel est avant toute chose subordonné à l'essor de la* bourgeoisie industrielle. *C'est seulement sous la domination de celle-ci qu'il commence à acquérir une consistance qui s'étend à toute la nation. »*

Aux yeux de Marx-Engels, le déterminisme économique et social exige que la bourgeoisie règne avant le prolétariat : à l'échelle sociale (mais pas forcément dans tous les pays du monde), le capitalisme précède le socialisme dans la succession des modes de société et de production [23]*. Engels l'affirme avec force dès 1848 : « Continuez donc de combattre vaillamment, gracieux messieurs du Capital ! Pour le court moment actuel, nous avons encore besoin de vous ; il nous faut même, ici et là, votre domination.*

Vous devez balayer hors de notre voie les formes patriarcales [précapitalistes] ; vous devez centraliser, vous devez transformer les classes plus ou moins possédantes en authentiques prolétaires, en recrues pour nous ; vous devez, avec vos fabriques et votre réseau marchand, nous fournir la base et les moyens matériels nécessaires à

[23] Cf. « La Succession des formes de production et de société dans la théorie marxiste », *Fil du temps,* n° 10 (Jacques Angot, B. P. 24, Paris -19°).

l'émancipation du prolétariat. Comme rémunération, vous devez régner une brève période [24]. »

Cependant, le prolétariat ne reste pas inactif bien que la bourgeoisie soit révolutionnaire, même si la victoire remportée par le prolétariat est éphémère et est accaparée par la bourgeoisie exploiteuse. « A chaque grand mouvement bourgeois surgissent aussi des mouvements de la classe qui est la devancière plus ou moins avancée du prolétariat moderne. Ainsi, du temps de la Réforme et de la guerre des paysans, la tendance de Thomas Münzer ; *dans la grande révolution anglaise, les* nivelers ; *dans la grande révolution française,* Babeuf. *À ces leviers de boucliers* [33] *révolutionnaires d'une classe encore embryonnaire correspondaient des manifestations théoriques : au XVIe et au XVIIe siècles, des peintures utopiques d'une société idéale, au XVIIIe, des théories déjà franchement communistes (Morelly et Mably* [25]. »

Ces mouvements communistes ont tous successivement échoué. On ne peut dire qu'ils étaient voués à l'avance à l'échec. L'affirmer serait sans doute heurter le principe matérialiste selon lequel l'humanité ne se fixe jamais que des buts possibles. L'expérience historique a montré qu'ils s'étaient heurtés à l'arme économique de la bourgeoisie, que celle-ci manie avec le plus d'efficacité dans les pays où les masses nombreuses et déshéritées sont particulièrement combatives et où le capitalisme peut encore jouer un rôle dans le développement industriel du pays.

Cette affirmation générale se complète par l'analyse particulière des conditions de l'époque, qui révèle que l'immaturité des rapports sociaux de l'époque opposait des obstacles nationaux à la révolution socialiste. Celle-ci ne pouvait trouver dans un seul pays tous les éléments nécessaires à sa réalisation et à son triomphe, autrement dit l'élément politique *pour résoudre le problème des institutions juridiques et administratives de l'État, l'élément* théorique *pour avoir une vision claire du processus révolutionnaire, vision liée à un programme précis et à une organisation militante de parti, et l'élément*

---

[24] ENGELS, « Les Mouvements de 1847 », *Deutsche Brüsseler Zeitung*, 23 janvier 1848.

[25] ENGELS, *Socialisme utopique et socialisme scientifique*, Ed. sociales, 1959, p. 43.

économique, *soit la base productive sociale, développée par l'économie capitaliste, à partir de laquelle on peut passer au mode de production suivant (socialiste), si la révolution le soude aux deux premiers éléments.*

En 1848, l'élément économique *était matériellement fourni par le haut développement de la production capitaliste, concentrée à l'époque en Angleterre, tandis que l'élément* théorique *était représenté par les luttes et les capacités d'organisation du prolétariat allemand, le « philosophe » du mouvement ouvrier ; enfin l'élément* politique *était apporté par la classe ouvrière française, liée au développement spécifiquement politique de la France, surtout depuis la révolution bourgeoise classique de 1789.*

Au cours de la lutte, la révolution en acte devait conquérir [34] *successivement, par bonds révolutionnaires successifs, les éléments complémentaires épars dans la société, dont la réunion pouvait assurer le triomphe total du socialisme.*

Pour l'organisation du prolétariat en classe, donc en parti, *la classe ouvrière allemande fournit le programme communiste*, théorique, *de la révolution européenne de 1848, en indiquant au prolétariat international de chaque pays quelles étaient ses tâches, ses alliances éventuelles et ses ennemis : elle s'efforça en outre d'établir la liaison entre tous les éléments et organisations révolutionnaires des différents pays* [26].

---

[26] Marx-Engels symbolisent au plus haut point l'élément théorique du prolétariat allemand, et ont rempli la tâche qui lui était assignée par l'histoire, en établissant le programme de la révolution à l'avance dans le *Manifeste communiste.* Pour ce qui est de leurs tentatives de coordination des forces révolutionnaires en une organisation militante, cf. MARX-ENGELS, *Le Parti de classe*, Maspero, 1973, t. I, p. 91-155.

Nous n'avons pu recueillir dans ce volume, les nombreux articles rédigés par Marx-Engels en français, notamment pour transmettre l'expérience des ouvriers anglais au prolétariat français : ENGELS, *La Crise commerciale en Angleterre. Mouvement chartiste. Irlande ;* ENGELS, *Les Maîtres et les ouvriers en Angleterre ;* ENGELS. *Le Programme agraire des chartistes ;* ENGELS, *Le Banquet des chartistes à propos des élections de 1847 ;* ENGELS, *Mouvement chartiste ;* ENGELS, *L'Anniversaire de la révolution polonaise de 1830 ;* MARX, *Remarques à l'article de M. Adolphe Bartels ;* ENGELS, *Le Bill de coercition pour l'Irlande et les chartistes ;* ENGELS,

Pour l'organisation du prolétariat en classe dominante, *par la conquête du pouvoir politique, les ouvriers français ouvrirent tout naturellement, de par leurs traditions radicales dans les luttes de classes la voie aux autres ouvriers, en donnant le signal de la révolution permanente de l'Europe : « Lorsque toutes les conditions inhérentes à la révolution seront remplies, le jour de la résurrection allemande sera annoncé par le chant de ralliement du coq gaulois* [27]*. » Le résultat de la révolution au maillon le plus faible du système mondial capitaliste ne devait pas être - comme se l'imaginent les anarchistes pour lesquels le déterminisme économique n'existe pas – l'instauration d'une société et* [35] *d'une production socialistes. La révolution prolétarienne en France inaugurait le processus de la* RÉVOLUTION PERMANENTE À L'ÉCHELLE INTERNATIONALE, *et non la construction du « socialisme dans un seul pays », théorie absolument non marxiste. Hier comme aujourd'hui, le but de la révolution déclenchée dans un pays est avant tout son extension au reste du monde, et son succès politique est assuré par le renversement de la forteresse du capitalisme mondial, l'Angleterre : « Toute révolution sociale en France échoue nécessairement sur l'écueil de la bourgeoisie anglaise, la Grande-Bretagne qui domine l'industrie et le commerce du monde. Toute réforme sociale en France - et sur le continent européen en général - pour ce qui est de son résultat définitif n'est qu'un vœu pieux et creux. Or la vieille Angleterre ne sera renversée que par une* guerre mondiale *qui seule peut offrir au parti chartiste - le parti ouvrier organisé anglais - les conditions pour un soulèvement victorieux contre ses gigantesques oppresseurs. Ce n'est qu'au moment où les chartistes seront à la tête du gouvernement anglais que la révolution sociale passera du domaine de l'utopie à celui de la réalité.* Toute guerre européenne, *dans laquelle l'Angleterre se trouve mêlée, est une guerre mondiale. Elle sera menée au Canada comme en Italie, en Inde orientale comme en Prusse, en Afrique comme sur le*

La Situation en Belgique. Ces textes sont reproduits en français dans les œuvres complètes (MEGA, I/6).

27 Cf. MARX Contribution à la critique de la philosophie du droit de Hegel, introduction, 1844.

Danube. Or une guerre européenne sera la conséquence directe et première d'une révolution ouvrière triomphant en France [28]*. »*

Étant imposée par les conditions matérielles (qui ne changent pas du jour au lendemain), cette stratégie n'est pas remise en cause par la défaite de 1848-1849. Marx l'énonce dans sa circulaire de janvier 1870 : « Quoique l'initiative révolutionnaire partira probablement de la France, l'Angleterre seule peut servir de levier à une révolution véritablement économique. [...] *À cause de sa domination sur le marché mondial, c'est le seul pays où chaque révolution dans les faits économiques doive réagir immédiatement sur le reste du monde. Si le landlordisme et le capitalisme ont leur siège dans ce pays, par contre-coup, les* conditions matérielles *de leur* destruction *y sont aussi les plus mûres* [29]*. »*

[36]

En 1893 encore, Engels écrivait : « Le triomphe de la classe ouvrière ne dépend pas seulement de l'Angleterre : il ne pourra être assuré que par la coopération au moins de l'Angleterre, de la France et de l'Allemagne [30]*. »*

Certes, le développement historique modifiera la carte de France. Le prolétariat français, face à des rapports sociaux enfin pleinement bourgeois, changera de tactique en même temps que de rôle dans la révolution mondiale. Avec la Commune de Paris, il inaugurera la tactique directe, frontale, contre sa bourgeoisie, restant toujours le maître dans le domaine politique : l'histoire ultérieure de la lutte des classes en France et dans le monde lui fournira, il faut l'espérer, la même maîtrise dans le domaine économique (syndical) et théorique, d'autant qu'il bénéficie depuis plus de cinquante ans d'un afflux d'immigrés d'innombrables pays.

---

28 Cf. MARX, « Le Mouvement révolutionnaire. », *La Nouvelle Gazette rhénane,* 1er janvier 1849.

29 Cf. MARX, *Circulaire du Conseil central de* l'A.I.T., 1er janvier 1870.

30 Cf. ENGELS, *Socialisme utopique et socialisme scientifique*, 1893.

[37]

1

Formation du mouvement ouvrier en France : les plébéiens de 1789 (praxis révolutionnaire) et les utopistes (idéologie)

L'importance du socialisme critico-utopique et celle du communisme sont en rapport inverse dans le développement historique. À mesure que la lutte des classes se développe et s'organise, cette façon première de s'élever au-dessus de la lutte de classes, voire de s'y opposer, perd toute justification pratique aussi bien que théorique. C'est pourquoi, si les initiateurs de ces systèmes ont été effectivement sur bien des rapports des révolutionnaires, leurs disciples forment à chaque fois des sectes réactionnaires... Les owénistes en Angleterre, les fouriéristes en France sont en réaction, là contre les chartistes, ici contre les partisans de La Réforme.

MARX-ENGELS, Manifeste du parti communiste, 1848.

Retour à la table des matières

[38]

Progrès de la réforme sociale sur le continent

Retour à la table des matières

J'ai toujours été quelque peu étonné, depuis que je rencontre des socialistes anglais, de m'apercevoir que la plupart d'entre eux ne sont guère au courant du mouvement social qui se développe dans les différentes parties du continent [31]. Et pourtant il existe en France plus

---

[31] Cf. Engels, « Progress of Social Reform on the Continent P, *The New Moral World and Gazette of the Rational Society,* 4 novembre 1843. (D'après MARX-ENGELS, *Gesamtausgabe,* (MEGA), Marx-Engels Institut, sous la direction de D. Riazanov, Berlin, 1930, I/2, p. 435-442.)

Engels a entamé sa collaboration - qui dura jusqu'en mai 1845 - à l'hebdomadaire anglais de tendance owéniste par une série d'articles dans laquelle il brosse pour les socialistes anglais un tableau d'ensemble du mouvement ouvrier du continent. Il commence par celui qui était alors à la pointe du prolétariat révolutionnaire international et représentait son modèle du point de vue politique : le mouvement français. Il définit tout d'abord le rôle original que l'histoire a attribué, au sein du mouvement international des travailleurs, à chaque fraction nationale, française, anglaise et allemande - ce qui permet, au début de ce recueil, de situer le mouvement français dans son contexte international et d'en déduire les caractères et le poids spécifiques dans la période historique précédant la révolution de 1848.

On sait qu'au cours de cette période, Marx-Engels ont eu pour tâche première de dégager, à partir de l'idéologie et du mouvement existants, la théorie communiste du prolétariat *moderne.* Dans cet article, Engels analyse donc les courants idéologiques, nés de l'expérience des luttes du prolétariat français afin d'en tirer les enseignements et les éléments valables pour l'ensemble du prolétariat international de l'époque moderne. Dans sa brève introduction, Engels déclare que son intention n'est pas simplement de soumettre les idéologies socialistes à la critique du socialisme scientifique, né en Allemagne, mais de renouer avec leurs éléments positifs, afin de créer l'union doctrinale et l'organisation politique des classes ouvrières les plus déterminantes de l'époque.

Dans notre recueil, cet article de synthèse introduit donc - tout logiquement et, autant que possible, chronologiquement - les textes sur la *genèse du mouvement en France* (qui explique - en partie - les traditions propres à la classe ouvrière de ce pays), puis les textes sur les *luttes politiques des ouvriers français en vue de préparer et d'organiser la révolution de 1848-*

d'un demi-million de communistes, en négligeant les fouriéristes et autres réformateurs sociaux moins radicaux. Dans toutes les parties de la Suisse, il y a des associations communistes qui envoient des émissaires en Italie, en Allemagne et même en Hongrie. Et il se trouve même que la philosophie allemande, après de longues et douloureuses crises, en est enfin venue au communisme.

Ainsi les trois grands pays civilisés d'Europe - l'Angleterre, la France et l'Allemagne - arrivent tous à la conclusion qu'une révolution radicale des rapports sociaux sur la base de la propriété communautaire est devenue, à présent, une nécessité urgente et inéluctable. Ce résultat est d'autant plus frappant que chacune de ces trois nations l'a atteint indépendamment des autres. Peut-il y avoir de preuve plus frappante que le communisme n'est pas seulement la conséquence de la situation particulière de l'Angleterre ou d'une quelconque autre nation, mais encore la conclusion nécessaire que l'on est bien obligé de tirer à partir des conditions générales de la civilisation moderne ?

C'est pourquoi il serait souhaitable que ces trois nations s'entendent entre elles pour établir en quoi elles concordent ou désaccordent, car il doit bien y avoir des points de vue différents, puisque la doctrine du communisme vient d'une source différente dans chacun de ces trois pays.

Les Anglais parvinrent à ce résultat d'une manière pratique à la suite de l'accroissement rapide de la misère, de la désagrégation des mœurs et du paupérisme dans leur pays ; les Français de manière politique, du fait qu'ils exigèrent les premiers la liberté et l'égalité so-

---

1849, ce qui amène *les contributions de Marx-Engels* à la préparation et à la formation révolutionnaire du mouvement ouvrier français. (C'est dire que ce recueil ne prétend pas esquisser l'histoire du mouvement ouvrier français en général ; il l'aborde simplement du point de vue de la critique marxiste, en s'en tenant essentiellement aux positions classiques de Marx-Engels, soit d'une seule de ses tendances - celle à nos yeux la plus décisive à l'échelle historique moderne. Il ne prétend même pas reproduire la totalité des textes de Marx-Engels sur le sujet : nous ne traitons que des périodes cruciales - préparation de la révolution, tactique révolutionnaire et formation du parti ouvrier français - en vue d'en tirer l'essentiel pour la théorie et la praxis du parti révolutionnaire dans les limites de deux volumes. Nous renvoyons à chaque fois le lecteur aux textes de Marx-Engels déjà publiés - ce qui permet d'alléger sensiblement notre recueil.)

ciales ; les Allemands [40] vinrent au communisme par la philosophie, en tirant les conclusions à partir de ces premiers principes [32].

Du fait de la diversité d'origine du socialisme dans les trois pays, il faut compter avec quelques divergences de vue sur des points mineurs. Mais je crois pouvoir affirmer que ces différences sont relativement insignifiantes et peuvent être facilement surmontées dès lors que les réformateurs sociaux de chacun de ces pays auront la volonté de s'accorder fraternellement avec ceux des autres pays. Il faut pour cela qu'ils apprennent à se connaître. Si ce premier pas est fait, je suis persuadé que, de tout cœur, ils souhaiteront tous le succès de leurs frères communistes de l'extérieur.

1. France

Depuis la Révolution [de 1789], la France est le pays proprement politique de l’Europe. Nulle amélioration, nulle doctrine n'y apparaît sans avoir de quelque façon une forme politique. Il semble qu'au stade actuel de l'histoire humaine la nation française soit déterminée à parcourir toutes les formes politiques du développement ; autrement dit, que, partant du politique pur, elle parvienne au point où tous les autres peuples et toutes les autres trajectoires confluent au communisme. L'évolution politique de la France montre donc clairement *comment devra se dérouler l'histoire à venir des chartistes anglais.*

La révolution française développa la démocratie en Europe. Or la démocratie est une contradiction dans les termes, un mensonge et, au fond, une pure hypocrisie - une théologie, comme diraient les Allemands. Et cela vaut, à mon avis, de toutes les formes de gouvernement. La liberté politique est un simulacre et le pire esclavage possible - cette liberté fictive est le pire asservissement. Il en va de [41] même de l'égalité politique : c'est pourquoi, il faudra réduire en pièces

---

32 De son côté, Marx en était venu, lui aussi, à la même conclusion : « Le prolétariat allemand est le *théoricien* du prolétariat européen, tout comme le prolétariat anglais est son économiste [le meilleur syndicaliste] et le prolétariat français son *politicien.* » (Cf. « Notes critiques relatives à l'article *Le Roi de Prusse et la Réforme sociale. Par un Prussien* », *Vorwärts,* 7 août 1844, trad. fr. : MARX-ENGELS, *Écrits militaires*, L’Herne, 1970, p. 156-176.)

la démocratie aussi bien que n'importe quelle autre forme de gouvernement [33].

Cette forme hypocrite ne doit pas subsister. La contradiction qu'elle recèle doit apparaître au grand jour : ou bien un véritable esclavage, et cela signifie un despotisme non déguisé ; ou bien une authentique liberté ainsi qu'une authentique égalité, et cela signifie le communisme. La révolution française a produit ces deux éléments : *Napoléon* instaura l'un, *Babeuf* l'autre.

Je peux être bref sur le thème du babouvisme, puisque l'histoire de la conspiration de Babeuf, écrite par Buonarotti, vient d'être traduite en anglais. Le complot communiste échoua, parce que, d'une part, le communisme de cette époque était encore bien grossier et superficiel et que, d'autre part, les esprits n'étaient pas encore avancés en ce temps-là [34].

En France, le réformateur social suivant fut le comte de Saint-Simon. Il réussit à fonder une secte et même quelques établissements, mais sans succès durable. La doctrine saint-simonienne s'apparente en gros à celle des *Ham Common Socialists* d'Angleterre [35], bien que l'on trouve [42] quelques différences dans le détail des systèmes et des

---

[33] Dans *L'État et la révolution,* chap. IV, § 6, intitulé « Engels et la suppression de la démocratie », Lénine répète que les communistes sont bel et bien des antidémocrates, puisqu'ils appartiennent à un « parti dont le but politique final est la suppression de tout État et, par conséquent, de la démocratie » (Cf. LÉNINE, *Œuvres choisies en deux volumes,* Moscou, 1953, vol. 1, première partie, p. 265).

[34] Dans le chapitre 3, « Le Socialisme et le communisme utopiques et critiques », du *Manifeste* de 1848, Marx-Engels distinguent le communisme certes grossier, mais effectif, de Babeuf du socialisme utopique des Saint-Simon, Fourier, Owen, etc. : « Nous ne parlerons pas ici de la littérature qui, dans toutes les grandes révolutions modernes, a proclamé les revendications du prolétariat (écrits de Babeuf, etc.). » En effet, le babouvisme est « la première apparition d'un *parti* communiste réellement *agissant* dans le cadre de la révolution bourgeoise ». Cf. Marx, « Le Critique moralisante et la morale critisante », *Deutsche Brüsseler Zeitung,* 28 octobre 1847, trad. fr. : KARL MARX, *Textes (1842-1847),* Ed. Spartacus, p. 92-126.

[35] Il s'agit de la communauté « Concordium » fondée à Ham Common, près de Londres, par des socialistes se rattachant au mystique anglais J. P. Greaves, qui prêchait la perfection morale et un mode de vie ascétique. Elle ne connut qu'une brève existence.

idées. Les singularités et les extravagances des saint-simoniens furent bientôt l'objet de la risée et de l'ironie des Français. Or, en France, le ridicule tue [36].

Mais il y a eu, en outre, d'autres causes à l'échec des tentatives saint-simoniennes. Toute la doctrine de ce parti était noyée dans les brumes d'un incompréhensible mysticisme qui pouvait au début frapper la curiosité des gens, mais devait ensuite décevoir leur attente. Leurs principes économiques n'étaient pas sans faille. Pour la distribution du produit, la part de chaque membre était mesurée d'abord selon la quantité de travail qu'il avait fourni, et ensuite selon la qualité du travail qu'il avait fourni. Un républicain allemand, Börne, a opposé avec raison à ce principe que le talent, au lieu d'être rémunéré, devait bien plutôt être considéré comme un avantage naturel et, de ce fait, venir en déduction de la part de celui qui était ainsi avantagé, ne serait-ce que pour restaurer l'égalité [37].

Après avoir fasciné la pensée un certain temps, le saint-simonisme, tel un brillant météore, s'effaça de l'horizon social. Personne n'y pense plus aujourd'hui ; on a cessé d'en parler, son temps est révolu.

Vers la même époque que Saint-Simon, un autre homme appliqua la force de sa puissante intelligence à l'étude de la situation sociale de l'humanité : *Fourier* [38]. Bien que les [43] ouvrages de Fourier ne recè-

---

[36] Marx parle dans divers textes de Saint-Simon ou du saint-simonisme : dans *Le Capital*, Ed. sociales, 1959, 111, t. 7, p. 264-268 ; dans *Les Fondements de la critique de l'économie politique (Grundrisse)*, 10/18, 1972, t. 1, chap. : « La Question des bons horaires. », p. 148-152 ; dans *l'Anti-Dühring*, Ed. sociales, 1963, p. 51, 55, 62, 181, 232, 296-298, 303, 391, 398 ; dans *Socialisme utopique et socialisme scientifique*, Ed. sociales, 1973, p. 67-69 ; dans *Contribution à la critique de l'économie politique*, Ed. sociales, 1957, p. 65 ; *Sur la littérature et l'art*, Ed. sociales, 1954, p. 199, 244, 317.

[37] Dans *Critique des programmes de Gotha et d'Erfurt*, à propos des mesures économiques de transition entre capitalisme et socialisme, Marx parle encore de cette « inégalité de dons individuels et, par suite de la capacité de rendement, comme de privilèges naturels » (Ed. sociales, 1950, p. 24).

[38] Dans leurs ouvrages Marx-Engels se réfèrent plus souvent et plus abondamment à Fourier qu'à Saint-Simon. Par exemple : La Sainte Famille, Ed. sociales, 1969, p. 42, 103, 106, 158, 228-231 ; L'Idéologie allemande, Ed. sociales, 1968, p. 15, 234, 290, 458, 508, 531, 564-568, 572 ; dans le Manifeste, au chapitre « Littérature socialiste et communiste », § 3 « Le Socialisme et le communisme utopiques et critiques. » Le Capital, 1. t. 1, p. 284 ;

lent pas d'éclairs de génie comme nous en trouvons chez Saint-Simon et certains de ses disciples ; bien que son style soit pesant et montre à l'évidence que l'auteur s'est donné beaucoup de mal pour formuler clairement sa pensée et pour exprimer des idées pour lesquelles la langue française n'a pas de mots, il n'empêche que nous lisons ses ouvrages avec plus de plaisir, et qu'il s'y trouve plus de valeur réelle que dans ceux de l'école précédente. Certes, l'œuvre n'est pas dépourvue de mysticisme, elle en est même aussi marquée que possible, mais on peut facilement l'écarter. Ce qui subsiste alors ne se rencontre pas chez les saint-simoniens, c'est-à-dire une recherche scientifique, une pensée fraîche, systématique et sans préjugés : bref, c'est une *philosophie sociale,* alors que le saint-simonisme ne se définit que comme *poésie sociale.*

C'est Fourier qui, le premier, formula le grand axiome de la philosophie sociale : comme chaque individu a une inclination ou une préférence pour un genre de travail bien particulier, la somme des inclinations de tous les individus pris dans leur ensemble doit être assez forte pour correspondre aux besoins de tous. Si on permet à chaque individu de s'abandonner à son inclination propre en le laissant faire ce qu'il souhaite, il est tout de même possible de satisfaire les besoins de tous, sans que l'on ait à utiliser les moyens de contrainte en vigueur dans l'actuel système social. Ce principe semble hardi, mais il est inattaquable dans la forme que Fourier lui a donnée ; qui plus est, il est évident - comme l'œuf de Colomb.

Fourier démontre que chacun naît avec une inclination pour un certain type de travail, que *l'inactivité absolue* est une absurdité qui n'a jamais existé, ni ne le pourra jamais ; que, par nature, l'esprit humain est activité. En conséquence, [44] il n'est point besoin de contraindre les êtres humains à une activité, comme on le fait au stade actuel de la société. Il suffit d'imprimer la bonne direction à l'impulsion naturelle de l'activité sociale.

Il démontre, en outre, que travail et jouissance peuvent s'identifier, et souligne tout ce qu'il y a d'irrationnel dans l'actuel ordre social qui

t. 2, p. 69, 108, 128 ; t. 3, 134-135, 219 ; Les Fondements de la critique de l'économie politique, 10/18, 1973, t. III, p. 181, 335, 354 ; l'Anti-Dühring. Ed. sociales, 1963, p. 51, 62, 181, 296, 299-300, 303, 313, 315-316, 332-333, 371-372, 391, 398, 411.

les sépare l'un de l'autre, en faisant du travail un fléau et en rendant les jouissances inaccessibles à la plupart des travailleurs. Il montre, enfin, qu'avec un ordonnancement rationnel le travail doit devenir ce qu'il est en fait, une joie, chacun pouvant suivre son inclination propre. Je ne peux, évidemment, développer ici toute la théorie du *libre travail* de Fourier, mais je pense avoir montré ainsi aux socialistes anglais que le fouriérisme vaut bien de retenir leur attention.

Un autre mérite de Fourier, c'est d'avoir énoncé les avantages, ou mieux la nécessité de l'association. La simple mention de ce sujet suffirait à convaincre les Anglais de l'importance des questions traitées. Il y a, en revanche, chez Fourier une grave contradiction, car il n'abolit pas la propriété privée. Dans ses phalanstères, ou communes sociétaires, on trouve des riches et des pauvres, des capitalistes et des ouvriers. La propriété de tous est mise en fonds commun, l'entreprise s'adonne au commerce, à l'industrie agricole et manufacturière, et le produit en est divisé entre les membres : une première portion pour la rémunération du travail, une seconde pour la récompense des connaissances et des talents, et une troisième pour le profit du capital.

Ainsi donc, après toutes les belles théories sur l'association et le libre travail, après un torrent de déclarations indignées contre le commerce, l'égoïsme et la concurrence, il nous propose pratiquement de nouveau le vieux système de la concurrence selon un plan amélioré, ainsi qu'une bastille édifiée à l'aide de lois sur les pauvres, fondées sur des principes plus libéraux ! Bien sûr, cela ne peut nous satisfaire ; d'ailleurs, les Français n'en sont pas restés là.

Les progrès du fouriérisme ont été lents mais réguliers en France. Les fouriéristes ne sont pas très nombreux, mais ils forment actuellement une partie considérable et active de l'intelligence en France. Victor Considerant est l'un de ses plus brillants représentants. Ils disposent, en [45] outre, d'un journal, *La Phalange* [39], qui parut d'abord trois fois par semaine avant de devenir quotidien.

---

39 *La Phalange,* organe des fouriéristes, parut de 1832 à 1849 à Paris. Elle changea à plusieurs reprises de titre, de format et de rythme de publication (de 1840 à 1843, elle était trihebdomadaire). Lorsqu'en août 1843 les fouriéristes publièrent le quotidien *La Démocratie pacifique, La Phalange* devint leur revue théorique.

Comme les fouriéristes sont aujourd'hui représentés en Angleterre par M. Dogerty, et y sont donc connus, je pense en avoir dit suffisamment - et je passe maintenant au parti le plus important et le plus radical en France : les *communistes*.

Comme je l'ai dit plus haut, tout ce qui, en France, prétend à une importance nationale doit revêtir un caractère politique, ou est voué à l'échec. Saint-Simon et Fourier n'abordaient pas le problème politique. C'est pourquoi leurs plans ne firent pas partie du domaine commun de la nation, et ne furent l'objet que de discussions privées.

Nous avons vu que le communisme de Babeuf a surgi par rapport à la démocratie de la première révolution. La seconde révolution - celle de 1830 - a produit un nouveau communisme, plus puissant encore. Ce fut la « Grande semaine » de 1830, à la suite de l'alliance de la bourgeoisie et de la classe ouvrière, des libéraux et des républicains. Une fois le travail accompli, la classe ouvrière fut renvoyée dans ses foyers, et les fruits de la révolution furent accaparés par la seule bourgeoisie. Les ouvriers se soulevèrent au cours de diverses insurrections pour briser le monopole politique et pour instaurer une république ; cependant ils furent à chaque fois vaincus, car non seulement la bourgeoisie disposait de l'armée, mais elle avait encore formé une garde nationale.

Pendant cette période (1834-1835), les ouvriers qui avaient été républicains s'assimilèrent une leçon nouvelle : ils reconnurent que, même si leurs plans démocratiques réussissaient, ils continueraient d'être dupés par des chefs plus doués et plus subtils encore, et que leur situation sociale - cause de leur mécontentement politique - ne serait aucunement améliorée par un quelconque changement politique [40].

---

40 Engels décrit maintenant comment les ouvriers français ont complété leur savoir *politique* par les éléments économique et théorique afin de poursuivre leurs propres buts et éviter, au bout de leurs efforts, que la bourgeoisie ne cueille les fruits de la révolution. D'emblée, Engels propose aux ouvriers de chaque pays de compléter leurs lacunes en apprenant chez les ouvriers des autres pays et en s'organisant avec eux pour lutter ensemble, le socialisme étant internationalisme.

Pour sa part, Marx estime que l'unilatéralité politique - si développée soit-elle - loin de compenser les lacunes économique et théorique, déforme le sens des luttes : « Nous avons déjà montré que l'intelligence politique est incapable de découvrir la source des maux sociaux. Un mot encore : le pro-

[46]

Ils retournèrent aux sources vives et à l'étude de la grande Révolution, et s'emparèrent vivement du communisme de Babeuf. C'est tout ce que l'on peut dire avec certitude de l'origine du communisme moderne en France : on en discuta dans les rues sombres et les ruelles surpeuplées du faubourg Saint-Antoine de Paris ; et ensuite dans les réunions secrètes des conspirateurs [41]. Ceux qui en savent plus long [47] gardent sagement leur savoir pour eux, afin de se soustraire au « bras puissant de la loi ». Quoi qu'il en soit, le communisme se répand rapidement à Paris, Lyon, Toulouse et les autres grandes villes industrielles.

Toutes sortes de sociétés secrètes se succèdent. Les *Travailleurs Égalitaires* et les *Humanitaires* furent les plus importantes d'entre elles [42]. Comme les babouvistes de la grande révolution, les Égali-

létariat - à ses débuts tout au moins - gaspille d'autant plus de forces dans des émeutes " inintelligentes, vaines et écrasées dans le sang " que l'intelligence politique de ce peuple est plus développée et plus générale. Pensant en termes politiques, il voit l'origine de tous les maux dans la volonté, et tous les moyens pour y remédier, il les voit dans la force et le renversement d'une forme déterminée d'État. Exemple : les premiers soulèvements du prolétariat français. Les ouvriers de Lyon croyaient qu'ils ne poursuivaient que des buts politiques et qu'ils étaient de simples soldats de la République, alors qu'ils étaient en réalité des soldats du socialisme. C'est ainsi que leur intelligence politique les illusionnait sur la source de leur misère sociale et faussait chez eux la conscience de leur véritable but : leur intelligence politique trompait leur instinct social. » (« Notes critiques... », *Écrits militaires*, p. 173.)

41 Les formidables révolutions qui, au siècle dernier, lorsque la France et le mouvement ouvrier français étaient l'épicentre et l'avant-garde du socialisme dans le monde, éclataient et surprenaient les classes dominantes comme la foudre dans un ciel bleu, étaient bel et bien l'œuvre consciente et autonome de la classe ouvrière, préparée par de durs combats et de patientes activités politiques et organisationnelles sans lesquelles la révolution n'eût eu aucune revendication à formuler ni aucune masse à enflammer. C'est avec admiration et dévotion que Marx-Engels parlaient du prolétariat de cette période : « Il faut avoir connu l'application studieuse, la soif de savoir, l'énergie morale, l'infatigable instinct de développement des ouvriers français et anglais, pour pouvoir se faire une idée de la noblesse humaine de ce mouvement. » (*La Sainte-Famille*, Ed. sociales, p. 106.)

42 Les *Travailleurs Égalitaires,* nom d'une société secrète, créée en 1840 par des communistes française qui se rattachaient à Babeuf et regroupaient es-

taires forment un groupe peu dégrossi : ils se proposent de transformer le monde en une communauté ouvrière, rejetant tout raffinement de la culture, de la science, des beaux-arts, etc., comme un luxe inutile, dangereux et aristocratique. Ce préjugé résulte nécessairement de leur ignorance complète de l'histoire et de l'économie politique.

Les *Humanitaires* sont connus surtout en raison de leurs attaques contre le mariage, la famille et d'autres institutions analogues. Ces deux partis, comme un certain nombre d'autres, ont eu une vie assez éphémère, et la grande masse de la classe ouvrière française adopta bientôt les principes proclamés par Cabet - le « père Cabet » - et connus sur le continent sous le nom de communisme icarien.

Cette esquisse de l'histoire du communisme en France montre *en quoi le communisme français doit se distinguer de l'anglais* : le mouvement social a une origine politique en France. On s'y est rendu compte que la démocratie ne pouvait réaliser une égalité véritable ; c'est pourquoi on lui a adjoint le système des communautés.

La masse des communistes français est donc également républicaine : elle souhaite une structure communiste de société, avec une forme de gouvernement républicaine. Eh bien, voyez-vous, je ne pense pas que les socialistes anglais élèvent de graves objections contre ce système. En effet, bien qu'ils soient plus favorables à une monarchie élective, je les sais cependant assez éclairés pour ne pas vouloir imposer leur forme de gouvernement à un autre peuple. Il est évident qu'une telle tentative entraînerait pour le peuple [48] en question des difficultés et des désordres plus grands qu'il ne s'en produirait avec leur propre forme démocratique, même à supposer que celle-ci fût mauvaise.

Mais il y a d'autres objections que certains peuvent adresser aux communistes français : ceux-ci entendent renverser par la violence l'actuel gouvernement de leur pays - *et cela ils le prouvent en s'orga-*

---

sentiellement des ouvriers. Les *Humanitaires* appartenaient à la même tendance et se groupaient autour du journal *L'Humanitaire.* Ces sociétés étaient sous l'influence de Théodore Dézamy, dont la tendance était révolutionnaire et matérialiste.

nisant toujours sur le plan politique en associations secrètes. C'est vrai [43].

Même les *Icariens*, qui dans leurs publications déclarent pourtant avoir horreur des révolutions violentes et des sociétés secrètes, n'admettent pas que leurs propres membres disposent d'un élémentaire droit de regard sur l'organisation et que leurs adhérents s'exposent à d'inutiles persécutions légales. Je n'ai pas l'intention de défendre dans tous les cas une telle politique, mais il suffit de l'expliquer pour qu'on la comprenne. Et, de fait, elle s'explique pleinement par les caractéristiques nationales et gouvernementales de la France, qui diffèrent entièrement de celles de l'Angleterre.

Sans interruption, la constitution anglaise a servi de loi à ce pays depuis près de cent cinquante ans. Toute modification, même quelconque, y a été apportée par des moyens légaux, sous forme constitutionnelle. On s'explique donc pourquoi les Anglais éprouvent ce profond respect de la légalité. En France, à l'inverse, durant ces cinquante dernières années, un changement violent a succédé à l'autre. Toutes les constitutions, de la démocratie radicale au despotisme ouvert, ainsi que toutes les lois possibles ont été abrogées et remplacées par d'autres : comment un peuple pourrait-il respecter ses lois dans de telles conditions ? Qui plus est, le résultat de toutes ces convulsions, c'est qu'aujourd'hui la constitution et les lois françaises prescrivent que les riches oppriment les pauvres, et cette oppression [49] est maintenue par la violence : qui peut espérer que les opprimés considèrent avec sympathie leurs institutions publiques et qu'ils ne recourent pas de nouveau à la vieille méthode de 1792 ? Ils auront répondu à la force par la force, et comme ils ne disposent actuellement d'aucun autre moyen, pourquoi devraient-ils hésiter, même une seconde, à l'employer ?

---

43 Cet article d'Engels ne prétend pas faire l'histoire du mouvement ouvrier français, c'est un texte militant, destiné à compléter la formation des ouvriers et des socialistes anglais de la *New Moral World*, dont le programme d'ensemble, comme les méthodes d'action politiques, laissaient pour le moins à désirer.

Nous ne pouvons reproduire ici les nombreux textes publiés par Engels notamment en Angleterre, afin d'y faire connaître les aspirations et les méthodes de lutte des ouvriers français ; cf. MARX-ENGELS, *Le Parti de classe*, Maspero, 1973, t. 1, note de la page 16.

On peut se demander, en outre, pourquoi les communistes français n'ont pas instauré des communautés comme les Anglais ? Je répondrai tout simplement : c'est parce qu'ils *ne peuvent pas le faire*. En effet, s'ils le faisaient, les soldats en réprimeraient la tentative dans l'œuf. Et même s'ils avaient le droit de le faire, cela ne leur servirait à rien en fin de compte. En effet, j'ai toujours considéré la fondation d'une communauté - celle, par exemple, d'Owen à *Harmony* - comme une *simple expérience* tendant à démontrer que ces plans sont applicables à la réalité, pour amener l'opinion publique à une conception plus positive vis-à-vis des plans socialistes destinés à soulager la misère des masses.

Mais, si elle avait lieu, une telle expérience n'aurait aucun effet en France. Ne dites pas aux Français que vos plans sont réalisables, car cela les laisserait froids et indifférents. Montrez-leur plutôt que vos communes ne placeront pas l'humanité sous le joug d'un « despotisme de fer », comme le disait le chartiste M. Bairstow dans la discussion avec M. Watts [44]. Montrez-leur que la véritable liberté et la véritable égalité ne sont possibles que dans le système des communes ; montrez-leur que la justice réclame un tel ordre social : ils seront tous, dès lors, à vos côtés.

Mais revenons aux doctrines sociales des communistes icariens. Leur « bible », c'est *Le Voyage en Icarie* du père Cabet qui, soit dit en passant, fut autrefois procureur général et membre de la Chambre des députés. Les lignes générales de leur système de communautés ne se distinguent que fort peu de celles d'Owen. Ils reprennent tout ce qu'il y a de sensé chez Saint-Simon et Fourier, et, à cet égard, ils sont très supérieurs aux anciens communistes français. En ce qui concerne le mariage, ils sont exactement du même avis [50] que les Anglais. Tout ce qui est humainement possible sera fait pour assurer la liberté des individus. Les sanctions pénales doivent être éliminées et remplacées par l'éducation de la jeunesse et, pour les adultes, par un traitement mental approprié et rationnel.

---

44 Les 11, 12 et 13 octobre 1843, eut lieu à Manchester une discussion publique entre le chartiste Jonathan Bairstow et John Watts, qui était alors un propagandiste oweniste très zélé. Engels a manifestement participé à cette réunion.

Mais il y a un fait tout à fait curieux : alors que les socialistes anglais sont en général opposés au christianisme, parce qu'ils souffrent de tous les préjugés religieux d'un peuple effectivement chrétien, les communistes français se disent « chrétiens », alors qu'ils font partie d'une nation célèbre pour son athéisme. Voici l'une de leurs formules préférées : « Le christianisme, c'est le communisme. » Ils s'appuient sur la preuve biblique : les premiers chrétiens auraient vécu en communauté de biens, etc. Tout cela prouve tout simplement que ces braves gens ne sont pas de bons chrétiens, même s'ils en prennent l'étiquette. S'ils l'étaient vraiment, ils connaîtraient mieux la Bible et sauraient que, si quelques passages en sont favorables au communisme, l'esprit général lui en est cependant tout à fait opposé, comme il s'oppose d'ailleurs à n'importe quel système rationnel.

Le développement du communisme a été salué par la plupart des esprits éminents de France : le métaphysicien Pierre Leroux, George Sand, qui défend vaillamment les droits de la femme, l'abbé de Lamennais, auteur de *Paroles d'un croyant*, et beaucoup d'autres sont plus ou moins favorables aux doctrines communistes. Cependant, à cet égard, l'écrivain le plus important est *Proudhon*[45], un jeune homme qui publia il y a deux ou trois ans son livre intitulé *Qu'est-ce que la propriété ?* Il répond : « La propriété, c'est le vol. » C'est le plus philosophique des ouvrages communistes en langue française, et je souhaiterais qu'il fût publié en anglais.

Le droit à la propriété privée et les conséquences de cette institution - la concurrence, l'immoralité et la misère – [51] tout cela y est analysé avec une intelligence puissante et un réel esprit scientifique, dont je n'ai retrouvé depuis lors union aussi heureuse dans aucun autre ouvrage.

Il y fait, en outre, quelques remarques fort importantes sur les formes de gouvernement. Après avoir démontré que toute forme de

---

45 En ce qui concerne Proudhon, est-il besoin de rappeler que Marx lui a consacré dès 1847 un ouvrage entier, *Misère de la philosophie*, un anti-Proudhon. En ce qui concerne les rapports de Marx avec Proudhon, voir les deux lettres dédiées entièrement à ce sujet : à P. V. Annenkov, 18 décembre 1846, et à J. B. von Schweitzer, 24 janvier 1865 ; cf. *Œuvres de Karl Marx. Économie, 1*, éd. établie par M. Rubel, La Pléiade, 1963, p. 1438-1459.

gouvernement est à rejeter, qu'il s'agisse de démocratie, d'aristocratie ou de monarchie, que le gouvernement s'appuie toujours sur la force, et que même dans le meilleur des cas possibles la force de la majorité opprime la minorité plus faible, il en vient à la conclusion . « Nous voulons l'anarchie ! » Ce dont nous avons besoin, c'est l'anarchie, le gouvernement exercé par nul être humain, la responsabilité de chaque particulier devant personne d'autre que lui-même [46].

Il me resterait encore beaucoup à dire, mais j'aborderai ce thème plus en détail à propos des communistes allemands.

[52]

Je n'ai plus qu'une chose à ajouter : on estime le nombre des communistes français icariens à environ un demi-million. Voilà une très respectable phalange, n'est-il pas vrai ? Ils disposent d'un hebdomadaire, *Le Populaire*, que publie le père Cabet. En outre, P. Leroux pu-

---

46 Marx-Engels n'ont pas plagié la conception d'une société sans État d'origine anarchiste. Cette revendication est trop fondamentale pour n'être pas propre au communisme, cependant que l'anarchisme est trop inconsistant pour être logique et conséquent avec cette revendication, du point de vue théorique aussi bien que pratique.

La société communiste sans État représente l'aspiration profonde des masses. Celles-ci ayant quitté la société sans classes et sans État du communisme primitif - plus ou moins tard selon les continents et les pays - en gardent la nostalgie, qui s'exprime de manière plus ou moins vivace et sous des couleurs utopiques tant que les conditions matérielles et les forces sociales ne sont pas réalisées pour remettre à l'ordre du jour cette revendication profondément ancrée dans les humains.

Tout logiquement et inexorablement, Proudhon devait lui-même renier la revendication de l'abolition de l'État, en prônant le maintien d'un État fort (cf. *Carnets* de Proudhon de 1848, t. Il, p. 344 et s.). Qui plus est, dès le début, comme Proudhon représentait le socialisme petit-bourgeois, son système des échanges de marchandises impliquait la machinerie de l'État. Dans un article sur « la Revendication de l'abolition de l'État » d'octobre 1850 (*Werke,* t. 7, p. 417-420), Engels cite un passage de *La Nouvelle Gazette rhénane* - *Revue, IV,* qu'il avait écrit en collaboration avec Marx : « L'abolition de l'État n'a de sens que chez les communistes qui y voient le résultat nécessaire de l'abolition des classes. Avec leur suppression, disparaît aussi le besoin du pouvoir organisé d'une classe afin de se soumettre les autres. »

blie *La Revue indépendante* [47] qui défend les principes du communisme du point de vue philosophique [48].

---

[47] *Le Populaire de 1841*, organe pacifiste et utopiste, publié de 1841 à 1852 à Paris et rédigé par E. Cabet jusqu'en 1849, se distingue de l'hebdomadaire radical *Le Populaire* publié par Cabet de 1833 à 1835.

La Revue indépendante, publication mensuelle de novembre 1841 à février 1848 sous la direction de P. Leroux, G. Sand et L.Viardot.

[48] La suite de cet article - le mouvement ouvrier en Allemagne et en Suisse - se trouve en traduction française dans MARX-ENGELS, *Écrits militaires*, p. 128-143.

Après cet article traitant du mouvement ouvrier français tel que Marx-Engels l'ont trouvé au commencement de leur activité politique sur la scène internationale, retournons aux origines du mouvement ouvrier français moderne, surgi au cours de la révolution française.

[53]

Le mouvement ouvrier français dans la révolution de 1789. La lutte entre Montagnards et Girondins

Dans la première Révolution française, la domination des Constitutionnels fait place à la domination des Girondins, et celle-ci à celle des Jacobins. Chacun de ces partis s'appuie sur le plus avancé. Dès que l'un d'eux a poussé la révolution assez loin pour ne plus pouvoir la suivre et à plus forte raison la précéder, il est mis à l'écart par l'allié, le plus hardi qui le suit - et envoyé à la guillotine. La révolution se développe ainsi sur une ligne ascendante.

C'est le contraire avec la révolution de 1848.

MARX, Le 18-Brumaire de Louis Bonaparte.

Retour à la table des matières

« Ce qu'on prend aujourd'hui pour le délire de quelques maniaques exaltés, était alors le sentiment commun de tout un peuple, et en quelque sorte sa manière d'exister » (p. 21) [49].

---

49 Cf. MARX-ENGELS, *Gesamtausgabe* (MEGA), Berlin, 1932, 1/3, p. 416-434.

Ce texte est tiré d'un cahier dans lequel Marx a rassemblé ses extraits de lecture de l'ouvrage de Levasseur sur la révolution française (R. LEVASSEUR DE LA SARTHE, *Mémoires*, Paris, 1829, 4 vol., t. 1). Ils ont une signification particulière du fait que Marx ne les a pas seulement commentés en donnant sa propre interprétation, mais les a fait suivre d'un second texte, rédigé en allemand, dans lequel il expose son propre point de vue.

Nous reproduisons donc l'ensemble, à l'état d'ébauche où il se trouve, étant donné qu'il s'agit là, sans doute, du texte le plus long et le plus suivi, connu à ce jour, de Marx sur l'importante question de la révolution française qui marque le début de l'action autonome du prolétariat français moderne.

Les textes suivants abordent l'activité du prolétariat français au cours de la révolution. Certes ils ne portent que sur la période de 1789-1794, mais ils décrivent de façon classique le comportement du prolétariat français en période révolutionnaire, où il est vraiment lui-même et agit de la manière la plus conforme à sa véritable nature. C'est de cette période que datent les tra-

« *Plus tard on a vu des opinions différentes diviser la* [54] *nation ; mais en 1788 il n'en était pas ainsi* : tout ce qui en France, n'était pas vivant d'abus, se réunissait dans un désir unanime de destruction d'un régime de fer ; tout ce qui n'était pas dévorateur de la fortune publique voulait en voir confier la gestion aux députés du peuple ; tout ce qui n'était pas membre des castes privilégiées voulait voir passer le niveau de la loi sur toutes les têtes et soumettre tous les citoyens aux mêmes charges » (p. 27).

« La constitution fut révisée [après la fuite du roi [50]] dans un sens moins populaire qu'elle n'avait été d'abord conçue : les changements furent peu importants ; mais ils suffirent pour faire perdre à l'assemblée toute sa popularité, et à la constitution la sanction la plus désirable, celle de la nation » (p. 32).

« La session de l'Assemblée législative ne fut qu'une guerre mal dissimulée du pouvoir populaire contre l'autorité royale. Guerre dans laquelle les deux contendants se servaient de la constitution tour à tour comme d'un glaive ou d'un bouclier. Guerre acharnée, dans laquelle la constitution, que l'on invoquait sans cesse des deux côtés, n'était des deux côtés qu'un vain mot auquel on ne croyait pas. Au reste, cette assemblée impuissante, dans les langes dont la constitution l'avait entourée, ne pouvait *rien faire d'utile*... aussi les événements nombreux qui se sont passés *pendant sa durée ne sont-ils pas partis de son sein.* Constitutionnellement parlant, ou selon la limite de leurs pouvoirs légaux, la cour et l'assemblée *ne pouvaient rien faire, et ne faisaient rien.* Ces deux grands colosses se contemplaient en silence, et demandaient à des *conspirations secrètes* ce qu'ils ne pouvaient attendre de la loi » (p. 37, 38).

---

ditions révolutionnaires des ouvriers des grandes villes françaises. Ces textes anticipent et annoncent les crises sociales ultérieures de la société française : 1848, puis 1871, dont le mouvement n'est plus à proprement parler spontané.

Ces textes, à partir desquels entre autres Marx a élaboré la théorie de la révolution, non seulement bourgeoise, mais encore prolétarienne, témoignent de manière tangible de la contribution du prolétariat français et de ses luttes révolutionnaires exemplaires à la formation politique et militante de Marx-Engels et, au travers d'eux, à la doctrine du prolétariat international.

50 Nous mettons entre crochets ce que Marx a ajouté en allemand aux extraits de Levasseur.

« Ni l'un ni l'autre [parti] n'étaient de bonne foi... Aussi la crise dans laquelle la Constituante avait laissé la France ne pouvait-elle avoir que deux solutions : le renversement [55] du trône, ou le retour de l'ancien régime. Pour chacun des deux partis, il s'agissait donc de l'existence même » (p. 38).

« Cette grande époque de 1791 à 1792, qui a décidé des destins de la France, n'a été signalée par aucune lutte de tribune remarquable. C'est entre le *peuple* et le pouvoir que la guerre fut continuée. Le 20 juin, le triomphe de Pétion au 14 juillet, les mouvements qui signalèrent l'entrée des fédérés marseillais à Paris eurent de grands résultats, sans que l'assemblée y prît la moindre part. Les députés y figurèrent comme *conspirateurs,* et non comme *députés.* La déclaration de guerre même, événement majeur de cette période, fut décidée aux Jacobins » (p. 39).

Lafayette (p. 40).

Le 10 août [51] (p. 41).

« *L'insurrection,* qui avait *remplacé tous les pouvoirs* au 10 août, était restée debout... ; c'était une force active, et elle terrassa les ennemis de la liberté » (p. 43).

« La seule force qui existât en France pendant l'interrègne commencé au 10 août était l'élan populaire, l'insurrection, l'anarchie [52]. Le

---

[51] Cette phase, si importante, de la révolution française est développée dans « La Question militaire. Les formes de violence assurant le passage d'un mode de production social à l'autre dans la théorie marxiste », section IV : « Constitution du prolétariat français en classe », *Fil du temps,* 1973 (Jacques Angot, B. P. 24, Paris-191).

[52] De cette phase initiale de la révolution, Engels tira la loi suivante des révolutions : « La discipline de fer qui seule peut procurer la victoire est exactement l'inverse de " l'ajournement de la politique intérieure " et de la dictature militaire. D'où doit alors venir la discipline ?... C'est un fait évident que la désorganisation des armées et la dissolution complète de la discipline est aussi bien condition préalable que résultat de toute révolution victorieuse jusqu'à nos jours. Il fallut à la France de 1789 à 1792 pour organiser de nouveau une seule armée de 60 à 80 000 hommes, celle de Dumouriez, et même celle-ci se désagrégea bientôt, et il n'y eut plus d'armée organisée en France jusque fin 1793… Et qui, lors de la première révolution française, a apporté la discipline dans l'armée? : ce ne sont pas les généraux, qui ne recueillent d'influence et d'autorité chez des armées improvisées qu'après quelques

dernier moyen de salut qui restât consistait donc à faire usage des ressources qu'offrait l'anarchie et à diriger contre nos ennemis la force brutale qu'elle soulevait » (p. 43, 44).

« Les décrets qu'elle [l'Assemblée législative] rendait [56] n'avaient aucune autorité. Le ministère, émanation d'une assemblée puissante, n'était pas lui-même un véritable pouvoir... Le gouvernement passa donc dans les mains de ceux qui surent s'en séparer, c'est-à-dire dans les *sociétés populaires* et dans les *municipalités*. Mais ces centres de gouvernement improvisés, *émanations de l'anarchie* même, et ne tenant aucun droit de la loi ou de la constitution, n'étaient que les premiers du peuple, puissants tant qu'ils se bornaient à lui imprimer une direction et à rendre efficaces ses volontés ; ils n'eussent pas contraint l'obéissance, dès qu'ils se fussent mis en contradiction avec lui, et qu'ils eussent voulu lui imposer *le frein de lois* » (p. 44, 45).

« C'est la *Gironde* qui s'est séparée de nous. C'est Buzot qui a déserté la place qu'il occupait à la Constituante ; c'est Vergniaud qui a délaissé le siège que naguère encore il occupait à la Législative » [à savoir le côté gauche] (p. 49). « Nous étions loin de chercher des *divisions*... Pétion fut nommé président à la presque unanimité ; les autres membres du bureau furent choisis parmi les députés influents de la dernière assemblée » (p. 49).

Les nouveaux députés [de la Montagne] ignoraient tout de la scission interne (p. 50).

« Lors de notre réunion, les nouveaux députés..., qui composaient la grande majorité de la Montagne, ignoraient même qu'il y eût deux camps, et que les républicains ne fussent pas tous pénétrés des mêmes sentiments et des même vœux » (p. 51).

« Le *centre* se recruta d'hommes qui ont la constante habitude de se prononcer en faveur du parti qui triomphe, et qui, avant de prendre une couleur, cherchent d'abord les moyens de ne pas se compromettre et d'attendre sans danger les événements. Tel député, qui se cacha d'abord au centre, devint depuis fougueux montagnard, et réacteur

---

victoires dans une révolution, mais la Terreur de la politique intérieure, du pouvoir civil » (Engels à Marx, 26 septembre 1851, cf. ENGELS, *Ausgewählte militärische Schriften*, Verlag des Ministeriums für Nationale Verteidigung, Berlin, 1958, 1, p. 206.)

plus fougueux encore. Là aussi... des hommes de talent : *Barrère,...* Sieyès, Dulaure,... Boissy d'Anglas » (p. 52).

« Le seul parti qui va dans la Convention avec un système arrêté et une marche réglée d'avance, prit place sur les bancs du côté droit » [les Girondins] (p. *52).* « Se jeter en masse sur les bancs opposés aux nôtres, c'était nous déclarer la guerre, même avant de nous connaître » (p. 53).

[Les avocats du barreau de Bordeaux, principaux porte-parole des Girondins ; les Girondins progressivement dans l'Assemblée législative, où ils (avaient) dominé la majorité ; en même temps maîtres dans le Club des Jacobins, c'est-à-dire [57] de l'opinion publique ; au moment de l'insurrection du 10 août, ils croyaient avoir la France en mains ; lors de la convocation nationale, ils croyaient donc qu'il ne pouvait se former une majorité en dehors d'eux. Mais les 42 jours d'interrègne changèrent la situation. L'énergie que l'Assemblée législative, donc les Girondins, avait manifesté dans la lutte contre la couronne, s'éteignit le 10 août.] « Faibles et sans volonté dès que le gouvernail de l'État fut placé sans contestation entre leurs mains »... [Des discours et des déclamations, ils se séparent de l'opinion publique, sans pouvoir empêcher le désordre], « ils se privèrent seulement des moyens qu'ils avaient de diriger le torrent. Le club des Jacobins était alors le thermomètre de l'opinion publique. Il était bien rare que la majorité des Français cassât ses arrêts. » [Longtemps la loi y fut dictée par les Girondins ; même avant la fin de l'Assemblée constituante qui dispersa les Lameth et poussa les constitutionnels « dans l'enceinte impopulaire des Feuillants ». Dépassés le 10 août, en opposition aux Jacobins. Le conseil des ministres provisoire auquel les Girondins avaient confié le pouvoir exécutif le 10 août, impuissant] « dès que le parti auquel il tenait se fut rendu impopulaire », « l'autorité exécutive fut de fait exercée par les communes et surtout par la *commune de Paris,* composée d'hommes vigoureux et chéris du peuple. *Les élections* de la capitale furent faites sous l'influence de la commune dont les principaux membres furent élus » (p. 53, 54). [D'où l'attitude hostile des Girondins.] « Tous les députés connus par quelque énergie et quelque patriotisme furent affiliés, à leur arrivée à Paris, à la société des Jacobins, où la commune avait une grande influence. Les mêmes députés siégèrent au côté gauche ; ce fut assez pour porter la Gironde sur les bancs de la droite. Les Jacobins, ayant repoussé leur autorité,

étaient devenus leurs ennemis », [de même les députés qui étaient assis du côté de la commune dans la députation de Paris] (p. 55).

« Ainsi donc, au *commencement de la session*, la Convention n'était pas divisée en partis... Seulement il s'élevait dans son sein une coterie ambitieuse qui voulait imposer ses opinions à l'assemblée, et qui s'apprêtait à guerroyer pour venger des blessures faites à son amour-propre et satisfaire ses rancunes particulières » (p. 55).

Danton (p. 56, 57). *Robespierre, Marat* (p. 57, 58).

« Le parti de la Gironde n'était pas non plus composé en majorité de traîtres, mais il en recélait dam son sein. Non, [58] il ne voulait pas la ruine de la république, mais ses théories y conduisaient » (p. 59). [Les Girondins les agresseurs, les Montagnards d'abord sur la défensive.]

Le 21 septembre 1792, la Convention commença de siéger. Président : *Pétion. Danton*. (p. 60, 61, 62). Les deux premiers décrets de l'assemblée sur proposition de Danton « 1. aucune constitution sans adoption par le peuple 2. sûreté des personnes et propriétés sous la sauvegarde de la nation. » La proposition de *Grégoire* également à l'unanimité : 3. abolition de la royauté.

Les Girondins commencent la lutte. (p. 63).

Le 24 septembre, parlant des dangers qui menaçaient la Convention dans la capitale, Kersaint proposait une force départementale pour la convoquer (p. 63). Les Girondins contre la Commune, qui les annihile depuis le 10 août, de même contre Danton qui a dominé le conseil exécutif. Les membres de la députation de Paris avaient presque tous formé une partie de la Commune du 10 août avant la constitution de la Convention (p. 63).

Colère donc des Girondins « contre cette redoutable commune, et particulièrement contre la députation de Paris » (p. 63, 64). On voit donc : les Girondins voulaient se venger pour leur défaite et leur néant au cours de l'interrègne du 10 août.

Joseph Égalité Orléans et *Jean-Paul Marat* (p. 64, 65).

« Un tel homme [Marat] n'eût jamais exercé la moindre influence, si les Girondins, en poursuivant dans sa personne le principe même de l'énergie, n'eussent accru son importance, et ne lui eussent fourni l'oc-

casion de montrer au moins le calme, la constance, le sang-froid et le mépris des injures qui caractérisent la véritable conviction et le dévouement » (p. 65).

Le 24 septembre attaque cachée contre la Commune, et plusieurs députés de Paris accusés « de vouloir organiser la dictature ».

Le 25 septembre, Barbaroux et Rebecqui accusent Robespierre. Danton prêche la concorde, (p. 66, 67). Les Girondins continuent le cours des dénonciations. Vergniaud contre Marat (p. 67).

Marat (p. 68, 69).

Les polémiques se poursuivent tous les jours : « La division entre les ministres Roland et Danton, les torts imputés à la Commune de Paris, les placards de Marat, étaient les prétextes de ces inutiles combats » (p. 69). La victoire [59] semblait presque toujours du côté des Girondins (p. 70). La majorité pas encore organisée systématiquement, oscillante, indécise. « Ainsi un grand nombre de républicains énergiques votèrent longtemps avec le côté droit ; de ce nombre étaient Phelippeaux, Cambon, Cambacérès, etc. » (p. 70).

Le *29 septembre*. Roland, élu député par le département de la Somme, annonce à la Convention : approbation des fonctions du ministre de l'Intérieur. *Buzot* exige « que le ministre fût prié de rester à son poste ; tous les Girondins l'appuyèrent ». Phelippeaux proposa « d'étendre l'invitation à Danton » ; opposition de celui-ci : « La seule manière possible de retenir Roland à son poste, est de prononcer l'invalidation de son élection », lutte, lettre de Roland, etc. (p. 70, 71).

Dissolution de la Commune de Paris décrétée (p. 73, 74, 75).

« Chaque jour les accusations réciproques se reproduisaient avec une nouvelle fureur : le côté droit commençait toujours l'attaque en s'appuyant sur des faits antérieurs à la réunion de la Convention, et il se servait constamment de l'espèce de répugnance que Marat inspirait à toute l'assemblée pour incriminer toute la Montagne » (p. 78, cf. p. 79) ; « ...scènes de parti, au milieu desquelles les élus du peuple consumaient un temps précieux, et des forces qu'ils eussent dû diriger tout entières contre les ennemis de la France » (p. 69).

Le *29 octobre. Roland, Louvet* accusation contre Robespierre (p. 80 et s.).

« *... lui [Louvet]* et *Barbaroux* étaient sans aucun doute, les seuls *hommes d'action de leur parti* » (p. 81).

« *L'éloquence diffuse et bavarde* de ce dernier » [Robespierre] (p. 82).

« Les comités de la Convention, et la Convention elle-même, s'occupaient de toutes les branches de l'administration, et faisaient par des décrets des actes nombreux et fréquents d'autorité exécutive. D'un autre côté, les municipalités s'étaient aussi emparées d'une grande partie de l'administration. Pouvoir civil, pouvoir militaire, pouvoir judiciaire même, rien n'était parfaitement réglé... Dès que, par des fonctions quelconques, une réunion de citoyens était appelée à s'occuper de la chose publique, elle s'ingérait en même temps dans les affaires les plus étrangères à la mission qui lui était confiée... S'il existait une infinité de *pouvoirs de fait,* un seul être collectif, *la Convention,* [60] *réunissait de droit toute l'autorité du corps social,* et elle en usait souvent ; *législatrice* par ses décrets, *administrative* par ses comités, elle exerçait encore le pouvoir judiciaire par la manière dont elle étendait le droit d'accusation » (p. 85).

« Comme état transitoire entre la monarchie détruite et la république à organiser, comme moyen de guerre contre l'aristocratie, l'émigration à l'étranger, cette concentration de tous les pouvoirs était un symptôme heureux, et je dirais indispensable » (p. 86).

« Ce sont eux [les Girondins] qui réclamaient des décrets d'accusation contre leurs collègues ; ce sont eux qui, en livrant Marat au tribunal révolutionnaire, ont violé l'inviolabilité des élus du peuple » (p. 87).

16 décembre. Motion de *Buzot* pour chasser Orléans et ses fils ; Buzot appuyé par Louvet et Lanjuinais.

Intrigues de Roland (p. 88, 89).

« Malgré leurs préventions contre nous, *Louvet, Roland, Guadet, Pétion, Gensonné* étaient de véritables et sincères républicains » (p. 90). Sur les Girondins (p. 90, 91).

« Les dissensions qui troublaient les délibérations de la Convention nationale s'introduisent bientôt *au sein du conseil exécutif.* Servan ayant été obligé de quitter le ministère de la Guerre à cause de sa mauvaise santé, la Convention nomma de confiance à sa place, sur la

présentation de Roland, le citoyen Pache, employé dans les bureaux de l'Intérieur. Le nouveau ministre ne partagea pas les haines et les vues de son protecteur » (p. 91).

« Pendant ces éternelles querelles, les *comités* de la Convention n'avaient pas été inactifs comme elle ; le comité de défense générale avait, sous l'influence de *Carnot*, secondé nos armées et préparé nos victoires ; le comité de la comptabilité, dont *Gambon* était le rapporteur habituel, avait créé des ressources à l'aide de ce papier-monnaie, qui, sous le nom d'assignats, a été tant et si souvent décrié, et de la vente des biens nationaux » (p. 92, 93).

« A la fin de janvier 1793... les Montagnards avaient quitté la défensive sur laquelle ils s'étaient peut-être trop longtemps tenus pour attaquer à leur tour la Gironde » (p. 100).

« Après la mort de Michel Lepelletier Saint-Fargeau... la majorité cessa d'être assurée aux Girondins », p. 101.

Danton (p. 163 et s.).

[61]

De la Commune parisienne de 1792 à Thermidor

Retour à la table des matières

Cher Adler,

Pour le livre que tu prépares [sur la révolution française], je te conseille d'utiliser l'ouvrage de Georges Avenel, *Anarchasis Cloots, l'orateur du genre humain,* et ce pour les raisons suivantes [53]. Comme Marx, je trouve que ce livre donne, pour la première fois, à partir de recherches de documents d'archives, un exposé correct de ce qui constitue précisément *la phase critique de la révolution française,* à savoir la période qui va du 10 août au 9-Thermidor.

La Commune de Paris et Cloots considèrent que le seul moyen de salut est de *propager la guerre à l'extérieur,* tandis que le comité de salut public joue aux hommes d'État, craint la coalition européenne et cherche la paix en divisant les puissances de la coalition. Danton veut la paix avec l'Angleterre, c'est-à-dire avec Fox et l'opposition anglaise qu'il souhaite voir arriver au pouvoir lors des élections. Robespierre intrigue à Bâle avec l'Autriche ainsi qu'avec la Prusse, et veut un arrangement avec ces puissances. Tous deux se mettent ensemble contre

53 Cf. Engels à Victor Adler, 4 décembre 1889.

Cette lettre reprend en gros l'exposé des événements de la révolution au point où Marx l'a interrompu. Le parti des Girondins étant écarté, l'affrontement se déplacera entre la Commune et les factions de Danton et de Robespierre, avec l'approfondissement de la crise révolutionnaire et la radicalisation progressive des partis antagoniques ; bref, c'est *le cycle de la révolution permanente.* L'intervention du prolétariat en arrive - par le processus naturel de la révolution, et non par l'acte du parti de classe conscient et organisé, comme c'est le cas dans les révolutions socialistes modernes - à être pour ainsi dire autonome, manifestant ses caractéristiques propres : énergie plébéienne, radicalisme étendu aux rapports sociaux généraux, violence des masses. Cf. « Le Marxisme et la question militaire », section consacrée à la révolution française, *Fil du temps,* n° 10.

la Commune et surtout pour renverser ceux qui veulent porter la guerre à l'extérieur et républicaniser l'Europe.

Danton et Robespierre l'emportent : la Commune (Hébert, Cloots, etc.) est décapitée. A partir de ce moment, il n'y a plus de point d'accord entre ceux qui veulent la paix avec la seule Angleterre et ceux qui la veulent avec les puissances allemandes. Comme les élections anglaises tournent [62] à l'avantage de Pitt, Fox est exclu du pouvoir pour de longues années, et la position de Danton est ruinée. Robespierre triomphe donc, et Danton est décapité.

Mais - et voici le point qui n'a *pas* été *suffisamment* mis en lumière par Avenel - tandis que la terreur fut poussée jusqu'à l'absurde, parce qu'elle ne visait plus qu'à maintenir Robespierre au pouvoir dans les circonstances données à l'intérieur, elle devint tout à fait superflue après la victoire de Fleurus, le 24 juin 1794, qui libéra non seulement les frontières, mais encore livra à la France la Belgique et, indirectement, la rive gauche du Rhin. Robespierre était désormais superflu, et il tomba le 14 juillet 1794.

Toute la révolution française est ainsi dominée par la guerre de coalition : toutes ses pulsations en dépendent. L'armée de la coalition pénètre-t-elle en France ? La tension prédomine, le cœur bat violemment, - c'est la crise révolutionnaire. Recule-t-elle ? Il y a détente, le cœur bat moins vite, les éléments réactionnaires se pressent sur l'avant-scène, et les plébéiens - les débuts du prolétariat ultérieur - dont l'énergie seule a sauvé la révolution, sont ramenés à la raison et à l'ordre.

Ce qui est tragique, c'est que le parti de la *guerre à outrance* [*] pour la libération des peuples a eu constamment raison, la République étant venue à bout de toute l'Europe, mais que ce parti a été décapité très vite et qu'à la place de la guerre de propagation à l'extérieur, il y eut bientôt la paix de Bâle et l'orgie bourgeoise du Directoire [54].

---

* Signale les passages en français dans le texte original.

54 Les radicaux politiques, qui étaient pourchassés par les autorités réactionnaires des pays voisins de la France, adhérèrent en masse au parti de la guerre à outrance pour républicaniser toute l'Europe, préparant ainsi les noyaux des futurs mouvements de libération et d'unification nationales qui atteignirent leur but dans les années 1870 seulement. Le babouviste italien Buonarrotti, par exemple, a théorisé l'extension de la révolution au-delà des

Ton livre doit être entièrement remanié et raccourci. Les grandes déclamations doivent être supprimées, et les faits [63] des manuels d'histoire courants complétés et mis en évidence avec clarté. Certaines données importantes des *Lundis révolutionnaires* de G. Avenel peuvent y être introduites, et nous aurons alors un ouvrage sur la révolution comme il n'en existe pas d'autre.

Dans sa remarquable critique de *l'Histoire de la révolution française* de H. Léo, K. F. Koeppen a montré comment la bataille de Fleurus a provoqué la chute du règne de la Terreur. Tu la trouveras dans la (première) *Gazette rhénane* de 1842 [55].

Salue bien ta femme et Louise Kautsky, ton Engels.

[Dans ton article Les *Contradictions de classes en l'an 1789*] il faudrait mentionner, ne serait-ce que brièvement, comment ces plébéiens (qui étaient *en dehors* du système féodal des ordres et états, et ne disposaient donc, à peu de choses près, d'aucun droit, étant exclus de tous les liens sociaux en vigueur) devinrent peu à peu ce que tu appelles le « sans-culottisme » (encore un *isme* !), et quel rôle ils jouèrent [56].

---

frontières nationales dans son ouvrage, *Conspiration pour l'Égalité dite de Babeuf*, Ed. sociales. Cf. aussi J. JUYPERS, *Buonarrotti et ses sociétés secrètes. Les Égalitaires en Belgique*, Bruxelles, 1960.

Pour ce qui concerne les effets de la révolution française en Belgique, cf. « L'État et la nation dans la théorie marxiste : la nation et l'État belges, produits de la contre-révolution », *Fil du temps*, 1968, 1969, n° 1 et 4.

55 Marx était rédacteur de cette première *Gazette rhénane* qui s'intéressa d'autant plus à la révolution française que l'allemande restait encore à faire, et qu'elle lui servit, à maints égards, de modèle.

56 Cf. Engels à Karl Kautsky, 20 février 1889.

Dans La Sainte Famille de 1845, Marx-Engels consacrent tout un chapitre à la défense de la révolution française, sur laquelle ils donnent des indications précieuses, par exemple, le rôle des plébéiens évoqués par Kautsky : « Le mouvement social, qui commença en 1789 au *Cercle social*, qui, au milieu de sa carrière, eut pour représentants principaux *Leclerc* et *Roux* et finit par succomber provisoirement avec la conspiration de *Babeuf*, avait fait germer l'idée *communiste* que l'ami de *Babeuf*, *Buonarroti*, réintroduisit en France après la révolution de 1830 » (p. 145). Dans une note, les éditeurs fournissent les indications suivantes sur le Cercle social, Leclerc et Roux :

[64]

À la page 53 de ton article, tu escamotes la difficulté en amenant ton artillerie lourde - à savoir l'explication qui se fonde sur le mode de production nouveau - mais tu n'y fais que des affirmations vagues et des allusions mystérieuses. En fait, les choses sont simples : les bourgeois ont toujours été trop lâches pour défendre leurs propres intérêts; dès la Bastille, la plèbe a dû faire tout le travail pour la bourgeoisie. En effet, sans cette intervention, ni le 14 juillet, ni les actions des 5 et 6 octobre au 10 août, ni le 2 septembre, etc., n'eussent eu lieu ; la bourgeoisie eût à chaque fois succombé devant l'ancien régime. Mais ces interventions n'allaient pas sans que les plébéiens donnent aux revendications révolutionnaires de la bourgeoisie un sens qu'elles n'avaient pas. Ainsi, ils poussaient l'égalité et la fraternité jusqu'à leurs conséquences extrêmes qui inversaient le sens bourgeois de ces formules, ce sens poussé à l'extrême se changeant alors en son contraire. Mais cette égalité et cette fraternité *plébéiennes* ne pouvaient être qu'un pur idéal, à une époque où il devait s'agir de réaliser *précisément le contraire.* Comme ce fut le cas partout, l'ironie de l'histoire fit que cette conception *plébéienne* des mots d'ordre révolutionnaires fut le levier le plus puissant pour faire passer dans les lois la conception opposée - l'égalité bourgeoise - et pour faire passer dans la production l'exploitation - au lieu de la fraternité.

Je parlerais beaucoup moins du mode de production nouveau. À chaque fois, c'est un véritable abîme qui le sépare des événements dont tu parles. Dès lors qu'on en parle dans un rapport trop direct, on

---

« *Cercle social,* organisation fondée pendant les premières années de la Révolution française de 1789. Un des principaux idéologues du cercle social fut Claude Fouchet qui demandait que la terre fût distribuée en parcelles égales, que la grande propriété fût limitée et que tous les bourgeois fussent mis au travail. Jacques Roux, un des chefs du mouvement des " Enragés ", allait beaucoup plus loin encore » (Ed. sociales, p. 144-150).

On ne trouve guère de littérature sur les Enragés, citons donc les ouvrages de W. Markov : *Jacques Roux und Karl Marx. Zum Einzug der Enragés in die „ Heilige Familie"*, Berlin, 1965 ; *Die Freiheiten des Priesters Jacques Roux,* Berlin, 1967.

tombe dans *l'abstraction pure*, les choses ne devenant pas plus claires - au contraire [57].

[65]

En ce qui concerne la Terreur, c'est essentiellement une *mesure de guerre* et elle s'explique pour autant. Grâce à elle, la seule classe, ou mieux le groupe de la fraction de classe, qui pouvait assurer le triomphe de la révolution, ne se maintint pas seulement au pouvoir (c'était la moindre des choses après la victoire sur les rebelles), mais surtout s'assurait une liberté de mouvement, une marge de jeu, une possibilité de concentrer les forces à l'endroit décisif : aux frontières. Fin 1793, celles-ci *étaient* déjà relativement sûres. 1794 commença bien, les armées françaises progressaient presque partout. La Commune et sa direction extrême devinrent superflues. Leur propagande pour l'extension de la révolution devint un obstacle pour Robespierre et pour Danton, qui tous deux - chacun d'une manière différente - voulaient la paix. Dans ce conflit entre trois éléments, ce fut Robespierre qui triompha, mais, *dès lors, la Terreur devenait pour lui un simple moyen de se maintenir au pouvoir, ce qui la rendit absurde*. Le 26 juin, à Fleurus, Jourdan déposa toute la Belgique aux pieds de la République, la terreur devenait insoutenable : le 27 juillet, Robespierre tomba, et l'orgie bourgeoise commença.

La formule « bien-être pour tous grâce au travail » exprime sur un mode trop précis (dans ton article) les aspirations de la *fraternité* plébéienne d'alors. Nul ne pouvait dire ce qu'ils voulaient jusqu'à ce qu'après la chute de la Commune, Babeuf lui donna une forme déter-

---

57 En ne distinguant pas nettement entre superstructures de force ou de conscience (politique, juridique, idéologique, etc.) et infrastructure économique, autrement dit en expliquant de façon trop immédiate les premières par la seconde, Kautsky sous-estimait tout simplement l'effet vrai et propre de la révolution sur la société et l'économie, ce qu'Engels appelle l'action en retour des mesures politiques sur la base sociale. C'est d'autant plus grave que la révolution française fut précisément le modèle de la révolution politique bourgeoise. L'erreur de méthodologie (philosophique) se combine à l'erreur d'appréciation politique.

Les rapports entre superstructures et base économique sont explicités dans « Facteurs de race et de nation dans la théorie marxiste », *Fil du temps*, no 5, p. 33-39.

minée. Si la Commune était venue trop tôt avec ses aspirations de fraternité, Babeuf est arrivé trop tard... [58]

58 De cette expérience plébéienne, Marx-Engels tireront la conclusion (ou loi) pour le prolétariat de tous les pays qui, successivement, feront leur révolution bourgeoise ou antiféodale, à savoir que le prolétariat doit y intervenir - mais de manière autonome, organisé par son propre parti de classe avec ses buts à lui, même lointains - sous peine de faillir à sa tâche et de subir un processus de décomposition social, douloureux pour lui et favorable aux forces réactionnaires, auxquelles s'allierait alors la bourgeoisie encore embryonnaire. Cf. MARX-ENGELS, *La Chine*, 10/18, 1973, p. 4-179.

Dans leur lutte pour l'unité de l'Italie, les Piémontais furent précisément battus pour ne pas avoir suivi l'exemple de 1793, l'histoire elle-même sanctionnant la mollesse révolutionnaire, comme l'indique Engels dans *La Défaite des Piémontais :*

« La levée en masse et l'insurrection générale du peuple sont des moyens devant lesquels la monarchie recule. Comme le prouve 1793, ces mesures ne peuvent être adoptées que par une république. Ce sont des mesures qui impliquent la *terreur révolutionnaire.* A-t-on jamais vu un monarque se résoudre à y recourir ?

Ce qui a donc ruiné les Italiens, ce n'est pas la défaite de Novare et de Vigevano, c'est la modération et la couardise auxquelles la monarchie les contraint. La bataille perdue de Novare n'entraînait qu'un préjudice *stratégique* : la route vers Turin était fermée aux Italiens et ouverte aux Autrichiens.

Cet inconvénient eût été sans importance, si la bataille perdue avait suscité une *véritable guerre révolutionnaire,* si le reste de l'armée italienne avait aussitôt proclamé qu'il représentait le foyer de la levée nationale en masse, si l'honnête guerre stratégique de l'armée s'était transformée en *guerre populaire,* à l'instar de ce que firent les Français en 1793 !

Mais voilà ! La monarchie n'entend rien aux levées en masse et au terrorisme révolutionnaire. Plutôt que de s'allier avec le peuple, elle préfère conclure la paix avec son pire ennemi, pourvu qu'il soit de son rang [de sa classe]. » (Cf. MARX-ENGELS, *Écrits militaires,* p. 245-246, article du 4 avril 1849 de *La Nouvelle Gazette rhénane*.)

Marx condense cette expérience générale en une brève formule : « La violence est l'accoucheuse de toute vieille société qui est grosse d'une nouvelle. C’est effectivement un agent économique. » (*Kapital*, Dietz, 1955, I, p. 791.) La traduction française, reproduite par les Éditions sociales (t. 3, p. 193), est moins expressive : « Et, en effet, la force est l'accoucheuse de toute vieille société en travail. La force est un agent économique. »

Cette formule est la transposition de celle de Blanqui : « Qui a le fer a du pain. »

[66]

Les révolutions des années 1830 comme prélude à 1848

Retour à la table des matières

Louis-Philippe a-t-il été élu roi de France *parce* qu'il était un Bourbon, ou a-t-il été choisi bien qu'il fût Bourbon ? [59] On se souvient que cette question divisa les partis après la révolution de Juillet. Pourquoi cette question ? Parce que la révolution a été remise en question et que l'intérêt de la classe parvenue au pouvoir et de ses représentants politiques n'était pas celui de la révolution.

[67]

Le premier soulèvement ouvrier a eu lieu en 1831 à Lyon [60]. De 1838 à 1842, le premier mouvement ouvrier national - celui des char-

---

59 Cf. MARX « Le Ministère Camphausen », La *Nouvelle Gazette rhénane.*

Dans ce petit extrait (Marx-Engels n'ont pas traité des révolutions de 1830 dans un texte particulier), il apparaît que le prolétariat, comme en 1793-94, fut frustré de sa victoire par la bourgeoisie, dont un représentant avait assez d'intelligence politique pour déclarer : « N'armez pas les prolétaires, *maintenant que tout est fini* : ils pourraient continuer la révolution pour leur compte et nous livrer à l'anarchie démagogique ! » (Cité dans P. KESSEL, *Le Prolétariat français,* Plon, 1968, p. 232.)

60 Cf. ENGELS, Le Développement du socialisme de l'utopie à la science, MEAS, vol. 2, p. 120 et s.

Eugène Tarlé caractérise ce soulèvement comme suit : « Le soulèvement de Lyon de 1831 constitue un tournant dans l'histoire de la classe ouvrière, non seulement en France, mais encore dans le monde entier. On a dit que l'ouvrier russe *après* le 9 janvier 1905 et l'ouvrier russe *avant* le 9 janvier sont deux hommes différents, qui ne se ressemblent guère. On peut en dire autant de l'ouvrier français avant et après l'insurrection lyonnaise. Depuis, le sentiment des ouvriers à l'égard du pouvoir a changé. La tradition de la Grande Révolution, réveillée mais encore insuffisamment au cours des journées de juillet 1830, reprend ses droits après l'insurrection lyonnaise. » Cependant Tarlé fait la différence suivante : « Dans l'insurrection lyonnaise, les ouvriers n'étaient pas simplement les protagonistes principaux, comme dans la révolution de juillet 1830, mais encore les seuls combattants. » Ils tendaient à prendre désormais l'initiative eux-mêmes pour déclencher et mener

tistes anglais - atteignit son point culminant. La lutte de classes entre prolétariat et bourgeoisie passa au premier plan de l'histoire des pays avancés d'Europe, dans la même mesure où s'y développait d'une part la grande industrie, et d'autre part la domination politique, fraîchement conquise par la bourgeoisie.

Pensant en termes politiques, le prolétariat voit l'origine de tous les maux dans la *volonté,* et tous les moyens pour y remédier il les voit dans la force et le renversement d'une forme *déterminée d'État* [61]. Exemple : les premiers soulèvements du prolétariat français. Les ouvriers de Lyon [68] croyaient qu'ils ne poursuivaient que des buts politiques et qu'ils étaient de simples soldats de la république, alors qu'ils étaient *en réalité* des soldats du socialisme. C'est ainsi que leur intelligence politique les illusionnait sur la source de leur misère sociale et faussait chez eux la conscience de leur véritable but : leur *intelligence politique trompait leur instinct social.*

à terme la révolution. Cf. E. TARLÉ, « Der Lyoner Aufstand », Marx-Engels *Archiv*, II, édité par D. Riazanov, p. 56.

61 Cf. MARX, « Notes critiques relatives à l'article *Le roi de Prusse et la Réforme sociale. Par un Prussien* », *Vorwärts*, 7 juillet 1844, trad. fr. : MARX-ENGELS, *Écrits militaires, p.* 156-176.

Dans cet article, Marx met en évidence que la conscience vient après l'action révolutionnaire, si bien que le prolétariat de Lyon était lui-même encore trompé par ses souvenirs de 1789 dans une situation révolutionnaire différente, qu'il avait lui-même créée et qui devait lui apporter pour l'avenir une conscience propre, autonome, de la révolution. En ce sens l'expérience de 1830 a contribué à ce que le prolétariat n'arrête pas sa révolution en février 1848, mais la poursuive en juin.

Le jugement des charpentiers parisiens

Retour à la table des matières

Il n'a jamais été question dans le *Star* du jugement prononcé par le tribunal de Paris contre les charpentiers en grève, accusés de s'être formés en association - Vincent, le dirigeant, a été condamné, si je ne m'abuse, à trois ans, deux autres à un an, et le reste à six mois [de prison] [62]. En tout cas, ce qui importe aussi ce sont ceux dont les patrons ne veulent pas céder.

Les deux-tiers des patrons ont satisfait les revendications des ouvriers. Mais, à la suite du jugement ci-dessus mentionné, les scieurs *à long** et d'autres travailleurs de branches liées à la construction se sont mis en grève. Cette affaire ne manquera pas de produire d'amples effets.

---

62 Cf. ENGELS, *The Northern Star*, 20 septembre 1845.

Tout mouvement ouvrier commence par des revendications économiques ou doit s'y relier. Marx-Engels n'ont cessé d'attirer l'attention sur les luttes ouvrières dans la production. Mieux que quiconque ils savaient que le monopole de la culture et de la presse appartient à la bourgeoisie et que le capital a intérêt à dissimuler aux masses les luttes d'avant-garde, qui feraient tache d'huile et appelleraient la solidarité, voire seraient l'amorce de l'organisation - ou de la systématisation meilleure - du prolétariat. Cf. MARX-ENGELS, *Le Syndicalisme,* Maspero, 1972, 2 vol.

[69]

Communisme utopique et communisme grossier dans la vision du socialisme scientifique moderne

Le dépassement de l'aliénation de soi suit la même voie que le procès de l'aliénation de soi [63]. Tout d'abord, la *propriété privée* est considérée sous son seul aspect objectif, le travail étant néanmoins tenu pour son essence. Sa forme d'existence est donc le *capital* qu'il faut supprimer « en tant que tel » (cf. Proudhon). Ou bien l'une des *formes particulières* du travail - le travail nivelé, parcellarisé, donc non libre - est conçue comme la source de la *nocivité* de la propriété privée et de sa nature aliénante pour l'homme : à l'instar des physiocrates, *Fourier* tient le *travail agricole* pour le travail par excellence, alors qu'à l'inverse *Saint-Simon* tient le *travail industriel* en tant que tel pour essentiel, et il ne réclame plus dès lors que la domination *exclusive* des industriels et l'amélioration du sort des ouvriers. Enfin, le *communisme* est l'expression *positive* de la propriété privée abolie, et dans un premier temps la propriété privée *universelle.*

Cependant, en saisissant ce rapport dans son universalité, le communisme est :

---

63 Cf. MARX, *Manuscrits économico-philosophiques, 1844*, chap. « Propriété privée et communisme. Stades de développement : le communisme grossier et égalitaire et le communisme proprement dit ».

Ces derniers textes forment, en quelque sorte, une conclusion théorique et pratique des mouvements plébéiens et utopistes de la phase de genèse du mouvement ouvrier français. Marx confronte tout d'abord ces premiers mouvements au socialisme scientifique moderne, qui se développe au cours des années 1844-1848. Il montre ensuite ce qui est suranné dans les premières tentatives, puis ce qui est historiquement fécond pour l'ensemble de la période historique qui s'ouvre alors, voire pour le mouvement en général. Pour ce faire, Marx ne réfute pas en soi les « idées » et les « utopies » par une critique logique, il les relie à la base historique et au mouvement réel, pratique. De la sorte, la théorie socialiste n'est jamais abstraite, mais toujours historiquement déterminée et pratiquement révolutionnaire.

A. sous sa forme première, une simple *généralisation* et un *parachèvement* de ce rapport (de la propriété privée). Comme tel, il apparaît sous un double aspect : d'une part, la domination de la propriété *matérielle* est si grande vis-à-vis [70] de lui qu'il veut anéantir *tout* ce qui n'est pas susceptible d'être possédé par *tous* comme *propriété privée*, de force, il veut faire abstraction du talent, etc. ; l'immédiate possession physique est pour lui l'unique but de la vie et de l'existence ; la catégorie du travailleur n'est pas abolie, mais étendue à tous les hommes [64] ; le rapport de la propriété privée demeure celui de la collectivité au monde des objets.

Finalement, ce mouvement, qui tend à opposer la propriété privée à la propriété privée universelle, trouve son expression bestiale dans le fait que l'on oppose au *mariage* (qui est, certes, une forme de la *propriété privée exclusive*) la *communauté des femmes* dans laquelle la

[64] Cela se traduit, par exemple, dans le *Manifeste* (cf. les mesures de transition au communisme), par « le travail obligatoire pour tous, la constitution d'armées industrielles, particulièrement dans l'agriculture » ; dans la I° Internationale, par la formule : « Qui ne travaille pas ne mange pas » ; dans la Commune de Paris - « la dictature du prolétariat » (Marx) - par la loi selon laquelle : « Une fois le travail émancipé, tout homme devient un travailleur, et le travail productif cesse d'être l'attribut d'une classe » ; enfin nous retrouvons ce premier stade du socialisme défini à la fin de la vie de Marx dans la *Critique du programme de Gotha* avec « ce droit égal [qui] reste encore prisonnier d'une limitation bourgeoise ». Or, cette limitation de nivellement et d'égalisation (que Marx critique déjà en 1844 chez les communistes français dont le système s'arrête là, mais qui n'est qu'une phase de transition nécessaire de l'histoire) sera progressivement levée pour arriver au communisme supérieur où régnera enfin la formule (que Marx définira en d'autres termes au *stade C.* de notre extrait ci-dessus) : « De chacun selon ses capacités, à chacun selon ses besoins. » Marx-Engels ne s'opposent donc pas aux communistes grossiers, notamment babouvistes, ils les justifient à un stade nécessaire de l'évolution de la société comme révolutionnaires, en même temps qu'ils montrent leurs limitations en découvrant le stade ultérieur, celui du communisme supérieur, qu'ils ne pouvaient entrevoir à leur stade de l'évolution économique et sociale.

À propos de la doctrine babouviste, cf. l'excellent recueil de textes choisis et présentés par Armando Saïtta, *Babeuf, le tribun du peuple*, 10/18, 1969, 370 p.

femme devient la *propriété commune de tous*. Cette idée de la *communauté des femmes* est, à n'en pas douter, le *secret révélé* d'un communisme qui est encore tout à fait grossier et sans conscience. De [71] même que la femme passe du mariage à la prostitution générale [65], de même tout l'univers de la richesse, c'est-à-dire de la nature objective de l'homme, passe du rapport mariage exclusif avec le propriétaire privé à l'état de la prostitution universelle avec la communauté. En niant partout la *personnalité* de l'homme, ce communisme n'est précisément que l'expression nécessaire de la propriété privée, qui représente cette négation. L'*envie* générale, s'érigeant en puissance, est la forme dissimulée de la soif de richesse restaurée, celle-ci se satisfaisant d'une *autre* manière.

Mais du moins l'idée inhérente à toute propriété privée en tant que telle est-elle dirigée contre la propriété privée *plus riche* - et l'envie comme l'effort d'égalisation deviennent de la sorte l'essence même de la concurrence. Le communisme grossier incarne cette envie et ce nivellement à partir d'un minimum *imaginaire*. Il cherche une mesure limitative déterminée. On voit que cette abolition de la propriété privée est si peu une appropriation réelle, qu'elle implique la négation abstraite de toute la sphère de la culture et de la civilisation, le retour à la simplicité si *peu naturelle* de l'homme pauvre et sans besoin, qui non seulement ne se situe pas au-delà de la propriété privée, mais n'y est même pas parvenue.

Il s'agit en fait d'une simple communauté du *travail*, dans laquelle règne l'égalité du *salaire* payé par le capital collectif, la *communauté* en tant que capitaliste général. Les deux aspects du rapport sont élevés à une généralité *imaginée,* le travail devenant une détermination dans laquelle chacun est placé, et le *capital* une généralité et une puissance reconnues de la communauté...

Ce premier dépassement positif de la propriété privée - le communisme *grossier* - exprime encore l'ignominie de la propriété privée qui veut se présenter comme la *communauté positive*.

---

65 La prostitution n'est qu'une expression *particulière* de la prostitution *générale* du *travailleur*. Étant donné que la prostitution est un rapport qui englobe non seulement la prostituée, mais encore celui qui prostitue - dont l'abjection est plus grande encore - le capitaliste, etc., tombe aussi dans cette catégorie. [Note de Marx.]

B. Le communisme : a) de nature encore politique - démocratique ou despotique ; b) celui visant la suppression de l'État, mais encore de nature imparfaite et toujours [72] affligé de la propriété privée, c'est-à-dire d'une aliénation de l'homme.

Sous ces deux formes, le communisme sait qu'il est déjà réintégration humaine, retour à l'homme lui-même, dépassement de l'aliénation de l'homme. Cependant, n'ayant pas encore saisi l'essence positive de la propriété privée, ni compris la *nature humaine* du besoin, la propriété privée l'entrave encore et le tient sous son emprise. Certes, le communisme a déjà saisi son concept mais son essence lui échappe encore.

C. Le *communisme* en tant que dépassement *positif* de la *propriété privée* et de l'*aliénation humaine* est, par conséquent, appropriation *réelle* de l'essence humaine par l'homme et pour l'homme ; c'est le retour entier de l'homme à lui-même en tant qu'homme *social*, c'est-à-dire humain [66] ; c'est le retour conscient, accompli sur la base de toute la richesse du développement antérieur.

Ce communisme est un naturalisme achevé, et comme tel un humanisme [67] : c'est la solution véritable de l'antagonisme entre l'homme et la nature, entre l'homme et l'homme.

---

66 Dans le *Manifeste*, Marx explicite comme suit cette formule qui peut sembler abstraite : « L'ancienne société bourgeoise, avec ses classes et ses conflits de classes, fera place à une association où le libre épanouissement de chacun est la condition du libre épanouissement de tous », le but de la société n'étant plus comme sous le capitalisme « la production pour la production », mais l'épanouissement universel de chaque humain, l'appropriation par chacun de l'acquis de tout le développement humain passé et en voie de se créer, en fonction de ses besoins universels, humains *(Grundrisse).*

67 Marx n'entend pas par là l'humanisme aliéné de l'ère bourgeoise où l'homme, prétendu supérieur à la nature et aux objets physiques, aux végétaux ou aux animaux, tombe en réalité plus bas que les objets sauvages de la nature ou les articles de la production, dont la plupart des hommes - les salariés - deviennent l'esclave ou la machine à produire. C'est l'humanisme réconcilié avec la nature, qui l'a maîtrisée en se soumettant à elle. C'est, comme Marx le dit un peu plus loin dans le même chapitre, « la nature telle qu'elle se fait au cours de l'histoire humaine dans l'acte de genèse de la so-

[73]

C'est la solution véritable de la lutte entre existence et essence, entre objectivation et affirmation de soi, entre liberté et nécessité, entre individu et espèce. C'est l'énigme résolue de l'histoire, et conscience d'être cette solution.

Tout le mouvement de l'histoire est donc l'acte *réel* de création du communisme - l'acte de production de son existence empirique. Il est aussi, pour sa conscience pensante, le mouvement compris et saisi de son *devenir*.

En revanche, le communisme non encore achevé cherche pour lui une preuve *historique* dans des phénomènes de l'histoire opposés à la propriété privée, en détachant tel élément du mouvement d'ensemble (par exemple, Cabet et Villegarde se plaisent à procéder de la sorte), afin de les retenir comme preuve de sa propre historicité pleine et entière. Mais, par là, il ne fait que démontrer que la partie de loin la plus importante de ce mouvement contredit ses affirmations, et que si ce communisme a vraiment existé, son existence *passée* réfute précisément sa prétention à l'existence [68].

ciété humaine. C'est la nature telle qu'elle devient grâce à son travail industrieux : quoique maintenant sous forme aliénée, c'est la véritable nature de l'homme, nature anthropologique », c'est-à-dire réifiée et polluée dans l'économie humaine, l'homme étant un produit de la nature, de l'histoire et de son travail propre.

68 En somme, Marx ne procède nullement vis-à-vis des autres socialismes comme un maître d'école, en les corrigeant et les rectifiant : il démontre bien plutôt la nécessité historique de leur existence, donc leur justification transitoire. En tant que représentant d'un socialisme d'une époque plus mûre, économiquement et socialement, il élargit alors leur champ de vision, en leur donnant une base matérialiste, scientifique.

Critique du mouvement fouriériste

Retour à la table des matières

De toute façon, ces messieurs les fouriéristes deviennent chaque jour plus ennuyeux [69]. *La Phalange* ne renferme que des insanités. Les articles tirés des œuvres posthumes de Fourier se limitent tous au mouvement *aromal* et à l'accouplement [74] des planètes qui semble se faire plus ou moins par derrière...

Le mensuel de P. Leroux est presque entièrement rempli par les articles de P. Leroux lui-même - sur Saint-Simon et Fourier. Il porte Saint-Simon aux nues, et s'efforce de rabaisser Fourier le plus possible, en le présentant comme un plagiaire et un disciple affadi de Saint-Simon. Ainsi il s'évertue à démontrer que *Les Quatre mouvements* ne sont, sous une forme matérialiste, qu'un plagiat des *Lettres*

---

[69] Cf. Engels à Marx, 19 août 1846.

Engels a écrit cette lettre à l'occasion de son voyage à Paris afin de prendre des contacts avec les milieux socialistes en vue de regrouper en un réseau international - le Comité de correspondance communiste - les forces socialistes, dispersées en Europe occidentale, grâce à la collaboration des socialistes et communistes les plus connus. Il n'eut aucun succès chez Proudhon, Cabet et autres utopistes. Et son effort pour constituer les bases d'un parti prolétarien international échouèrent, les Français étant les plus réticents, bien plus que les Anglais, par exemple.

En rendant compte de ses contacts à Marx, Engels fait la critique, non pas tant des idées du mouvement utopiste - dont de nombreuses ont une base réelle et seront reprises par le socialisme scientifique - que de l'attitude pratique des groupes utopistes dans la lutte pour la réalisation de leur idéal. C'est évidemment sur ce plan que leurs faiblesses sont les plus manifestes. Mais cette constatation est féconde pour le marxisme : dès lors que l'utopisme se renie lui-même en pratique, c'est que la pratique est suffisamment mûre pour une vision socialiste moderne, liée à une action révolutionnaire réelle et efficace.

Dans la *Kommunistische Zeitschrift* de septembre 1847, Marx et Engels critiquent vivement le projet d'émigration des ouvriers français pour former des colonies communistes en Amérique, projet formé par Cabet, parce que cela reviendrait à vider les rangs des ouvriers révolutionnaires en France et sur le continent ; cf. trad. fr : MARX-ENGELS, *Le Manifeste communiste*, éd. Costes, 1953, p. 177-180.

d'un habitant de Genève. Le gaillard est complètement fou. Sous prétexte qu'on peut lire quelque part dans cet ouvrage qu'en ramenant tous les phénomènes, etc. à la pesanteur universelle on peut le mieux réaliser un système qui englobe encyclopédiquement toutes les sciences, il en conclut que Fourier a pris là toute sa théorie de l'attraction. Or tous les arguments et citations ne suffisent même pas à démontrer que Fourier a simplement lu les *Lettres* quand il écrivit *Les Quatre mouvements*. En revanche, on qualifie toute la tendance d'Enfantin de fouriérisme introduit en contrebande dans l'école. Cette feuille s'appelle *Revue sociale ou solution pacifique du problème du prolétariat.*

L'Atelier parle, après coup, du congrès des journaux de la Réforme : il n'y a pas assisté - dit-il - et fut donc très étonné de voir son nom figurer sur la liste des journaux [75] représentés. On aurait tenu le *peuple de la presse** à l'écart, jusqu'à ce que les bases de la Réforme aient été constatées, et lorsqu'on a ouvert les portes aux journaux ouvriers pour dire amen, *L'Atelier* a estimé qu'il déchoirait en y allant...

[76]

[77]

2

Marx-Engels et le parti socialiste démocrate petit-bourgeois

Les communistes luttent pour les intérêts immédiats du moment de la classe ouvrière ; mais dans ce mouvement du présent ils représentent en même temps l'avenir du mouvement.

En France, sans renoncer à leur droit d'avoir une position critique vis-à-vis des phrases et des illusions découlant de la tradition révolutionnaire, les communistes s'associent, dans la lutte contre la bourgeoisie conservatrice et radicale, au parti socialiste démocrate. (Ce parti était alors représenté au parlement par Ledru Rollin, dans la littérature par Louis Blanc et dans la presse quotidienne par La Réforme. Le nom a social-démocratie », chez ceux qui l'inventèrent, désigne un secteur du parti démocrate ou républicain ayant une coloration plus ou moins socialiste. [70])

MARX-ENGELS, *Manifeste du parti communiste*.

Retour à la table des matières

[70] Note d'Engels à l'édition anglaise de 1888.

[78]

La position de la bourgeoisie française

Retour à la table des matières

La bourgeoisie française a une position toute différente [71]. En France, il n'y a ni aristocratie de naissance ni aristocratie foncière : la révolution les a toutes balayées. Il n'y a aucune Église privilégiée ni établie. Au contraire, le clergé catholique aussi bien que protestant reçoit son salaire du gouvernement et les deux sont sur un pied de parfaite égalité. Il n'est pas de lutte sérieuse possible entre les détenteurs de valeurs, les banquiers, les propriétaires de navire et les fabricants, parce que, de toutes les parties de la bourgeoisie, les détenteurs de valeurs et les banquiers (qui sont en même temps les principaux actionnaires des sociétés de chemin de fer, des mines et d'autres sociétés) sont indubitablement la fraction la plus puissante et - abstraction faite de quelques rares interruptions - tiennent les rênes du pouvoir depuis

---

71 Cf. ENGELS, *The Northern Star*, vol. XI, 3 juillet 1847, n° 506, p. 7.

Dans cette section de notre recueil, nous abordons l'activité militante et révolutionnaire proprement dite de Marx-Engels, préoccupés de diffuser en France leur théorie et leur méthode révolutionnaires dans les conditions existantes. En premier, nous reproduisons un passage dans lequel Engels analyse le *terrain social* dans lequel évolue le prolétariat français, le rapport des classes dans la société française d'alors. C'est cette base économique et sociale qui, en somme, conditionnera l'action révolutionnaire prochaine des ouvriers français, en posant la *question du pouvoir politique* de manière vitale, car y renoncer équivaudrait à reculer et à voir ses conditions de vie empirer de manière intolérable.

Nous passerons après cela à différents articles d'Engels sur les rapports du socialisme prolétarien avec le *socialisme petit-bourgeois* de la Réforme. Dans la perspective de la révolution permanente de 1848, c'est effectivement la petite bourgeoisie qui inaugurera le cycle de la révolution avec la conquête républicaine du pouvoir. Engels y applique lui-même la tactique de la révolution permanente. On comprend dès lors l'empressement d'Engels à pousser en avant le parti social-démocrate petit-bourgeois, à l'encourager et à le radicaliser par tous les moyens, ainsi que la place considérable que cette tâche prend dans l'activité militante de Marx-Engels : les ouvriers ne pourront intervenir de manière révolutionnaire et autonome qu'après les petits-bourgeois, ou mieux, qu'en liaison temporaire avec eux.

1830. Les fabricants sont tenus en échec par la concurrence étrangère sur le marché extérieur et menacés sur le leur [79] propre : ils n'ont donc aucune chance de parvenir à un degré de puissance tel qu'ils puissent combattre efficacement les banquiers et les détenteurs de valeurs. Au contraire, leurs chances diminuent d'année en année ; leur parti à la Chambre des députés, qui formait jadis la moitié, ne forme plus aujourd'hui le tiers de la Chambre.

Il résulte de tout cela que pas plus une seule fraction que toute la bourgeoisie dominante n'est en mesure d'introduire quoi que ce soit qui ressemble à un « progrès » ; que depuis la révolution de 1830 en France la domination de la bourgeoisie est si parfaitement établie qu'elle ne peut plus rien faire d'autre que de *se ruiner elle-même.* Et c'est ce qu'elle est en train de faire. Au lieu d'avancer, elle est obligée de reculer, de restreindre la liberté de la presse, d'abolir le droit d'association et de réunion, et de décréter toutes sortes de lois d'exception pour brider la classe ouvrière. Or les scandales de toutes sortes qui ont éclaté ces dernières semaines sont la preuve évidente que la *bourgeoisie* au pouvoir en France est entièrement épuisée, totalement « usée ».

De fait, la grande *bourgeoisie* est dans une triste situation. Elle avait enfin trouvé en Guizot et Duchâtel les hommes capables de régir ses affaires. Elle les tint sept ans au pouvoir, et leur procura à chaque élection une majorité plus grande. Et maintenant que l'on a réduit tous les groupes d'opposition de la Chambre à un état d'impuissance plus grave, maintenant que les jours de gloire de Guizot et de Duchâtel semblaient arrivés, justement à ce moment-là on découvrit dans les actions du gouvernement toute cette série de scandales qui rendit impossible son maintien en exercice, même s'il était soutenu unanimement par les Chambres.

Il ne fait absolument aucun doute que Guizot et Duchâtel ainsi que leurs collaborateurs résigneront leurs fonctions sous peu. Certes, ils peuvent encore s'accrocher pendant quelques semaines à leurs sièges ministériels, mais leur fin est proche - très proche même. Et qui gouvernera après eux ? Qui sait ? Il est possible qu'ils disent comme Louis XV : « Après moi le déluge, la ruine et le chaos. » Thiers est incapable de rassembler une majorité autour de lui. Molé est âgé, usé et au reste insignifiant, et il se heurtera à toutes les difficultés possibles et, pour s'assurer le soutien de la majorité, commettra les

mêmes scandaleuses affaires et, en conséquence finira exactement de la même façon que Guizot.

[80]

C'est la principale difficulté. Les actuels électeurs voteront toujours pour une majorité qui ressemblera à celle qui siège à présent ; l'actuelle majorité réclamera toujours un ministère comme celui de Guizot et de Duchâtel, qui est impliqué dans toutes les affaires possibles, et tout cabinet qui agit ainsi sera renversé par une simple pression de l'opinion publique. Tel est le cercle vicieux dans lequel se meut le présent système. Mais il est impossible de continuer comme on l'a fait jusqu'ici. Il n'existe pas d'autre voie que d'abandonner ce circuit et de procéder à une réforme électorale, et celle-ci signifie l'admission des petits artisans au suffrage, ce qui sera en France « le commencement de la fin ». Rothschild et Louis-Philippe savent fort bien que l'admission de la petite bourgeoisie au suffrage ne signifie rien d'autre que LA RÉPUBLIQUE [72].

---

72 Engels illustre ici de manière concrète sa thèse selon laquelle la suprématie *politique* de la bourgeoisie est aussi nécessaire pour préparer la victoire du prolétariat que sa suprématie *économique* l'a été. Bref, qu'il existe des étapes progressives dans le domaine politique, de sorte que les conditions de la conquête du pouvoir mûrissent à chacune de ces phases pour la classe ouvrière.

Engels part de l'analyse des rapports de classes en France pour mettre en évidence la dynamique des classes successives au pouvoir, la petite bourgeoisie démocratique et républicaine étant celle qui précède immédiatement le prolétariat lui-même : « Un parti qui est encore tant soit peu capable de gouverner arrive au pouvoir et rassemble toutes les forces antiprolétariennes derrière lui parce qu'elles voient en lui leur dernière possibilité de salut. » (Engels à Bebel, 11-12 décembre 1884.)

Les mouvements sur le continent

Retour à la table des matières

Le roman bien connu d'Eugène Sue - *Les Mystères de Paris* - a fait une impression profonde sur l'opinion publique, notamment en Allemagne [73]. Ce livre ne pouvait [81] pas ne pas tourner l'attention du public sur le sort des « classes les plus basses » dans les grandes cités tant il décrit de manière incisive la misère et la décomposition des mœurs. Comme l'indiquent la *Allgemeine Zeitung* - le *Times* d'Allemagne - les Allemands commencent à découvrir que l'écriture des romans a connu une révolution complète durant ces dernières dix années. A la place des rois et des princes qui étaient autrefois les héros des contes, il y a maintenant les pauvres, les classes méprisées, dont les destins bons ou mauvais, les joies et les peines forment le thème du roman. Ils remarquent enfin qu'une nouvelle génération d'écrivains est née : les George Sand, E. Sue, et Boz (Charles Dickens) par exemple - et c'est un signe des temps.

Nos bons Allemands ont toujours pensé que la misère et le dénuement n'existaient qu'à Paris et à Lyon, à Londres et à Manchester, et que l'Allemagne était entièrement libre de ces excroissances de la super-civilisation et de ces pléthores de l'industrie manufacturière. Mais d'ores et déjà ils commencent à s'apercevoir qu'ils ont eux aussi à présenter une somme considérable de maux sociaux. Les journaux de Berlin confessent que le *Voigtland* de leur propre ville n'a rien à envier à Saint-Giles et autres taudis des parias de la civilisation. Ils reconnaissent que, même si les syndicats et les grèves sont encore inconnus jusqu'ici en Allemagne, il est cependant de plus en plus difficile d'éviter que ce genre de choses ne se développe parmi leurs propres concitoyens. Le Dr Mundt, professeur à l'université de Berlin,

---

73 Cf. ENGELS, *The New Moral World*, 3 février 1844.

L'activité de Marx-Engels au sein des mouvements ouvriers, ainsi que leurs articles dans les journaux et les revues socialistes de l'époque représentent indubitablement la prémisse de leurs travaux théoriques, dans lesquels ils vont définir le programme communiste de la classe ouvrière moderne – de l'*Idéologie allemande* à la *Sainte-Famille*, de la *Critique de Hegel* au *Manifeste du parti communiste* de 1848.

a commencé une série de conférences sur les différents systèmes de réorganisation de la société. Même s'il n'est pas celui qu'il faut pour se former un jugement correct et impartial sur ces questions, ses conférences seront le prélude à d'autres. On peut concevoir aisément combien ce moment est favorable à une plus grande agitation sociale en Allemagne, et quel effet pourrait avoir une nouvelle revue qui développe des mesures sociales radicales. Une telle revue a été fondée à Paris sous le titre les *Annales franco-allemandes* ; ses directeurs, le Dr Ruge et le Dr Marx, ainsi que les autres collaborateurs font partie des communistes « savants » d'Allemagne, et bénéficient du soutien des socialistes français les plus marquants. Pour cette revue qui sera publiée chaque mois avec des articles tant français qu'allemands, on ne pouvait vraiment pas choisir de moment [82] plus favorable. Avant même que son premier numéro ne paraisse, on peut donc considérer que son succès est assuré.

L'agitation prérévolutionnaire de la petite bourgeoisie et du prolétariat

Retour à la table des matières

... Comme il apparaît dans ce compte rendu, le mouvement de réforme de 1847 est marqué, depuis ses débuts, par la lutte entre libéraux et démocrates ; tandis que les libéraux réussissent à imposer leur volonté dans toutes les petites localités, les démocrates sont plus forts dans les grandes villes - à Paris, Strasbourg, Orléans, Chartres et même dans les cités de moindre importance, à Saint-Quentin notamment [74]. Les libéraux attachent un grand prix au soutien [83] des dé-

---

[74] Cf. ENGELS, « Le Mouvement de réforme en France », *The Northern Star*, 20 décembre 1847.

Nous passons maintenant aux textes de Marx-Engels sur les manifestations et les organisations qui annoncent et préparent la révolution de 1848. La place qui est donnée dans cette partie à l'agitation petite-bourgeoise peut sembler disproportionnée, et de fait Marx-Engels consacrent de longs et nombreux articles au parti socialiste démocrate français qu'ils cherchent visiblement à influencer. Cependant, ce ne sont pas les hasards de la publication qui donnent à ce mouvement cette importance, en apparence disproportionnée avec ce que nous rapportons ici sur le mouvement ouvrier français

mocrates, et ils se tournent en tout sens pour faire des concessions, tandis que les démocrates n'ont pas cédé d'un pouce sur les conditions qu'ils ont posées à leur soutien ; partout où les démocrates se sont manifestés, ils l'ont emporté. C'est ainsi que finalement tout le mouvement a tourné au profit de la démocratie, car tous les banquets qui ont suscité un intérêt public quelconque ont été sans exception démocratiques.

Le mouvement de réforme fut appuyé par les conseils départementaux, qui siégèrent en septembre et étaient entièrement composés de *bourgeois*. Les conseils départementaux de la Côte-d'Or, du Finistère, de l'Aisne, de la Moselle, du Haut-Rhin, de l'Oise, des Vosges, etc. réclamèrent des réformes plus ou moins vastes qui toutes, naturellement, restent confinées dans le cadre bourgeois-libéral.

Mais, demanderez-vous, quelles sont les réformes proposées ? Il y a autant de catégories de réformes que de tendances libérales et radicales. La revendication minimale est l'extension du droit de vote à ce que l'on appelle les capacités - que vous désigneriez peut-être en Angleterre par professions instruites - même si elles ne paient pas les 200 francs d'impôt direct grâce auxquels on obtient présentement le droit de vote. En outre, les libéraux ont quelques autres propositions en commun avec les radicaux. Il s'agit de :

---

lui-même. En bonne logique, il semblerait que nous négligeons ici les organisations ouvrières. Cependant, en théorie et en pratique, la question des rapports entre le parti socialiste démocratique de la petite bourgeoisie et le parti du prolétariat de cette période est essentielle. Non seulement parce qu'à cette période le parti ouvrier est encore embryonnaire et que le parti petit-bourgeois influence une large fraction du prolétariat révolutionnaire (surtout au moment de la crise de 1848 et notamment en Février), mais encore parce qu'il importe au plus haut point de définir, en théorie et en pratique, pour tout le mouvement ouvrier, les rapports entre petite bourgeoisie et classe ouvrière sur le plan politique.

Ces textes trouvent leur couronnement dans le *Manifeste* de 1848 où Marx-Engels définissent à l'avance les rapports entre ouvriers et petits-bourgeois dans la révolution, ainsi que dans *Les luttes de classes en France (1848-1850)* et *Le 18-Brumaire de Louis Bonaparte,* qui marquent la fin d'une époque révolutionnaire et le début d'une phase nouvelle, contre-révolutionnaire, et dans lesquels Marx tire la conclusion générale des luttes de classes en France et de l'attitude de la petite bourgeoisie tout au long de la crise.

1. L'extension des incompatibilités, ou déclaration selon laquelle certains postes de gouvernement sont inconciliables avec la fonction de député. A l'heure actuelle, le gouvernement dispose à la Chambre de quelque 150 députés qui sont des employés se trouvant sous ses ordres et qu'il peut congédier à tout moment, bref, qui sont entièrement dépendants du ministère.

2. L'élargissement de diverses circonscriptions électorales : certaines comptent moins de cent cinquante électeurs qui sont entièrement soumis à l'influence que le gouvernement exerce sur leurs intérêts locaux et personnels.

3. L'élection de tous les députés d'un département à une assemblée électorale plénière qui se réunisse dans la principale [84] ville, de sorte que les intérêts locaux soient plus ou moins noyés dans les intérêts communs de tout le département, ce qui freinerait la corruption et annihilerait l'influence du gouvernement.

En outre, il y a des propositions pour réduire par degrés les conditions pour le cens. Le projet le plus radical sur ce point émane du *National*, journal des petits artisans et commerçants républicains, qui veut étendre le droit de vote à tous les hommes qui font partie de la Garde nationale. Cela accorderait l'électorat à toute la classe des petits artisans et commerçants, et étendrait le droit de vote au même degré que l'a fait en Angleterre le *Reform Bill*. Cependant les conséquences d'une telle mesure seraient beaucoup plus considérables en France. Dans ce pays, la *petite bourgeoisie* est à ce point exploitée et pressurée par les grands capitalistes qu'elle devra recourir à des mesures directement agressives contre les riches sitôt qu'elle aura obtenu le droit de vote.

Comme je l'ai dit dans un article que je vous ai adressé il y a quelques mois [75], cette petite bourgeoisie se laissera toujours emporter plus loin, même contre sa propre volonté ; elle sera obligée, ou bien d'abandonner la position qu'elle vient de conquérir ou bien de conclure une alliance directe avec la classe ouvrière, et cela conduira, tôt

75 Engels fait allusion à l'article *La Position de la bourgeoisie française* que nous avons reproduit en tête de cette section.

ou tard, à la république. Dans une certaine mesure, elle en est consciente. En majorité elle soutient le suffrage universel. C'est le cas du *National* qui n'appuie cette revendication que pour autant qu'il la considère comme un pas sur la voie de la réforme. De tous les journaux parisiens, il n'en est cependant qu'un seul qui ne se satisfasse pas du seul suffrage universel : sous le terme « république » il n'entend pas simplement des réformes *politiques* qui laisseront finalement la classe ouvrière dans le même état de dénuement qu'auparavant, mais encore des réformes *sociales,* et de nature bien définie. Ce journal est *La Réforme.*

Toutefois, il ne faut pas considérer que le mouvement de la réforme représente à l'heure actuelle toute l'agitation qui se déroule en France. Loin de là ! Dans tous ces banquets, qu'ils soient libéraux ou démocratiques, la bourgeoisie est prédominante ; celui d'Orléans a été le seul auquel des libéraux [85] aient participé. Le mouvement ouvrier marche à côté de ces banquets, de manière tout à fait silencieuse, souterraine, presque imperceptible pour celui qui ne le suit pas de près. Le gouvernement le sait fort bien : il a autorisé tous les banquets de la classe bourgeoise, mais lorsque les ouvriers typographes de Paris ont à leur tour demandé à Paris l'autorisation de tenir leur banquet annuel qui n'a jamais eu de caractère politique, elle leur fut refusée.

Le gouvernement a une telle frayeur de la classe ouvrière qu'il ne lui accorde pas la moindre liberté. Il la craint d'autant plus que le peuple a renoncé à toutes les tentatives d'émeute et de soulèvement. Or, le gouvernement souhaite une insurrection, et la provoque par tous les moyens. La police lance de petites bombes avec des tracts de contenu subversif qui se répandent dans toute la rue lors de l'explosion. Un incident surgi dans un atelier de la rue Saint-Honoré fut exploité pour attaquer le peuple de la manière la plus sauvage et pour l'inciter à des violences et des émeutes [76]. Des dizaines de milliers de manifestants se rassemblèrent chaque soir pendant quinze jours ; on les maltraita de la façon la plus indigne ; ils étaient tout près de répondre à la

---

76 Engels fait allusion à une série d'incidents qui se produisirent fin août et début septembre 1847 à Paris. L'amorce en fut un heurt entre des ouvriers et le propriétaire d'une cordonnerie de la rue Saint-Honoré qui avait essayé de falsifier la facture d'un ouvrier.

violence par la violence, mais demeurèrent stoïques, ne donnant au gouvernement aucun prétexte pour serrer encore plus étroitement la vis de la loi. Que l'on se représente combien il fallut, dans ces moments, de compréhension et d'accord tacites dans la masse, de sentiment commun sur ce qu'il convenait de faire, d'effort pour surmonter la colère de ce peuple de Paris subissant les traitements les plus infâmes plutôt que d'entreprendre une insurrection sans espoir. Quel énorme progrès que cette maîtrise de soi, précisément chez les ouvriers de Paris qui sont rarement descendus dans les rues sans mettre en pièces tout ce qu'ils trouvaient sur leur chemin, dont l'insurrection est une seconde nature, et qui vont à la révolution avec tout autant de joie qu'au cabaret ! Mais si l'on veut en tirer la conclusion que l'ardeur révolutionnaire de ce peuple est en train de baisser, on se tromperait grandement. Au contraire, le peuple ressent ici plus profondément que jamais [86] la nécessité d'une révolution, qui doit être beaucoup plus subversive, énergique et radicale que la première. L'expérience de 1830 lui a appris que la simple lutte ne saurait suffire, que, l'ennemi une fois battu, il lui faut prendre des mesures qui garantissent la stabilité de ses conquêtes, et que ces mesures ne doivent pas être simplement politiques, mais ruiner la puissance sociale du capital et assurer son propre pouvoir politique aussi bien que son bien-être social. C'est pourquoi il attend tranquillement la bonne occasion, tout en s'adonnant sérieusement à l'étude de ces problèmes économiques et sociaux, dont la solution montrera quelles sont les mesures qui seules sont susceptibles d'établir sur une base ferme le bien-être de tous [77].

---

[77] On est frappé par la différence de méthode, d'action et d'organisation chez les classes bourgeoise et petite-bourgeoise, qui ont plus ou moins conquis les droits politiques et jouissent du monopole du savoir, et chez la classe ouvrière qui ne dispose pas encore des droits d'association et de réunion (les premiers embryons de droits syndicaux datent de 1865 et la loi ne sera votée qu'en 1885).

Engels insiste sur la nécessité de la préparation théorique de la future révolution. A cet égard, nous avons montré l'importance attribuée par Marx-Engels aux utopistes français (Fourier, Saint-Simon, Cabet, etc.). Dans le *Manifeste du parti communiste*, ils affirment que les ouvriers doivent commencer par utiliser les « éléments de culture de la classe adverse » : « De même que jadis une partie de la noblesse passa à la bourgeoisie, de même aujourd'hui une partie de la bourgeoisie passe au prolétariat, et notamment cette partie des idéologues bourgeois parvenus à l'intelligence théorique de

En l'espace de deux mois, six mille exemplaires de l'ouvrage de monsieur Louis Blanc sur *L'Organisation du travail* ont été vendus dans les ateliers de Paris, et il faut savoir que cinq éditions de ce livre sont déjà épuisées. De même, les ouvriers lisent toute une série d'autres écrits sur ces problèmes ; ils se rencontrent par petits groupes de dix [87] à vingt et discutent des différents plans qui leur sont soumis. Ils ne parlent pas beaucoup de la révolution, puisque c'est un point qui ne fait aucun doute et sur lequel ils sont tous d'accord. Lorsque le moment sera venu où le heurt entre peuple et gouvernement sera devenu inévitable, ils descendront dans les rues et les places au signal que c'est le moment, ils dépaveront les boulevards, dresseront des barricades dans toutes les rues avec des omnibus, des fiacres et des voitures, et feront de toutes les ruelles une fortification, à la fois pour résister à l'adversaire et avancer de la Bastille contre les Tuileries [78].

Et alors, je le crains, ces hauts personnages des banquets de la réforme se recroquevilleront dans le coin le plus sombre de leurs maisons ou s'égailleront à tous les vents comme des feuilles mortes dans l'ouragan populaire. Alors c'en sera fini avec messieurs Odilon Barrot, de Beaumont et autres foudres de guerre libéraux : le peuple les condamnera tout aussi impitoyablement qu'il condamne aujourd'hui le gouvernement conservateur [79].

---

l'ensemble du mouvement historique. » Certes, ce processus n'est ni simple ni facile, mais il est inévitable, et la classe ouvrière doit savoir, ou mieux doit apprendre à le contrôler rigoureusement.

On ne saurait exagérer la contribution de Marx-Engels au développement de ce processus en faveur du mouvement ouvrier français : un véritable parti ouvrier ne se formera que très tard en France, et il sera animé par d'anciens compagnons d'armes blanquistes ou des militants formés plus ou moins à l'école de Marx-Engels.

78 Dans son article des 1° et 2 juillet 1848 de la *Nouvelle Gazette rhénane*, « La Révolution de juin » à Paris, Engels explique que le plan de bataille des ouvriers préparé par Kersausie, appliqua exactement cette « stratégie nouvelle des barricades » qui est à la fois défensive (grâce aux barricades de protection édifiées dans les rues latérales) et offensive (grâce à la percée par quelques rues principales débouchant sur les allées du pouvoir). Cf. MARX-ENGELS, *Écrits militaires*, p. 199-208.

79 À l'avance, on observe dans cet article le déploiement des forces et le déroulement des stades successifs de la future révolution de 1848 : d'abord Février

[88]

Le discours de Louis Blanc au banquet de Dijon

Retour à la table des matières

Dans son compte rendu du banquet de Dijon, *The Northern Star* soumet le discours de monsieur Louis Blanc à une critique à laquelle nous souscrivons entièrement [80]. L'union des démocrates des différents pays n'exclut pas la critique réciproque, elle serait plutôt impossible sans une telle critique : pas de compréhension ni d'union sans critique. Nous reproduisons les remarques du *Northern Star*, afin de protester nous aussi contre les préjugés et les illusions qui s'opposent absolument aux tendances de la démocratie moderne, et doivent donc être rejetés, si l'on veut que l'union des démocrates des divers pays soit plus qu'une phrase [81].

---

avec la révolution pour la république tricolore, faite en commun avec les forces républicaines essentiellement petites-bourgeoises, celles-là mêmes dont Engels retrace l'agitation et la campagne de banquets au début de cet article ; puis Juin, lorsque les ouvriers, seuls, monteront à l'assaut du pouvoir.

Le marxisme révolutionnaire a pour objet premier les intérêts de la classe ouvrière, et représente, dans le mouvement présent, sa politique future ; c'est dire qu'il démasque à l'avance ses futurs adversaires, parmi lesquels, en l'occurrence, ses alliés républicains et démocrates momentanés.

80 Cf. ENGELS, *Deutsche Brüsseler Zeitung*, 30 décembre 1847.

Cet article est une variante de celui publié par Engels le 18 décembre 1847 dans le *Northern Star* sous le titre « Mouvement de réforme en France - Banquet de Dijon ».

81 Nous avons défini, dans le recueil MARX-ENGELS, *Le Parti de classe*, la tactique générale des communistes vis-à-vis de la démocratie bourgeoise de cette époque (t. 1, p. 132-153).

Dans les textes qui relatent l'activité d'Engels durant cette période, nous trouvons déjà tous les grands noms qui illustreront les événements de 1848 à 1850 : *La Réforme, Le National*, Lamartine, Thiers, Ledru-Rollin, etc., sans oublier les masses et les chefs socialistes. Dans la pratique, il est donc familiarisé avec tous les futurs protagonistes du drame et il sait déjà comment les forces se déploieront au cours de la crise : la révolution ne le surprendra

Monsieur Blanc a dit au banquet de Dijon :

« Nous avons besoin d'union dans la démocratie. Que nul ne s'illusionne à ce sujet : nous pensons et nous travaillons non seulement pour la France, mais encore pour le monde entier, car l'avenir de la France c'est l'avenir de l'humanité. Nous nous trouvons dans cette situation admirable que, sans jamais cesser d'être nationaux, nous sommes nécessairement [89] cosmopolites, et même plus cosmopolites que nationaux. Quiconque se désigne jamais comme *démocrate* et veut en même temps être *Anglais*, celui-là *renie* l'histoire de son propre pays, car la contribution de l'Angleterre à l'histoire a été la lutte pour l'égoïsme contre la fraternité. À l'inverse, un Français qui ne voudrait pas être en même temps cosmopolite, renierait l'histoire de son pays. En effet, la France ne pourrait jamais faire triompher une idée, si ce n'était dans l'intérêt du monde entier. Messieurs ! À l'époque des Croisades, lorsque l'Europe s'attacha à conquérir le tombeau du Christ, la France prit le mouvement sous son aile. Plus tard, lorsque les prêtres voulurent nous imposer le joug de la domination papale, les évêques gallicans défendirent les droits de la conscience. Et dans les derniers jours de la monarchie, qui soutint la jeune république américaine ? La France, toujours la France ! Or ce qui est vrai de la France monarchiste, comment pourrait-ce ne pas être vrai pour la France républicaine ? Où, dans le livre de l'histoire, trouvons-nous jamais quelque chose qui ressemble à cet admirable esprit de sacrifice et à ce désintéressement de la République française qui, épuisée par le sang versé à nos frontières et sur l'échafaud, trouva toujours du sang à verser pour ses frères bataves ? Battue ou victorieuse, elle éclaire ses propres ennemis des rayons lumineux de son génie ! Laissez l'Europe nous envoyer seize armées, et nous lui enverrons sa liberté en retour ! »

The Northern Star fait observer à ce sujet :

Nous n'entendons déprécier en aucune manière les héroïques efforts de la Révolution française, ni mitiger l'immense gratitude que le

---

donc pas. Si donc Marx et Engels on pu lancer leurs mots d'ordre aux forces et masses subitement en effervescence, c'est en parfaite connaissance de cause, *à la suite d'un long travail de préparation de parti.*

Bref, ces écrits révolutionnaires annoncent et préparent les chefs-d'œuvre définitifs des *Luttes de classes en France* de Marx, qui éclairent aujourd'hui encore la lutte du prolétariat international.

monde doit aux grands hommes de la République. Cependant, nous pensons que la comparaison entre la France et l'Angleterre en ce qui concerne le cosmopolitisme est parfaitement déplacée dans l'esquisse ci-dessus. Nous nions absolument le caractère cosmopolite qui a été attribué à la France avant la révolution, et les époques de Louis XI et de Richelieu peuvent nous servir de preuve. Mais qu'est-ce que c'est que monsieur Blanc attribue à la France ? Qu'elle n'a jamais pu faire triompher une idée sans qu'elle ne soit utile au monde entier. Eh bien, nous pensons que monsieur Louis Blanc ne peut nous désigner un quelconque pays du monde qui se distingue en cela de la France. Prenons, par exemple, l'Angleterre que monsieur Blanc met en opposition directe avec la France. L'Angleterre a inventé la machine à vapeur ; l'Angleterre a introduit les [90] chemins de fer - deux choses qui, pensons-nous, correspondent à quelques bonnes idées. Bien. L'Angleterre a-t-elle inventé cela pour elle-même ou pour le monde ? Les Français se glorifient d'avoir répandu la civilisation partout, notamment en Algérie. Bien, mais alors qui a répandu la civilisation en Amérique, en Asie, en Afrique et en Australie, sinon l'Angleterre ? Qui donc a fondé cette république à la libération de laquelle la France a pris sa petite part ? L'Angleterre - toujours l'Angleterre. Si la France a soutenu la République américaine dans sa lutte de libération contre la tyrannie anglaise, alors l'Angleterre a libéré, deux siècles auparavant, la République hollandaise de l'oppression espagnole. Si la France, à la fin du siècle dernier, a donné au monde entier un glorieux exemple, nous ne pouvons pas passer sous silence que l'Angleterre, cent cinquante ans plus tôt, a donné ce même exemple, et ne trouva pas la France préparée à le suivre. Et, en ce qui concerne les *idées* que les philosophes du XVIIIe siècle ainsi que les Voltaire, Rousseau, Diderot, d'Alembert, etc. ont si bien popularisées, d'où ces idées tiraient-elles leur origine, sinon de l'Angleterre. Veillons à ne pas oublier Milton, le premier préconiseur du régicide, les Algernon Sydney, Bolingbroke et Shaftesbury qui dépassent leurs successeurs français plus brillants !

« Un Anglais qui se désigne comme démocrate, renie l'histoire de son pays », affirme monsieur Blanc. En un sens, nous le voulons bien. Nous considérons comme la preuve de la démocratie la plus authentique le fait qu'elle *doit* renier son pays, qu'elle *doit* repousser toute responsabilité pour un passé qui est rempli de misère, de tyrannie, d'oppression de classe et de superstitions. Faisons en sorte que les

Français ne fassent pas exception chez les démocrates ! Qu'ils ne prennent pas la responsabilité pour les actions de leurs rois et aristocrates des temps passés ! En conséquence, ce que monsieur Blanc considère comme un désavantage pour les démocrates anglais, nous le tenons pour le plus grand avantage : ils *doivent* répudier le passé, et considérer uniquement l'avenir.

« Un Français est nécessairement cosmopolite », affirme monsieur Blanc. Certes, dans un monde où ne régneraient que l'influence française, les us et coutumes français, les mœurs françaises, les idées et les institutions françaises ! Dans un monde où chaque nation adopterait les caractéristiques de la nationalité française ! Or c'est exactement [91] ce que ne veulent pas les démocrates des autres pays. Étant eux-mêmes tout à fait disposés à abandonner leur propre nationalité, ils attendent que les Français en fassent autant. Ils ne seront pas satisfaits par l'affirmation selon laquelle les Français *sont* déjà cosmopolites. Une telle affirmation équivaut à exiger de tous les autres qu'ils deviennent français.

Par comparaison, prenons l'Allemagne. Elle est la patrie d'un nombre considérable de découvertes - l'imprimerie, par exemple. C'est un fait généralement reconnu que l'Allemagne a produit un bien plus grand nombre d'idées généreuses et cosmopolites que la France et l’Angleterre réunies. Or, dans la pratique, l'Allemagne a toujours été humiliée et trompée dans ses espérances. Elle peut raconter le mieux de quelle nature est le cosmopolite français. Comme la France a expérimenté la fourberie de la politique anglaise, l'Allemagne a expérimenté la fourberie de la politique française - de Louis XI à Louis-Philippe. Si nous voulions adopter les critères de monsieur Blanc, les Allemands seraient les véritables cosmopolites. Cependant, les démocrates allemands sont loin d'afficher une telle prétention.

Le manifeste de Monsieur de Lamartine

Retour à la table des matières

Vous avez récemment publié un document curieusement élucubré [82]. Il consiste en deux parties rigoureusement distinctes : les mesures *politiques* et les mesures *sociales*. Or, il se trouve que toutes les mesures politiques sont extraites de la constitution de 1791, et pratiquement sans modification ; en d'autres termes, il s'agit d'un retour aux revendications de la bourgeoisie des débuts de la révolution. A cette époque, toute la bourgeoisie, y compris les petits commerçants eux-mêmes, étaient investis du pouvoir politique, alors qu'aujourd'hui la participation en est réduite aux seuls grands capitalistes. Dans ces conditions, quelle est la signification des mesures politiques proposées par M. de Lamartine ? C'est faire passer le gouvernement aux mains des couches basses de la *bourgeoisie*, mais sous couvert de le donner au peuple tout entier (c'est cela et rien [92] d'autre que signifie son suffrage universel avec son double système d'élections).

Et ses mesures *sociales ?* Eh bien, il s'agit soit de choses qui présupposent une révolution victorieuse ayant donné le pouvoir politique au peuple - comme, par exemple, l'enseignement gratuit pour tous ; ou bien de mesures de pure charité, celles-là même qui émasculent la force révolutionnaire des prolétaires ; ou enfin de simples phrases ronflantes sans signification pratique quelconque, par exemple l'élimination de la mendicité par décret de cabinet, l'abolition de la misère publique par une loi, un ministère du bien-être populaire. Elle sont ou bien totalement inutiles, ou bien calculées en sorte de n'accorder que ce qu'il faut pour assurer une certaine paix sociale, ou bien de simples promesses creuses que personne ne peut réaliser - et dans ce dernier cas elles sont plus nuisibles qu'utiles.

En somme, M. de Lamartine se révèle, du point de vue social aussi bien que politique, le représentant fidèle des petits commerçants, soit la couche la plus basse de la bourgeoisie, et il en partage toutes les illusions de classe : celle notamment de représenter le peuple travailleur. Enfin, il est assez naïf pour s'adresser au gouvernement pour lui

82 Cf. ENGELS, *The Northern Star*, 13 novembre 1847.

demander de soutenir ses mesures. Il est clair que l'actuel gouvernement des grands capitalistes fera tout, sauf cela. C'est pourquoi *La Réforme* a parfaitement raison de ne pas croire à la réalisation pratique de ces mesures ainsi qu'à la manière de les présenter, malgré les bonnes intentions de leur auteur :

« Certainement ce sont là de magnifiques paroles, qui révèlent un grand cœur et un esprit ouvert à la cause du droit. Un sentiment fraternel accompagne sans aucun doute ses grandes phrases, et nos poètes et philosophes en seront enthousiasmés comme jadis la Grèce de Périclès a été enthousiasmée par l'enseignement de Platon. Mais il ne s'agit pas présentement de Périclès, nous vivons sous le règne de MM. Rothschild, Fulchiron et Duchâtel, c'est-à-dire sous la triple incarnation de l'argent, de la peur absurde et de la police, puisque nous avons le gouvernement des profits, des privilèges et de la gendarmerie. Eh bien, M. de Lamartine croit-il vraiment que la ligue des intérêts solidement établis, la fédération séparatiste [83] de l'argent, de la [93] position acquise et du monopole, se rendra et déposera les armes lorsqu'il en appelle à la solidarité nationale et à la fraternité sociale ? Dans le bien comme dans le mal, toutes les choses de ce monde sont liées - l'une conditionne l'autre, et nulle n'est isolée. C'est pourquoi, le très généreux programme du député de Mâcon [84] s'envolera avec le zéphyr parfumé de l'été pour s'éteindre comme de creux sons de trompettes, tant qu'il portera la marque de fabrique de tous les monopoles - la violation féodale du droit et de l'égalité [85]. La ligue des classes privilégiées se resserre de manière encore plus étroite, lorsque le système gouvernemental est en proie à une peur convulsive.

---

83 Allusion à la fédération réactionnaire des sept cantons catholiques suisses qui avait suscité la guerre civile de 1847 ; cf. ENGELS, « La Guerre civile suisse », *Deutsche Brüsseler Zeitung*, 14 novembre 1847.

84 Il s'agit de Lamartine.

85 Au cours de la féodalité, les corporations des villes réalisèrent la concentration du monopole du droit général, égal, de tous les petits producteurs parcellaires en transférant ce droit aux corps d'artisans, de marchands, etc. Ce faisant, ils violèrent finalement le droit et l'égalité primitifs. Dans les campagnes, la noblesse et le clergé usurpèrent la propriété des libres paysans parcellaires qui durent travailler désormais leur lopin de terre en échange de corvées ou d'un tribut au profit du propriétaire monopoliseur de la terre. Cf. « La succession des formes de production et de société. La phase du féodalisme », *Fil du Temps,* n° 9.

En ce qui concerne les institutions qu'il propose, le pays officiel et ses dirigeants les appellent les bonbons de la philosophie ; MM. Duchâtel et Guizot en feront des gorges chaudes, et si le député de Mâcon ne s'adresse pas ailleurs pour trouver les armes et les soldats qui défendront ses idées, il passera toute sa vie à moudre de belles phrases, sans jamais avancer d'un pouce ! Il ne s'adresse jamais aux masses, mais au gouvernement. Nous lui disons qu'il fait fausse route, étant donné qu'il ne peut gagner ni la révolution ni les penseurs ni le peuple à son système électoral par degrés, à sa taxe pour les pauvres et sa charité philanthropique. Il est vrai que ses principes de régénération sociale et politique ont déjà été découverts il y a cinquante ans. Le suffrage universel, les élections directes, le paiement des députés, telles sont les prémisses essentielles de la souveraineté populaire, tandis que l'égalité, la liberté et la fraternité sont les principes qui doivent régir toutes les institutions sociales. Or, la taxe pour les pauvres est tout autre [94] chose qu'une institution fondée sur la fraternité. C'est au contraire un déni insolent et dépourvu de toute réalité à la fraternité. Ce dont nous avons besoin, ce n'est pas d'un expédient mis au point par la bourgeoisie anglaise, mais d'un système tout à fait nouveau d'économie sociale afin de réaliser le droit et satisfaire les besoins de tous. »

Quelques jours plus tard, apparut le second manifeste de M. de Lamartine sur la politique extérieure de la France. Il y affirme que le système de paix établi par le gouvernement français depuis 1830 a été la seule politique adéquate. Avec des phrases pompeuses, il couvre la manière infâme dont le gouvernement français a d'abord incité à la révolte l'Italie et d'autres pays, puis les a abandonnés à leur sort. Voici la vigoureuse réponse de *La Réforme* à ce manifeste sans saveur ni odeur :

« M. de Lamartine sacrifie le moyen légal et unique de notre libération - la sainte guerre des principes - à une théorie de la paix qui est pure faiblesse, mensonge, voire acte de trahison, aussi longtemps que les relations de peuple à peuple reposent sur la politique des diplomates et l'égoïsme des gouvernements. Il ne fait pas de doute que la paix soit la nécessité dernière de la civilisation, mais que signifie la paix avec Nicolas de Russie ? L'étrangleur des nations, le bourreau qui cloue des enfants à la potence, qui conduit une guerre fatale même à l'espérance et aux souvenirs, qui noie un magnifique pays dans le sang

et les larmes ! Pour l'humanité, la civilisation et la France elle-même, la paix avec ce Jack Ketch [86] furieux signifie couardise ; pour la justice, le droit et la révolution, c'est un crime ! Qu'est-ce que la paix avec Metternich, qui loue les services de toute une horde d'assassins, qui dépouille de leur liberté des nations entières pour plaire à des épileptiques couronnés [87] ? Que signifie donc la paix avec tous ces petits Césars d'Europe, ruinés et débauchés, bigots et hypocrites, qui [95] règnent aujourd'hui pour les Jésuites et demain pour une courtisane ? Qu'est-ce donc que la paix avec un gouvernement anglais, aristocratique et assoiffé d'argent, qui règne en tyran sur les mers, qui étouffe la liberté au Portugal, qui pressure son profit même des haillons de son peuple ? La paix avec ces juifs, ces vendeurs de poison, nous le répétons, c'est, pour un peuple qui se trouve en révolution, de la couardise, une honte, un crime, une désertion morale et une faillite totale non seulement à la cause, mais encore au droit et à l'honneur. »

D'autres journaux parisiens n'ont pas manqué non plus de manifester leur désapprobation sur certains points du programme de M. de Lamartine. Celui-ci n'en continue pas moins d'illustrer ses principes dans son journal, *Le Bien public* de Mâcon. Dans quelques mois, nous serons en mesure de juger de l'effet que sa *nouvelle* initiative aura eu à la Chambre des députés [88].

---

86 Bourreau anglais de l'époque de Jacques II.

87 On retrouve ici les accents belliqueux des révolutionnaires français lançant la sainte guerre de propagation de la liberté et de l'égalité à la face de tous les despotes d'Europe en 1794.

Marx-Engels reprendront cette tradition à leur compte, comme en témoignent par exemple les simples titres de leurs articles : « La Sainte guerre », *New York Tribune*, 15 novembre 1853 - « Enfin une bataille ! », *ibid*., 6 juin 1859 (cf. MARX-ENGELS, *Écrits militaires*, p. 15).

88 À notre connaissance, Engels n'a pas eu l'occasion de rédiger cet article.

Le mouvement de réforme en France

Scission - « La Réforme » et « Le National » - Progression de la démocratie

Retour à la table des matières

Depuis mon dernier article, des banquets ont eu lieu à Lille, Avesnes et Valenciennes [89]. Avesnes était totalement constitutionnel, Valenciennes moitié-moitié, et Lille un triomphe marqué de la démocratie sur les intrigues de la bourgeoisie. J'évoque brièvement ici cette rencontre d'une importance extrême.

Étaient invités, outre les libéraux et le parti du *National*, les démocrates de *La Réforme*, MM. Ledru-Rollin et Flocon, le rédacteur de cette dernière feuille, ayant accepté l'invitation. M. Odilon Barrot, l'éclatant foudre des bourgeois, était également invité. Tout était arrangé, les toasts étaient préparés, lorsque M. Odilon Barrot déclara subitement qu'il ne pouvait ni participer ni tenir un discours toastant la [96] « réforme parlementaire », à moins que l'on ajoutât à la définition de la réforme qu'elle était un moyen d'assurer « la pureté et l'authenticité des institutions conquises en juillet 1830 ». Cette addition excluait naturellement les républicains. Le comité était déconcerté. M. Barrot demeura intraitable. On décida enfin de s'en remettre à la décision de toute l'assemblée. Celle-ci toutefois déclara sans ambages qu'elle ne tolérerait aucun changement de programme : elle ne transgresserait pas les accords à la suite desquels les démocrates étaient venus à Lille. M. Odilon Barrot se retira théâtralement, avec sa suite de députés et de journalistes libéraux. On fit avancer MM. Flocon et Ledru-Rollin ; le banquet eut lieu malgré les libéraux, et le discours de M. Ledru souleva une tempête d'applaudissements.

Le plan perfide des réformateurs bourgeois s'acheva par le triomphe de la démocratie. Monsieur Odilon Barrot dut honteusement battre en retraite, et il n'osera jamais plus se montrer dans la ville démocratique de Lille. Sa seule excuse, c'est d'avoir pu croire que ces

---

89 Cf. ENGELS, *The Northern Star*, 4 décembre 1847.

messieurs de *La Réforme* avaient l'intention de déclencher une révolution avec le banquet de Lille - et ce, en pleine paix !

Quelques jours plus tard, M. Barrot trouva quelque consolation dans le banquet d'Avesnes - une simple réunion de famille de bourgeois libéraux. Il y eut la joie de porter un toast au roi. Cependant à Valenciennes il dut une fois de plus refréner ses envies de porter son toast favori, qui à Lille lui avait fait quitter la table si lamentablement. Il n'y eut pas de toast pour le roi, bien que les affreux faiseurs de révolution ne fussent pas là. Le foudroyeur battu devra avaler sa vertueuse indignation jusqu'à ce qu'un autre secret lui permette à nouveau de clouer au pilori - devant quelques boutiquiers et philistins ébahis d'une vague petite ville de province - l' « anarchisme », les « partisans de la violence physique » et le « communisme ».

Le banquet de Lille souleva des discussions extraordinaires dans la presse. Les conservateurs triomphaient en raison de la scission intervenue dans les rangs des réformateurs [90]. Le vieux bonnet de nuit de *Constitutionnel* de [97] M. Thiers, ainsi que *Le Siècle,* le « propre » journal de M. Barrot, furent subitement saisis des convulsions les plus affreuses.

« Bon, cria à son public de boutiquiers *Le Siècle* indigné, nous ne faisons pas partie de ces anarchistes, nous n'avons rien de commun avec ces restaurateurs du régime de terreur, avec ces partisans de Marat et de Robespierre ; nous préférerions à leur règne sanguinaire le système actuel, même s'il était cent fois pire qu'il l'est. »

Et il se trouve même que c'est vrai : à d'aussi pacifiques boutiquiers et philistins, le bonnet de nuit blanc sied cent fois mieux que le bonnet rouge des Jacobins. Cependant, au moment même où ces journaux couvraient *La Réforme* des injures les plus basses et les plus per-

---

90 Les conservateurs avaient bien tort de triompher de cette clarification effectuée dans le champ des forces politiques de l'opposition et la délimitation plus nette dans le camp révolutionnaire. Un des nombreux traîtres petits-bourgeois et pseudo socialistes, qui portèrent successivement un coup aux ouvriers révolutionnaires à chacun des stades de radicalisation croissante de la révolution de 1848, était d'ores et déjà démasqué et mis hors d'état de nuire : dès février 1848, alors que tant d'illusions berçaient encore les révolutionnaires, les ouvriers parisiens huèrent Odilon Barrot et ses partisans. En ce sens, les luttes de préparation des organisations révolutionnaires ont un effet pratique sur la marche de la révolution.

fides, ils manifestaient leur respect le plus profond au *National.* Or, dans tout cela, *Le National* s'est effectivement comporté de la manière la plus douteuse. Au banquet de Cosne déjà, ce journal avait condamné la position de différents démocrates qui refusèrent de participer à des toasts portés à la santé du roi. A présent il parle de nouveau de la manière la plus acerbe du banquet de Lille, et il regrette l'incident qui troubla un moment la manifestation, cependant que certains alliés de province de ce même *National* attaquent ouvertement l'attitude de MM. Ledru et Flocon. *La Réforme* d'exiger alors que ces journaux s'expriment plus clairement. *Le National* répondit que ces articles étaient suffisamment parlants. *La Réforme* demanda alors quel était donc ce regrettable incident de Lille ? Qu'y avait-t-il eu de regrettable à vos yeux ? Le comportement de M. Barrot ou celui de M. Ledru-Rollin ? L'effronterie de M. Barrot ou sa mésaventure ? Ou s'agit-il du discours de M. Ledru en faveur du suffrage universel ? Regrettez-vous la défaite du monarchisme ou le triomphe de la démocratie ? Reconnaissez-vous, oui ou non, ce qu'en disent vos alliés de province ? Acceptez-vous la louange du Siècle, ou vous sentez-vous visé par les injures dont il nous couvre ? Auriez-vous [98] conseillé à votre ami, M. Marie, de céder, si M. Odilon Barrot avait élevé de semblables prétentions à Orléans ?

Le National répliqua que, pour des raisons de parti, il ne voulait pas ouvrir de polémique avec *La Réforme*, qu'il n'était pas responsable des articles envoyés par un « ami » à des journaux privés et, en ce qui concerne les autres questions, le passé du *National* était là pour lui permettre de les négliger et de s'épargner la peine de répondre. Pour toute réponse, *La Réforme* observa : « Nos questions n'en demeurent pas moins. » Les démocrates disposent ainsi de tous les documents - ils peuvent donc juger eux-mêmes. Et c'est ce qu'ils ont fait. Un grand nombre de journaux radicaux et même libéraux de France ont pris parti de la manière la plus nette pour *La Réforme.*

De fait le comportement du *National* mérite la plus vive réprobation. Ce journal tombe de plus en plus aux mains de la bourgeoisie. Ces derniers temps, il n'a cessé d'abandonner la cause de la démocratie au moment décisif. Il a prêché l'unité avec la bourgeoisie et, en plus d'une occasion, il n'a servi nul autre que Thiers et Odilon Barrot. Si *Le National* ne modifie pas très vite sa politique, il cessera de compter parmi les feuilles démocratiques. Dans l'affaire de Lille, par

simple antipathie personnelle pour des hommes qui sont plus radicaux que lui, *Le National* n'a pas hésité à abandonner les principes sur lesquels il a conclu avec les libéraux l'alliance en vue d'effectuer des banquets. Après ce qui vient de se passer, *Le National* ne sera jamais plus en mesure dans les banquets à venir de se manifester sérieusement avec ses toasts pour le roi. Le « passé » du *National* n'est pas si brillant qu'il puisse se permettre de répondre par le silence aux questions d'actualité. Il suffit de se rappeler sa prise de position en faveur des fortifications de Paris [91].

P.-S. Un banquet de *La Réforme* a eu lieu cette semaine à Dijon. Trois cents personnes étaient assises à la table. Toute l'affaire était parfaitement démocratique. Naturellement aucun toast pour le roi. Tous les orateurs faisaient [99] partie de *La Réforme.* MM. Louis Blanc, Flocon, Etienne Arago et Ledru-Rollin furent les principaux orateurs. M. Flocon, rédacteur de *La Réforme,* porta un toast sur les démocrates étrangers, et évoqua les chartistes anglais en termes élogieux. La semaine prochaine, je vous rapporterai aussi bien le texte complet de son discours que le compte rendu détaillé de tout le déroulement de ces réunions d'une importance extrême [92].

« La Réforme » et « Le National »

Retour à la table des matières

Depuis le banquet de Lille, il s'est noué entre *La Réforme* et *Le National* un débat qui a conduit à une séparation nette des deux journaux [93].

Voici les faits :

Plus ouvertement que depuis le début des banquets de la réforme, *Le National* vient de s'associer à l'opposition dynastique. Lors du ban-

---

91 Se fondant sur l'axiome que les fortifications érigées par les princes contre l'ennemi « extérieur » sont en réalité dirigées contre le peuple à l'intérieur, l'opposition démocratique attaqua violemment le projet de fortification de Paris établi en 1840 par le gouvernement. Les partisans du *National* ne se joignirent pas à l'opposition en arguant des besoins de la défense nationale.

92 Cf. l'article reproduit ci-après.

93 Cf. ENGELS, *Deutsche Brüsseler Zeitung*, 30 décembre 1847.

quet de Lille, M. Degeorges du *National* s'est retiré en même temps qu'Odilon Barrot. *Le National* lui-même s'est exprimé de la manière la plus ambiguë sur le banquet de Lille. Invité par *La Réforme* à préciser sa position, il refusa sous le prétexte qu'il ne voulait pas ouvrir de polémique avec ce journal. Or ce n'était absolument pas une raison pour ne pas parler des faits. Quoi qu'il en soit, *La Réforme* n'abandonna pas l'affaire et à la fin attaqua Garnier-Pagès du *National*, à cause d'un discours dans lequel il avait nié l'existence des classes, en voulant noyer bourgeoisie et prolétariat dans la phraséologie générale des *citoyens français*. Enfin, *Le National* déclara qu'il défendrait ses amis contre un journal qui suspectait tous les braves patriotes tels que Carnot, Garnier-Pagès, etc.

Vaincu bientôt sur tous les points, *Le National* ne sut plus trouver d'autre issue que d'accuser *La Réforme* de communisme : « Vous parlez d'efforts indéterminés, de théories et de systèmes qui naissent dans le peuple ; pour dire les choses carrément, vous nous reprochez d'attaquer tout cela ouvertement comme des tendances communistes. Eh bien, déclarez-vous directement, ou bien pour ou bien contre le [100] communisme. Nous déclarons hautement que nous n'avons rien de commun avec les communistes, avec ces gens qui nient la propriété, la famille et la patrie [94]. Le jour de la lutte, nous ne combattrons pas avec ces abominables tendances, mais contre elles. Nous n'avons ni trêve ni tolérance vis-à-vis de ces ignobles rêveries, de ce système absurde et sauvage qui bestialise l'homme, le réduit à l'état de brute. Et vous croyez que le peuple soit avec vous ? Que le peuple renoncerait au peu de propriété qu'il a gagné à la sueur de son front, ainsi qu'à la famille et à la patrie ? Vous croyez que le peuple se laisserait jamais convaincre qu'il est indifférent que l'Autriche nous soumette à son despotisme, que les puissances morcellent la France ? » Voici les mesures que *Le National* oppose au communisme dans ses plans pour

---

94 Engels parvint à démasquer, en conservant le droit de critique vis-à-vis de ses alliés, les ennemis de la révolution avant même que celle-ci ne soit déclenchée. Marx poursuivra l'action d'Engels en dénonçant dans la *Deutsche Brüsseler Zeitung* du 26 décembre 1847 aussi bien les futurs traîtres de la révolution que les fausses positions de ceux-ci dans l'article intitulé « Lamartine et le communisme ».

Au reste, dans le *Manifeste* même, Marx et Engels expliciteront de façon désormais classique la position des communistes sur la propriété, la famille et la patrie.

promouvoir la condition des ouvriers : réforme des postes, de la finance, taxe sur le luxe, assurances de l'État, abolition de l'octroi, libre concurrence.

On n'aurait pas grand mal à corriger les idées ridicules que *Le National* se fait du communisme. Relevons simplement qu'il est bizarre que *Le National* affiche encore l'idée terrifiante d'une invasion toujours menaçante des « grandes puissances », qu'il croit encore qu'Outre-Rhin et Outre-Manche des millions de baïonnettes se dressent contre la France, que des milliers de bouches à feu sont dirigées contre Paris ! *La Réforme* a fort justement répondu : en cas d'invasion des rois, ce ne sont pas les fortifications de Paris, mais les peuples eux-mêmes qui serviront de rempart.

En ce qui concerne le passage du *National* mentionné ci-dessus, *La Réforme* explique : « Nous ne sommes pas communistes, et ce, pour la raison que le communisme ne tient pas compte des lois de la production, qu'il ne se préoccupe pas de faire produire suffisamment pour toute la société. Mais les propositions des communistes nous sont [101] plus proches que celles du *National* qui accepte aujourd'hui sans façon l'actuelle économie bourgeoise. De même nous défendrons à l'avenir les communistes contre la police, parce que nous leur reconnaissons au moins le droit à la discussion et parce que les doctrines émanant des ouvriers eux-mêmes méritent toujours considération. »

Nous remercions *La Réforme* pour l'énergie avec laquelle elle a affirmé la véritable démocratie face au *National*. Nous remercions *La Réforme* pour avoir défendu le communisme contre lui. Nous reconnaissons volontiers qu'elle a toujours défendu les communistes, lorsqu'ils ont été poursuivis par le gouvernement. *La Réforme* fut le seul journal parisien à défendre les communistes matérialistes, lorsque M. Delangle les a traînés devant les tribunaux ; M. Cabet, au même moment, donnait presque raison au gouvernement contre les matérialistes. Nous nous réjouissons que *La Réforme* - même sous les formes plus ou moins développées où le communisme est apparu jusqu'ici - ait découvert un noyau dont elle se sent plus proche que des représentants de l'économie bourgeoise. En revanche, nous souhaitons d'ici peu être en mesure de pouvoir démontrer à *La Réforme* que le communisme, tel que nous le revendiquons, est encore plus apparenté aux principes de La *Réforme* que le communisme que l'on a dégagé jusqu'ici en France, voire que l'on exporte même en partie maintenant.

Au reste, en condamnant *Le National*, *La Réforme* ne fait que prononcer le jugement que la démocratie allemande, anglaise, belge, et même française, a rendu depuis longtemps [95].

[102]

Luttes de partis

La majorité « satisfaite » - Le plan de « réforme » de Guizot - Conceptions bizarres de M. Garnier-Pagès - Le banquet démocratique de Chalon - Le discours de M. Ledru-Rollin - Un congrès démocratique - Le discours de M. Flocon – « La Réforme » et « Le National »

Retour à la table des matières

Les Chambres françaises se sont de nouveau réunies, et nous aurons bientôt le plaisir d'observer l'effet que l'agitation de la réforme a exercé sur les deux cent vingt-cinq membres « satisfaits » de la majorité [96]. Nous verrons, en outre, s'ils seront aussi dans la manière qui a

---

95 La politique critique d'alliance de Marx-Engels a obtenu cet autre résultat essentiel : que l'allié lui-même proclame qu'il constitue un parti propre avec un programme distinct, afin d'éviter la confusion entre les forces de la petite bourgeoisie et celle du prolétariat. C'est la garantie pour qu'aux yeux de tous la phase petite-bourgeoise de la révolution soit clairement délimitée et distincte de la suivante, prolétarienne et socialiste.

96 Cf. ENGELS, *The Northern Star*, 8 janvier 1848.

Faisant le bilan de l'année, Engels écrit dans son article « Les Mouvements de 1847 » (*Deutsche Brüsseler Zeitung*, 23 janvier 1848) :

« Seule la France semble faire exception. Le pouvoir qui était tombé en 1830 entre les mains de toute la grande bourgeoisie, se ramène chaque année davantage entre celles de la fraction la plus riche de la grande bourgeoisie, aux rentiers et aux spéculateurs en bourse. Elle a mis la majorité de la grande bourgeoisie au service de ses intérêts. La minorité, à la tête de laquelle se place une partie des fabricants et des armateurs, diminue de plus en plus. Cette minorité vient de s'allier avec les petits et moyens bourgeois, exclus jusqu'ici du droit de vote, et elle fête cette alliance dans les banquets de la réforme. Elle désespère de parvenir jamais au pouvoir avec l'électorat actuel. C'est pourquoi, après de longues hésitations, elle s'est décidée à promettre une participation au pouvoir politique d'abord aux bourgeois situés

fait de la France la risée de toute l'Europe dans l'affaire suisse. Eh bien, les membres de la majorité, gras et veules, corrompus et pourrissants, spéculateurs et escrocs, parasites et suceurs de sang sont exactement de l'espèce qu'il faut pour avaler tous les affronts, pour dire « amen » au coup de force [103] monté par Palmerston contre son honorable collègue Guizot pour venger les mariages espagnols [97], tout en proclamant que la France n'a jamais été plus grande, plus glorieuse, plus respectée et plus « satisfaite » qu'à l'heure actuelle précisément.

Or en ce moment même, tous les journaux parisiens - des *Débats* jusqu'à *La Réforme* - discutent aussi ouvertement qu'il est possible dans les conditions actuelles, de ce qui arriverait après la mort de

---

au-dessous d'eux dans la hiérarchie sociale, à savoir les idéologues bourgeois, et notamment aux moins dangereux de tous - les avocats, les médecins, etc. Certes, elle est encore bien loin de pouvoir tenir sa promesse.

De la sorte, nous voyons, en France également, approcher la lutte au sein de la bourgeoisie, qui en est pratiquement déjà à son terme en Angleterre. Seulement, comme toujours, en France, la situation prend un caractère plus tranchant et révolutionnaire. Cette nette scission en deux camps est également un progrès de la bourgeoisie. »

Et Engels de conclure, en énonçant à l'avance le cours de la révolution de 1848 en France et en Europe conquête du pouvoir bourgeois pur, puis assaut du prolétariat :

« Continuez donc de combattre vaillamment, gracieux messieurs du Capital ! Pour le court moment actuel, nous avons encore besoin de vous ; il nous faut même ici ou là votre domination. Vous devez balayer hors de notre voie les vestiges du moyen âge ainsi que de la monarchie absolue ; vous devez détruire les formes patriarcales [précapitalistes] ; vous devez centraliser ; vous devez transformer les classes plus ou moins possédantes en authentiques prolétaires, en recrues pour nous ; vous devez - avec vos fabriques et votre réseau marchand - fournir la base et les moyens matériels dont le prolétariat a besoin pour s'émanciper. Comme rémunération, vous devez régner une brève période. Vous devez *dicter vos lois*, vous pouvez parader dans la majesté que vous aurez conquise ; vous pouvez banqueter dans la salle royale et flirter avec la belle fille du roi, mais ne l'oubliez pas :

Le bourreau se tient déjà devant la porte. »

97 En 1846, le gouvernement Guizot parvint à conclure un mariage entre la fille aînée de la couronne d'Espagne et le cadet de Louis-Philippe, et à faire échouer le mariage, souhaité par l'Angleterre, du prince Léopold de Cobourg et de la reine d'Espagne Isabelle II. Palmerston se vengea dans l'affaire suisse, en incitant Guizot à soutenir le plan d'intervention des cinq puissances en faveur de la Ligue séparatiste suisse, cependant que lui-même œuvrait à sa défaite.

Louis-Philippe. Effrayé à l'idée que la majorité pourrait éclater, les *Débats* la préviennent tous les jours : si cet événement fatal devait se produire, il donnerait le signal à un rendez-vous général de tous les partis politiques ; le « républicanisme », le « communisme », l'« anarchie » et la « terreur » jailliraient [104] de leurs cavernes souterraines pour semer la désolation, l'horreur et la dévastation ; la France serait perdue ; la liberté, la sécurité, la propriété seraient perdues, à moins que les amis de l'ordre (M. Guizot et Cie naturellement) exercent une répression vigoureuse ; cette dangereuse situation peut surgir du jour au lendemain, et, si l'on ne soutient pas M. Guizot, tout ira à vau-l'eau. Les autres journaux - *La Presse, Le Constitutionnel* et *Le Siècle* - affirment, au contraire, que, dès la mort du roi, toutes les horreurs d'une révolution sanglante submergeront le pays si cet abominable escroc de Guizot n'était pas remplacé par l'un de leurs héros politiques, par M. Girardin, Thiers ou Odilon Barrot. Les journaux radicaux abordent la question sous un angle différent, comme nous allons le voir.

Ainsi, les *Débats* eux-mêmes admettent indirectement que la France « satisfaite » n'attend que le moment propice pour manifester son insatisfaction d'une manière que l'imagination bourgeoise apeurée des *Débats* brosse sous des couleurs terrifiantes. Cela ne suffit cependant pas à rassurer les deux cent vingt-cinq députés « satisfaits ». Au reste, ils ont leur propre logique : si le peuple est satisfait, il n'y a pas de raison pour modifier le système, et s'il est mécontent, son « insatisfaction » est une raison supplémentaire pour s'accrocher plus que jamais au système, car si l'on cédait alors le moindre pouce, on aurait un soudain éclatement de toutes les horreurs de la révolution. Quoi que l'on fasse et que l'on veuille, ces *bourgeois* en viendront toujours à la conclusion qu'ils sont les meilleurs gouvernants possibles du pays.

Cependant Guizot va réaliser une petite réforme. Il ajoutera sur les listes électorales les « capacités », c'est-à-dire toutes les personnes qui ont un titre universitaire : juristes, docteurs et autres faiseurs de vent. Magnifique réforme, en vérité ! Cela suffira cependant à désarmer les « conservateurs progressistes » ou - comme ils s'appellent eux-mêmes, car pour compenser leur manque d'activité ils changent constamment de nom - l'« opposition conservatrice ». Ce sera une rude épreuve pour M. Thiers que de préparer en grand secret son plan de réforme, tandis qu'il envoie son second, M. de Duvergier de Hauranne, en grand se-

cret à un banquet de la réforme. Il tente, en effet, de surprendre les Chambres avec son plan qui pourtant ressemble comme un frère jumeau à celui que son rival Guizot a proposé.

[105]

Aux Chambres, ce sera des cris, des interpellations et des hurlements ; mais je ne crois guère que M. Guizot ait quoi que ce soit à redouter de ses fidèles deux cent vingt-cinq.

Cela pour les cercles officiels. Dans l'intervalle, les banquets de la réforme et la polémique entre *Le National* et *La Réforme* se poursuivent. L'opposition coalisée, c'est-à-dire le centre gauche (le parti de M. Thiers), la gauche (le parti de M. Barrot), et les « radicaux raisonnables » (*Le National)* organisent des banquets à Castres, Montpellier, Neubourg, etc. ; les ultra-démocrates *(La Réforme)* tiennent leur banquet à Chalon.

Le principal orateur des banquets de Montpellier et de Neubourg était M. Garnier-Pagès, frère du démocrate bien connu du même nom, décédé il y a quelques années. Mais M. Garnier-Pagès junior est totalement dépourvu de cette énergie, de ce courage et de cet esprit hostile aux compromis qui assuraient une position si haute au feu leader de la démocratie française. À Neubourg, M. Garnier-Pagès junior a lancé des assertions qui démontrent son ignorance totale de la situation réelle de la société et, en conséquence, des moyens de l'améliorer.

Alors que toute la démocratie moderne repose sur le grand fait que la société moderne est irrévocablement divisée en deux classes - en la *bourgeoisie* ou détenteurs des moyens de production et de la totalité du produit, et le prolétariat, qui ne possède rien d'autre que son travail, dont il vit - et que cette dernière classe est opprimée par la première au niveau social aussi bien que politique ; alors que, dans tous les pays, le but reconnu des démocrates modernes est de faire passer le pouvoir politique des mains de la classe bourgeoise à celles de la classe ouvrière qui constitue l'immense majorité du peuple - face à tous ces faits, M. Garnier affirme avec impudence que la division du peuple en bourgeoisie et classe ouvrière n'existe même pas dans la réalité, mais que c'est une méchante invention de M. Guizot qui ne pense qu'à diviser le peuple. Et d'ajouter qu'en dépit de Guizot il con-

sidérait que tous les Français sont égaux [98], participant tous à la même vie, bref qu'à ses yeux il n'y avait en France que des *citoyens français**!

[106] Selon M. Garnier-Pagès, donc, c'est encore une invention de M. Guizot que la monopolisation de tous les instruments de production entre les mains de la *bourgeoisie,* qui livre les prolétaires aux lois économiques du marché et du salaire et réduit la part des travailleurs au niveau alimentaire le plus bas ! Selon lui, tout le combat désespéré entre travail et capital qui se déroule présentement dans tous les pays civilisés du monde, combat dont les diverses phases sont caractérisées par la formation de coalitions, de syndicats, de tentatives d'assassinats, de soulèvements et d'insurrections sanglantes, combat dont la réalité est attestée par la mort des prolétaires fusillés à Lyon, Langenbielau et Prague - tout cela ne reposait que sur une affirmation mensongère d'un professeur français! Que signifient d'autre les paroles de M. Garnier-Pagès sinon : Laissez les capitalistes continuer à monopoliser tous les moyens de production, laissez les travailleurs continuer à vivre avec un salaire de famine, mais donnez-leur, en compensation de leurs maux, le *titre* de citoyen ! Oh oui, M. Pagès serait sans doute disposé, dans certaines circonstances et avec certaines restrictions, à accorder le suffrage universel au peuple. Mais que l'idée ne vous effleure jamais de profiter de ce cadeau pour prendre des mesures qui changeraient complètement l'actuel mode de production et de distribution des richesses pour donner à tout le peuple, au bout d'un certain temps, le pouvoir sur les forces productives et mettre fin à tous les « employeurs » individuels. *La Réforme* était parfaitement justifiée de qualifier ces messieurs de *bourgeois radicaux.*

Comme je l'ai dit plus haut, les ultra-démocrates n'ont tenu qu'un seul banquet, mais ce fut un extraordinaire succès, valant au moins une douzaine de banquets du parti de coalition. Plus de 2 000 citoyens prirent part à ce dîner à Chalon-sur-Saône. *Le National* avait également été invité, mais il est très significatif qu'il ne soit pas venu. En conséquence, les partisans de *La Réforme* eurent entièrement les mains libres. M. Ledru-Rollin, qui avait été désigné par *Le National*

---

98 Marx et Engels ont dénoncé dans *La Question juive* (1844) la mystification démocratique, qui cache les rapports antagoniques de classes derrière les rapports harmoniques de tous les citoyens, libres, égaux et fraternels dans la phraséologie bourgeoise de la révolution de 1789.

comme le chef du parti ultra-démocratique, y assuma ce rôle. Il explicita sa position ainsi que celle de son parti, en traçant un brillant tableau des différentes phases [107] parcourues par la démocratie française depuis 1793. Puis il se justifia face aux attaques du *National*, qu'il contre-attaqua à son tour. Il proposa que soit nommé un jury de démocrates issus de toutes les régions de France - la moitié pour chaque parti - afin de décider entre *La Réforme* et *Le National*.

« Et maintenant, dit-il, après avoir réglé nos affaires intérieures, ne serait-ce pas une bonne chose que la démocratie française entrât en relation avec la démocratie des autres pays ? Il se développe actuellement en Europe un grand mouvement parmi tous les déshérités qui souffrent dans leur âme et dans leur corps. C'est le moment de leur apporter réconfort et consolation, et d'entrer en contact avec eux. Laissez-nous, maintenant, tenir un congrès des démocrates de tous les pays [99] ! Il y a une république en Europe qui vient précisément d'assurer l'accession de la démocratie sur son territoire - la Suisse, un pays qui mérite de recevoir les démocrates de toutes les nations sur son libre sol ! Et c'est pourquoi, citoyens, je voudrais conclure, en associant mon toast "Pour l'unité de la Révolution française ! à celui " Pour l'alliance des démocraties de tous les pays". »

Ce discours souleva un tonnerre d'applaudissements, et il le méritait. Nous nous sommes réjouis de tout cœur du succès oratoire obtenu par M. Ledru-Rollin à Chalon. Mais nous devons, en même temps, protester contre une formulation malheureuse qui, nous en sommes sûrs, lui a échappé sans l'intention de heurter. M. Ledru-Rollin affirme que le moment est venu pour les démocrates français de consoler et de réconforter les travailleurs souffrants des autres nations. Nous sommes sûrs que les démocrates *d'aucun pays* n'ont besoin de consolation d'où qu'elle vienne. Certes, ils admirent la gloire révolutionnaire des démocrates français, mais ils s'arrogent eux-mêmes le droit d'être

99 Face à leurs alliés petit-bourgeois - qui ont pour formule de rassemblement l'union des démocrates de toutes les nations et qui, à la fois socialistes et démocrates, oscillent entre bourgeoisie et prolétariat - Marx-Engels lanceront dans le *Manifeste* les mots d'ordre de « Prolétaires de tous les pays unissez-vous » et « Les prolétaires n'ont pas de patrie »!

Quoique l'alliance subsiste entre petite bourgeoisie socialiste démocrate et prolétaires communistes, les différences de classe sont nettement marquées, et ce dès le début.

tout aussi fiers et indépendants. Les quatre millions de chartistes anglais [108] sont certainement assez puissants pour réaliser eux-mêmes leurs tâches. Autant nous nous réjouissons de ce que la démocratie française saisisse avec enthousiasme l'idée d'un congrès démocratique et d'une alliance avec toutes les démocraties, autant nous attendons, avant toute chose, une parfaite réciprocité et égalité. Toute alliance, qui ne reconnaîtrait pas pour base cette égalité, serait elle-même anti-démocratique. Nous connaissons néanmoins trop bien les sentiments démocratiques profonds des partisans de *La Réforme* pour ne pas douter de leur parfait accord avec nous. Nous souhaitons seulement que, dans l'intérêt de notre cause commune, on laisse de côté certaines expressions qui, loin d'exprimer leur sentiment réel, sont l'héritage de l'époque où *Le National* était le seul représentant de la démocratie française.

Au même banquet, M. Flocon parla à l'occasion du toast sur « les droits de l'homme et du citoyen ». Il lut la déclaration de la convention nationale relative aux droits de l'homme et du citoyen, dont il déclara qu'elle était jusqu'à nos jours une image fidèle des véritables principes démocratiques. A ce qu'il appela l'authentique principe français, il opposa l'actuel système du règne de l'argent *(moneycracy)* qui place l'homme plus bas que le bétail du fait que l'homme existe en surnombre et qu'il coûte plus qu'il ne rapporte lorsque son travail ne trouve pas d'utilisation. Ce système il l'appela anglais d'après le pays où il s'est développé en premier.

« Mais, dit-il, n'oubliez pas qu'au moment même où le principe anglais est introduit dans la patrie de la révolution, le peuple anglais lui-même s'efforce de secouer ce joug et inscrit sur ses bannières : Liberté, égalité, fraternité ! Ainsi donc la nation qui, la première, a apporté au monde la vérité et est retombée dans l'ignorance et les ténèbres, serait bientôt obligée, par ces douloureuses convulsions dont l'histoire offre tant d'exemples, à demander à ses voisines les traditions révolutionnaires qu'elle n'a pas su conserver elle-même. Devrons-nous donc en arriver là ? Non, jamais, tant qu'il y aura des démocrates comme vous et des réunions comme celle-ci ! Non, nous ne soutiendrons jamais ces poutres de soutènement rongées par les vers que sont ces institutions anglaises ! (*Non, non !)* Alors en marche, ô Israël ! Rassemblez-vous autour de notre bannière ! Que chacun suive sa foi ! Ici la démocratie, avec ses vingt-cinq millions de prolétaires qu'elle a à libé-

rer et qu'elle appelle [109] du nom de citoyens, de frères, d'hommes libres et égaux ; là-bas l'opposition bâtarde avec ses monopoles et son aristocratie capitaliste ! Elle parle de réduire de moitié les conditions du cens ; nous, nous proclamons les droits de l'homme et du citoyen ! (Longs et vibrants applaudissements qui s'achèvent avec le *Chant du départ* repris en chœur par toute la salle.) »

Nous regrettons de manquer de place pour publier d'autres discours tenus à l'occasion de ce brillant banquet entièrement démocrate.

La Réforme a finalement contraint *Le National* à entrer dans la *polémique.* Ce dernier journal, en déclarant qu'il adhérait aux principes énoncés par M. Garnier-Pagès au banquet de Montpellier dans son discours sur la révolution française, a de ce fait même remis en cause les droits de l'homme à l'instar de M. Garnier-Pagès qui sacrifia les intérêts de la démocratie à M. Odilon Barrot et à l'opposition bourgeoise, afin que celle-ci puisse jouer au représentant des principes de la révolution. Cela provoqua enfin une réponse du *National* qui attaqua à son tour Ledru-Rollin. Les principaux chefs d'accusation contre *Le National* étaient : 1. Son appui aux fortifications autour de Paris, par lesquelles l'héritage de la révolution est placé sous le contrôle de 1200 canons. 2. Le silence qu'il avait gardé l'an dernier sur le pamphlet de M. Carnot, dans lequel celui-ci engageait les démocrates à rejoindre le centre-gauche et la gauche, afin d'arriver aussi rapidement que possible aux postes de l'État, laissant complètement de côté pour l'heure le principe républicain et revendiquant un élargissement des droits électoraux dans le cadre de la Charte (royale). M. Garnier-Pagès fils avait vers le même moment énoncé de semblables principes ; dans son pamphlet, M. Carnot soulignait, en outre, qu'il n'exprimait pas l'opinion d'un individu, mais d'un parti à la Chambre. *La Réforme* attaqua aussi bien le discours de M. Garnier que le pamphlet de M. Carnot (fils du célèbre membre de la Convention qui était en même temps ministre de la Guerre) et s'efforça d'amener *Le National* à une déclaration. Mais *Le National* garda obstinément le silence. À juste titre, *La Réforme* déclara que la politique préconisée par les deux députés n'aboutirait à rien d'autre qu'à placer le parti démocrate entièrement sous le contrôle de MM. Thiers et Barrot et à le dissoudre comme parti indépendant. 3. Le fait que, durant l'agitation des banquets de la réforme, *Le National* avait poursuivi la politique préconisée par [110] M. Carnot. 4. Les attaques virulentes et calomnieuses du *National*

contre les communistes, alors qu'en même temps il était hors d'état de proposer le moindre remède utilisable ou efficace contre la misère des ouvriers.

La polémique dura au moins une semaine. Finalement *Le National* battit en retraite, après avoir mené très maladroitement la lutte. Il était donc régulièrement battu, mais, pour masquer sa défaite, il finit par accepter la proposition de jury de M. Ledru.

Nous ne pouvons qu'approuver entièrement l'attitude adoptée dans cette affaire par *La Réforme*. Elle a sauvé l'honneur, l'indépendance et la force de la démocratie française en tant que parti distinct [100]. Elle a

---

100 Engels, champion de la démocratie - cela vaut une remarque. Les communistes ne veulent-ils pas finalement l'abolition de toute démocratie ? (Cf. LÉNINE, *L'État et la révolution*, chap. 6 intitulé « Engels et la suppression de la démocratie ».)

En fait, cette revendication de la démocratie n'est que de caractère transitoire, donc secondaire, dans le programme décisif de principes. Dans l'hypothèse historique en question, elle est formulée en liaison avec la revendication du *Manifeste*, selon laquelle le prolétariat « conquiert la démocratie », lorsqu'il s'empare du pouvoir. En fait, ce stade de la démocratie s'exerce toujours sous la dictature d'une classe (sous le capitalisme, de la bourgeoisie, ensuite du prolétariat), c'est-à-dire dans des conditions politiques qui supposent des inégalités sociales. La « conquête de la démocratie », dont parle le *Manifeste*, n'est elle-même qu'un stade de transition historique, éminemment contradictoire, dans la révolution permanente, comme il ressort de la citation suivante de 1844 : « Le proche avenir de l'Angleterre sera la démocratie. Mais quelle démocratie ! Non pas celle de la révolution française qui s'opposait à la monarchie et au féodalisme, mais la démocratie qui s'oppose à la classe bourgeoise et aux classes possédantes. C'est ce qui découle de toute l'évolution antérieure. La classe des bourgeois et des possédants tient le pouvoir, les pauvres sont privés de droits, opprimés et exploités, la constitution est niée et la loi bafouée : la lutte de la démocratie contre l'aristocratie est en Angleterre la lutte des pauvres contre les riches. La démocratie vers laquelle l'Angleterre s'achemine, c'est la démocratie *sociale*. Mais la démocratie est incapable de remédier aux maux sociaux. L'égalité démocratique est une chimère : la *lutte des pauvres contre les riches ne peut donc être menée jusqu'à son terme ultime sur le terrain de la démocratie ou de la politique en général*. Cette PHASE n'est donc qu'un point de TRANSITION, c'est le DERNIER moyen PUREMENT POLITIQUE que l'on puisse employer, car, aussitôt après, il faut que se développe un élément nouveau, un principe dépassant tout élément politique - celui du socialisme. » (ENGELS, « La Constitution anglaise », *Vorwärts*, octobre 1844). C'est la raison pour laquelle Engels ne se qualifiera jamais de *démocrate* (puisqu'il veut l'abolir),

maintenu les principes [111] de la révolution qui ont été violés par *Le National* au cours de son évolution. Elle a fait valoir les droits de la classe ouvrière contre les empiètements de la bourgeoisie. Elle a démasqué les bourgeois radicaux, qui veulent faire accroire au peuple qu'il n'existe pas d'oppression de classe, refusent d'admettre la réalité de cette terrible guerre civile dans laquelle une classe est projetée contre l'autre dans la société moderne, et n'ont que des mots creux pour la classe des travailleurs.

En s'engageant dans la polémique jusqu'à ce qu'elle ait réussi à forcer son hautain rival à rompre le silence, à hésiter, à se rétracter, à se définir et enfin à battre en retraite, *La Réforme*, il faut bien le dire, a bien mérité de la démocratie.

[112]

---

ni même de *social-démocrate :* « Dans tous ces écrits, je ne me qualifie jamais de social-démocrate, mais de communiste. Pour Marx, comme pour moi, il est absolument impossible d'employer une expression aussi élastique pour *désigner notre conception propre* », à savoir celle du communisme.

Au reste, dès que la période de révolution permanente sera achevée, c'est avec soulagement qu'Engels dira que le parti prolétarien est désormais débarrassé des mots d'ordres finalement mystificateurs de la liberté, de la démocratie et autres foutaises, dont c'est la tâche historique de la bourgeoisie de les présenter en opposition à l'absolutisme féodal ; cf. ci-dessous, p. 187, où Engels qualifie ces revendications de « bêtises socialistes ».

[113]

3

La révolution permanente

Dans la révolution de février 1848, « le parti prolétarien apparaît comme l'appendice du parti petit-bourgeois démocrate. Celui-ci le trahit et l'abandonne le 16 avril, le 15 mai et pendant les Journées de juin. Pour sa part, le parti démocrate s'appuie sur les épaules du parti républicain bourgeois. A peine ce dernier croit-il être solidement en selle qu'il se débarrasse de son compagnon inopportun et se précipite sur le dos du parti de l'ordre. Ce dernier se dérobe, laisse choir les bourgeois républicains et s'appuie à son tour sur les épaules de la force armée. Il croit encore se trouver sur ses épaules lorsqu'il remarque un beau matin que ces épaules se sont transformées en baïonnettes. Chaque parti frappe par derrière celui qui le pousse en avant et s'appuie par devant sur celui qui le pousse en arrière. Il n'y a rien d'étonnant que, placé dans cette position ridicule, il perde l'équilibre, et qu'après avoir fait les grimaces inévitables il s'effondre dans d'étranges contorsions. La révolution suit ainsi une ligne descendante ».

MARX, Le 18-Brumaire de Louis Bonaparte.

Retour à la table des matières

[114]

La révolution à Paris

Retour à la table des matières

L'année 1848 s'annonce bonne [101]. À peine la révolution sicilienne avec sa longue traînée de constitutions [102] est-elle achevée que Paris vit une insurrection victorieuse.

---

101 Cf. ENGELS, « La Révolution à Paris », *Deutsche Brüsseler Zeitung*, 27 février 1848.

La révolution prévue dans le *Manifeste* éclate *soudainement* comme un phénomène naturel. Elle se situe, comme on le voit, dans le *prolongement* des faits saillants que le « parti Marx » a mis en évidence dans la période de préparation révolutionnaire : d'une part, le mouvement des banquets où les mots d'ordre révolutionnaires sont lancés par les politiciens de gauche (auxquels se mêlent parfois les socialistes-démocrates, dont Engels a déjà critiqué l'étroitesse, la mollesse, la grandiloquence verbale) et, d'autre part, dans les profondeurs, le mouvement silencieux des masses, qui n'attendaient qu'une occasion pour exploser.

Notons qu'à partir de la révolution de 1848, le mouvement ouvrier français sera étroitement imbriqué dans le mouvement européen et toute son action en sera inséparable. En ce qui concerne le déploiement des forces et la stratégie globale proposée par le marxisme pour la révolution européenne de 1848, cf. MARX-ENGELS, *Écrits militaires* (chap. « Préparation de la révolution de 1848 », p. 93-99; « La révolution de 1848-49 », p. 191-320).

Lorsque Marx-Engels ont prévu que le « coq gaulois » (février 1848), donnerait le signal de la « résurrection allemande » (révolution de mars 1848), ils n'avaient pas seulement en vue une antériorité chronologique, qui pouvait être démentie par le fait que la révolution française elle-même éclata après la crise révolutionnaire dans d'autres pays - en l'occurrence l'Italie - et qu'elle se déroula en deux temps -février et juin. Ce qu'ils avaient plutôt en vue, c'est la liaison organique de cause à effet par laquelle la crise révolutionnaire française représentait le levier central de la révolution double, qui devait se propager au centre de l'Europe et donna leur sens et leur dimension à toutes les autres révolutions.

102 Par « longue traînée de constitutions », Engels fait allusion au mouvement révolutionnaire qui, de Sicile, gagna bientôt Palerme, les Abruzzes, l'Apulie, la Calabre, l'État de Naples, enfin la Sardaigne, Turin, Gênes. En moins de quinze jours, les monarchies absolues de Naples et de Sardaigne devinrent constitutionnelles. Au même moment, le Danemark subit la même transfor-

Par une action courageuse contre les Guizot, Duchâtel et Hébert, les députés de l'opposition s'étaient engagés publiquement à défendre le droit de réunion. Au dernier [115] moment, alors que la salle était prête et les convives du banquet attendus, voilà qu'au lieu d'agir, les poltrons de la gauche - M. Odilon Barrot en tête - reculèrent lâchement. Le banquet fut décommandé. Mais le peuple de Paris, excité par les grands héros braillards de la Chambre, irrité contre ces lâches épiciers et, surtout, las de la persistance d'un chômage généralisé, le peuple de Paris, lui, ne se laissa pas décommander.

Mardi après-midi, tout Paris était dans les rues. Les masses criaient : « À bas Guizot ! Vive la réforme ! » Elles manifestèrent devant l'hôtel de Guizot, qui fut protégé à grand-peine par la troupe et dont les fenêtres furent brisées à coups de pierres. Cependant les masses défilèrent également devant la maison d'Odilon Barrot en scandant : « À bas Barrot ! », et brisèrent là encore les carreaux. M. Barrot, ce lâche instigateur de l'émeute, envoya un émissaire au gouvernement pour demander que l'on assurât sa sécurité !

La troupe était à pied d'œuvre, mais contemplait le spectacle sans réagir. Seule la Garde municipale intervint avec la plus grande brutalité. Elle se compose en majeure partie d'Alsaciens et de Lorrains, c'est-à-dire de demi-Allemands, qui touchent trois francs et demi par jour, sont gros et gras, étant fort bien nourris. La Garde municipale est le corps militaire le plus abject qui soit; elle est pire que la gendarmerie et la vieille garde suisse : si le peuple triomphe, elle passera un mauvais quart d'heure.

Vers le soir, le peuple commença à manifester quelque durcissement. Des barricades furent dressées, des postes de police assaillis et incendiés. Un mouchard de la police fut tué à coups de couteau, place de la Bastille. Des armureries furent pillées.

À 5 heures, on sonna le rassemblement général de la Garde nationale. Quelques-uns seulement se présentèrent en criant : « À bas Guizot ! »Tout redevint calme au cours de la nuit. Les dernières barricades furent prises, et l'émeute semblait terminée. Mais, le mercredi

mation. On trouvera un grand nombre d'articles sur le mouvement national italien dans le recueil, Karl MARX, *Sul Risorgimento italiano,* Editori Riuniti, 1959, cf. notamment les deux articles « I movimenti del 1847 » et « Tre nuove Costituzioni ».

matin, le soulèvement reprit avec une force accrue. Une grande partie du centre [116] de Paris, à l’Est de la rue Montmartre, se couvrit de puissantes barricades : dès 11 heures, la troupe n'osait plus s'y aventurer. Le Garde nationale intervint, mais uniquement pour empêcher la troupe d'attaquer le peuple, et pour crier : « À bas Guizot. Vive la réforme ! »

Il y avait 50 000 soldats à Paris, disposés selon le plan de défense du maréchal Gérard à tous les points stratégiques. Or, ces points sont si nombreux que toute la troupe était absorbée à cette tâche, et donc contrainte à l'inaction. Bref, pour l'attaque, on ne disposait que de la Garde municipale. L'excellent plan de Gérard s'est ainsi révélé fort utile pour les émeutiers : il paralysait les troupes et favorisait la passivité, à laquelle elles inclinaient de toute façon. Les points fortifiés, qui étaient disséminés un peu partout, ont également desservi le gouvernement, car il fallait les tenir occupés, ce qui enlevait une bonne partie de la troupe des points où l'on se battait. Personne n'eut l'idée de recourir aux bombardements. De même, personne ne songeait qu'il existait des bastilles. Tout cela prouve, une fois de plus, que les plans de défense contre un soulèvement massif d'une grande ville ne peuvent être efficaces [103].

Vers midi, les cris d'hostilité à l'égard du ministère se firent si véhéments au sein de la Garde nationale que plusieurs commandants firent savoir aux Tuileries qu'ils ne pouvaient se porter garants de leurs troupes, si le ministère s'obstinait à se maintenir.

À 14 heures, le vieux Louis-Philippe était contraint de laisser choir Guizot et de constituer un nouveau ministère. Dès qu'elle apprit ces nouvelles, la Garde nationale se retira dans ses quartiers et illumina les façades.

---

[103] L’exemple de Budapest, résistant victorieusement cinq semaines durant aux chars russes et ne cédant que devant la collusion politique des dirigeants russes et américains et l'inertie du reste du monde, confirme l'affirmation d'Engels. Elle nuance, en outre, sa constatation historique, selon laquelle on ne saurait remporter la victoire face aux armées modernes par la seule lutte de barricades (cf. l'introduction de 1895 aux *Luttes de classes en France).* Dans la lutte révolutionnaire, il importe aussi bien de ne pas sous-estimer ses moyens que de ne pas les surestimer.

Mais, le peuple - les ouvriers - qui avaient été *les seuls* à édifier les barricades, à mener le combat contre la Garde municipale, et à tenir tête aux balles, aux baïonnettes [117] et aux sabots des chevaux, les ouvriers n'avaient aucune envie de se battre uniquement pour messieurs Molé et Billault [104]. Ils continuèrent donc la lutte. Alors qu'on jubilait déjà boulevard des Italiens, on se mitraillait violemment rue Saint-Avoie et rue Rambuteau. Le combat se poursuivit jusqu'à une heure avancée de la nuit et reprit jeudi matin. Le fait que les rails de tous les chemins de fer menant à Paris aient été arrachés montre bien que c'étaient les ouvriers qui avaient surtout mené la lutte.

La bourgeoisie a fait sa révolution : elle a renversé Guizot et, avec lui, la domination exclusive des grands financiers de la bourse. Mais à présent, au second acte de la lutte, ce n'est plus une partie de la bourgeoisie qui combat l'autre, c'est le prolétariat qui s'oppose à la bourgeoisie [105].

La nouvelle vient d'arriver, selon laquelle le peuple a triomphé et a proclamé la république. Nous avouons que nous n'avions pas espéré ce résultat brillant du prolétariat parisien.

---

104 Dès la chute de Guizot, le 22 février, les partisans de la maison d'Orléans voulurent mettre en place un ministère dirigé par le comte de Molé et composé de monarchistes modérés tels que les orléanistes Thiers, Billault, etc.

105 Dans la révolution de février, non seulement la monarchie de Juillet fut renversée avec une rapidité déconcertante, mais encore la bourgeoisie elle-même fut débordée par l'action violente des masses : « Les journées de février ne visaient à l'origine qu'une réforme électorale pour élargir le cercle des privilégiés politiques parmi la classe possédante elle-même et renverser la domination exclusive de l'aristocratie financière. Mais lorsqu'on en vint au véritable conflit, que le peuple monta sur les barricades, que la garde nationale observa une attitude passive, que l'armée n'opposa aucune résistance sérieuse et que le roi prit la fuite, la république parut s'imposer d'elle-même. » (Cf. MARX, *Le 18-Brumaire de Louis Bonaparte.)* C'est Lénine qui a particulièrement bien défendu ce point de vue (qu'il partageait avec Rosa Luxembourg), face aux menchéviks, à savoir que dès la phase bourgeoise de la révolution permanente (Février), il fallait que le prolétariat non seulement intervienne, mais le fasse dans sa perspective et avec ses façons plébéiennes, sous peine que la phase bourgeoise révolutionnaire ne soit même pas atteinte.

Trois des membres du gouvernement provisoire appartiennent au parti démocratique le plus radical, dont l'organe est *La Réforme*. Le quatrième est un ouvrier - Albert – [118] et c'est pour la première fois au monde qu'un ouvrier entre dans un gouvernement. En outre, il y a les Lamartine, Dupont de l'Eure, et deux membres du *National* [106].

De par cette glorieuse révolution, le prolétariat français s'est, une nouvelle fois, hissé à la pointe du mouvement ouvrier européen. Gloire aux ouvriers parisiens ! Ils ont donné la première impulsion au monde : tous les autres pays entreront peu à peu dans le mouvement. En effet, la victoire de la République en France est le triomphe de la démocratie dans toute l'Europe.

Notre époque est celle de l'essor de la démocratie. Les flammes des Tuileries et du Palais-Royal sont l'aurore du prolétariat. Le règne de la bourgeoisie s'effondrera maintenant partout, ou du moins sera ébranlé.

L'Allemagne suivra sans doute. Maintenant ou jamais, elle réagira contre son avilissement. Si les Allemands possèdent quelque fierté et

---

106 Le gouvernement provisoire, formé le 24 février, se composait essentiellement de républicains bourgeois (Lamartine, Dupont de l'Eure, Crémieux, Arago, Marie) et de deux journalistes du *National* évoqués par Engels, Marrast et Garnier-Pagès, trois membres de *La Réforme*, Ledru-Rollin, Flocon et Louis Blanc, et enfin de l'ouvrier-mécanicien Albert (nom de famille : Martin).

Dans la tactique préconisée par Marx-Engels dans la révolution permanente, le parti des ouvriers ou les représentants de ceux-ci eussent dû défendre leur autonomie et originalité de parti tout au long de la crise révolutionnaire. Par exemple, ils eussent dû éviter absolument de participer au gouvernement démocratique, issu de la victoire de la petite bourgeoisie *et* du prolétariat. Peu avant sa mort, le 26 janvier 1894, Engels le rappelait encore dans sa lettre à Turati : « Après la victoire commune, il se pourrait que l'on nous offre quelques sièges au gouvernement - mais *toujours* en minorité. Cela est le plus grand danger [pour la lutte ultérieure contre la petite bourgeoisie, en juin 1848, par exemple]. Après février 1848, les démocrates socialistes français - *La Réforme*, Ledru-Rollin, L. Blanc, Flocon, etc. - ont commis la faute d'accepter de pareils sièges. Minorité au gouvernement des républicains purs *(National*, Marrast, Bastide, Marie), ils ont partagé volontairement la responsabilité de toutes les infamies votées et commises par la majorité, de toutes les trahisons de la classe ouvrière à l'intérieur. Et pendant que tout cela se passait, la classe ouvrière était paralysée par la présence au gouvernement de ces messieurs qui prétendaient l'y représenter. »

quelque honneur, nous pourrons crier d'ici un mois, nous aussi : *Vive la République allemande !*

[119]

Aux citoyens membres du gouvernement provisoire de la République française

Retour à la table des matières

Bruxelles, le 18 février 1848.

Citoyens !

L'Association démocratique ayant pour but l'union et la fraternité de tous les peuples, établie depuis quelques mois à Bruxelles, et composée de membres de plusieurs nations de l'Europe jouissant avec les Belges sur le sol de ceux-ci d'institutions qui permettent déjà depuis longtemps l'expression libre et publique de toutes les opinions politiques et religieuses, vient vous offrir l'hommage de ses félicitations, pour la grande tâche que vient d'accomplir la nation française, et de sa gratitude, pour l'immense service que cette nation vient de rendre à la cause de l'humanité [107].

[107] Cette adresse cosignée par Marx a été retrouvée aux Archives nationales de Paris dans les papiers du gouvernement provisoire. Elle fut également publiée dans *Le Débat social* de Bruxelles du l° mars 1848, ainsi que dans *La Réforme* de Paris, du 4 mars 1848 (avec quelques petites modifications : cf. MEGA, I/6. p. 653-654).

Cette adresse salue le triomphe démocratique au premier stade de la révolution (Février), avant la rupture au sein des forces démocratiques, qui prélude à l'assaut révolutionnaire du seul prolétariat contre le gouvernement démocratique (Juin). C'est dire que cette adresse a une valeur très circonstanciée.

Historiquement, ce texte a néanmoins une signification plus haute : il exprime, en effet, au niveau de toute l'Europe, que le processus de la révolution permanente gagne à chaque victoire un autre pays ou groupe de pays.

Nous avons déjà eu l'occasion de féliciter les Suisses d'avoir prélu-dé [108], comme ils l'ont fait naguère, à l'œuvre de l'émancipation des peuples qu'il vous appartenait d'avancer avec la vigueur que l'héroïque peuple de Paris déploie depuis toujours lorsque son tour est venu. Nous comptions bien avoir, sans grand retard, le droit de répéter auprès des [120] Français notre démarche auprès des Suisses. Mais la France a devancé beaucoup le temps où nous comptions avoir à nous adresser à elle.

C'est au reste une raison pour que toutes les nations hâtent désormais le pas pour vous suivre.

Nous croyons pouvoir conjecturer avec certitude que celles qui touchent le plus près la France seront les premières à suivre dans la carrière où elle vient d'entrer.

Cette conjecture est d'autant plus certaine que la France vient de faire une révolution destinée davantage à resserrer les liens qui la joignent à toutes les nations, qu'à menacer aucune de celles-ci dans son indépendance. C'est l'exemple des peuples que nous saluons dans la France de février 1848, et non leur maîtresse. La France désormais n'attendra plus d'autre hommage.

Nous voyons déjà la grande nation dont vous dirigez aujourd'hui les destinées avec la seule autorité de la confiance de tous, nous la voyons déjà, citoyens, renouer même avec les peuples qu'elle a considérés longtemps comme des rivaux de puissance, en une alliance que seule l'odieuse politique de quelques hommes était parvenue à ébranler.

L'Angleterre et l'Allemagne tendent de nouveau la main à votre grand pays. L'Espagne, l'Italie, la Suisse et la Belgique vont, ou se relever, ou se reposer tranquilles et libres sous cette triple égide.

La Pologne ressuscitera comme Lazare à l'appel que vous allez lui faire dans un triple langage.

---

[108] Allusion à la guerre civile, déclenchée en novembre 1847 contre les sept cantons catholiques qui avaient formé une fédération réactionnaire en 1843. Leur armée fut battue le 23 novembre. Un État fédéral englobant tous les cantons suisses se forma à la suite de cette victoire en 1848, après l'adoption d'une nouvelle constitution.

Il est impossible que la Russie elle-même n'y vienne pas mêler enfin des accents que l'oreille des peuples occidentaux et méridionaux ne connaît encore qu'imparfaitement.

À vous, Français, à vous l'honneur, à vous la gloire d'avoir jeté les principaux fondements de cette alliance des peuples occidentaux [109] et méridionaux.

[121]

Nous vous offrons, Citoyens, dans toute l'effusion des sentiments d'une fraternité immuable, le tribut de notre plus profonde reconnaissance.

Le comité de l'Association démocratique ayant pour but l'union et la fraternité de tous les peuples, établie à Bruxelles.

Suivent les signatures.

---

109 Marx-Engels espéraient que cette fois-ci la révolution démocratique n'évoluerait pas finalement comme celle de 1789 vers une forme impérialiste, autrement dit qu'entre Napoléon et Babeuf elle prendrait la voie de ce dernier.

La politique qui sous-tend cette déclaration est celle-là même des éléments plébéiens de la révolution française avec leur tentative de propagation de la république et de la liberté démocratique à tous les peuples d'Europe. Cette politique « extérieure » démocratique ne contredit pas la tentative de passage à la phase ouvrière et socialiste de la révolution à Paris, pas plus qu'elle ne la contredisait en 1794. L'histoire renoue exactement avec les problèmes politiques laissés en suspens dans la phase révolutionnaire précédente, mais, dans l'intervalle, la scène où se déroule le conflit s'est considérablement élargie et les conditions matérielles ont mûri.

Réaction en Allemagne à la révolution de février 1848

Retour à la table des matières

Le peuple français a déposé Louis-Philippe, brisant le joug de la tyrannie [110]. Les Suisses ont renversé le régime des Jésuites et désagrégé la Ligue séparatiste. Les Italiens ont conquis avec énergie de libres constitutions. Les Allemands doivent-ils seuls demeurer sous le joug ?

La France est une république !

L'heure a aussi sonné pour nous !

Nos frères en France nous ont précédés avec héroïsme. Ils ont secoué leur joug et édifié un magnifique autel à la liberté trop longtemps dédaignée.

Cette même France, qui par deux fois déjà a surmonté la tyrannie, effrayé les princes de l'Europe et éveillé son peuple à une nouvelle vie, cette même France vient de recommencer une troisième fois...

Les hommes de 1789 ont resurgi de leurs tombes, afin de rénover leur patrie... En quelques jours, la France, en dépit de 100 000 hommes et de 400 canons, a brisé les chaînes ; elle a percé à jour les intrigues de ses exploiteurs. La corde [122] était trop tendue : elle s'est brisée ! Le tyran, qui voulait tout avoir et tout prendre, a tout perdu.

Avec courage et une espérance joyeuse, nous nous soulevons donc et nous prenons rang aux côtés de la libre France, de la libre Suisse, de la libre Italie...

---

110 Tracts anonymes, diffusés en Allemagne après la révolution de février 1848 à Paris, cf. *Flugblätter der* Revolution 1848-1849, édité par Karl Obermann, Munich, DTV (Deutscher Taschenbuch Verlag). Le premier extrait est tiré d'un tract daté de Mannheim, le 27 février 1848 (p. 40) ; le second de Merseburg (p. 42-43).

Les révolutions de 1648, 1789 et mars 1848

Retour à la table des matières

Il ne faut pas confondre la *révolution prussienne de mars* (1848) avec la révolution *anglaise* de 1648, ni même avec la *française* de 1789 [111].

En 1648, la bourgeoisie s'est alliée avec la noblesse moderne contre la royauté et contre le clergé dominant.

En 1789, la bourgeoisie s'est alliée avec le peuple contre la royauté, la noblesse et le clergé dominant.

La révolution de 1789 avait comme modèle à imiter - du moins en Europe - la révolution de 1648, et celle-ci le soulèvement des Pays-Bas contre l'Espagne. Toutes deux ont précédé d'un siècle, non seulement dans le temps, mais encore par le contenu, leurs modèles.

Dans les deux révolutions, la classe qui se trouva *en réalité* [123] à la pointe du mouvement, ce fut la bourgeoisie. Le *prolétariat* et les *fractions de la population n'appartenant pas à la bourgeoisie*

---

111 Cf. MARX, « La Bourgeoisie et la contre-révolution », *La Nouvelle Gazette rhénane*, 15 décembre 1848.

Dans cet extrait, Marx compare les conséquences des grandes révolutions bourgeoises européennes. En ce qui concerne la révolution française, il enregistre essentiellement les résultats a posteriori, ce qui ne signifie nullement qu'il aurait déconseillé au prolétariat d'intervenir à la manière plébéienne, parce que finalement la bourgeoisie en a profité en raison de la défaite. En effet, pour les futures révolutions bourgeoises, Marx préconise l'intervention active du prolétariat, malgré l'attitude de la bourgeoisie, et tente de relier ces efforts avec ceux des pays où la révolution est déjà possible au niveau socialiste : révolution permanente à l'échelle internationale. C'est effectivement dans ce sens que Marx a prescrit au prolétariat allemand en 1848 et au prolétariat russe après 1871 d'agir dans la révolution à venir.

En ce qui concerne la bourgeoisie allemande, les analyses de Marx ne se sont pas révélées fausses : la défaillance bourgeoise a fait échouer la révolution de mars 1848, puis a permis que Bismarck s'y substitue, de sorte que l'Allemagne a subi une « révolution par le haut » avec toutes ses conséquences limitatives pour ce qui est des résultats sociaux.

n'avaient pas encore d'intérêts distincts de ceux de la bourgeoisie, ou bien ne constituaient pas encore des classes ou fractions de classe développées de manière autonome. En conséquence, lorsqu'ils entrèrent en opposition avec la bourgeoisie - comme par exemple de 1793 à 1794 en France - ils ne luttèrent que pour la réalisation des intérêts de la bourgeoisie, quand bien même ce n'était pas *à la manière* bourgeoise. *Toute la terreur française* n'exprime rien d'autre que la *manière plébéienne* d'en finir avec les *ennemis de la bourgeoisie* : l'absolutisme, le féodalisme et la petite bourgeoisie médiévale.

Les révolutions de 1648 et 1789 n'étaient pas des révolutions *anglaise* et *française,* mais des révolutions de style *européen.* Ce n'était pas le triomphe d'une classe *déterminée* de la société sur le *vieil ordre politique,* mais la *proclamation d'un régime politique pour la nouvelle société européenne.* Certes la bourgeoisie y triomphait, mais sa victoire était alors *celle d'une nouvelle organisation de la société,* la victoire de la propriété bourgeoise sur la féodale, de la nation sur le provincialisme, de la concurrence sur le corporativisme, du partage sur le majorat, du règne du propriétaire de la terre sur la domination du propriétaire par la terre, de la raison sur la superstition, de la famille sur les titres de famille, de l'industrie sur la paresse héroïque, du droit bourgeois sur les privilèges médiévaux. La révolution de 1648 était la victoire du XVIIe siècle sur le XVIe, et celle de 1789 du XVIIIe siècle sur le XVIIe. Elles exprimaient plus encore les besoins du monde de l'époque que ceux des régions du monde où elles avaient éclaté, l'Angleterre et la France.

Rien de tout cela dans la *révolution prussienne de mars.*

La révolution de février avait *aboli* la royauté constitutionnelle dans la réalité et la domination bourgeoise dans l'idée. La révolution prussienne de mars devait créer la royauté constitutionnelle dans *l'idée* et la domination bourgeoise dans la réalité. Loin d'être une *révolution européenne,* elle n'était qu'une réaction étiolée à une révolution européenne, dans un pays attardé. Au lieu d'être en avance sur son siècle, elle avait un retard de cinquante ans sur son siècle. Elle fut d'emblée *secondaire,* mais on sait que les maladies secondaires sont plus difficiles à guérir, car elles ravagent davantage le corps que les maladies [124] primaires. Il ne s'agissait pas de l'élaboration d'une société nouvelle, mais de la renaissance à Berlin d'une société décédée à Paris. La révolution prussienne de mars n'était pas *nationale-allemande,* mais

d'emblée *provinciale et prussienne.* Les insurrections de Vienne, de Cassel et de Munich, avec toutes les autres variétés de révoltes provinciales, éclatèrent à ses côtés et lui disputaient son rang.

Tandis que 1648 et 1789 avaient pleinement conscience d'être à la tête d'une création, les Berlinois de 1848 s'enorgueillissaient d'être un anachronisme. Leur lumière évoque celle des étoiles, qui nous est transmise sur la terre, quand les corps célestes qui l'ont produite sont déjà éteints depuis déjà cent mille années. Pour l'Europe, la révolution prussienne de mars était une telle étoile en miniature, comme elle l'était en toutes choses. Sa lumière était celle du cadavre d'une société depuis longtemps décomposée.

La bourgeoisie allemande s'était développée avec tant de veulerie, de lâcheté et de lenteur qu'au moment où elle dut faire face, menaçante, au féodalisme et à l'absolutisme, elle se vit elle-même menacée par le prolétariat et toutes les fractions de la bourgeoisie dont les intérêts et les idées étaient proches de ceux du prolétariat. Elle ne vit pas seulement l'hostilité d'une classe *derrière* elle, mais encore celle de toute l'Europe *devant* elle. La bourgeoisie prussienne n'était pas comme la française de 1789, qui représenta toute la société moderne face aux agents de la vieille société, de la royauté et de la noblesse. Elle était tombée au niveau d'un ordre, tout aussi marquée contre la couronne que contre le peuple, assoiffée d'opposition contre chacun de ses adversaires pris séparément, parce qu'elle les voyait tous deux depuis toujours devant ou derrière elle ; d'emblée, elle était encline à trahir le peuple et disposée à tout compromis avec le représentant couronné de la vieille société, parce qu'elle-même appartenait déjà à la société surannée. Elle ne représentait pas les intérêts d'une société nouvelle contre l'ancienne, mais des intérêts rénovés au sein d'une société surannée ; elle refusa de prendre la direction de la révolution, parce qu'elle avait le peuple derrière elle et que celui-ci la poussait en avant : elle ne prit pas la tête, car elle ne représentait pas l'initiative d'une ère nouvelle, mais les rancunes d'une société surannée ; un tremblement de terre ne parvint pas à hausser cette couche sociale de l'intérieur du vieil État à la surface du nouvel État ; sans foi en elle-même, sans foi dans le peuple, [125] grommelant contre ses supérieurs, tremblant devant ses subordonnés, égoïste en tout, et consciente de son égoïsme, révolutionnaire face aux conservateurs, conservatrice face aux révolutionnaires, se défiant de ses propres mots

d'ordre, préférant la phrase aux idées, effrayée par la tourmente universelle, mais toute prête à l'exploiter - elle n'avait d'énergie pour rien et plagiait tout le monde. Elle était vulgaire, parce qu'elle n'était pas née, mais elle était originale dans la bassesse, trafiquant avec ses propres désirs, sans initiative, sans conscience d'elle-même, ni confiance dans le peuple, sans vocation historique. Tel un vieillard maudit, elle était condamnée à diriger et à dévier les premières effusions de jeunesse d'un peuple robuste vers ses propres intérêts séniles - sans yeux ! sans oreilles ! sans dents ! sans rien ! C'est dans cet état que la *bourgeoisie prussienne* se trouva à la tête de l'État prussien après la révolution de mars.

« La Réforme » et l'insurrection de juin

Retour à la table des matières

Lorsque le 29 juin *La Nouvelle Gazette rhénane,* à l'exception de l'anglais *Northern Star,* fut le seul journal européen à rendre à la révolution de juin l'hommage qu'elle méritait, elle ne fut pas réfutée, mais dénoncée [112].

---

112 Cf. MARX, « *La Réforme* et l'insurrection de juin », *La Nouvelle Gazette rhénane*, 22 octobre 1848.

Nous passons sur la seconde phase de la révolution double, celle où le prolétariat seul donne l'assaut aux forces conjuguées de toute la bourgeoisie et de ses alliés. Nous renvoyons le lecteur aux *Luttes de classes en France,* d'une part, et à MARX-ENGELS, *Écrits militaires,* d'autre part, pour ce qui concerne l'aspect insurrectionnel, voire militaire, du heurt de classes.

Cette phase très courte de la tentative du prolétariat de se constituer en classe dominante, en conquérant le pouvoir politique fut brutalement interrompue par un échec sanglant, dont Marx nous dit cependant : « Ce qui fut battu dans ces défaites, ce ne fut pas la révolution. C'en était les traditionnelles scories prérévolutionnaires, ces résultats de conditions sociales qui ne s'étaient pas encore aiguisées en contradictions de classes tranchantes - des personnes, des illusions, des projets et des idées, dont le parti révolutionnaire n'était pas débarrassé avant la révolution de février, la victoire de février ne pouvant pas l'en libérer, mais seulement une série de défaites. » (*Les Luttes de classes en France.)*

Les articles que nous reproduisons ci-après montrent que l'une des conséquences les plus révolutionnaires des luttes de classes de 1848 fut que

[126]

Les faits confirment après coup notre conception, aux yeux mêmes des plus sots, pour autant que l'intérêt ne leur voile pas toute faculté de vision.

À l'époque, la *presse française* elle aussi se déconsidéra. Les journaux parisiens les plus énergiques étaient réduits au silence. *La Réforme*, le seul journal radical auquel Cavaignac permettait de survivre bégaya ses excuses pour les généreux combattants de juin et mendia auprès du vainqueur un peu d'humanité pour les vaincus. Naturellement le mendiant ne fut pas entendu. Il fallut d'abord que le cours de la victoire de juin fut entièrement achevé et des mois de diatribe avec les feuilles de province qui n'étaient pas bâillonnées par l'État de siège ainsi que la résurrection manifeste du parti de Thiers pour ramener *La Réforme à* reprendre ses esprits.

À l'occasion du projet d'amnistie de l'extrême gauche, elle observe dans son numéro du 18 octobre :

« Le peuple, lorsqu'il descendit des barricades, n'a puni personne. Le peuple ! Alors il était le maître, le souverain, [127] le vainqueur ; on lui baisait les pieds, les mains, on le saluait bas, on acclamait ses nobles sentiments. Et avec raison. Il était magnanime.

---

l'élément petit-bourgeois se trouva écarté du processus déterminé de la révolution du prolétariat. Les défaites de 1848 furent donc essentiellement celles de la petite bourgeoisie et de ses illusions. Après une longue période de maturation de la société française, le prolétariat renouera directement avec sa tentative de 1848 avec la Commune, où il réussit, sans le concours du parti petit-bourgeois, à s'imposer au pouvoir durant trois mois.

La révolution battue, le processus de la succession au pouvoir des différentes fractions de la bourgeoisie se déroule à *l'envers*. D'abord, la démocratie parlementaire partage le pouvoir avec le Parti de l'ordre. Mais l'anarchie des controverses parlementaires de la république bourgeoise va susciter son contraire, le second Empire. Les chamailleries parlementaires seront supprimées par l'abolition du lien institutionnel des classes, donc des partis, avec le pouvoir gouvernemental, lien qui masque en régime démocratique la domination de la bourgeoisie. C'était la rupture entre l'exécutif et le législatif. Il n'y eut plus de conflit entre gouvernement et parlement, ce dernier étant mis en veilleuse. Toutes les contradictions de la forme républicaine se trouvent abolies par la domination ouverte de l'appareil d'État sur la société.

Aujourd'hui le peuple a ses enfants, ses frères, dans les prisons, les galères et devant les tribunaux de guerre. Après qu'il eut épuisé toute la patience de la faim, après qu'il eut vu toute une population d'ambitieux qu'il avait ramassés dans les rues passer tranquillement devant lui et monter vers les palais, après qu'il eut fait crédit à la république durant trois longs mois, il perdit un jour la tête au milieu de ses enfants affamés et ses pères mourants, et il se jeta dans la bataille.

Il a payé chèrement. Ses fils sont tombés sous les balles, et ceux qui restèrent on les divisa en deux parties. L'une fut jetée devant les tribunaux de guerre, l'autre rassemblée pour la déportation, sans enquête, sans le droit de défense, sans jugement ! Cette méthode est étrangère à tout pays, même au pays des Kabyles (sic).

Jamais durant ses vingt ans de règne, la monarchie n'avait osé rien de semblable.

Les journaux qui spéculaient sur les dynasties étaient alors enivrés par l'odeur de cadavre, étaient hardis et prompts à insulter les morts (cf. *La Gazette de Cologne* du 19 juin), vomirent toutes les calomnies de la méchanceté haineuse, condamnèrent le peuple devant les cours de justice et salirent son honneur ; ils traînèrent les vaincus, morts ou vifs, devant les tribunaux d'exception ; ils les dénoncèrent aux fureurs de la Garde nationale et de la troupe, ils se firent les pourvoyeurs du bourreau ; ils empoisonnèrent nos désastres et raffinèrent l'outrage et le mensonge ! » (Cf. *La Nouvelle Gazette rhénane* du 1- juillet sur le *Constitutionnel* français, *l'Indépendance* belge et *La Gazette de Cologne* [113].)

« *Le Constitutionnel* tenait boutique ouverte de mutilations affreuses et d'atrocités indignes. Il savait fort bien qu'il *mentait,* mais cela arrangeait ses trafics et sa politique et, à la fois commerçant et diplomate, il vendit « après le crime », comme on le fait « aux enchères ». Cette belle spéculation devait cependant prendre fin. Les contradictions pleuvaient : pas le nom du moindre galérien sur les registres [128] des tribunaux de guerre, les bulletins de transportation. Il n'existait plus de moyen de dégrader le désespoir, et l'on se tut après avoir encaissé le profit. »

---

[113] MARX-ENGELS, *La Nouvelle Gazette rhénane*, Ed. sociales, t. I, p. 186-194.

Les mots entre parenthèses sont de Marx.

« La Réforme » de Paris sur la situation française

Retour à la table des matières

Avant l'insurrection de juin déjà, nous avions à plusieurs reprises dévoilé les illusions des républicains de la tradition de 1793 et des républicains de *La Réforme* de Paris [114]. La révolution de juin et le mouvement qui en est issu forcèrent ces républicains utopistes à ouvrir progressivement les yeux.

Un éditorial de *La Réforme* du 29 octobre nous éclaire sur les déchirements de ce parti, pris entre ses vieilles conceptions et les faits nouveaux. *La Réforme* écrit :

« Depuis longtemps les combats qui avaient pour but la possession du gouvernement étaient des *guerres de classes* : luttes de la bourgeoisie et du peuple contre la noblesse lors de la naissance de la première république ; transport du peuple armé à l'extérieur, domination de la bourgeoisie à l'intérieur sous l'Empire ; tentatives de restauration de la féodalité sous les Bourbons de l'ancienne lignée ; enfin en 1830 triomphe et domination de la bourgeoisie - voilà notre histoire. »

Et *La Réforme* de soupirer :

« Avec regret, assurément, nous parlons de *classes*, de différences impies et haïssables ; mais ces différences existent, et nous ne pouvons pas méconnaître les faits. »

---

114 Cf. MARX, *La Nouvelle Gazette rhénane*, 3 novembre 1848.

Les articles suivants traitent essentiellement de l'issue de l'alliance entre le parti socialiste démocrate et le parti ouvrier, ou plus exactement de la défaillance du parti petit-bourgeois. Dans ces articles, Marx-Engels attaquent les petits-bourgeois, qui ont trahi les ouvriers en juin 1848, avec une virulence en apparence moindre que dans les *Luttes de classes en France* (1851). Cependant, Marx-Engels ne se font guère d'illusions sur la valeur de l'allié petit-bourgeois : l'histoire elle-même démontrera la faillite des petits-bourgeois de la Montagne et de la Réforme, et les ouvriers prendront alors l'initiative de lâcher leur allié impuissant et veule (journée du 13 juin 1849) - et l'épisode révolutionnaire sera clos.

Cela signifie : l'optimisme républicain de *La Réforme* ne voyait jusqu'ici que des citoyens ; l'histoire l'a saisie à bras-le-corps [129] pour lui faire admettre qu'en dépit de ses rêveries les *citoyens se décomposent en bourgeois et prolétaires.*

La Réforme poursuit :

« En février, le despotisme bourgeois fut brisé. Que demanda le peuple ? La justice pour tous, l'égalité. Tel fut son premier cri, son premier vœu. La bourgeoisie, éclairée par la foudre qui l'avait frappée, n'eut pas d'abord d'autre vœu que le peuple. »

La Réforme juge toujours encore le caractère de la révolution de février d'après les déclamations de février. Loin d'avoir brisé le despotisme bourgeois, la révolution de février l'a parachevé. La couronne, la dernière apparence de sacré féodal qui se cachait derrière le pouvoir de la classe bourgeoise, fut arrachée. La domination du capital surgit dans toute sa pureté. La bourgeoisie et le prolétariat combattirent un ennemi commun pendant la révolution de février. Dès que l'ennemi commun fut écarté, les deux classes antagonistes se trouvèrent seules sur le terrain de lutte, et le combat décisif devait commencer.

Si la révolution de février paracheva la domination bourgeoise, on peut se demander d'où provint la rechute de la bourgeoisie dans le royalisme ? Rien de plus simple. Elle a la nostalgie de la période où elle régnait sans être responsable du pouvoir, où un simulacre de puissance, dressé entre elle et le peuple, agissait pour son compte et lui servait en même temps de masque ; où elle disposait pour ainsi dire d'un bouc émissaire sur lequel on lâchait le prolétariat sitôt qu'il voulait la toucher ; mieux, elle s'alliait avec le prolétariat à chaque fois que le pouvoir devenait une gêne pour elle et qu'elle tenait s'y établir elle-même. Le roi était pour elle un paratonnerre contre le peuple, et le peuple un paratonnerre contre le roi.

En considérant comme des réalités les idées, en partie hypocrites, en partie imaginées de bonne foi, qui sévissaient au temps de Louis-Philippe, tout le mouvement *postérieur* aux journées de février 1848 apparaît à *La Réforme* comme une série d'erreurs et de malentendus fâcheux qui eussent pu être évités par le truchement d'un grand

homme à la hauteur de la situation. Comme si Lamartine, cette lumière trompeuse, n'avait pas été le véritable homme de la situation !

Et *La Réforme* de se plaindre qu'on ne voit toujours pas poindre à l'horizon le véritable homme - le grand homme - et que la situation empire de jour en jour.

[130]

« D'une part, la crise industrielle et commerciale s'aggrave. D'autre part, la haine croît, et chacun tend à un but opposé. Ceux qui étaient opprimés avant le 24 février cherchent un idéal de félicité et de liberté dans la conception d'une société toute nouvelle. Ceux qui régnaient sous la monarchie ne songent qu'à reconquérir leur empire pour en user avec une rigueur nouvelle. »

Or quelle position *La Réforme* prend-elle entre les classes intraitablement opposées ? A-t-elle seulement l'intuition que les antagonismes de classes et la lutte de classes ne disparaîtront qu'avec l'extinction des classes ?

Non ! Elle vient à peine d'admettre qu'il existe des antagonismes de classes. Or ceux-ci reposent sur des bases économiques, sur l'actuel mode matériel de production et les rapports d'échange qui en découlent. *La Réforme* ne connaît pas de meilleur moyen pour les transformer et les abolir que de faire abstraction de leur base réelle, à savoir ces conditions matérielles, et de se précipiter à nouveau dans l'azur embrumé mais vague de l'idéologie républicaine, c'est-à-dire l'époque poétique de février, dont les événements de juin l'ont tirée brutalement. Que l'on entende simplement :

« Ce qu'il y a de plus déplorable dans ces querelles intestines, c'est l'affaiblissement, la perte des sentiments patriotiques, nationaux », c'est-à-dire précisément la rêverie et l'euphorie avec lesquelles ces deux classes barbouillent leurs intérêts déterminés, leurs conditions de vie, d'un vernis patriotique et national. Lorsqu'elles le firent en 1789, leur opposition réelle n'était pas encore développée. Ce qui était autrefois l'expression adéquate de la situation n'est plus aujourd'hui qu'une tentative d'esquiver la situation. Ce qui était alors chair et os est relique aujourd'hui.

« Manifestement, conclut *La Réforme,* c'est d'un mal profond que souffre la France ; mais il n'est pas sans remède. Il tire son origine de

la confusion des idées et des mœurs, de l'oubli de la justice et de l'égalité dans les relations sociales, de la corruption par un enseignement égoïste. C'est dans cet ordre d'idées et de faits qu'il faut chercher les moyens de réorganiser la société. Au lieu de cela on a recours aux expédients matériels. »

La Réforme relègue les choses dans la « conscience », et toute cette guimauve morale est un remède à tous les maux. L'antagonisme entre bourgeoisie et prolétariat a donc son [131] origine dans les idées de ces deux classes. Et d'où viennent ces idées ? Des conditions sociales. Et ces conditions ? Des conditions de vie économiques et matérielles des deux classes antagoniques. Selon *La Réforme,* la solution pour ces deux classes est de *perdre* la *conscience* de leur situation et de leur antagonisme réels pour s'enivrer de l'opium des sentiments et des formules « patriotiques » de 1793. Quelle irrésolution !

La médiation anglo-française en Italie

Retour à la table des matières

La médiation anglo-française en Italie a été suspendue. La tête de mort de la diplomatie ricane après chaque révolution, notamment après la réaction qui suit chaque révolution [115]. La diplomatie se blottit dans son ossuaire parfumé à chaque fois que gronde une nouvelle révolution. Ainsi, la *révolution de Vienne* a dissipé les tentatives diplomatiques anglo-françaises.

Palmerston a reconnu son impuissance, tout comme *Bastide.* La révolution de Vienne a mis fin à l'ennuyeuse correspondance de ces messieurs, ainsi qu'ils l'ont déclaré eux-mêmes. Bastide en a fait part officiellement à l'ambassadeur de Sardaigne, le marquis *Ricci.*

---

115 Cf. MARX, *La Nouvelle Gazette rhénane*, 22 octobre 1848.

Cet article nous fait passer au niveau international de la crise révolutionnaire. Il met en évidence le lien dialectique entre mouvement européen et mouvement français : après que Février - et Juin plus encore - eussent donné une impulsion au mouvement de libération nationale bourgeoise des peuples d'Europe centrale et méridionale, Marx escompte qu'après la défaite sanglante du prolétariat parisien le mouvement démocratique des autres pays relancera la révolution à Paris.

A la question de ce dernier « la France prendrait-elle les armes en faveur de la Sardaigne dans certaines conditions ? », le farouche républicain Bastide du *National* a fait une révérence, une fois, deux fois, trois fois, et s'est mis à chanter :

Ayez confiance en moi et aidez-vous vous-mêmes,

Et Dieu vous aidera aussi.

La France tenait au principe de la *non-intervention,* à ce principe même que Bastide et les autres sieurs du *National* combattaient si farouchement au temps de Guizot.

[132]

Dans cette question *italienne,* l'honnête République française serait morte de ridicule, si depuis les fatales journées de juin elle ne se tenait, sublime, au-dessus de toute honte.

Rien pour la gloire ! disent les amis du commerce à tout prix. Rien pour la gloire ! est le mot de la république vertueuse, modérée, convenable, posée et honnête - en un mot bourgeoise. Rien pour la gloire !

Lamartine incarnait l'idée, le rêve que la république bourgeoise se fait d'elle-même, l'image enivrante, exaltante, débordante qu'elle se faisait d'elle-même, le rêve de sa propre magnificence. De quoi ne peut-on pas rêver ! Comme Éole déchaînant tous les vents, Lamartine libéra tous les esprits aériens, toutes les phrases de la république bourgeoise et dirigea d'Ouest en Est tous les mots d'ordre venteux de la fraternité des peuples, de l'émancipation qui attend tous les peuples grâce à la France, du sacrifice de la France pour tous les peuples.

Et il ne fit *rien du tout.*

C'est Cavaignac - le bourreau des insurgés de juin - qui passa des paroles aux actes, tandis que Bastide passait aux affaires extérieures.

Les scènes inouïes de Naples, les scènes inouïes de Messine, les scènes inouïes du Milanais, il les laissa se dérouler devant ses yeux imperturbablement.

Et pour qu'il ne subsiste plus le moindre doute que dans l' « honnête » république règne la même *classe,* donc la même politique extérieure que sous la monarchie constitutionnelle, la même sous Cavaignac que sous Louis-Philippe, on recourut dans les querelles entre peuples, au vieux remède éternellement jeune, à *l'entente cor-*

diale avec l'Angleterre, celle de Palmerston et de la bourgeoisie contrerévolutionnaire.

Mais l'histoire devait avoir son « piquant », sa *pointe.* C'est un rédacteur du *National*, Bastide, qui devait saisir désespérément la main de l'Angleterre. Or l'entente cordiale avait été l'atout maître que le malheureux *anglophobe* de *National* avait joué toute sa vie durant contre Guizot.

On pourra lire sur la tombe de l'honnête république l'inscription funéraire suivante : *Bastide-Palmerston.*

Mais l'entente cordiale de Guizot elle-même a été surpassée par l' « honnête » république. Les officiers de la flotte française se laissèrent entraîner à un banquet par des officiers napolitains - et ils toastèrent allègrement à la santé du roi de Naples, ce *crétin de tigre* Ferdinand, sur les ruines [133] encore fumantes de Messine. Mais, au-dessus de leurs têtes, les belles phrases de Lamartine se dissipaient au vent.

La situation à Paris

Retour à la table des matières

La menace d'un soulèvement populaire est pour l'heure écartée à la suite du vote de la Chambre *contre* l'urgence de l'interdiction des clubs, autrement dit l'interdiction pure et simple des clubs [116]. Mais une autre menace surgit - celle d'un *coup d'État.*

---

116 Cf. MARX, *La Nouvelle Gazette rhénane*, 31 janvier 1849.

Marx continue ici son réquisitoire, en analysant la politique suivie par la démocratie républicaine au parlement bourgeois : bâillonner le prolétariat par une législation librement votée. La méthode est classique et a été mille fois utilisée - au fur et à mesure que la crise approche, la république démocratique prépare l'avènement de la dictature ouverte du gouvernement bourgeois. Comme toujours, la démocratie petite-bourgeoise sera l'une des premières victimes du « pouvoir fort », mais cela ne change rien à la complicité objective entre démocratie bourgeoise et dictature bourgeoise, cela prépare simplement une restauration de l'alternative bourgeoise : dictature et démocratie.

Il suffit de lire *Le National* d'aujourd'hui pour constater que la crainte d'un coup d'État transparaît dans chaque ligne : « Le vote d'aujourd'hui est un coup mortel pour le cabinet, et nous sommons MM. Odilon Barrot, Faucher et *tutti quanti* de défendre leurs portefeuilles... » Jusque-là *Le National* conserve son sang-froid, mais que l'on écoute la suite : « ... sans entrer en rébellion ouverte contre l'esprit et la lettre de la constitution. »

Or qu'importerait à MM. Odilon Barrot, Faucher et *tutti quanti* d'entrer en rébellion ouverte contre la constitution ! Depuis quand Barrot et Faucher sont-ils donc attachés à la constitution de 1848 ?

Le National ne *menace* plus les ministres, il leur démontre qu'ils doivent se démettre de leurs fonctions, il démontre au président qu'il doit les congédier. Et ce, dans un pays où, depuis trente ans, il va de soi qu'un ministre se retire après un tel vote !

Et *Le National* de dire : Espérons que le président de la République se rendra compte que la majorité et le cabinet sont en désaccord complet et qu'en congédiant le cabinet [134] il nouera plus étroitement les liens entre lui et la majorité - bref, il n'y a qu'un seul obstacle entre lui et la majorité : le cabinet.

Bien sûr, *Le National* s'efforce de faire un pont d'or au ministère pour qu'il se retire : il souhaite qu'on abandonne l'accusation portée contre lui. Le simple vote n'est-il pas déjà une punition suffisante ? Il serait préférable de réserver cette mesure extrême pour le moment où la violation de la constitution par les ministres serait réellement un fait accompli.

Et de s'écrier à la fin : Oui, *tout* fait au cabinet un *devoir* de se retirer ; ses propres paroles le lient au point que nous hésitons à croire qu'il osera se maintenir au pouvoir. M. Barrot déclarait ce soir que si l'urgence était rejetée, *l'Assemblée elle-même* prendrait la responsabilité des événements. Certes, là où s'arrête la responsabilité, s'arrête aussi le pouvoir. Si le cabinet ne veut pas endosser la responsabilité des événements, il ne doit pas non plus vouloir les diriger. A la tribune, M. Barrot a remis sa démission en refusant la responsabilité.

En somme, *Le National* ne croit pas au retrait volontaire du cabinet, pas plus qu'il ne croit à son renvoi par le président.

Or si le cabinet veut braver le vote de l'Assemblée, il ne lui reste que *le coup d'État.*

Ce qui perce derrière la peur qu'a *Le National* de voir le cabinet demeurer en place, c'est la dissolution de l'Assemblée nationale et la préparation d'une restauration monarchique par un coup de force.

C'est pourquoi *Le National* et les autres journaux « rouges » prient le peuple de rester calme à tout prix, de ne donner aucun prétexte à une intervention, car toute émeute ne ferait que soutenir le cabinet chancelant et servir la contre-révolution royaliste.

Ce qui prouve que le coup d'État approche de plus en plus, ce sont les incidents entre Changarnier et les officiers de la garde mobile. Les bouchers de Cavaignac n'ont aucune envie de se laisser utiliser pour un coup royaliste : il faut donc dissoudre ce corps ; ils murmurent, et Changarnier menace de les tailler en pièces, et met leurs officiers aux arrêts.

La situation se complique manifestement ; elle est cependant très simple dans les faits - comme toujours à la veille d'une révolution.

[135]

Le conflit a éclaté entre l'Assemblée d'une part, le président et ses ministres d'autre part. La France ne peut pas continuer de vivre sous le régime impuissant qui la gouverne depuis dix mois. Le déficit, la stagnation de l'industrie et du commerce, le poids des impôts qui ruinent l'agriculture deviennent de jour en jour plus insupportables. Il devient urgent de prendre des mesures draconiennes d'envergure, et chaque nouveau gouvernement a été un peu plus impuissant et inactif que le précédent, jusqu'à ce qu'enfin Odilon Barrot ait poussé l'inactivité à son comble en ne faisant absolument rien depuis six semaines.

Mais il a aussi considérablement simplifié la situation. Après lui, aucun ministère de l' « honnête » république n'est plus possible. Les gouvernements mêlant le gouvernement provisoire et la commission exécutive, le gouvernement du *National* et celui de l'ancienne gauche, tout a été tenté, éprouvé, usé. C'est maintenant le tour de Thiers, et Thiers c'est la restauration monarchique au grand jour.

Restauration monarchique ou république rouge, telle est désormais l'unique alternative en France. La crise peut traîner encore quelques

semaines, mais elle ne peut manquer d'éclater. Changarnier-Monk [117], avec ses trois cent mille hommes qui sont à son entière disposition en 24 heures, ne semble pas vouloir attendre plus longtemps.

D'où la crainte du *National*. Il reconnaît qu'il est incapable de dominer la situation et que tout changement de gouvernement par la violence hissera au pouvoir ses ennemis les plus acharnés, bref qu'il est perdu avec la monarchie aussi bien qu'avec la république rouge. C'est pourquoi il aspire à une transaction pacifique et se montre poli vis-à-vis des ministres.

Nous verrons d'ici peu s'il est nécessaire au triomphe final de la république rouge que la France passe momentanément par la phase monarchique. C'est possible, mais peu probable.

Ce qui est certain c'est que l'honnête république craque de toutes parts et, après elle, même s'il faut encore quelques intermèdes, seule la *république rouge* est possible.

[136]

Offensive de la contre-révolution et victoire de la révolution

Retour à la table des matières

La contre-révolution avance rapidement, mais la révolution va encore plus rapidement [118].

Si la contre-révolution a obtenu des gains à Dresde qui laissent présager sa victoire [119], si à Breslau elle a instauré l'état de siège, la

---

117 Marx fait allusion au général Monk qui rétablit la dynastie des Stuart en 1660. De fait, les légitimistes espéraient pouvoir restaurer les Bourbons, lorsqu'ils obtinrent en décembre 1848 pour le légitimiste Changarnier le commandement en chef des forces militaires de Paris.

118 Cf. ENGELS, *La Nouvelle Gazette rhénane*, 10 mai 1849.

119 Le soulèvement armé de Dresde (3 au 8 mai 1849) préluda aux combats pour la défense de la constitution adoptée par l'Assemblée nationale de Francfort. Les ouvriers jouèrent le rôle principal dans les luttes de barricades, alors que la bourgeoisie et la petite bourgeoisie se tinrent prudemment à l'écart. Étant donné la division de l'Allemagne en trente-six États, sé-

censure et la loi martiale grâce à un putsch qu'elle a suscité et réussi - la révolution est en état de présenter de tout autres victoires.

Nous ne voulons pas parler de la rébellion ouverte de l'armée territoriale qui s'étend rapidement en Prusse rhénane et gagne même les districts les plus noirs et blancs [120] ; nous ne voulons pas parler du mouvement d'Allemagne méridionale, trahi de tous côtés, par les gouvernements, par la bourgeoisie, par l'Assemblée de Francfort elle-même ; nous voulons seulement parler de ces grands événements qui, faisant irruption de l'extérieur, peuvent apporter une unité et un soutien vigoureux aux petits mouvements allemands, isolés, trahis et vendus : nous voulons parler de la révolution magyare et de la révolution française.

Tandis que la *révolution magyare remporte* victoire sur victoire et qu'après la toute dernière bataille - qui doit avoir eu lieu le 5 ou le 6 devant Presbourg - elle se dirigera tout droit sur Vienne qu'elle libérera, la *France* soudain s'engage de nouveau dans un mouvement qui s'engage ouvertement et au grand jour [121]. C'en est fini de [137] l'évo-

---

parés par de véritables frontières et des systèmes de gouvernement distincts, le mouvement de Dresde resta isolé, et il succomba malgré une défense héroïque devant les troupes saxonnes et prussiennes.

[120] C'est-à-dire les plus fidèles partisans du gouvernement prussien.

[121] Malgré leur contenu social tout différent, puisque la révolution effectuée à Paris par les ouvriers est socialiste, et celle effectuée en Europe centrale et méridionale par le peuple est nationale-bourgeoise, elles sont directement reliées l'une à l'autre ; une attaque du prolétariat favorise l'attaque des peuples, et vice versa. Même la bourgeoisie, pourtant intéressée au premier chef à la révolution nationale-bourgeoise, passe dans le camp de la réaction dès la victoire, par peur de la révolution permanente, le prolétariat exploitant la première victoire antiféodale en vue de son propre mouvement. Cette crainte est d'autant plus vive que la bourgeoisie assiste dans un autre pays - en l'occurrence la France - au mouvement révolutionnaire déjà autonome des ouvriers. C'est ce qui explique qu'en Allemagne « la bourgeoisie ayant récolté la victoire dès le premier assaut donné par le prolétariat [le 18 mars 1848] qui, en fait, avait lutté et arraché la décision, on vit partout se dresser, derrière la révolution, le spectre menaçant du prolétariat. Dès lors la bourgeoisie se vit poussée dans les bras de l'adversaire qui venait tout juste d'être vaincu : la réaction monarchiste, bureaucratique, semi-féodale et militaire. C'est devant elle que la révolution de 1848 a finalement succombé. » (Cf. ENGELS, *Le Rôle de la violence dans l'histoire*, trad. fr. : MARX-ENGELS, *Écrits militaires*, p. 533.)

lution souterraine de ces derniers mois ; la défaite de l'armée française devant Rome a eu pour effet de démasquer et de compromettre tout le gouvernement français actuel [122] ; le peuple - le juge ultime, souverain - réapparaît sur la scène et, que ce soit par les élections ou par la révolution ouverte, le peuple français donnera sous peu au mouvement un élan qui se répercutera sur toute l'Europe.

Les dynastes d'Europe ne verront que trop tôt que le [138] peuple élu de la révolution est toujours le même - la révolution française de 1849 ne les interpellera plus avec des phrases lamartiniennes, mais avec des canons.

Cette liaison étroite entre révolution nationale-bourgeoise et révolution socialiste se trouve à la base de toute la théorie de la révolution permanente, et explique l'intérêt du marxisme pour la révolution, même nationale-démocratique bourgeoise. L'histoire de la révolution de 1848 a confirmé - même si c'est négativement - cette liaison : la contre-révolution, qui triomphera finalement, annihilera aussi bien le mouvement prolétarien socialiste que le mouvement national-démocratique des peuples d'Europe centrale et méridionale. Le mouvement national-bourgeois n'atteindra ses buts qu'en 1871-1873, et l'unité allemande ratifiée à Versailles, en produisant la vacance du pouvoir politique en France avec la défaite du bonapartisme, facilitera grandement le mouvement socialiste de la Commune.

En ce qui concerne la liaison entre révolution bourgeoise et mouvement prolétarien de nos jours, cf. la préface de : MARX-ENGELS, *La Chine*, 10/18, 1973, p. 94-133.

122 En avril 1849, le gouvernement de la République française envoya un corps expéditionnaire en Italie, afin de liquider la République romaine et de restaurer le pouvoir temporel du pape. Le 30 avril 1849, les assaillants français furent battus par les républicains romains sous la direction de Garibaldi.

Le 13 juin

Retour à la table des matières

Vous connaissez suffisamment le peuple de Paris pour saisir le ridicule d'une accusation *a priori* de lâcheté à son égard [123]. Néanmoins

---

[123] MARX, *Der Volksfreund,* 29 juin 1849.

La crise politique prévue par Marx-Engels à la suite des événements de Rome, du discrédit et de l'impuissance croissants des républicains bourgeois au pouvoir, éclata effectivement avec la manifestation du 13 juin 1849. Mais cet épisode est plus une répétition et une confirmation historique : les socialistes démocrates de Ledru-Rollin, qui avaient triomphé en février 1848 et avaient partagé le pouvoir avec les républicains du *National,* se mirent à flirter avec les ouvriers. Mais ceux-ci, ayant compris qu'ils devraient combattre seuls au cas où l'affaire prendrait un tour sérieux, prirent leurs distances et laissèrent le mouvement petit-bourgeois isolé qui révéla du même coup son manque de sérieux absolu. Ainsi fallait-il que le socialisme petit-bourgeois fît jusqu'au bout la preuve de sa nature ambiguë et de son impuissance. Apparemment donc, il ne suffit pas qu'il eût abandonné le prolétariat révolutionnaire aux coups meurtriers de la bourgeoisie et des bouchers de Cavaignac en juin 1848, il lui fallut encore démontrer par son action propre - celle du 13 juin 1849 - que la Montagne des socialistes démocrates était un parti bavard, inconsistant et couard. Son impuissance devait éclater par ses propres faits et gestes pour qu'à la prochaine crise révolutionnaire - 1871 - le prolétariat n'attendît plus rien du parti petit-bourgeois.

Déjà les élections de 1849 avaient donné tout le pouvoir au parti de l'ordre avec 450 élus contre 180 à la Montagne de Ledru--Rollin (qui avait gagné plus de 100 sièges).

La manifestation - tout autre que révolutionnaire - du 13 juin représentait une protestation de la Montagne contre l'intervention française à Rome, au nom de la constitution qui interdisait toute action « contre la liberté d'aucun peuple ». C'est en vain que la Montagne espéra entraîner le peuple et la Garde nationale. Certes quelques barricades furent élevées, mais la troupe dispersa rapidement les manifestants.

Les événements se compliquent cependant : le 13 juin ayant liquidé la force politique de la Montagne, petite-bourgeoise, ce fut automatiquement que le prolétariat se retrouva seul face à face avec la bourgeoisie et les forces de l'ordre. C'est ce qui explique que le gouvernement aggrava encore les mesures de répression contre la classe ouvrière. Le projet de loi interdisant les clubs, qui avait été repoussé en janvier 1849 à l'Assemblée nationale, fut ratifié le 21 mars 1849, si bien que les ouvriers finirent par être

je comprends qu'en Allemagne [139] notamment, on ne puisse s'expliquer la journée du 13 juin, celle-ci d'ailleurs se prêtant à toutes les interprétations malveillantes possibles.

Le principal acteur du 13 juin n'a pas été le *peuple*, mais la Montagne. Encore y avait-il derrière la Montagne un comité secret [124] qui donna l'impulsion et força plus ou moins Ledru-Rollin à jouer le rôle que l'on sait.

L'erreur fatale de la Montagne fut sa *certitude de la victoire*. Elle était si sûre de son affaire qu'elle crut tout régler par une manifestation pacifique : elle offrit de la sorte au gouvernement l'occasion de triompher d'elle sans qu'elle fût battue. Le cortège qui, partant du Château d'Eau, se traina sur les boulevards, était totalement désarmé. Pour sa part, le gouvernement, parfaitement renseigné jusque dans les moindres détails par ses espions, avait, en silence et sans qu'il y paraisse, fait occuper tous les points importants par la Garde nationale, les chasseurs de Vincennes et autres troupes. Le cortège était littéralement encerclé et même s'il avait été armé, il n'aurait pu opposer de résistance sérieuse. À plus forte raison sans armes ! Quoiqu'il [140] eût pris toutes ses dispositions, *Changarnier* fut assez malin pour ne pas battre le rappel. Comme par enchantement, tous les points décisifs furent en un clin d'œil occupés militairement.

Vous comprendrez donc que la masse désarmée se débanda pour se précipiter à la recherche d'armes. Cependant elle trouva les entrepôts

---

complètement dépouillés du droit de réunion et d'association (loi du 19 juin 1849). Le 27 juillet, une loi complémentaire sur la presse créait de nouveaux délits et réglementa sévèrement le colportage. Enfin le 9 août une loi permit la proclamation de l'état de siège avec un minimum de formalités. Les ouvriers ne disposèrent plus de moyens de propagande et d'agitation publics, et durent se réfugier dans l'action secrète. Les circonstances mêmes de la lutte de classe imposèrent donc au mouvement ouvrier, au moment où le cours des événements tendait encore semble-t-il vers un heurt direct entre prolétariat et classe dominante, la forme conspirative, qui trouva son expression la plus ferme dans les blanquistes auxquels Marx-Engels vont se joindre dans l'espoir d'une lutte décisive resurgissant de la victoire même de la contre-révolution, dont le cycle s'achèverait en même temps que son triomphe.

124 Il s'agit de la commission des Vingt-Cinq, organe du Comité socialiste composé notamment d'un groupe révolutionnaire réunissant des membres de clubs ouvriers et de sociétés secrètes, c'est-à-dire d'éléments les plus décidés et les plus énergiques.

d'armes tout aussi préparés pour le cas d'une insurrection, réquisitionnés par le gouvernement et sous garde militaire. L'insurrection fut ainsi roulée par plus malin que ses organisateurs.

Tel est tout le secret de cette journée inouïe dans l'histoire des révolutions françaises. Vous aurez sans doute entendu parler dans les journaux allemands de *barricades* conquises avec facilité. Ces barricades n'étaient formées que de quelques chaises jetées dans la rue pour arrêter un instant la cavalerie qui chargeait des gens sans défense.

D'autres circonstances ont encore contribué à rendre inévitable l'issue honteuse du 13 juin.

Au moment même où Ledru-Rollin et ses partisans étaient occupés à se constituer en gouvernement provisoire au Conservatoire des arts et métiers, le Comité socialiste secret de son côté faisait de même, en s'efforçant de se constituer en commune. Ainsi donc, avant même d'avoir renversé le pouvoir existant, l'insurrection se scindait en deux camps - et l'important, c'est que le *parti du peuple* n'était pas le parti de la Montagne. Ce seul fait explique beaucoup de choses.

Quelques jours avant la manifestation, le comité secret avait déjà voulu déclencher l'action sous forme violente en pleine nuit. Cela aurait surpris le gouvernement. Cependant, la Montagne et les Amis de la constitution [125] s'y étaient opposés. Ils voulaient, en effet, se réserver l'initiative. L'intervention de Ledru-Rollin à la Chambre [126] devait être le [141] gage que la Montagne était résolue à agir sérieusement.

C'est ainsi que l'énergie directe du peuple fut brisée, et la manifestation pacifique préparée. En outre, voyant Ledru-Rollin se compromettre avec tant d'éclat à l'Assemblée nationale, le peuple crut qu'il disposait de vastes liaisons dans l'armée, d'un plan bien tramé et très

---

125 Il s'agit de la *Société démocratique des amis de la constitution* fondée avant les élections du 13 mai 1849 pour défendre la constitution de 1848. Elle était formée de républicains modérés qui gravitaient autour du journal *Le National*.

126 Ledru-Rollin, en bon petit-bourgeois fanfaron, déclara le 11 juin 1849 à l'Assemblée législative au nom de la Montagne : « Les républicains sauront faire respecter la constitution par tous les moyens, y compris par les armes ! » Et de déposer une proposition tendant à mettre en accusation Louis-Napoléon et ses ministres.

ramifié, etc. Aussi dut-il être fort surpris lorsqu'il fut manifeste que la puissance de Ledru-Rollin n'était qu'une illusion et que les mesures de prévention et d'attaque n'avaient été prises que du côté gouvernemental.

Vous voyez que les deux partis de la révolution n'ont fait que se paralyser et se duper réciproquement. Les souvenirs que le peuple avait de l'attitude plus qu'équivoque de la Montagne et plus particulièrement de Ledru-Rollin en mai et juin 1848, enfin le choléra, qui sévissait notamment dans les quartiers ouvriers, firent le reste.

En somme, le 13 juin 1849 n'est que la rançon de juin 1848. Le prolétariat fut abandonné en 1848 par la Montagne, cette fois ce fut la Montagne qui fut lâchée par le prolétariat.

Quoique écrasante pour notre parti dans toute l'Europe, la défaite de cette journée du 13 juin eut ceci de bon qu'à l'exception de Lyon [127] c'est sans grande effusion de sang que le parti contre-révolutionnaire réussit à conquérir le *pouvoir exclusif* à l'Assemblée nationale [128]. Il ne va pas seulement s'effondrer de l'intérieur, mais sa fraction la plus extrême le poussera bientôt à un point où il cherchera à se débarrasser de l'apparence gênante de la république vous verrez alors qu'il *suffira d'un souffle pour le faire disparaître, et Février recommencera à une puissance supérieure.*

[142]

Après le vote de l'Assemblée nationale du 11 juin, il y eut une rencontre entre des membres de la Montagne et quelques délégués des sociétés ouvrières secrètes [129]. Ces derniers insistèrent pour déclen-

---

[127] Les événements de Paris du 13 juin 1849 eurent pour effet de relancer l'agitation en province et surtout à Lyon, où une émeute d'ouvriers armés eut lieu le 15 juin et fut écrasée après huit heures de combats sanglants.

[128] Une partie de la Montagne - dont Ledru-Rollin - s'enfuit à l'étranger après l'échec de la manifestation ; une autre partie fut emprisonnée et jugée. C'est ainsi que fut brisée à Paris l'influence de la Montagne et de la petite bourgeoisie. La bourgeoisie contre-révolutionnaire disposait maintenant de tous les moyens légaux et illégaux pour consolider son pouvoir.

[129] Cf. MARX, *Les Luttes de classes en France (1848-1850),* chap. « Du 13 juin 1949 au 10 mars 1850 ».

Dans ce passage, Marx donne une synthèse et une conclusion au mouvement du 13 juin, qui termine en fait la période révolutionnaire.

cher le mouvement le soir même. La Montagne rejeta cette proposition avec force. À aucun prix, elle ne voulait laisser glisser la direction de ses mains : ses alliés lui étaient non moins suspects que ses adversaires - et avec raison. Le souvenir de juin 1848 s'éleva, plus vif que jamais, dans les rangs du prolétariat parisien. Quoi qu'il en soit, celui-ci était enchaîné à l'alliance avec la Montagne, qui représentait la plupart des départements, poussait son influence jusque dans l'armée, disposait de la fraction démocratique de la Garde nationale et avait derrière elle la puissance morale de la boutique. Commencer l'insurrection en ce moment contre la volonté de la Montagne, cela signifiait pour le prolétariat - par ailleurs décimé déjà par le choléra et chassé en masse hors de Paris par le chômage - répéter inutilement les Journées de juin de 1848, alors même que faisait défaut la situation de fait qui l'avait poussé à une lutte désespérée à ce moment-là.

Les délégués prolétariens adoptèrent la seule décision qui fût raisonnable. Ils obligèrent la Montagne à se *compromettre*, c'est-à-dire à sortir du cadre de la lutte parlementaire, dans le cas où leur acte d'accusation serait rejeté. Durant tout le 13 juin, le prolétariat maintint la même position d'observation sceptique et attendit que la mêlée fût engagée de manière sérieuse et irréversible entre la Garde nationale démocratique et l'armée. Il se serait précipité alors dans la lutte pour pousser la révolution au-delà du but que lui assignait la petite bourgeoisie. Dans l'éventualité de la victoire, on avait déjà formé la Commune prolétarienne, qui devait surgir à côté du gouvernement officiel [130]. Les ouvriers parisiens avaient appris à l'école sanglante de juin 1848 [131].

---

130 Marx donne ici un exemple de *dualité du pouvoir* avant l'assaut final, décisif. Il s'agit de tout autre chose que d'abandonner le pouvoir à la petite bourgeoisie au soir de la révolution.

131 En d'autres termes, le prolétariat s'est préparé au prochain assaut révolutionnaire, en tirant les leçons de ses défaites passées.

[143]

La constitution de la République française

Retour à la table des matières

…L'excès de despotisme atteint en France est illustré de manière tangible par les dispositions suivantes dirigées contre les ouvriers [132].

Chaque ouvrier reçoit de la police un livret, dont la première page renferme ses noms, âge, lieu de naissance, travail ou métier. Il est obligé d'y inscrire le nom de l'entrepreneur pour lequel il travaille, ainsi que les raisons pour lesquelles il le quitte. Mais ce n'est pas tout : le livret doit être remis à l'employeur et, après que celui-ci y a annoté les signes particuliers de l'ouvrier, être déposé au bureau de la police. Lorsqu'un ouvrier quitte son travail, il doit aller réclamer son livret au bureau de police ; il ne doit pas prendre un autre emploi sans l'avoir présenté. Ainsi donc, le pain de l'ouvrier dépend entièrement de la police. Mais ce n'est pas encore tout : ce livret joue le rôle d'un passeport. Lorsque l'ouvrier a déplu, la police inscrit sur le livret : « Bon pour retourner chez lui », et il doit retourner à son pays natal. Ce fait abominable se passe de tout commentaire ! Nous laissons au lecteur le soin de rechercher quelles en sont toutes les conséquences pratiques. On n'en trouve même pas un parallèle dans le servage du Moyen Age ou dans le système des parias de l'Inde. Faut-il s'étonner dès lors que le peuple français attende l'heure du soulèvement ? Faut-il s'étonner si son mécontentement suscite une tempête ? Il fut miséricordieux en 1830 ; il le fut encore en 1848 ; cependant, depuis lors, sa liberté a été trafiquée et son sang a été répandu à flots ; toutes les prisons de France sont encombrées de travailleurs condamnés à vie ; 15 000 d'entre eux ont été déportés d'un seul coup, et maintenant c'est le si-

---

132 Cf. MARX, « La Constitution de la République française, adoptée le 4 novembre 1848 », *Notes to the People,* 14 juin 1851.

Nous ne reproduisons que la dernière partie de l'analyse de Marx sur les effets de la constitution sur la condition ouvrière, d'une part, et la préparation du coup d'État par Louis Bonaparte, d'autre part. Cet article est, à maints égards, parallèle au *18-Brumaire de Louis Bonaparte.*

nistre règne du despotisme dont nous venons de parler. Faut-il s'étonner de ce que la bourgeoisie redoute le peuple et bande toutes ses forces pour retarder l'heure de la vengeance ? Elle reste [144] cependant divisée. Elle est traversée de courants contradictoires trop nombreux, et le premier d'entre eux se trouve dans la constitution.

Le jeu de Napoléon

La question qui se pose maintenant est celle de la prolongation du mandat présidentiel et de la révision de la constitution. Napoléon ne peut être restauré sans une violation directe de la constitution, d'abord parce qu'il ne peut être réélu à son poste avant que ne se soit écoulée une période de quatre ans ; et ensuite parce que la constitution ne peut être modifiée qu'avec une majorité des deux tiers. Or, sur cette question, il n'y a pas de majorité et, en conséquence, de réélection constitutionnelle possible.

C'est pourquoi il n'y a qu'une alternative pour Bonaparte : défier la constitution et recourir aux armes pour arracher la décision de haute lutte, ou bien remettre son poste à un autre moment prévu, conformément à la loi. Dans cette dernière éventualité, Cavaignac serait président et la *république de la bourgeoisie* serait parfaite. Dans la première, les conséquences seraient complexes [133].

---

133 Aux yeux d'Engels, le bonapartisme tient, politiquement, en bride le prolétariat aussi bien que la bourgeoisie, mais maintient en fonction tout le système économique capitaliste : « L'armée, véritable vainqueur, prend la tête, appuyée sur la classe où elle se recrute de préférence : les petits paysans qui veulent avoir la tranquillité face aux trublions des villes. La forme de cette domination est, naturellement, le despotisme militaire, et son chef naturel, Louis Bonaparte, en est l'héritier légitime.

La caractéristique du bonapartisme vis-à-vis des ouvriers comme des capitalistes, c'est de les empêcher de se battre entre eux. Autrement dit, il défend la bourgeoisie contre les attaques violentes des ouvriers, favorise les petites escarmouches pacifiques entre les deux classes, tout en enlevant aux uns comme aux autres toute espèce de pouvoir politique. Pas de droit d'association, pas de droit de réunion, pas de liberté de la presse. Le suffrage universel, sous la pression de la bureaucratie, rend impossible toute élection de l'opposition. C'est un régime policier jamais atteint auparavant, même en France, pourtant policière...

[145]

Le jeu de Napoléon tend donc en ce moment à exciter le peuple au mécontentement. La bourgeoisie est l'ennemie de Napoléon - le peuple le sait, et il y a donc entre eux un lien de sympathie. Il partage cependant avec la bourgeoisie les stigmates de l'oppression : s'il réussit à s'en défaire pour en charger la bourgeoisie, il aura déblayé un grand obstacle.

Le dernier discours qu'il a tenu à Dijon démontre qu'il y tend. Il y a en effet déclaré : « L'Assemblée nationale a mis en vigueur toutes les mauvaises lois ; toute bonne loi que j'ai proposée a été rejetée ou mutilée par ce corps. Elle a fait échouer toutes mes tentatives pour améliorer vos conditions et mis des entraves là où il n'y en avait pas. »

Il s'efforce de détourner sur l'Assemblée la foudre qui le menace lui-même. Entre-temps l'armée est plutôt de son côté que de celui de cette dernière institution, et la misère du peuple est telle qu'aux yeux de la grande masse tout changement devrait signifier une amélioration, cependant que ceux qui ont une vision claire ne constituent qu'une minorité.

C'est pourquoi si la bourgeoisie, face à la décision de Napoléon, osait tenter la lutte sous Cavaignac, le peuple combattrait contre elle - et Napoléon lutterait aux côtés du peuple. Cette alliance se révélerait trop puissante pour l'Assemblée. Cependant, c'est alors qu'intervien-

---

Tout ce qu'un tel régime puisse apporter aux ouvriers et à la bourgeoisie est qu'ils se reposent de la lutte et que l'industrie se développe puissamment [si les conditions s'y prêtent], de sorte que se forment les éléments d'une nouvelle lutte, plus violente encore ; bref, que cette lutte éclate dès que le besoin d'un tel temps de repos disparaît. Le comble de la stupidité serait d'attendre davantage, pour les ouvriers, d'un régime qui n'existe que pour les tenir en laisse face à la bourgeoisie. » (Cf. ENGELS, *La Question militaire prussienne et le parti ouvrier allemand*, trad. fr. : MARX-ENGELS, *Écrits militaires*, p. 483-484.)

Parler aujourd'hui d'un bonapartisme dans la France bourgeoise, c'est faire abstraction du niveau historique et économique où seul le bonapartisme est possible, puisque celui-ci s'appuie d'une part sur l'armée, et d'autre part sur l'électorat de la paysannerie parcellaire, qui formait en 1850 les trois quarts de la population française. Il implique, en outre, un faible développement industriel, donc une bourgeoisie faible. En effet, une fois que le capitalisme est très avancé, la bourgeoisie ne peut pas ne pas disposer du pouvoir, quelle que soit la forme de celui-ci (fascisme ou démocratie).

drait le [146] moment où l'Assemblée s'apercevrait que le peuple est sur le point de triompher, et elle choisirait alors le moindre mal. Elle préférerait alors un Empire ou une dictature de Napoléon à une république démocratique et sociale, et c'est pourquoi elle trouverait un point d'entente avec le président. Comme celui-ci craint tout autant qu'elle le pouvoir démocratique, il accepterait son concours. L'armée ou du moins une partie de celle-ci serait encore davantage à la dévotion de Napoléon, en raison de l'excitation, du danger et de la « gloire » du combat ; et la controverse prendrait une nouvelle figure : l'armée et la bourgeoisie contre le peuple. L'issue des événements dépend donc de l'énergie, de l'intelligence et de l'union du peuple.

Le jeu de Napoléon consiste, en un premier temps, à jouer le peuple contre la bourgeoisie, en un second, à jouer la bourgeoisie contre le peuple, et à utiliser l'armée contre les deux.

L'avenir est gros d'événements considérables, et en ce moment la France est l'un des objets d'étude les plus intéressants que l'histoire puisse offrir.

Les véritables causes de l'inactivité relative des prolétaires français en décembre dernier

I

Retour à la table des matières

Depuis le 2 décembre de l'année dernière tout l'intérêt que peut susciter la politique extérieure - ou du moins celle du continent - tourne exclusivement autour du chevalier d'industrie efficace et sans scrupules - Louis-Napoléon Bonaparte [134] : « Qu'a-t-il en tête ? Com-

---

[134] Cf. ENGELS, *Notes to the People*, 21 février, 27 mars, 10 avril 1852.

La conception matérialiste et dialectique du marxisme ne peut admettre qu'en toute circonstance tous les prolétaires, les organisations et le parti ouvriers conservent le même haut niveau de combativité, de conscience et d'énergie révolutionnaires. Tous ces facteurs dépendent, en effet, au plus haut point du rapport de forces physiques entre les classes.

mencera-t-il une [147] guerre, et contre qui ? Envahira-t-il l'Angleterre ? » Ces questions surgissent immanquablement, dès que l'on parle de la situation sur le continent.

N'est-il pas quelque peu stupéfiant qu'un aventurier relativement inconnu, auquel le hasard a mis entre les mains le pouvoir exécutif d'une grande république, ait pu occuper en une nuit tous les postes importants dans la capitale, disperser le parlement à tous les vents, écraser en deux jours l'émeute à Paris et en quinze jours les troubles en province, s'imposer à tout un peuple à l'aide d'un simulacre d'élection et introduire en un clin d'œil une constitution nouvelle qui concentre tout le pouvoir d'État entre ses mains ? On n'a jamais rien vu de semblable : jamais une nation n'a subi un tel opprobre depuis que les légions prétoriennes de la Rome décadente mirent l'Empire aux enchères afin de le vendre au plus offrant. Or, la presse bourgeoise d'Angleterre - du *Times* jusque tout en bas, au *Week Dispatch* - n'a jamais laissé passer la moindre occasion qui s'offrait depuis les journées de décembre d'étaler au grand jour sa vertueuse indignation contre le despote militaire, le fourbe liquidateur des libertés de son pays, l'oppresseur de la presse, etc.

Mais, malgré tout le mépris qu'il convient de porter à Louis-Napoléon, nous sommes d'avis qu'il ne convient pas à un organe de la classe ouvrière d'entonner des invectives tonitruantes avec ce chœur dans lequel les feuilles des spéculateurs en bourse, des lords du coton et de l'aristocratie foncière s'efforcent de se surpasser mutuellement dans un flot d'injures. Il est préférable de rappeler à ces messieurs le véritable état de choses. Ce sont eux qui ont effectivement toutes les raisons pour pousser des cris de détresse. Si jamais Louis-Napoléon a enlevé quelque chose à quelqu'un, ce n'est pas à la classe ouvrière, mais à toutes ces classes dont ladite presse représente les intérêts en Angleterre.

[148]

Loin de nier les situations de défaite ou de contre-révolution triomphante, le marxisme les étudie en détail pour saisir l'évolution réelle de la lutte des classes, ne serait-ce que pour ne pas être à la traîne des événements. Après la défaite de 1848-49, le prolétariat français va entrer dans une sombre période historique de réaction et d'apathie qui ne s'estompera qu'à l'approche de la crise de la guerre et de la révolution de 1870-1871.

Ce n'est pas que Louis-Napoléon n'ait pas complètement dépouillé la classe ouvrière de tout ce qui était désirable pour elle ; mais on ne pouvait effectivement plus rien enlever aux ouvriers en décembre dernier, puisque tout ce qui valait la peine de lui être enlevé était déjà parti au cours des trois ans et demi de règne de la bourgeoisie et du parlement qui ont suivi la grave défaite de juin 1848. En effet, que restait-il encore diable à enlever à la veille du 2 décembre ? Le droit de vote ? On l'en avait déjà dépouillé par le moyen de la loi électorale de mai 1850. La liberté de réunion ? Depuis belle lurette déjà elle était limitée aux classes « sereines » de la société auxquelles on pouvait « se fier ». La liberté de la presse ? Eh bien, la presse réellement prolétarienne avait été étouffée dans le sang des insurgés lors de la bataille de Juin, et son ombre qui survécut encore quelque temps était déjà liquidée depuis longtemps sous le bâillon des lois contre la presse [135], qui à chaque session nouvelle de l'Assemblée nationale étaient revues et perfectionnées. Leurs armes ? Tout prétexte avait été bon pour assurer l'exclusion de tous les ouvriers de la Garde nationale et pour limiter la possession d'armes aux classes aisées de la société.

Ainsi donc, la classe ouvrière, à l'époque du récent coup d'État, avait fort peu - sinon rien du tout - à perdre sur le plan des privilèges politiques. Mais, d'autre part, la classe moyenne et les capitalistes disposaient alors de la toute-puissance politique. C'est à eux qu'appartenaient la presse, la liberté de réunion, le droit de porter des armes, le suffrage universel, le Parlement. Légitimistes et orléanistes, propriétaires fonciers et détenteurs de papiers d'État avaient enfin trouvé, après une lutte longue de trois ans, un terrain neutre sous la forme du gouvernement républicain. Ce fut un coup dur pour eux que de se laisser dépouiller de tout cela en quelques heures, et de se voir réduits, en un tour de main, à l'état de néant politique, celui-là même auquel ils avaient réduit les ouvriers. Telle [149] est la raison pour laquelle la presse « respectable » d'Angleterre est si furieuse contre les infamies commises par Louis-Napoléon contre la légalité. Tant que ces infa-

---

135 Engels fait allusion aux lois votées les 11 août 1848, 27 juillet 1849 et 16 juillet 1850 par les assemblées constituante et législative. Elles prévoyaient de fortes cautions pour la publication des journaux, introduisirent des taxes sur les timbres pour les journaux et brochures et menaçaient de punir de fortes peines toute attaque contre « le principe de la propriété et le droit de la famille », ainsi que « l'incitation à la guerre civile ».

mies étaient exécutées contre les ouvriers, soit par le pouvoir exécutif, soit par le Parlement, c'était naturellement tout à fait bien ; mais sitôt que cette politique fut dirigée contre les « gens bien », les « couches aisées et cultivées de la nation », oui alors, ce fut quelque chose de tout à fait différent, et il convenait à tout un chacun auquel la liberté était chère, d'élever sa voix et de défendre les « questions de principe ».

Ainsi donc, la lutte du 2 décembre fut avant tout une lutte entre la bourgeoisie et Louis-Napoléon, le représentant de l'armée. Louis-Napoléon en était parfaitement conscient, comme en témoigne l'ordre qu'il donna le 4 de diriger le feu essentiellement sur ces « messieurs en drap fin ». La glorieuse bataille des boulevards est trop bien connue : quelques salves sur les fenêtres closes et sur des bourgeois désarmés suffirent amplement à étouffer toute velléité de résistance dans la bourgeoisie parisienne.

Au reste, les ouvriers, quoiqu'ils ne pussent plus être dépouillés de privilèges politiques directs, n'étaient *pas du tout indifférents* à toute la question. Ils avaient surtout encore une chose à perdre : la grande occasion sur laquelle ils pouvaient compter lorsqu'en mai 1851 tous les pouvoirs de l'État voyaient en même temps s'achever le temps de leur fonction et que, pour la première fois depuis juin 1848, ils pouvaient espérer que la lutte se déroulerait pour eux sur un terrain favorable. Or, comme ils tendaient vers la conquête du pouvoir politique, ils ne pouvaient pas admettre un quelconque changement de gouvernement sans s'interposer entre les partis en conflit comme l'arbitre ayant vocation suprême, afin de leur imposer sa volonté comme loi du pays. En conséquence, ils ne devaient pas laisser passer l'occasion sans montrer aux deux armées, qui se faisaient face, qu'il restait encore sur le champ de bataille une troisième force , bien que celle-ci fût pour l'heure refoulée de la scène des querelles officielles et parlementaires, elle n'en restait pas moins prête à prendre rang dans la lutte sitôt que le champ de bataille se déplacerait vers son champ d'action spécifique, à savoir la *rue*.

Mais il ne faut pas oublier cependant que même dans cette éventualité le parti prolétarien eût dû combattre avec [150] de lourds handicaps. S'insurgeait-il contre l'usurpateur, n'était-ce pas alors défendre en pratique la restauration et la dictature de ce Parlement qui s'était révélé comme son ennemi le plus intraitable ? Et s'il se déclarait

d'emblée pour un gouvernement révolutionnaire n'effrayerait-il pas - comme ce fut le cas en province - la bourgeoisie au point de la pousser dans les bras de Louis-Napoléon et de l'armée ? En outre, il ne faut pas oublier que le noyau, la fleur, de la classe ouvrière révolutionnaire ou bien avait été tué lors du soulèvement de Juin, ou bien avait été depuis lors déporté ou emprisonné sous mille prétextes différents. Et enfin, il y avait un fait qui, à lui seul, suffisait pour assurer Napoléon de la neutralité de la grande majorité de la classe ouvrière : les *affaires étaient excellentes* - et les Anglais ne savent que trop bien qu'on ne peut pas mettre en œuvre une campagne politique, ni à plus forte raison une révolution, lorsque la classe ouvrière est pleinement employée et bien payée [136].

---

136 La révolution de 1848-1849 connut ce fait apparemment étrange : le pays le plus capitaliste de l'Europe et même du monde ne participa pas aux luttes violentes de classes, bien qu'on y trouvât le parti révolutionnaire le plus avancé et le plus organisé, syndicalement et politiquement - les chartistes. Dans *La Nouvelle Gazette rhénane* - *Revue politique et économique,* cahiers 5 et 6, article intitulé « Revue de mai à octobre 1850 », Marx constatait : « Quoi qu'il en soit, il est certain que la crise commerciale a fait infiniment plus pour déclencher les révolutions de 1848 que la révolution pour provoquer la crise. De mars à juin, l'Angleterre profitait déjà directement de la révolution qui y fit affluer de nombreux capitaux du continent. Dès lors on peut considérer que la crise y est terminée ; dans toutes les branches de la production s'amorce un mieux-être, et le nouveau cycle industriel commence avec une nette tendance à la prospérité. »

À la fin de l'article, Marx tire la conclusion suivante :

« Lorsque règne la prospérité générale dans laquelle les forces productives de la société bourgeoise s'épanouissent pour autant que l'admettent les rapports sociaux capitalistes, on ne peut parler de véritable révolution. Celle-ci n'est possible qu'aux périodes où ces *deux facteurs* - *les forces productives modernes* et *les formes bourgeoises de production* - entrent en conflit les unes avec les autres. Les différentes querelles auxquelles s'adonnent aujourd'hui les représentants des diverses fractions du parti de l'ordre du continent et dans lesquelles elles se compromettent réciproquement, bien loin de fournir l'occasion de nouvelles révolutions, ne sont au contraire possibles que parce que la base des rapports sociaux est momentanément si sûre et - ce que la réaction ignore - si *bourgeoise.*

Toutes les tentatives faites par la réaction pour arrêter le développement bourgeois s'y briseront aussi sûrement que toute l'indignation morale et toutes les déclarations enflammées des démocrates. *Une nouvelle révolution ne sera possible qu'à la suite d'une nouvelle crise : l'une est aussi certaine que l'autre*. »

[151]

En Angleterre, on entend souvent dire que les Français doivent être une bande de vieilles femmes, sinon ils n'admettraient pas de se laisser traiter de la sorte. Je veux bien reconnaître que les Français, en tant que nation, méritent actuellement de tels qualificatifs peu agréables. Mais nous savons tous que les Français, en ce qui concerne leurs opinions et leurs actions, sont plus dépendants du succès que toute autre nation civilisée. Sitôt que les événements prennent une certaine tournure dans leur pays, ils suivent presque sans résistance le cours des événements. La défaite de juin 1848 a apporté un tel tournant contre-révolutionnaire pour la France, et partant pour tout le continent. La restauration actuelle de l'Empire napoléonien n'est que le couronnement d'une longue série de victoires contre-révolutionnaires, qui jalonnent le cours de ces trois dernières années. Or, une fois engagés sur la pente, on pouvait s'attendre à ce que la France tombe de plus en plus bas, jusqu'à ce qu'elle atteigne le fond. Il est difficile de dire, si d'ores et déjà elle a touché ce fond ; mais chacun est bien obligé de constater qu'elle s'en rapproche rapidement. Et si, dans un proche avenir, les actes du peuple français ne démentent pas l'actuelle histoire de la France, nous pouvons être sûrs que son produit n'en sera que plus surprenant et glorieux. De nos jours, les événements suivent un rythme d'une vitesse inouïe, et là où il fallait autrefois tout un siècle à une nation il suffit aujourd'hui de quelques années. L'ancien Empire a tenu quatre ans ; l'aigle impérial devra être exceptionnellement favorisé par la chance pour que la reprise de ce morceau de bravoure - au reste dans une version des plus étriquées et misérables - survive autant de mois. Et alors ?

II

À première vue, il peut sembler que Louis-Napoléon règne actuellement en France avec une toute-puissance qui [152] ne connaît pas de trouble, et que la seule force avec laquelle il ait à compter est peut-être la bande d'intrigants de sa cour, qui le pressent de tous côtés et se livrent à des machinations pour s'assurer la faveur entière de l'autocrate français et gagner de l'influence sur lui.

En réalité, les choses se présentent de manière toute différente. Tout le secret de son succès réside dans le fait que les traditions liées à

son nom ont permis à Louis-Napoléon de garder momentanément *l'équilibre entre les classes de la société française qui sont en lutte pour conquérir le pouvoir.* En effet, sous le voile de l'état de siège qui recouvre en ce moment le despotisme militaire en France, la lutte des différentes classes de la société ne se poursuit pas moins avec le même acharnement qu'auparavant. Tandis que cette lutte a été menée durant ces quatre dernières années avec la poudre et la grenaille, elle n'a fait que changer de forme maintenant. Si une guerre de longue durée épuise la nation la plus puissante, la guerre ouverte et sanglante de ces dernières années a exténué, voire momentanément épuisé, la force *militaire* des différentes classes. Cependant, la lutte de classes n'est pas liée à des opérations militaires physiques : elle n'a pas toujours besoin d'être disputée sur des barricades et à la baïonnette. La lutte de classes ne peut s'éteindre tant que subsistent les différentes classes ayant leurs intérêts distincts et antagoniques ainsi que leurs positions sociales particulières. Or jusqu'ici, nous n'avons pas encore entendu parler de ce qu'en France, depuis que le faux Napoléon a pris le pouvoir, on ne compte plus parmi ses habitants les grands propriétaires fonciers et les journaliers ou métayers, les financiers ainsi que les petits paysans et capitalistes écrasés d'hypothèques, et enfin les ouvriers.

La situation des différentes classes en France est la suivante : la révolution de février a définitivement brisé la puissance des grands banquiers et autres boursicoteurs. Après leur chute, toutes les autres classes de la population urbaine se sont succédées tour à tour au pouvoir : d'abord les ouvriers, durant les jours de la première agitation révolutionnaire, puis les républicains petits-bourgeois avec Ledru-Rollin, que suivit la fraction républicaine de la bourgeoisie avec Cavaignac, et enfin la bourgeoisie royaliste unie, avec l'Assemblée nationale écoulée. Aucune de ces classes n'a été capable de s'affirmer au pouvoir qu'elle ne détint qu'un bref laps de temps ; et ces derniers temps il semblait [153] inévitable, face aux divergences sans cesse aggravées entre les royalistes légitimistes - soit les propriétaires fonciers - et les royalistes orléanistes - soit les financiers - que le pouvoir glissât de nouveau de leurs mains, afin de retomber une fois de plus entre celles de la classe ouvrière qui entretemps pouvait bien avoir appris à mieux utiliser le pouvoir.

Cependant, il existe encore en France une autre classe puissante, non en raison des grandes propriétés appartenant à ses membres indi-

viduels, mais en vertu du nombre et des simples besoins de ceux-ci. Cette classe des petits paysans, accablés par les hypothèques, représente au moins les trois cinquièmes de la nation française ; elle se met lentement en mouvement et, comme tous les habitants des campagnes, est difficile à influencer ; elle tient opiniâtrement à ses vieilles traditions, se défie de la sagesse des apôtres de tous les partis de la ville, et se souvient des temps de l'Empereur, lorsqu'elle était heureuse, sans dettes et relativement riche : grâce au suffrage universel, elle déposa le pouvoir exécutif entre les mains de son neveu.

L'active agitation du parti socialiste démocrate et plus encore la déception que les mesures de Louis-Napoléon leur apportèrent bientôt, poussèrent une partie de la classe paysanne dans les rangs du parti rouge. Cependant, la grande masse s'accrochait aux traditions et pensait que, si Louis-Napoléon ne s'était pas encore révélé jusqu'ici comme le messie que l'on attendait, la faute en incombait à l'Assemblée nationale qui le bâillonnait.

En dehors de la masse des paysans, Louis-Napoléon - qui est lui-même une sorte de filou distingué, entouré de l'élite de la flibuste élégante - trouva un soutien dans la partie la plus déchue et la plus dissolue de la population des villes. Cette fraction de ses partisans s'organisa en une troupe stipendiée qui s'appela la *Société du 10-Décembre*. Ainsi donc, en s'appuyant sur les voix de la paysannerie et les manifestations tapageuses de la pègre ainsi que sur une armée toujours prête à renverser un gouvernement de parlementaires bavards qui prétendaient parler au nom des classes laborieuses, il pouvait tranquillement attendre l'instant où les querelles du parlement bourgeois lui permettraient d'intervenir afin de revendiquer une domination plus ou moins absolue sur ces classes, dont aucune ne s'était [154] montrée assez forte au cours de ces quatre années de luttes sanglantes pour arracher durablement le pouvoir à son profit. C'est exactement ce qu'il fit le 2 décembre de l'année dernière.

Le règne de Louis-Napoléon n'a donc pas aboli la lutte des classes. Il empêche simplement pour un moment les explosions de violence sanglante qui accompagnent les tentatives faites de temps à autre par l'une ou l'autre classe pour conquérir le pouvoir politique ou pour affirmer ses visées. Aucune de ces classes n'a été assez forte pour tenter une nouvelle bataille avec quelque chance de succès. Ce sont précisément les antagonismes des classes qui favorisèrent les plans de Na-

poléon dans les circonstances données. Il renversa le parlement bourgeois et détruisit le pouvoir politique de la bourgeoisie. Cela ne devrait-il pas réjouir les prolétaires ? Il est certain que l'on ne pouvait attendre des prolétaires qu'ils combattissent pour une Assemblée nationale qui avait été leur ennemie mortelle.

Cependant l'usurpation de Louis-Napoléon menace le champ de bataille commun des deux classes, ainsi que l'ultime position favorable de la classe ouvrière : la République. Il faut retenir, en effet, qu'à partir du moment même où les ouvriers se soulevèrent pour défendre la République, la bourgeoisie se joignit précisément à l'homme qui l'avait dépouillée du pouvoir, car il s'agissait pour elle de battre la classe ouvrière, en tant qu'ennemi général de la société. C'est ce que l'on constata à Paris aussi bien qu'en province - et l'armée triompha sans grande peine des classes concurrentes et antagoniques. Après la victoire, les millions de paysans fidèles à l'Empereur surgirent avec leurs bulletins de vote ; bien que les truquages officiels y contribuèrent également pour leur part, les paysans intronisèrent tout de même le gouvernement de Louis-Napoléon comme le représentant presque unanime de la France [137].

---

[137] Les paysans parcellaires, précisément parce que leur mode de production et de vie est isolé, exigent un pouvoir gouvernemental illimité, « afin de les protéger des autres classes et de leur procurer la pluie et le soleil. L'influence politique des paysans parcellaires trouve donc son expression suprême dans le fait que le pouvoir exécutif se subordonne la société » (*18-Brumaire*). C'est ainsi que la propriété parcellaire devient la base de l'édifice de l'État : « La propriété parcellaire est, par nature, la forme la plus appropriée d'une bureaucratie innombrable et omniprésente. Elle crée un niveau égal des conditions et des personnes sur toute la surface du pays. Elle permet donc aussi une intervention semblable dans tous les points d'une masse égale à partir d'un centre suprême. Elle détruit les couches moyennes aristocratiques entre la masse du peuple et le pouvoir de l'État. Elle appelle donc de toutes parts l'intervention directe de ce pouvoir de l'État et la médiation de ses organes immédiats » (ibid.).

Aussi bien dans la révolution française que dans la contre-révolution ultérieure, on perd trop souvent de vue le poids énorme de la paysannerie en France, autrement dit la faiblesse du développement économique du capitalisme, donc aussi du prolétariat industriel.

Dans la dialectique de Marx, si la France est alors si fortement centralisée, ce n'est pas en raison de son puissant essor productif, mais au contraire en raison de son arriération économique. Paris est donc à la fois le centre

[155]

Néanmoins les luttes de classes et les intérêts de classes continuent aujourd'hui d'être à la base de toute action importante de Louis-Napoléon, comme nous allons le voir dans notre prochain article.

III

Répétons-le : Louis-Napoléon est arrivé au pouvoir, parce que la guerre ouverte entre les différentes classes de la société française au cours de ces quatre dernières années avait épuisé ces classes et mis en pièces leurs armées, et parce que, dans ces conditions, la lutte de ces classes ne pouvait plus, du moins temporairement, être menée que sur le terrain pacifique et légal, c'est-à-dire par la voie de la concurrence des organisations professionnelles et de tous les autres moyens de lutte pacifique grâce auxquels les antagonismes des classes s'expriment déjà en Angleterre depuis plus d'un siècle. Dans ces conditions, il est d'une certaine manière de l'intérêt de toutes les classes en concurrence, que domine ce que l'on appelle un *gouvernement fort*, celui-ci étouffant et écrasant les petites explosions locales et dispersées d'hostilité directe qui, sans amener à un résultat quelconque, troublent le développement de la lutte sous [156] sa nouvelle forme et freinent le rassemblement des forces pour une nouvelle bataille décisive. Cette circonstance peut expliquer d'une certaine manière pourquoi les Français en général se comportent indubitablement de manière pacifique vis-à-vis de leur actuel gouvernement. Naturellement nul ne peut dire combien de temps encore il faudra attendre pour que les deux classes - les ouvriers et les capitalistes - aient de nouveau rassemblé assez de force et de confiance en soi pour refaire surface et - chacune pour son propre compte - revendiquer ouvertement sa dictature sur la France. Mais de quelque façon que se développent aujourd'hui les événements, il est plus que probable que l'une ou l'autre de ces classes soit précipitée subitement dans la bataille et se retrouve de la sorte bientôt en lutte dans la rue, classe contre classe, bien avant que la force relative ou absolue des partis fasse escompter un tel heurt.

---

avancé des ouvriers, et la capitale réactionnaire de la France parcellaire arriérée. Il faudra la longue domination du bonapartisme pour briser le poids réactionnaire de la paysannerie parcellaire, qui a elle-même porté au pouvoir son pire ennemi.

En effet, si le parti révolutionnaire français, c'est-à-dire le parti ouvrier, devait attendre jusqu'à ce que la classe ouvrière soit de nouveau aussi forte qu'en février 1848, il devrait se préparer à une passivité soumise d'une bonne dizaine d'années - et cela il ne le fera certainement pas. Or, en même temps, un gouvernement comme celui de Louis-Napoléon se voit contraint, comme nous allons bientôt le voir, de se lancer lui-même, ainsi que la France, dans de si graves difficultés que seule une grande explosion révolutionnaire pourra finalement les résoudre. Nous ne voulons pas parler des possibilités d'une guerre, pas plus que d'autres circonstances qui peuvent, ou non, survenir, nous ne voulons parler que d'un événement qui surgira aussi sûrement que le soleil se lève le matin : c'est un bouleversement général dans le commerce et l'industrie. Le piètre commerce et les mauvaises récoltes de 1846 et 1847 ont eu pour conséquence la révolution de 1848, et l'on peut parier dix contre un qu'en 1853 le commerce du monde entier sera bien plus profondément touché et plus gravement perturbé que jamais auparavant [138]. Or aux yeux de [157] qui le navire sur lequel Louis-Napoléon vogue de-ci de-là est-il capable de tenir la mer lorsque la tempête se déchaînera immanquablement ?

Quoi qu'il en soit, jetons un coup d'œil sur la situation dans laquelle s'est trouvée la noblesse bâtarde au soir de sa victoire. Elle bénéficiait du soutien de l'armée, du clergé et de la paysannerie. A son coup de force s'étaient opposés la bourgeoisie (y compris les grands propriétaires fonciers) ainsi que les socialistes ou travailleurs révolu-

---

138 L'expérience devait apprendre à Engels que les cycles économiques avaient tendance à s'allonger historiquement. En 1892, Engels lui-même écrivait, à propos des cycles des crises industrielles au début du XIXe siècle, dans la préface à La *Situation des classes laborieuses en Angleterre :* « Dans le texte, nous fixons à cinq ans le cycle périodique des grandes crises industrielles. C'était effectivement la durée qui résultait apparemment du cours des événements de 1825 à 1842. Mais l'histoire de l'industrie de 1842 à 1868 a démontré que la véritable période est de dix ans, que les crises intermédiaires sont de nature secondaire et ont tendance à disparaître de plus en plus depuis 1842 ». En 1883, Engels expliquait en outre : « Le cycle de dix ans ne s'est clairement développé que depuis 1847 (à la suite de la production d'or californienne et australienne et, en conséquence, du parachèvement du marché mondial) ». (Lettre à Bebel du 10-il mai 1883).

En ce qui concerne le rapport entre crise économique et crise politique et sociale, cf. MARX-ENGELS, *Le Parti de classe,* t .1, p. 58.

tionnaires. Parvenu à la tête du gouvernement, il ne dut pas seulement conserver la faveur des partis qui l'avaient mis en place, niais encore, autant que possible, de ceux qui avaient été contre lui jusqu'ici, ou, s'il n'était pas en mesure de les gagner à sa cause, il devait au moins les concilier avec le nouvel état de choses.

En ce qui concerne l'armée, le clergé, les fonctionnaires du gouvernement et les membres de cette conjuration de chasseurs de postes dont il s'était entouré depuis longtemps déjà, il ne devait faire qu'une seule chose : corruption ouverte, argent sonnant et trébuchant, pillage systématique des moyens publics ; or, nous avons vu avec quelle promptitude Louis-Napoléon avait les mains pleines d'argent liquide ou comment en un clin d'œil il avait découvert des sinécures pour ses amis qui leur fournirent une brillante occasion de s'enrichir aussitôt. Ainsi de Morny, écrasé sous le poids de ses dettes, prit ses fonctions en étant aussi pauvre qu'un mendiant pour les quitter un mois plus tard, débarrassé de toutes ses dettes et riche d'une fortune que l'on qualifierait même à Belgrave Square [139] de « splendide [158] garantie d'une existence indépendante ». Mais c'est une tout autre affaire que de satisfaire la paysannerie, les grands propriétaires fonciers, les détenteurs de papiers d'État, les capitalistes, les fabricants, les armateurs, les marchands et épiciers et, finalement, le problème le plus ardu de ce siècle, la classe ouvrière. Malgré toutes les mesures de coercition du gouvernement, les intérêts de ces différentes classes restent aussi inconciliables qu'auparavant, bien qu'il n'existe plus ni presse, ni parlement, ni plate-forme de réunion pour rendre publique cette désagréable donnée de fait ; quoi qu'un gouvernement puisse jamais faire pour telle ou telle classe, il lui faut pour cela léser les intérêts de telle autre. Quoi que puisse faire aussi Louis-Napoléon, il se heurtera partout et toujours à une seule et même question : « Qui paiera l'addition ? » - question qui a renversé plus de gouvernements que toutes les questions de milice, de réforme, etc., prises ensemble. Et bien que Louis-Napoléon ait déjà fait contribuer pour une bonne part son pré-

---

[139] Quartier résidentiel de l'aristocratie et de la grande bourgeoisie de Londres.

décesseur Louis-Philippe [140] afin de payer l'addition, celle-ci n'est pas encore réglée, loin de là.

Nous commencerons notre prochain article [141] avec une esquisse sur la situation des différentes classes sociales en France, et nous en profiterons pour étudier de quels moyens dispose l'actuel gouvernement pour améliorer leurs conditions. Nous établirons, en outre, ce que ce gouvernement a déjà entrepris dans ce sens et entreprendra vraisemblablement à l'avenir. Ainsi réunirons-nous des matériaux qui nous permettront de tirer de justes conclusions sur la position et les chances de l'homme qui fait actuellement de son mieux pour discréditer le nom de Napoléon.

[159]

Critique de la social-démocratie et du proudhonisme

Retour à la table des matières

Dans les journées de juin [1848], personne n'avait lutté plus fanatiquement pour la sauvegarde de la propriété et le rétablissement du crédit que les petits-bourgeois parisiens, cafetiers, restaurateurs, marchands de vin, petits commerçants, boutiquiers, artisans, etc. [142]. Ras-

[140] Le 22 janvier 1852, Louis Bonaparte avait décrété la confiscation de la propriété de la maison d'Orléans. Cette mesure toucha également l'ancien roi Louis-Philippe, duc d'Orléans.

[141] Le journal chartiste *Notes to the People* cessa de paraître le 24 avril 1852. Le quatrième article, dont parle Engels, n'a pu être retrouvé.

[142] Cf. MARX, *Les Luttes de classes en France* (1848-1850), chap. III.

Cet ouvrage né dans le feu même de la lutte de classe condamne définitivement pour la France la petite bourgeoisie. Celle-ci cesse désormais de jouer tout rôle progressif dans l'histoire ultérieure du mouvement ouvrier français. Comme on le voit, il ne s'agit pas d'un jugement abstrait contre une semi-classe, qui oscille entre prolétariat et bourgeoisie et finit par rejoindre cette dernière dans la lutte politique contre le premier ; l'histoire même, à un certain niveau de la lutte, prononce cet arrêt.

Les derniers textes de cette partie tirent la conclusion des événements de toute cette période historique en ce qui concerne la nature des différentes fractions ouvrières alors en présence dans le champ politique.

semblant toutes ses forces, la boutique avait marché contre la barricade pour rétablir la circulation qui mène de la rue à la boutique. Mais derrière la barricade, il y avait les clients et les débiteurs, devant elle les créanciers de la boutique. Et quand les barricades furent renversées et les ouvriers écrasés, quand les gardiens des magasins, dans l'ivresse de la victoire, se précipitèrent à nouveau vers leurs boutiques, ils en trouvèrent l'entrée barricadée par un sauveur de la propriété, un agent officiel du crédit qui leur présentait ses lettres comminatoires : traite échue, terme échu, billet [160] échu, boutique déchue, boutiquier déchu 1 [...] Les petits-bourgeois reconnurent avec effroi qu'ils s'étaient livrés sans résistance aux mains de leurs créanciers en battant les ouvriers. Leur banqueroute, qui se traînait chroniquement depuis Février et en apparence ignorée, fut déclarée publique après Juin.

On ne leur avait laissé tranquille leur *propriété nominale* que le temps de les jeter sur le champ de bataille *au nom de la propriété.* Maintenant qu'on avait réglé la grande affaire avec le prolétariat, on pouvait régler également à son tour le petit compte avec l'épicier...

En face de la bourgeoisie coalisée, s'était constituée [en 1848] une coalition entre petits-bourgeois et ouvriers, le prétendu *parti social-démocrate* [143]. Les petits-bourgeois s'étaient vus mal récompensés au

---

Pour la période qui s'ouvre après 1850, deux formations garderont une influence sur le prolétariat français et, de fait, joueront un rôle essentiel dans la Commune de 1871 : le *proudhonisme* et le *blanquisme.* Marx et Engels le prévoient dès 1850. Leur jugement plus nuancé sur les proudhoniens (le parti des travailleurs de tendance petite-bourgeoise en évolution vers les formes modernes) que les blanquistes (le parti ouvrier proprement dit de l'époque conspirative) annonce quelles seront les possibilités d'évolution réelle de ces deux fractions du mouvement ouvrier de cette époque vers le parti révolutionnaire du prolétariat moderne.

En ce sens, ces textes font la liaison avec ceux de la période de l'Internationale et de la Commune.

143 Cf. MARX, *Le 18-Brumaire de Louis Bonaparte*, chap. III. A la suite de la victoire de la bourgeoisie en juin 1848, une grande partie de la petite bourgeoisie était menacée de ruine ou devait se soumettre complètement au capital pour poursuivre ses affaires. Elle s'efforça donc de conclure une alliance nouvelle avec le prolétariat. Marx analyse dans ce fragment les « possibilités historiques d'une telle alliance ». La petite bourgeoisie devient de plus en plus démocrate et de moins en moins sociale : « Mais le démocrate, parce

lendemain des journées de juin 1848. Ils voyaient leurs intérêts matériels menacés et les garanties démocratiques, qui devaient leur assurer la satisfaction de ces intérêts, mises en question par la contre-révolution. Aussi se rapprochèrent-ils des ouvriers. D'autre part, leur représentation parlementaire, la Montagne, tenue [161] à l'écart pendant la dictature des républicains bourgeois, avait, pendant la seconde moitié de l'existence de la Constituante, grâce à sa lutte contre Bonaparte et les ministres royalistes, reconquis sa popularité perdue. Elle avait conclu une alliance avec les chefs socialistes. En février 1849, on organisa des banquets de réconciliation. On esquissa un programme commun, on créa des comités électoraux communs et l'on présenta des candidats communs. *On enleva aux revendications sociales du prolétariat leur pointe révolutionnaire et on leur donna une tournure démocratique* [144]. On enleva aux revendications démocratiques de la petite bourgeoisie leur forme purement politique et on fit ressortir leur pointe socialiste. C'est ainsi que fut créée la *social-démocratie*. La nouvelle Montagne, qui fut le résultat de cette combinaison, comprenait, à part quelques figurants tirés de la classe ouvrière et quelques sectaires socialistes, les mêmes éléments que l'ancienne Montagne, mais numériquement plus forts. *À vrai dire, elle s'était modifiée, au cours du développement, de même que la classe qu'elle représentait* [145]. Le caractère propre de la social-démocratie se résumait en ce qu'elle réclamait des institutions républicaines démocratiques comme moyen, *non pas de supprimer les deux extrêmes, le*

---

qu'il représente la petite bourgeoisie, par conséquent une *classe intermédiaire*, au sein de laquelle s'émoussent les intérêts de deux classes opposées, s'imagine être au-dessus des antagonismes de classe. Les démocrates reconnaissent qu'ils ont devant eux une classe privilégiée, mais eux avec tout le reste de la nation, ils constituent le *peuple*. Ce qu'ils représentent, c'est le *droit du peuple*, ce qui les intéresse, c'est *l'intérêt du peuple*. Ils n'ont donc pas besoin, avant d'engager la lutte, d'examiner les intérêts et les positions des autres classes. [...] En tout cas, le démocrate sort de la défaite la plus honteuse tout aussi pur qu'il était innocent lorsqu'il est entré dans la lutte, avec la conviction nouvelle qu'il doit vaincre, non pas parce que lui et son parti devront abandonner leur ancien point de vue, mais parce que, au contraire, les conditions devront mûrir. » *(Ibid.)*

144 Souligné par nous.

145 Souligné par nous.

capital et le salariat, mais d'atténuer leur antagonisme et de le transformer en harmonie ... [146]

Nous avons vu qu'en mars et en avril [1848] les chefs démocrates firent tout ce qui était en leur pouvoir pour impliquer le peuple de Paris dans un semblant de lutte, et qu'après le 8 mai ils firent tout leur possible pour le détourner d'une lutte véritable [147]. Nous ne devons pas oublier, en outre, que l'année 1850 fut l'une des plus brillantes et des plus prospères de l'industrie et du commerce, autrement dit, le prolétariat connaissait le plein emploi. Ce fut donc seulement la loi électorale du 31 mai 1850 qui l'exclut de toute participation au pouvoir politique. Elle le coupa même du champ de bataille et rejeta les ouvriers dans la situation de parias qu'ils occupaient avant la révolution de février. En se laissant diriger par les démocrates dans un tel événement et en allant jusqu'à oublier l'intérêt révolutionnaire [162] de leur classe pour un bien-être éphémère, les ouvriers renoncèrent à l'honneur d'être une puissance conquérante, s'abandonnèrent à leur sort et démontrèrent que la défaite de juin 1848 les avaient rendus, pour des années, impropres à la lutte, et que le processus historique devait de nouveau se poursuivre *au-dessus* de leurs têtes. Quant à la démocratie petite-bourgeoise, qui s'était écriée le 13 juin : « Mais que l'on ose donc toucher au suffrage universel, et l'on verra ! », ils se consolèrent en se disant que le coup contre-révolutionnaire qui les avait frappés n'était pas un coup, et que la loi du 31 mai n'était pas une loi...

[En juin 1848], aux côtés du prolétariat, il n'y avait personne d'autre que lui-même [148]. Plus de 3 000 insurgés furent massacrés après la victoire, et 15 000 déportés sans jugement. Cette défaite rejeta le prolétariat à *l'arrière-plan* de la scène révolutionnaire. Il s'efforça de reprendre sa place en avant chaque fois que le mouvement sembla prendre un nouvel élan, mais chaque fois avec une énergie diminuée et un résultat plus faible. Dès que l'une des couches sociales placées au-dessus de lui entre en fermentation révolutionnaire, le prolétariat

146 Souligné par nous.

147 Cf. MARX, Le 18-Brumaire de Louis Bonaparte, 1852, chap. IV.

148 Cf. MARX, *Le 18-Brumaire de Louis Bonaparte*, chap. 1.

conclut une alliance avec elle et partage ainsi toutes les défaites que subissent les uns après les autres les différents partis. Mais ces coups successifs s'affaiblissent de plus en plus à mesure qu'ils se répartissent davantage sur toutes les couches de la société. Ses principaux chefs à l'Assemblée nationale et dans la presse sont, les uns après les autres, livrés aux tribunaux et remplacés par des figures de plus en plus équivoques. Pour une part, il se jette dans des *expériences doctrinaires, banques d'échange et associations ouvrières, c'est-à-dire dans un mouvement où il renonce à transformer le vieux monde à l'aide des grands moyens qui lui sont propres, mais cherche, tout au contraire, à réaliser son affranchissement, pour ainsi dire, derrière le dos de la société, de façon privée, dans les limites restreintes de ses conditions d'existence, et, par conséquent, échoue nécessairement.* Il semble ne pouvoir ni retrouver en lui-même la grandeur révolutionnaire, ni puiser, dans les alliances nouvelles conclues par lui, une [163] énergie nouvelle, jusqu'à ce que *toutes les classes* contre lesquelles il a combattu en juin gisent sur le sol.

Tous les fondateurs de sectes socialistes appartiennent à une période où la classe ouvrière elle-même n'était pas suffisamment entraînée et organisée par le développement même de la société capitaliste pour faire sur la scène mondiale une entrée historique, à une période où, d'ailleurs, les conditions matérielles de son émancipation n'étaient pas suffisamment mûres dans le vieux monde lui-même [149]. Sa misère existait, mais les conditions de son propre mouvement n'existaient pas encore. Les fondateurs de sectes utopistes, tout en annonçant, par leur critique de la société de leur temps, le but du mouvement social, l'abolition du salariat et de toutes ses conditions économiques de domination de classe, ne trouvaient ni dans la société même les conditions matérielles de sa transformation, ni dans la classe ouvrière le pouvoir organisé et la conscience du mouvement. Ils essayaient de pallier les conditions historiques du mouvement par des tableaux et des plans chimériques d'une nouvelle société ; en propager l'idée leur paraissait le véritable moyen de salut. A partir du moment où le mouvement de la classe ouvrière devint une réalité, les chimères utopiques s'évanoui-

---

[149] Cf. MARX, « Premier essai de rédaction », *La Guerre civile en France (1871).*

rent non point parce que la classe ouvrière avait abandonné le but indiqué par les utopistes, mais parce qu'elle avait découvert les moyens réels d'en faire une réalité. A la place de ces utopies, apparaissaient une perception réelle des conditions historiques du mouvement et une organisation militaire de plus en plus forte de la classe ouvrière. Mais les deux fins dernières du mouvement qu'avaient proclamées les utopistes sont celles que proclament la révolution et l'Internationale ouvrière. Seuls les moyens diffèrent, et les conditions réelles du mouvement ne se perdent plus dans les nuages des fables utopistes...

Explication économique du proudhonisme réactionnaire

Retour à la table des matières

Le procès de la valeur d'échange que développe la circulation ne respecte pas seulement la liberté et l'égalité : il les produit et leur sert de base réelle... [150]

[164]

Voici de quelle nature est l'erreur de ces socialistes, en France notamment. Ceux-ci entendent démontrer que le socialisme est la réalité bourgeoise de la Révolution française, alors que celle-ci ne les a même pas découvertes, mais les a simplement mises en circulation. Ainsi ils s'échinent aussi à démontrer qu'à l'origine (dans le temps) ou dans son concept (lorsque sa forme est adéquate) la valeur d'échange est un système de liberté et d'égalité pour tous les hommes, mais qu'il

---

150 Cf. MARX, *Grundrisse*, 10/18, t. II, p. 13-18.

Dans cet extrait, Marx explique comment « les socialistes proudhoniens, par leur nature petite-bourgeoise, veulent l'impossible, c'est-à-dire les conditions de la vie bourgeoise sans les conséquences *nécessaires* de ces conditions... » Donc, « il n'est que la contradiction sociale, mise en action. Il veut justifier par la théorie ce qu'il est en pratique, et M. Proudhon a le mérite d'être l'interprète scientifique de la petite bourgeoisie française, ce qui est un mérite réel, parce que la petite bourgeoisie sera partie intégrante de toutes les révolutions sociales qui se préparent ». (Cf. Marx à Annenkov, 28 décembre 1846, trad. fr. : *Œuvres de Karl Marx, Économie I,* édition établie par M. Rubel, La Pléiade, 1963, p. 1438-1451.)

s'est trouvé faussé par l'argent, le capital, etc. Ils affirment en conséquence que l'histoire a été jusqu'ici une suite de tentatives avortées de réaliser ces idées conformément à leur essence véritable. Par exemple, Proudhon aurait découvert une panacée qui permettrait à l'histoire authentique de ces idées de prendre la place de leur idée falsifiée.

En réalité, le système de la valeur d'échange, et mieux encore le système monétaire, est le système de la liberté et de l'égalité. Les contradictions survenues dans le développement ultérieur en sont des contradictions immanentes, ce sont des implications de cette propriété, de cette liberté et de cette égalité. En effet, celles-ci se muent, ça et là, en leur contraire. Vouloir que la valeur d'échange ne se développe pas de marchandise et d'argent en capital, ou que le travail produisant des valeurs d'échange n'aboutisse pas au travail salarié, c'est un vœu aussi pieux que niais.

Voici ce qui distingue ces socialistes des apologistes de la bourgeoisie : c'est, d'une part, le sentiment des contradictions du système, d'autre part, leur utopisme qui les empêche de saisir la différence entre la forme réelle et la forme idéale de la société bourgeoise, et les pousse à se lancer dans des entreprises vaines, telle que la mise en pratique [165] des idéaux de cette société, qui sont purement et simplement l'image réfléchie de la réalité existante.

Le parti révolutionnaire blanquiste

Retour à la table des matières

La marche de la révolution avait si rapidement mûri les conditions que les amis de la Réforme de toutes nuances et que les revendications les plus modestes des classes moyennes furent contraints de se grouper autour du parti subversif le plus extrême - autour du *drapeau rouge* [151].

---

[151] Cf. MARX, *Les Luttes de classes en France (1848-1850)*, chap. III.

Enfin, Marx passe en revue les différents types de socialisme surgis de la lutte des classes, en les reliant à leur base économique - aux différents intérêts des classes en présence - pour les écarter l'un après l'autre et arriver au parti blanquiste, qui représente alors le mouvement réel du prolétariat révolutionnaire.

Cependant aussi varié que fût le *socialisme* des diverses grandes fractions de l'anarchie, selon les conditions économiques et les besoins globaux de leur classe ou de leur fraction de classe qui en découlaient, il était d'accord sur un point : proclamer qu'il est le *moyen d'émanciper le prolétariat* et que cette *émancipation est son but.* Ce fut une tromperie voulue chez les uns et une illusion chez les autres, qui proclamèrent que le monde transformé selon leurs besoins était le meilleur des mondes pour tous et la réalisation de toutes les revendications révolutionnaires ainsi que l'élimination de tous les heurts révolutionnaires.

Sous les phrases générales, assez semblables, du *parti de l'anarchie* se dissimule le *socialisme du « National »,* de *La Presse* et du *Siècle* qui veut, avec plus ou moins de conséquence, renverser la domination de l'aristocratie financière et libérer l'industrie et le commerce des chaînes qui les entravaient jusqu'ici. Il s'agit donc du socialisme de l'industrie, du commerce et de l'agriculture, dont les régents dans le parti de l'ordre renient les intérêts pour autant qu'ils ne sont pas en harmonie avec leurs monopoles privés. De ce *socialisme bourgeois* qui - comme chacune des variétés de socialisme - rallie naturellement une fraction des ouvriers et des petits-bourgeois, se distingue le *socialisme petit-bourgeois* proprement dit, le socialisme par excellence.

[166]

Or le capital comme *créancier* persécute principalement cette classe qui réclame des *instituts de crédit* ; il l'écrase par la concurrence, et elle demande des *associations* soutenues par l'État ; il l'accable par la *concentration,* et elle demande des *impôts progressifs,* des restrictions à l'héritage, la prise en charge par l'État des grands travaux et d'autres mesures qui *entravent par la force la croissance du capital.* Étant donné qu'elle rêve d'une instauration pacifique de son socialisme - abstraction faite peut-être d'une seconde révolution de février de quelques jours - le procès historique de demain lui apparaît naturellement comme *l'application de systèmes* que les penseurs de la société, soit de concert, soit isolément, conçoivent ou ont conçu. De la sorte les petits-bourgeois deviennent les adeptes ou les arrangeurs éclectiques des *systèmes* socialistes, du *socialisme doctrinaire,* qui ne fut l'expression théorique du prolétariat qu'aussi longtemps que celui-ci

n'était pas encore suffisamment développé pour un libre développement historique et autonome.

Ainsi donc, tandis que *l'utopie*, le *socialisme doctrinaire*, qui subordonne l'ensemble du mouvement à l'une de ses phases, qui substitue l'activité cérébrale du pédant à la production collective et sociale, et surtout élimine par l'imagination la lutte révolutionnaire des classes avec ses nécessités, au moyen de mesquins artifices et de bons sentiments ; tandis que ce socialisme doctrinaire, qui se borne au fond à idéaliser l'actuelle société en en reproduisant une image sans ombre aucune et prétend réaliser son idéal en dépit de la réalité sociale, le prolétariat abandonne ce socialisme à la petite bourgeoisie. Tandis que la lutte entre les différents chefs socialistes fait apparaître que chacun des soi-disant systèmes n'est que la défense prétentieuse d'une des phases de transition de la révolution sociale contre une autre, le *prolétariat* se groupe de plus en plus autour du *socialisme révolutionnaire*, autour du *communisme* pour lequel la bourgeoisie elle-même a inventé le nom de *Blanqui*.

Ce socialisme proclame *la permanence de la révolution* et la *dictature de classe* du prolétariat comme point de transition nécessaire pour *éliminer les différences de classes en général*, les rapports de production sur lesquels elles reposent, et toutes les relations sociales correspondant à ces rapports de production, et enfin révolutionner toutes les idées qui émanent de ces rapports sociaux.

[167]

L'espace réservé à cet exposé ne permet pas de développer davantage cette question.

Révolution et conspiration

Retour à la table des matières

Le véritable titre de cet ouvrage est : *le policier déçu* [152].

152 Cf. MARX-ENGELS, La Nouvelle Gazette rhénane - Revue politique et économique, IV, avril 1850, compte rendu des ouvrages suivants : A. CHENU, Les Conspirateurs. Les sociétés secrètes. La préfecture de police sous

Il en ressort qu'une authentique révolution est exactement le contraire de l'idée que s'en fait le mouchard de police qui, en accord avec les « hommes d'action », ne voit dans chaque révolution que l'œuvre d'une petite clique. Alors que tous les mouvements plus ou moins arbitrairement provoqués par une coterie ne sont restés que de simples émeutes, il ressort de l'exposé de la Hodde, d'une part, [168] que les *républicains officiels* désespéraient encore dans les premiers jours de février 1848 de conquérir la République et, d'autre part, que la *bourgeoisie* dut aider à conquérir la République, sans la vouloir ; autrement dit, la République de février était nécessairement suscitée par les circonstances qui poussa dans les rues la masse du prolétariat restée en dehors de toute coterie, et tint la majorité de la bourgeoisie à la maison, obligeant le reste à une action commune avec le prolétariat.

Ce que de la Hodde nous apprend par ailleurs est extrêmement mince et se réduit aux commérages de la plus grande banalité. Une seule scène est intéressante : la réunion des démocrates officiels dans le local de *La Réforme* le 21 février au soir : les chefs se prononcèrent avec force contre une attaque violente. Par ailleurs, le contenu de leurs discours témoigne en gros qu'ils avaient encore une vision juste des

---

Caussidière. Les corps francs, Paris, 1850 ; Lucien de la HODDE, La Naissance de la République en février 1848.

Dans cet écrit, Marx-Engels exposent, par opposition au putschisme, la conception marxiste de la révolution *de classe* à partir de l'expérience de la révolution de 1848 du prolétariat français - et en l'occurrence du matériel littéraire des témoins immédiats de l'autre camp.

Au moment où ils vont conclure un pacte d'alliance avec les blanquistes et les chartistes de l'aile extrême pour former la *Société universelle des communistes révolutionnaires,* ils affirment donc avec force que la révolution n'est pas le fait d'une minorité - encore que celle-ci y joue un certain rôle d'avant-garde et de moteur - mais est essentiellement un fait de classe.

Désormais le mouvement ouvrier français doit être un mouvement de classe au sens moderne du marxisme. Lorsque Napoléon III traînera devant les tribunaux les sections françaises de la Ie Internationale, Marx se souvenant de la démonstration révolutionnaire du prolétariat français de 1848 lancera, au nom du Conseil central de l'A.I.T., l'adresse du 24 avril 1870 dans lequel il proclame : « S'il y a conspiration de la part de la classe ouvrière, qui forme la grande masse des nations, crée toutes les richesses et au nom de laquelle tout pouvoir, même usurpateur, prétend régner, c'est en public que cela se passe, comme le soleil conspire contre les ténèbres, avec la pleine conscience qu'en dehors de son champ d'activité, il n'est aucun pouvoir légitime. »

faits. Ce qui est ridicule, c'est leur grandiloquence et leur prétention ultérieure d'avoir suscité la révolution à l'avance, consciemment et intentionnellement. Au reste, le pire que de la Hodde ait pu dire d'eux, c'est qu'ils l'aient toléré aussi longtemps parmi eux...

On connaît le penchant des peuples latins aux conjurations et le rôle qu'elles ont joué dans l'histoire moderne de l'Espagne, de l'Italie et de la France. Après les défaites des conjurés espagnols et italiens au début des années 1820, Lyon et surtout Paris sont devenus les centres de liaison révolutionnaires. On sait que jusqu'en 1830 les bourgeois libéraux étaient à la tête des conjurations contre la Restauration. Après la révolution de Juillet, les bourgeois républicains prirent leur place ; le prolétariat, déjà formé à la conspiration sous la Restauration, apparut à l'avant-scène dans la mesure où les bourgeois républicains, effrayés par les combats de rue pourtant vains, reculaient devant les conspirations. La *Société des Saisons* avec laquelle Blanqui et Barbès firent les émeutes de 1830 était déjà exclusivement prolétarienne [153], tout comme l'étaient, après la défaite, les [169] *Nouvelles Saisons* [154] à la tête desquelles se trouvait Albert, et auxquelles participèrent Chenu, de la Hodde, Caussidière, etc. La conjuration se tint toujours, par l'intermédiaire de ses chefs, en relation avec les éléments petits-bourgeois de *La Réforme,* tout en préservant son autonomie. Ces conspirations n'englobèrent jamais, naturellement, la grande masse du prolétariat parisien, mais se limitèrent à un effectif relativement petit, toujours changeant, de membres qui se composaient soit de conjurés des vieilles et stables sociétés existant depuis longtemps, soit d'ouvriers nouvellement recrutés.

---

153 On le voit, le mouvement politique du prolétariat commence avec les moyens politiques qui lui sont légués par d'autres classes. Le mouvement syndical reprit à ses débuts aussi bien les formes d'organisation du passé (formes des corporations, des guildes, etc.) que des moyens d'action individuels (arrosage au vitriol, meurtres, etc.) : cf. MARX-ENGELS, *Le Syndicalisme*, Maspero, 1972, vol. I, p. 26-36. Après une phase profonde de recul, le mouvement ouvrier annonce sa reprise par ces mêmes moyens, qui ne sont donc nullement condamnables *en soi*. Il est normal cependant qu'à mesure qu'elle s'organise la classe donne un caractère plus systématique, plus collectif, plus combiné à son action.

154 Les *Nouvelles Saisons* furent créées en 1839 après la destruction de la *Société des Saisons.* Elles étaient sous l'influence prolétarienne de Babeuf et de Dézamy.

Parmi les vieux conjurés, Chenu ne mentionne exclusivement qu'une seule catégorie, à laquelle il appartient lui-même : les *conspirateurs de profession.* Avec la formation et le développement des conspirations prolétariennes, le besoin se fit sentir d'une division du travail. Il y eut, d'une part, les conspirateurs d'occasion, c'est-à-dire des ouvriers qui ne conspiraient qu'en dehors de leur occupation habituelle, n'assistaient qu'aux réunions et se tenaient prêts à apparaître au centre de rassemblement sur ordre des chefs ; d'autre part, les conspirateurs de profession qui consacraient toute leur activité à la conjuration et en vivaient. Ils formaient la couche intermédiaire entre les ouvriers et les chefs et passaient même en contrebande dans la direction.

Le mode de vie de cette catégorie détermine d'emblée tout son caractère. La conspiration prolétarienne ne leur offre naturellement que des moyens d'existence très limités et incertains. Ils sont donc constamment obligés d'attaquer la caisse de la conjuration. Certains d'entre eux entrent directement en conflit et en heurt avec la société bourgeoise en général et apparaissent avec plus ou moins de dignité devant les tribunaux de police. Leur existence incertaine, puisque dépendant pour chacun pris à part d'une activité occasionnelle ; leur vie déréglée, dont les seuls points fixes sont les boutiques des marchands de vin, ces maisons de rendez-vous des conjurés ; leurs inévitables liaisons avec [170] toute sorte d'individus louches, tout cela les place dans les cercles que l'on appelle à Paris la *bohème.* Ces bohémiens démocrates d'origine prolétarienne - car il existe aussi une bohème démocratique d'origine bourgeoise, les traînards démocratiques et piliers d'estaminet - sont ou bien des ouvriers qui ont abandonné leur métier et sont tombés en complète dissolution, ou bien des sujets qui proviennent du lumpenprolétariat, sous-prolétariat, et dont toutes les habitudes dissolues de cette classe se retrouvent dans leur nouvelle existence. On comprend que, dans ces conditions, une paire de repris de justice se trouvent mêlés presque à chaque procès de conspiration.

Toute la vie de ces conspirateurs de profession porte la marque de la bohème. Comme officiers de recrutement de la conjuration, ils vont de marchand de vin en marchand de vin, prennent le pouls des ouvriers, choisissent les individus en les cajolant afin de les faire entrer dans la conjuration et, pour ce faire, font payer les litres de l'inévitable consommation, soit à la caisse de la société, soit à leur nouvel ami. Le marchand de vin est leur véritable père aubergiste. C'est chez lui que

le conjuré se retrouve le plus souvent ; il y a rendez-vous avec ses compères, avec les individus de sa section, avec ceux qu'il s'efforce de recruter ; c'est ici enfin qu'ont lieu les réunions secrètes des sections et des chefs de sections (groupes). Le conspirateur, ayant de toute façon une nature joyeuse comme tous les prolétaires parisiens, évolue et se développe dans cette atmosphère constante de bistrot jusqu'à devenir un parfait bambocheur. Le sombre conspirateur, qui fait montre dans les réunions secrètes d'une rigueur et d'une vertu à la spartiate, se transforme subitement en un habitué bien connu des bistrots, qui sait fort bien apprécier le vin et la compagnie des dames. Cet humour de cabaret est encore accru par les perpétuels dangers auxquels est soumis le conspirateur : à chaque instant il peut être appelé aux barricades et y tomber ; au moindre de ses pas, la police lui tend un piège qui peut l'amener en prison aussi bien qu'aux galères. De tels périls pimentent sa carrière et en font le charme : plus l'incertitude est grande, plus le conspirateur s'empresse de retenir la jouissance du moment. En même temps, l'habitude du danger le rend au plus haut degré indifférent à la vie et à la liberté. Il est à la maison aussi bien chez le marchand de vin qu'en prison. Tous les jours il attend l'ordre pour le grand coup. L'audace folle et désespérée, [171] qui apparaît dans chaque insurrection de Paris, lui est insufflée précisément par ces vieux conspirateurs de profession, ces hommes des coups de main. Ce sont eux qui dressent et commandent les premières barricades, organisent la résistance, le pillage des armureries, dirigent l'enlèvement des armes et munitions dans les maisons et exécutent les coups de main les plus audacieux en pleine émeute et jettent si souvent la confusion dans le parti gouvernemental. En un mot, ce sont les officiers de l'insurrection.

On saisit que ces conspirateurs ne se limitent pas à organiser le prolétariat révolutionnaire en général. Leur tâche consiste à anticiper le processus de développement révolutionnaire, de le pousser artificiellement à la crise, d'improviser une révolution sans que les conditions en existent. À leurs yeux, la seule condition de la révolution est l'organisation suffisante de leur conjuration. Ce sont les alchimistes de la révolution, et ils partagent entièrement la confusion des idées, le simplisme et les conceptions arrêtées des vieux alchimistes. Ils se lancent dans les inventions qui doivent effectuer des miracles révolutionnaires : bombes incendiaires, machines infernales à l'effet magique ;

émeutes qui doivent agir de manière d'autant plus miraculeuse et surprenante qu'elles ont moins de fondements rationnels. Préoccupés de fabriquer de tels projets, ils n'ont pas d'autre but que le prochain renversement du gouvernement en place et ils méprisent au plus haut point la préparation théorique des ouvriers sur la base de leurs intérêts de classe. D'où leur rage plébéienne - et non prolétarienne - contre les *habits noirs** qui sont plus ou moins instruits et défendent cet autre aspect du mouvement, et dont ils ne peuvent cependant, en tant que représentants officiels du parti, se rendre entièrement indépendants. En outre, les habits noirs doivent leur servir de temps à autre de source d'argent. Dans ces conditions, on comprend que les conspirateurs doivent suivre le développement du parti révolutionnaire avec sympathie en même temps qu'antipathie.

Le trait essentiel de la vie du conspirateur, c'est la lutte contre la police, avec laquelle il a exactement le même rapport que les voleurs et les prostituées. La police ne tolère pas seulement les conspirations comme un mal nécessaire : elle les tolère comme centres faciles à surveiller, comme ateliers de l'émeute, qui est devenue en France un moyen de gouvernement au même titre que la police, et enfin comme lieux de recrutement pour ses propres mouchards [172] politiques. De même que les plus efficaces attrapeurs de filous - les Vidocq et consorts - sont tirés de la classe des petits et grands voyous, des voleurs, escrocs et faux banqueroutiers qui retombent souvent de nouveau dans leur vieux métier, de même la basse police politique se recrute parmi les conspirateurs de profession. Les conspirateurs gardent constamment le contact avec la police, ils entrent à tout moment en collision avec elle ; ils font la chasse aux mouchards, comme les mouchards font la chasse aux conspirateurs. L'espionnage est l'une de leurs occupations principales. Dans ces conditions, il n'est pas étonnant de constater si souvent que s'effectue le petit saut qui sépare le conspirateur artisanal de l'espion de police stipendié, saut facilité par la misère et la prison, par les menaces et les promesses. D'où le système démesuré de suspicion dans les conjurations qui aveugle totalement les conjurés et leur fait chercher parmi leurs meilleurs éléments le mouchard, et parmi les mouchards leur meilleur élément. Il saute aux yeux que les espions recrutés parmi les conspirateurs se laissent aller à contacter la police en croyant de bonne foi pouvoir la duper - ce qui leur réussit pendant un certain temps en pratiquant le double jeu, jusqu'à ce qu'ils

succombent aux conséquences de leur premier pas, et n'empêche pas que la police ne soit bien souvent, elle aussi, dupée par eux. Au reste, il dépendra souvent de circonstances purement fortuites ou d'une différence plus quantitative que qualitative de fermeté de caractère, qu'un tel conspirateur tombe dans les filets de la police.

Tels sont les conspirateurs que Chenu nous présente de manière très vivante et dont il nous dépeint le caractère, tantôt avec complaisance, tantôt avec malveillance. Au reste, il est lui-même l'image la plus frappante d'un conspirateur de profession, avec ses relations pas tout à fait claires avec la police de Delessert ou de Marrast.

À mesure que le prolétariat parisien entre lui-même en scène en tant que parti, ces conspirateurs perdirent leur influence dirigeante, furent dispersés et trouvèrent une dangereuse concurrence dans les sociétés secrètes prolétariennes, qui ne se proposaient pas comme but immédiat l'insurrection, mais l'organisation et la formation du prolétariat. Déjà l'insurrection de 1839 avait un caractère nettement prolétarien et communiste. Mais après elle, il y eut des scissions à propos desquelles les vieux conspirateurs se désolent vivement. Or il s'agissait de scissions qui découlaient [173] ou bien d'un besoin des ouvriers, ceux-ci devant s'entendre sur leurs intérêts de classe, ou bien de l'état des vieilles conjurations, ou bien enfin des nécessités des nouvelles sociétés de propagande. L'agitation communiste que Cabet entreprit avec force aussitôt après 1839, les polémiques qui s'élevèrent au sein même du parti communiste, débordèrent le cadre étroit des conspirateurs. Chenu comme de la Hodde reconnaissent que les communistes étaient de loin la fraction la plus puissante du prolétariat révolutionnaire à l'époque de la révolution de février. Les conspirateurs, afin de ne pas perdre leur influence sur les ouvriers et, par-là, leur contrepoids vis-à-vis des *habits noirs**, durent suivre ce mouvement et adopter des idées socialistes ou communistes [155]. C'est ainsi que dès la

155 Dans *Les Principes du communiste* de 1847 (cf. trad. fr. : *Le Manifeste communiste,* éd. Costes, 1953, p. 160-162 et p. 163), Engels distingue entre les communistes et les socialistes. Pour ce qui est des *socialistes bourgeois, ils* devront être combattus assidûment par les communistes : « La troisième catégorie se compose des socialistes démocrates qui, de la même façon que les communistes, veulent une partie des mesures indiquées à la question 8, mais à titre non pas de transition au communisme, mais de mesures qui suffiraient à supprimer la misère et à faire disparaître les tares de la société ac-

révolution de février surgit l'opposition des conjurations ouvrières, représentées par Albert, aux gens de *La Réforme*, opposition qui se reproduisit bientôt dans le gouvernement provisoire. Cependant, il ne nous viendrait pas à l'idée de confondre Albert avec ces conspirateurs. Il ressort des deux ouvrages [dont Marx-Engels rendent compte ici] qu'Albert a su affirmer [174] une position personnelle, indépendante de tous ceux qui furent ses instruments, et n'appartient aucunement à la catégorie des individus qui ont fait de la conspiration leur moyen d'existence.

L'histoire de la conjuration des bombes incendiaires [156] de 1847, dans laquelle la police était mêlée plus que jamais auparavant, désagrégea enfin les vieux conspirateurs les plus acharnés et les plus têtus, et précipita toutes leurs sections existantes dans le mouvement directement prolétarien.

Ces conspirateurs de profession, les gens les plus violents de leurs sections et les *détenus politiques** d'origine prolétarienne, en majeure partie des vieux conspirateurs, nous les retrouvons, après la révolution de février, comme Montagnards, installés à la préfecture de police. Les conspirateurs forment le noyau de toute cette bande. On comprend que ces gens, subitement armés et regroupés ici, devaient for-

---

tuelle. Ces *socialistes* démocrates sont ou bien des prolétaires qui ne sont pas encore suffisamment instruits des conditions d'affranchissement de leur classe ou bien des représentants de la petite bourgeoisie, classe qui, d'ici la conquête de la démocratie et des mesures socialistes en résultant, ont, à beaucoup d'égards, les mêmes intérêts que les prolétaires. Aussi les communistes devront-ils s'entendre avec ces socialistes démocrates aux heures d'action et suivront-ils d'ailleurs pour le moment une politique le plus possible commune avec eux, dans la mesure où ces socialistes ne marcheront pas au service de la bourgeoisie régnante et n'attaqueront pas les communistes. L'action commune n'exclut pas la discussion des divergences qui les séparent de ceux-ci - c'est évident. »

Dans la préface anglaise de 1888 du *Manifeste*, Engels revient sur la distinction entre socialistes et communistes, cf. *Œuvres de Karl Marx. Économie* 1, La Pléiade, 1963, p. 1487.

156 Il s'agit d'une tentative aventureuse, effectuée par un petit groupe de membres de sociétés secrètes révolutionnaires, en vue d'utiliser des bombes incendiaires de fabrication artisanale pour des actes de terrorisme. Dès le début, des créatures de la police furent mêlées à l'entreprise, ce qui permit l'arrestation de tous les conjurés. Leur procès eut lieu en 1847 et montra que la police avait réussi à noyauter systématiquement les sociétés secrètes.

mer un corps passablement turbulent avec leur préfet et avec leurs officiers. De même que la Montagne de l'Assemblée nationale ne fut que la parodie de la vieille Montagne et, par son impuissance, démontra de la manière la plus frappante que les vieilles traditions révolutionnaires de 1793 n'étaient plus suffisantes de nos jours, de même les Montagnards de la préfecture de police - la reproduction des sans-culottes - démontrèrent que, dans la révolution moderne, cette partie du prolétariat ne suffit plus et que seul le prolétariat tout entier peut l'exécuter.

Chenu décrit de manière très vivante ce changement de vie sans-culottiste de cette honorable société à la préfecture. Ces scènes comiques, auxquelles monsieur Chenu a manifestement collaboré avec zèle, sont parfois un peu folles, mais elles s'expliquent très bien par le caractère de ces vieux bambocheurs de conspirateurs, et constituent la réplique nécessaire, voire saine, des orgies de la bourgeoisie au cours des dernières années du règne de Louis-Philippe.

[175]

Nous ne citerons qu'un exemple que nous extrayons du récit de leur *installation à la préfecture.*

« Lorsque le jour pointa, je vis arriver peu à peu les chefs de groupe avec leurs hommes, mais le plus souvent sans armes. J'y attirai l'attention de Caussidière. Il dit : Je leur procurerai des armes. Cherche un endroit convenable pour les caserner à la préfecture ! J'exécutai aussitôt l'ordre et je les envoyai occuper les postes des anciens sergents de ville, où jadis j'avais été traité si indignement. Un instant plus tard, je les vis revenir au pas de course. Où allez-vous, demandai-je ? - Le poste est occupé par une nuée de sergents de ville, me répondit Devaisse ; ils dorment tranquillement, et nous cherchons des instruments afin de les réveiller et les jeter dehors. Ils s'armèrent maintenant avec tout ce qui leur tombait sous la main, baguettes de fusil, fourreaux de sabre, ceinturons de cuir, pliés en deux, et manches à balai. Alors, mes garçons, qui avaient tous eu plus ou moins à se plaindre de l'insolence et de la brutalité des dormeurs, se précipitèrent le bras levé sur eux et durant plus d'une demi-heure leur donnèrent une telle correction que certains en furent longtemps malades. En entendant leurs cris de terreur, je me précipitai, et je ne réussis qu'à grand peine à ouvrir la porte que les Montagnards gardaient intentionnellement fermée de l'intérieur. Cela valait la peine de voir maintenant

les sergents de ville se précipiter à moitié nus dans la cour ; d'un bond, ils dégringolèrent l'escalier, et grand bien leur fit de connaître tous les recoins de la préfecture afin de disparaître des yeux de leurs ennemis qui les pourchassaient. Sitôt maîtres de la place dont la garnison les avait relevés avec tant de politesse, nos Montagnards tout fiers de leur victoire se parèrent avec ce que les vaincus avaient abandonné derrière eux, et pendant une longue période on les vit déambuler dans la cour de la préfecture, le sabre au côté, le manteau sur l'épaule et la tête parée du tricorne que la plupart craignaient tant jadis » (p. 83-85).

Nous venons de faire connaissance avec les Montagnards, faisons-le maintenant avec leur chef, le héros de l'épopée de Chenu, *Caussidière.* Chenu nous le présente d'autant plus longuement que c'est contre lui qu'il dirige à vrai dire tout son livre.

Les principaux reproches qu'il adresse à Caussidière se rapportent aux changements dans ses mœurs - emploi de [176] billets de complaisance et autres petits trucs pour se procurer de l'argent qui peuvent se présenter à Paris à n'importe quel joyeux *commis voyageur** endetté. Il ne dépend que du volume de son capital si les grivèleries, les extorsions d'argent, duperies et jeux en bourse sur lesquels repose tout son trafic, relèvent ou non du Code pénal. À propos des coups de bourse et l'escroquerie chinoise, qui caractérisent particulièrement les affaires françaises, que l'on se rapporte, par exemple, aux descriptions piquantes de Fourier dans les *Quatre mouvements,* la *Fausse Industrie,* le *Traité de l'unité universelle* et l'article posthume [157]. Monsieur Chenu ne cherche même pas à démontrer que Caussidière a exploité son poste de préfet de police à ses fins privées. Un parti peut se montrer satisfait lorsque ses adversaires vainqueurs doivent se limiter à dévoiler de telles bassesses morales et affairistes. Entre les petites tentatives du commis voyageur Caussidière et les grandioses scandales de la bourgeoisie de 1847, quel contraste ! Toute l'attaque n'a de sens que dans la mesure où Caussidière appartenait au parti de *La Réforme* qui s'efforce de cacher son manque d'énergie et de savoir révolutionnaires par des assurances de vertu républicaine et une sombre rigueur de conscience et de morale.

---

[157] Il s'agit du texte inachevé « Des trois unités externes », publié en 1845 dans *La Phalange* et traitant de questions de commerce. Engels en traduisit d'importants fragments en allemand dans le *Deutscher Bürgerbuch,* 1846 ; cf. *Werke,* t. II, p. 604-610.

Caussidière est, parmi les chefs de la révolution de février, la seule figure amusante. En sa qualité de loustic de la révolution, il était vraiment le chef qu'il fallait aux vieux conspirateurs de profession. De par ses sens et son esprit, c'était l'habitué des cafés et des cabarets de toutes les espèces ; il savait vivre et laissait vivre les autres, tout en étant courageux au feu ; sous une large bonhomie et des allures sans-façon, il cachait une grande malice, une réflexion intelligente et un esprit de fine observation. Il possédait, en outre, un certain sens et une certaine énergie révolutionnaires. Caussidière était alors un authentique plébéien qui haïssait d'instinct la bourgeoisie et partageait au plus haut point toutes les passions plébéiennes. À peine installé à la préfecture, il se mit à conspirer contre le bourgeois [177] *National*, sans négliger pour autant la cuisine et la cave de son prédécesseur. Il organisa aussitôt une force militaire, s'assura un journal, lança des clubs, distribua des rôles et, en général, agit dans le premier moment avec une grande assurance. En vingt-quatre heures, la préfecture fut transformée en une forteresse où il pouvait défier ses adversaires. Mais tous ses plans ou bien demeurèrent de simples projets, ou bien se déroulent dans la pratique comme des plaisanteries plébéiennes sans aboutir à des résultats. Lorsque les antagonismes devinrent plus aigus, il partagea le sort de son parti, qui fut incapable de se décider pour les gens du bourgeois *National*, ou pour les révolutionnaires prolétariens de Blanqui, bref qui resta indécis au centre.

Ses Montagnards se divisèrent : les vieux bambocheurs lui échappent et il ne peut plus les maîtriser, tandis que la fraction révolutionnaire passe à Blanqui. Caussidière lui-même s'embourgeoise de plus en plus dans son poste officiel de préfet et de représentant. Le 15 mai [158], il reste prudemment à l'écart des événements et se justifie à la Chambre d'une manière inqualifiable ; le 23 juin il laisse carrément

---

[158] Il s’agit de la tentative révolutionnaire des masses du 15 mai 1848, dans laquelle les ouvriers parisiens, dirigés par Blanqui et ses partisans, avaient comme mot d'ordre la poursuite du processus révolutionnaire, ainsi que le soutien aux mouvements révolutionnaires d'Italie, d'Allemagne et de Pologne. Les manifestants, qui envahirent l'Assemblée nationale, exigèrent qu'elle tienne ses promesses : procurer du travail et du pain aux ouvriers et créer un ministère du Travail. Ils tentèrent de disperser l’Assemblée nationale constituante et de former un nouveau gouvernement provisoire. Le soulèvement fut écrasé, et ses chefs - Blanqui, Barbès, Albert et Raspail - furent arrêtés.

l'insurrection en plan. On le récompense naturellement en l'écartant de la préfecture et en l'envoyant en exil peu de temps après...

Société universelle des communistes révolutionnaires

Retour à la table des matières

Article 1. - Le but de l'association est la déchéance de toutes les classes privilégiées, de soumettre ces classes à la dictature des prolétaires, en maintenant la révolution en [178] permanence jusqu'à la réalisation du communisme, qui doit être la dernière forme de constitution de la famille humaine [159].

Art. 2. - Pour contribuer à la réalisation de ce but l'association formera des liens de solidarité entre toutes les fractions du parti commu-

159 Déclaration de principes élaborée - semble-t-il - par Engels en avril 1850.

Comme l'insurrection *ouvrière* de juin 1848 à Paris avait relancé le mouvement démocratique national au centre, au midi et à l'est de l'Europe, Marx et Engels escomptaient que ce mouvement révolutionnaire, quoique démocratique-bourgeois dans sa nature, pourrait, en s'amplifiant, relancer à son tour le mouvement social dans les pays déjà capitalistes, notamment en France. (Cf. MARX-ENGELS, *Écrits militaires*, chap. « Prolongements militaires de 1848-1849 », p. 299-320.)

C'est sans doute dans cette perspective qu'à la mi-avril 1850, Marx, Engels et Willich, au nom de la Ligue des communistes, conclurent un accord avec des blanquistes français réfugiés à Londres (Adam et Vidil) et des représentants de l'aile révolutionnaire des chartistes (Harney) en vue de la fondation d'une association révolutionnaire ouvrière.

Cf. à ce sujet D. RIAZANOFF, « Zur Frage des Verhältnisses von Marx zu Blanqui », *Unter dem Banner des Marxismus*, vol. Il, 1938, p. 144 et s. En ce qui concerne les relations avec Harney, Cf. PETER CADOGAN, « Harney and Engels », *International Review of Social History*, vol. X, 1965, p. 66-104.

Après la scission au sein du Conseil central de la Ligue des communistes, les blanquistes français prirent position pour la minorité de la Ligue conduite par Willich et Schapper ainsi que les émigrés de la démocratie petite-bourgeoise. Dans ces conditions, Marx et Engels jugèrent qu'il valait mieux rompre le pacte avec les blanquistes que représente la déclaration de principes de la mi-avril.

niste révolutionnaire en faisant disparaître conformément au principe de la fraternité républicaine les divisions en nationalités.

Art. 3. - Le comité fondateur de l'association est constitué en Comité central, et établira, partout où ce sera nécessaire à la réalisation de l'œuvre, des comités qui correspondront avec le Comité central.

Art. 4. - Le nombre des membres de l'association est illimité, mais aucun membre ne pourra être admis, s'il n'a pas réuni l'unanimité des suffrages.

[179]

Art. 5. - Tous les membres de l'association s'engagent par serment de maintenir dans des termes absolus l'article premier du présent règlement. Une modification pouvant avoir pour conséquence l'affaiblissement des intentions exprimées dans l'article premier, délie les membres de l'association de leur engagement.

Art. 6. - Toutes les décisions de la société sont prises à la majorité des deux tiers des votants.

Adam J. VIDIL

K. MARX

August WILLICH

F. ENGELS

G. Julian HARNEY

Présentation et traduction du Manifeste de Blanqui

Retour à la table des matières

Certains misérables escrocs du peuple, réunis dans le prétendu Comité central des social-démocrates européens, qui est en vérité un comité de la racaille centrale européenne, sous la présidence de messieurs Willich, Schapper, etc., ont commémoré à Londres l'anniversaire de la révolution de février [160]. *Louis Blanc,* le représentant du

---

[160] En avril 1851, Marx-Engels traduisirent en anglais et en allemand le Manifeste que Blanqui avait envoyé le 10 février 1851 de sa prison de Belle-Ile-en-Mer au comité de préparation du banquet des Égaux, en le faisant précéder d'une brève présentation. La traduction allemande fut tirée à 30 000 exemplaires et diffusée par le réseau de la *Ligue des communistes* en Angleterre et en Allemagne.

Nous reproduisons ces textes, parce qu'ils donnent une image plus complète des rapports entre blanquisme et marxisme. La *Ligue communiste* de Marx-Engels et les organisations blanquistes finissent par se rejoindre concrètement, pour un moment, à la fin de la révolution de 1848-1849 (dont Marx-Engels espérèrent un moment qu'elle aurait un prolongement décisif en 1851). Le texte précédent sur la fondation d'une société commune aux blanquistes, aux communistes de la ligue et aux chartistes de gauche témoigne à la fois de la convergence du mouvement blanquiste et du marxisme, ainsi que de l'évolution commune de ces deux courants du mouvement ouvrier. En effet en septembre 1850, la *Ligue des communistes* se scinda en deux fractions, celle de Marx-Engels et celle de Willich-Schapper. Or, parmi les signataires des statuts de la *Société universelle des communistes révolutionnaires,* le blanquiste Vidil prit le parti de Willich-Schapper, et Adam celui de Marx-Engels. À la scission dans la *Société universelle* correspondit, en outre, une scission dans les rangs des socialistes démocrates français, parmi lesquels une grande partie suivit Louis Blanc qui voulait s'entendre avec les radicaux bourgeois. Des blanquistes, associés aux partisans de Louis Blanc, se retrouvèrent au banquet donné le 24 février 1851 : ils furent obligés, sous peine de désavouer eux-mêmes leur alliance, de cacher le Manifeste - auquel Marx-Engels donneront la publicité en le traduisant et en le faisant diffuser - que leur avait envoyé Blanqui, alors en prison, et où celui-ci critiquait d'une manière écrasante la conduite de Ledru-Rollin et de Louis Blanc. Sur ce plan encore, la critique de Blanqui rejoint celle que Marx-Engels ont exercée contre le gouvernement provisoire des Lamar-

socialisme en paroles et en sentiments, a rejoint cette bande de bas prétendants, par esprit d'intrigue, contre un autre traître à la cause du peuple - *Ledru-Rollin.* À leur banquet, [180] ils donnèrent lecture de différentes adresses qui leur seraient parvenues. Malgré tous leurs efforts, ils n'ont pu obtenir le moindre mot d'Allemagne. Bon présage pour l'évolution du prolétariat allemand !

Ils avaient également écrit à *Blanqui,* le noble martyr du communisme révolutionnaire, afin de lui mendier une adresse. Il leur répondit par le manifeste suivant :

Avertissement au peuple !

Quel écueil menace la révolution de demain ? L'écueil où s'est brisée celle d'hier : la déplorable popularité de bourgeois déguisés en tribuns.

Ledru-Rollin, Louis Blanc, Lamartine, Flocon, Crémieux, Marie, Garnier, Pagès, Albert, Dupont, Arago, Marrast.

Liste funèbre, noms écrits en caractères sanglants sur les pavés de l'Europe démocratique !

C'est le gouvernement provisoire qui a tué la révolution : c'est sur sa tête que doit retomber le poids de tant de calamités, le sang de tant de milliers de victimes.

La réaction n'a fait que son métier en égorgeant la démocratie. Le crime est aux traîtres que le peuple confiant [181] avait acceptés pour guides et qui ont livré le peuple à la réaction.

Misérable gouvernement ! Malgré les avis, malgré les prières, il lance l'impôt des quarante-cinq centimes, qui soulève les campagnes désespérées !... Trahison !

Il maintient les états-majors royaux, la magistrature royale, les lois royales... Trahison !

Il court sus aux ouvriers de Paris le 6 avril, il emprisonne ceux de Limoges le 26, il mitraille ceux de Rouen le 27. Il déchaîne leurs

---

tine, Ledru-Rollin et Louis Blanc dans leur classique *Luttes de classes en France (1848-1850).*

bourreaux, il berne, il traque, il calomnie les vrais républicains... Trahison ! Trahison !

À lui, à lui seul la responsabilité de ces désastres qui ont anéanti la République !

Oh ! ce sont de grands coupables ! Et, de tous, les plus coupables sont ceux en qui le peuple, ébloui par des phrases, croyait voir son épée et son bouclier, ceux qu'il acclamait d'enthousiasme comme arbitres de ses destinées !

Malheur à nous, si, au jour du prochain triomphe, l'indulgence oublieuse des masses laissait remonter au pouvoir ces hommes qui ont forfait à leur mandat ! Une fois de plus, c'en serait fait de la révolution !

Que les travailleurs aient sans cesse devant les yeux cette liste de noms maudits ; et si un seul, oui un seul, apparaissait jamais dans un gouvernement sorti de l'insurrection, qu'ils s'écrient tous d'une voix : Trahison !

Discours, serments, programmes ne seraient encore que piperies et mensonges. Les mêmes jongleurs reviendraient jouer le même tour avec la même gibecière. Ils seraient le premier anneau d'une chaîne nouvelle de réactions plus furieuses. Sur eux, anathème et vengeance, s'ils osaient reparaître ; mais honte et mépris sur la foule imbécile qui retomberait dans leurs filets !

Ce n'est pas assez de repousser de l'Hôtel de Ville les escamoteurs de Février : il faut se prémunir contre de nouveaux traîtres.

Traîtres seraient les gouvernants qui, élevés sur le pavois prolétaire, ne feraient pas opérer sur-le-champ :

1° le désarmement des gardes bourgeoises ;

2° l'armement et l'organisation des milices nationales de tous les ouvriers.

Certes, il est bien d'autres mesures à prendre ; mais celles-là d'abord, qui sont la garantie de tout le reste, l'unique gage de sûreté pour le peuple.

[182]

Pas un fusil aux mains de la bourgeoisie, ou pas de salut !

Les doctrines diverses qui se disputent aujourd'hui la faveur des masses pourront un jour réaliser leurs promesses d'amélioration et de bien-être, mais à la condition de ne pas abandonner la proie pour l'ombre.

Elles n'aboutiraient qu'à un lamentable avortement si le peuple, dans un engouement excessif pour les théories, négligeait le seul élément pratique du succès : la force [161]!

L'armement, l'organisation, voilà les instruments décisifs de progrès, le seul moyen sérieux d'en finir avec l'oppression et la misère !

Qui a du fer, a du pain ; on se prosterne devant les baïonnettes ; on balaie les cohues désarmées. La France, hérissée de travailleurs en armes, c'est l'avènement du socialisme.

Devant les prolétaires appuyés sur leurs fusils, obstacles, résistance, impossibilité : tout s'évanouit.

Mais pour les prolétaires qui se laissent amuser par des processions dans les rues, par des plantations d'arbres de la Liberté, par des phrases d'avocats, il y aura de l'eau bénite d'abord, puis des injures, enfin de la mitraille ! De la misère toujours ! Que le peuple choisisse !

Prison de Belle-Ile-sur-Mer, 10 février 1851.

---

161 Après cette délimitation vis-à-vis du communisme utopique, dont il ne rejette pas les visions d'avenir de la société socialiste, mais constate l'impuissance pratique, puisque ne prévoyant aucun moyen politique de réalisation, Blanqui rejoint le marxisme sur un autre point fondamental : la nécessité de la dictature et de la violence de classe. La seule différence avec le marxisme, c'est que ce dernier donne une forme beaucoup plus générale, stable, organisée et systématique à la violence, et ne craint pas de lui donner une forme carrément militaire en liaison avec l'État de la dictature du prolétariat. Un bon tiers de l'œuvre de Marx-Engels est consacré à l'étude de questions militaires, et les social-démocrates allemands avaient donné à Engels le surnom de *général*.

Lettre au directeur du « Times »

Retour à la table des matières

Monsieur,

Dans votre journal d'aujourd'hui, je trouve un billet de M. Louis Blanc qui rend compte du « banquet des Égaux » tenu le 24 février, ainsi que d'un certain toast qui y aurait été envoyé par M. Blanqui, le prisonnier de Belle-Ile-en-Mer [162]. [183] Permettez-moi de faire quelques observations à propos de cette lettre.

Au banquet, le nom de Blanqui ainsi que celui d'autres héros et martyrs de la démocratie s'étalaient en lettres énormes sur le mur. A cette occasion, un toast fut porté aux « martyrs de la calomnie » - à Marat, Robespierre et... Blanqui ! Tous les toasts portés lors de ce banquet devaient avoir été déposés dès le 15 février devant le comité des « organisateurs de cette belle et imposante manifestation ». M. Blanc était membre de ce comité, et il devait donc avoir approuvé à l'avance ce toast à M. Blanqui. Or, comment M. Blanc peut-il faire de M. Blanqui un « martyr de la calomnie » tout en en parlant comme d' « un de ces êtres malheureux qui, dans leur impétuosité, s'efforcent d'agir par la force contre l'autorité et qui - si cela était possible - perdraient même la meilleure cause » ?

M. Blanc déclare que le toast ne provient pas des prisonniers de Belle-Île, mais est l'œuvre exclusive de M. Blanqui. On devrait pour le moins admettre que M. Blanqui est l'auteur des toasts et documents qui sont présentés sous son nom. En fait, le toast en question, comme chacun le sait en France, a été adopté par la *Société des amis de l'Égalité* et publié par une association comprenant les prisonniers de Belle-Île qui sont des partisans de Blanqui, car celui-ci, comme M. Barbès -

[162] Cf. Engels, reproduit à partir du manuscrit en date du 5 mars 1851, rédigé en anglais ; cf. *Werke*, t. VII, p. 466-467.

Malgré son caractère nettement polémique, nous publions ce texte d'Engels, étant la rareté des passages sur Blanqui, que dans une lettre de cette époque Marx considérait « comme la tête et le cœur du parti prolétaire en France » (cf. l'excellent ouvrage de Samuel BERNSTEIN, *Auguste Blanqui*, Maspero, 1970, p. 347).

le protecteur de M. Louis Blanc - a également des amis parmi les prisonniers.

En ce qui concerne la « belle et imposante manifestation » et l'« association de plus de mille personnes appartenant aux nations les plus diverses », il ne faut pas oublier que ce spectacle touchant - pour autant qu'il touche M. Blanc - n'était rien d'autre qu'une manifestation « fraternelle » [184] contre M. Ledru-Rollin, en vue de prendre une revanche parce que - comme M. Blanc l'a déclaré publiquement - il a été exclu du comité central de la démocratie européenne de MM. Ledru-Rollin, Mazzini, etc.

En ce qui concerne cependant l'autorité de M. Louis Blanc, il serait bon de lui conseiller de ne pas toucher ce sujet délicat jusqu'à ce que cette autorité se soit quelque peu reprise des terribles coups que lui a portés récemment M. Proudhon.

M. Blanc voulait manifestement se couvrir contre les attaques de M. Blanqui, en chantant les louanges de ce prisonnier et proscrit ? Les fils de Louis-Philippe ne sont-ils pas eux aussi bannis ? Et M. Blanc a-t-il peut-être modéré ses attaques contre M. Proudhon, qui n'habite pas confortablement en exil à Piccadilly, 87, dans un appartement qui est loin d'inspirer le chant plaintif de Tristian d'Ovide, mais se trouve prisonnier dans les griffes de la loi ?

M. Blanc semble reprocher à M. Blanqui d'avoir publié son toast dans des « journaux contre-révolutionnaires ». M. Blanc sait parfaitement qu'il n'existe plus de presse « révolutionnaire » depuis mai 1850. Cependant, je vous prie, M. Louis Blanc, vous qui vous adressez si poliment au directeur du *Times*, depuis quand le *Times* est-il à vos yeux un journal démocratique, socialiste et révolutionnaire ?

Afin de permettre cependant au grand public de juger de ce document exceptionnel, qui a suscité une si grande indignation chez M. Louis Blanc et constitue même actuellement le thème général de la presse française, je vous en soumets une traduction complète et j'espère qu'elle ne sera pas sans intérêt pour l'opinion publique anglaise.

Je reste, Monsieur, votre très dévoué serviteur.

Veritas.

Passage de la stratégie de la révolution permanente à la stratégie frontale

Retour à la table des matières

Le pire qui puisse arriver à un chef du parti extrême, c'est d'être obligé de prendre, d'occuper le pouvoir à une époque où le mouvement n'est pas encore mûr pour la domination de la classe qu'il représente et pour l'application [185] des mesures qu'exige la domination de cette classe [163]. Ce qu'il peut faire ne dépend pas de sa volonté, mais du niveau auquel est arrivé l'antagonisme des différentes classes et du degré de développement des conditions matérielles d'existence et des rapports de production et d'échange, sur lesquels reposent, à chaque moment donné, le degré de développement des oppositions de

---

163 Cf. ENGELS, *La Guerre des paysans*, 1850, chap. VI, *Werke*, t. VII, p. 400-401.

Dans ce passage d'une œuvre qui tire les conclusions de la période révolutionnaire de 1848 en renouant avec tout l'arc historique du prolétariat moderne qui commence en 1525 avec la première révolution bourgeoise à l'échelle européenne, Engels relie le problème de la révolution permanente, qui permet au prolétariat dans des conditions données de prendre le pouvoir, avec les lois de fer de l'économie et de la société, faisant fi de tout volontarisme : « L'histoire n'entre pas dans l'homme par la tête ; ce n'est pas par cette voie qu'elle le conduit à agir. Et pourtant le malheureux s'imagine que c'est lui qui la dirige à son gré. C'est pourquoi nous ne pouvons pas, quand nous goûtons et digérons les leçons de l'histoire, résister à la démangeaison de changer en pensée ce qui pourtant devait inexorablement se produire : personne n'y échappe. Et ce n'est qu'après des ruminations répétées que l'on réussit à tirer cette conclusion que ce qui est arrivé devait arriver. » (*Dialogue avec les morts*, mars 1957, éditions de « Il Programme Communista », p. 129.)

« Ce qui est arrivé devait arriver », c'est-à-dire non seulement la défaite, mais aussi le glorieux assaut du jeune prolétariat révolutionnaire. Ce qu'il y a de plus écœurant dans la vile autocritique introduite dans le mouvement ouvrier par le contre-révolutionnaire Staline, c'est qu'à chaque défaite elle prétend juger et condamner l'héroïque prolétariat qui s'est lancé contre l'ennemi de classe, effaçant ainsi toute continuité avec l'action et la théorie révolutionnaires pour les noyer à chaque fois dans l'immédiatisme le plus borné.

classes. En revanche, ce qu'il DOIT faire, ce que son propre parti exige de lui, ne dépend pas non plus de lui, pas plus que du niveau de développement de la lutte des classes et de ses conditions ; il est lié aux doctrines et aux revendications qu'il a défendues jusque-là, doctrines et revendications qui, à leur tour, ne sont pas issues des rapports momentanés des classes sociales en présence et de la situation momentanée, plus ou moins contingente, des rapports de production et d'échange, mais de sa vision plus ou moins ample des résultats généraux du mouvement social et politique. Dans ces conditions, [186] il est placé dans un dilemme insoluble : ce qu'il PEUT faire contredit tout ce qu'il a défendu jusque-là - ses principes et les intérêts immédiats de son parti ; et ce qu'il DOIT faire ne peut être appliqué. En un mot, il est obligé de représenter, non pas son parti et sa classe, mais la classe pour la domination de laquelle le mouvement est précisément mûr.

Dans l'intérêt du mouvement même, il est obligé de défendre l'intérêt d'une classe qui lui est étrangère et payer sa propre classe de mots, de promesses et de l'assurance que les intérêts de cette classe étrangère sont ses propres intérêts. Quiconque tombe dans cette situation fausse est irrémédiablement perdu. Tout récemment, nous en avons eu quelques exemples. Rappelons simplement la position qu'adoptèrent les représentants du prolétariat dans le dernier gouvernement provisoire français [164], quoiqu'ils ne représentassent eux-mêmes qu'une étape tout à fait inférieure du développement du prolétariat. Après

[164] Il n'empêche que de ces épisodes de la lutte de classes, Engels tire des leçons pour le prolétariat moderne : « Après la victoire commune, on pourrait nous offrir quelques sièges au gouvernement - mais toujours en minorité. Cela est le plus grand danger. Après février 1848, les démocrates socialistes français *(Réforme*, Ledru-Rollin, L. Blanc, Flocon, etc.) ont commis la faute d'accepter de pareils sièges. Minorité au gouvernement des républicains purs *(National*, Marrast, Bastide, Marie), ils ont partagé volontairement la responsabilité de toutes les infamies votées et commises par la majorité, de toutes les trahisons de la classe ouvrière à l'intérieur. Et pendant que tout cela se passait, la classe ouvrière était paralysée par la présence au gouvernement de ces messieurs, qui prétendaient l'y représenter. » (A Turati, le 26 janvier 1894.)

De fait, la Commune a confirmé que l'on ne peut utiliser tel quel l'appareil d'État bourgeois, mais qu'il faut le briser avant de créer un État prolétarien. Cf. MARX-ENGELS, *La Commune de 1871*, 10/18, 1971, p. 249-250.

l'expérience du gouvernement de février 1848 - sans parler de nos nobles gouvernements provisoires allemands et de nos régences d'Empire allemand – qui se permet encore de spéculer pour occuper des postes officiels doit ou bien être berné au-delà de toute mesure, ou bien n'appartenir qu'en paroles seulement au parti révolutionnaire extrême.

[187]

C'est une fort bonne chose que notre parti puisse, cette fois, se manifester sous de tout autres auspices [165]. Toutes les bêtises « socialistes » que nous avons été obligés de défendre en 1848 encore vis-à-vis des purs démocrates et des républicains de l'Allemagne du Sud, les sottises de Louis Blanc, etc., que nous étions obligés de revendiquer, ne serait-ce que pour trouver dans la confuse situation allemande un point permettant d'enchaîner avec nos conceptions - tout cela est maintenant réclamé par nos adversaires, messieurs Ruge, Heinzen, Kinkel et consorts.

Les préliminaires de la révolution prolétarienne, les mesures qui nous préparent le champ de bataille et balaient la scène historique - la république une et indivisible, etc. - revendications que nous devions affirmer autrefois contre des gens dont c'eût été la vocation normale de les réaliser, ou du moins de les exiger - tout cela est maintenant convenu [166], et ces messieurs l'ont appris. Cette fois-ci, nous commen-

---

165 Cf. Engels à Weydemeyer, 2 avril 1853.

166 Dans cette lettre, Engels constate que malgré sa défaite de 1848 le prolétariat a obtenu la maturation sociale qui lui permet désormais d'attaquer la bourgeoisie directement avec la stratégie frontale, même dans un pays comme l'Allemagne où la révolution bourgeoise ne sera achevée qu'en 1871, si la France donne le signal de la révolution européenne. C'est ainsi qu'en 1865 Engels écrira : « Au cas extrême où, par peur des ouvriers, la bourgeoisie se réfugierait dans le giron de la réaction, en faisant appel à la puissance de ses ennemis pour se protéger des ouvriers, il ne resterait au parti ouvrier qu'à poursuivre, en dépit des bourgeois, l'agitation trahie par eux en faveur des libertés bourgeoises, de la presse, du droit d'association et de réunion. Sans ces libertés, il ne peut avoir lui-même les coudées franches ; il y lutte pour son élément vital, pour l'air qu'il lui faut afin de respirer. Il va de soi que, dans toutes ces hypothèses, le parti ouvrier n'interviendra pas en simple appendice de la bourgeoisie, mais en parti indépendant, absolument distinct d'elle. » (*La Question militaire prussienne et le Parti ouvrier allemand*, trad. fr. : MARX-ENGELS, *Écrits militaires*, p. 490.)

cerons tout de suite avec le *Manifeste*, grâce aussi notamment au procès de Cologne dans lequel le communisme allemand (particulièrement en la personne de Röser) a passé avec succès son examen de fin d'études secondaires.

[188]

Tout cela ne concerne naturellement que la théorie. Dans la pratique, nous serons toujours amenés à prôner et à utiliser des mesures radicales sans nous laisser arrêter par quelque considération théorique que ce soit. Et c'est bien là le malheur, car j'ai bien peur que notre parti, en raison de l'indécision et de la mollesse de tous les autres, soit un beau matin forcé à une fonction gouvernementale, afin d'exécuter finalement tout de même les tâches qui ne sont pas directement les nôtres, mais sont révolutionnaires pour l'ensemble historique et correspondent aux intérêts spécifiquement petits-bourgeois. Or, à cette occasion, on serait contraint par le peuple prolétarien, par nos propres revendications et plans interprétés plus ou moins faussement, sous la poussée d'une lutte de parti plus ou moins passionnée, à tenter de faire des bonds en procédant à des expériences communistes, dont on sait mieux que quiconque que leur temps n'est pas encore venu. Ce faisant on perd la tête - et il est à souhaiter que ce ne soit que physiquement parlant - puis vient la réaction, et jusqu'à ce que tout le monde soit en mesure de donner son jugement *historique* sur de tels événements, on n'est plus considéré que comme une bête enragée (ce dont on se fiche), et pire encore comme bête tout court, ce qui est bien plus grave. J'espère que nous n'en viendrons pas là...

Le second but de la mission de Lévy, c'était de me donner des renseignements sur la situation ouvrière en Rhénanie [167]. Les ouvriers de Düsseldorf sont toujours en relation avec ceux de Cologne, d'où tous les « petits messieurs » ont disparu. L'essentiel de la propagande s'effectue maintenant parmi les ouvriers industriels de Solingen, Iserlohn et la région environnante, Elberfeld et la Westphalie. Dans ces régions de métallurgie, les gens veulent à toute force déclencher une action :

---

[167] Cf. Marx à Engels, 5 mars 1856.

Le premier but de la mission de Lévy avait été de dénoncer, au nom des ouvriers de Düsseldorf, les agissements de Lassalle « qui utilisait le parti à des fins privées ».

la seule chose qui les retienne d'agir tout de suite, c'est la perspective d'une révolution en France et le fait que les « camarades de Londres ne croient pas encore le moment venu ». Si la situation dure sans s'améliorer, il sera difficile, d'après Lévy, d'empêcher une [189] émeute. En tout cas, ils doivent attendre qu'une insurrection parisienne leur donne le signal.

Ces gens croient fermement que, *dès le premier moment, nous et nos amis, nous nous empresserons d'aller les rejoindre.* Ils éprouvent naturellement le besoin de chefs politiques et militaires. On ne saurait leur en vouloir.

FIN